

La construction européenne relancée à Maastricht

La victoire du réalisme

La nouvelle Union européenne n'est pas née dans l'euphorie à Maastricht. Si tout va comme prévu, elle devrait entrer en vigueur, avant l'an 2000, avoir doté l'Europe d'une monnaie unique ainsi que des moyens politiques, voire militaires, de se faire entendre puissamment sur la scène internationale. Ce succès, pourtant, n'est pas un triomphe : c'est celui du réalisme et de la persévérance, c'est le fruit d'une nouvelle bataille qu'a dû mener l'Europe contre le théâtralisme, et dont on veut espérer qu'elle sera la dernière.

Les chefs d'Etat et de gouvernement avaient apparemment sous-estimé, chez M. John Major, la force de la filiation ou celle des intérêts électoraux. Il a fait preuve d'une compétence, d'un talent, dignes de la « Dame de fer », mais aussi de la même obstination et d'une capacité analogues à celles des précurseurs, étroitement comptables à des arguments de nature purement idéologique. Il aura livré son combat principal à propos d'un chapitre des plus squelettiques du traité sur l'union politique : celui de la politique sociale, un combat sans merci et excessif qui fait bien faire s'effondrer l'ensemble de l'édifice.

Pour sauver un accord majeur sur l'union monétaire, les partenaires de M. Major ont dû beaucoup en rabattre sur l'union politique. Alors que la première, à l'issue du sommet de Maastricht, a la force d'un engagement irréversible et daté, la seconde n'apparaît encore que comme un projet en gestation aux contours beaucoup moins précis. Mais faut-il en être déçu, faut-il en rejeter l'entière responsabilité sur la première ministre britannique ? A moins d'être, il faut le reconnaître, l'Europe, trop tôt sollicitée par les événements internationaux, n'était pas prête à aller plus avant tout de suite.

M. Kohl et Mitterrand avaient initialement fixé la barre plus haut, par exemple en matière de politique étrangère commune. Les événements de ces derniers mois, la crise du Golfe, celle de la Yougoslavie, leur ont ensuite montré que la politique étrangère commune ne s'imposait pas d'elle-même à l'Europe et qu'elle ne résultait encore que d'un patient volontarisme. Les initiatives du type de celles qu'a prises le président de la République en proposant à Maastricht l'élaboration d'une « doctrine européenne » qui serve de référence face à l'apparition de nouveaux Etats, participent de ce volontarisme. Elles renforcent sans doute plus efficacement que des procédures dans un traité l'identité de l'Europe.

De même, il eût été prématuré d'aller beaucoup plus avant dans le renforcement des institutions communautaires, alors que chacun sent bien que ces institutions devront être profondément réformées pour tenir compte des élargissements probables de la Communauté.

L'ESSENTIEL n'est donc pas que les Douze aient dû modérer leurs ambitions à Maastricht, mais qu'ils l'aient fait dans la plupart des cas pour de vraies raisons. L'essentiel, comme le soulignait M. Mitterrand, c'est qu'il ait été confirmé à once une très forte volonté d'aller de l'avant progressivement et une alliance franco-allemande qui, à aucune étape de la négociation, n'a failli.

M0147 - 1212 0 - 6 00 F



- Le sommet des Douze a débouché sur une union économique et monétaire et a marqué des progrès sur l'union politique
- La Grande-Bretagne restera à l'écart de l'Europe sociale

Le 46^e sommet européen, qui s'est tenu à Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre, a débouché sur une union économique et monétaire que le président de la République, M. François Mitterrand, qui devait s'exprimer mercredi à 20 heures au cours du journal d'Antenne 2, a saluée comme un réel succès, affirmant que les Douze « ont décidé de former une Union européenne ». En revanche, le traité d'union politique a suscité

La percée après compromis

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze réunis à Maastricht (Pays-Bas) les 9 et 10 décembre sont parvenus à conclure un nouveau traité qui couvre tant l'union économique et monétaire (UEM) que l'union politique. L'opération, lancée il y a un an lorsqu'ont été engagées à Rome les deux conférences intergouvernementales (l'une sur l'UEM, l'autre sur l'union politique) s'est donc achevée de façon satisfaisante, même si les solutions retenues sont souvent loin de correspondre aux espoirs de ses promoteurs. C'est qu'en effet il a fallu composer tout au long

de cette année, et encore lundi et mardi à Maastricht, avec les réticences qu'a éprouvées l'entrée de jeu le Royaume-Uni à l'égard de ce formidable programme de relance de la construction européenne. A la veille de Maastricht, les Français, faisant ainsi la part du feu face aux rigidités britanniques, proclamaient un objectif des plus raisonnables : la priorité devenait pour eux d'aboutir à un accord pour préserver les acquis d'une longue négociation et éviter par là même une rupture inopportune alors que les sentiments des Anglais vis-à-vis de la Communauté semblaient en pleine évolution.

PHILIPPE LEMAÎTRE
Lire la suite page 4.

Lire aussi

- UEM, mode d'emploi
- Un double succès pour M. Major
par LAURENT ZECCHINI
- La tranquille assurance du chancelier Kohl
par HENRI DE BRESSON
- La méthode Lubbers
par CHRISTIAN CHARTIER
- Progrès monétaires, hésitation sociale
par FRANÇOISE LAZARE et MICHEL NOBLECOURT
- Les coulisses du sommet
par PIERRE SERVANT
- L'indispensable réforme de la Constitution
par THIERRY BRÉHIER
- Du traité de Rome à l'accord de Maastricht : les grandes dates de la construction européenne
pages 3 à 5

Le sort de M. Gorbatchev

Les dirigeants russes cherchent à offrir une sortie honorable au président soviétique

Lire page 6 l'article de JAN KRAUZE

La remise des Nobel

Les cérémonies ont eu lieu en l'absence de M. Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée en Birmanie

Lire page 14 l'article d'YVONNE REBEYROL

POINT

Le Japon, nouvelle puissance militaire

page 6

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent sur page 32

« Le Monde des carrières » page 25

« Le Monde Illustré » pages 26 et 27

des commentaires moins enthousiastes de la part des Européens les plus fervents, même s'il marque des progrès dans certains domaines comme la citoyenneté européenne, la défense commune ou le social. La Grande-Bretagne a freiné les avancées communautaires : l'Europe sociale se fera sans elle, et Londres bénéficie, en matière de monnaie unique, d'une clause d'exemption.



Belgrade à l'heure de la guerre

A moins de 150 kilomètres du front croate, la capitale yougoslave a pris des airs de base arrière

BELGRADE

de notre correspondant

Pour la plus grande des Républiques yougoslaves, le conflit pourrait se résumer à 1,5 million de personnes déplacées, à l'efflux de 150 000 réfugiés provenant des zones de combats, à quelques milliers de jeunes qui se cachent ou qui ont quitté le pays pour échapper à la mobilisation, à une baisse de la production industrielle de 20 %, à une croissance du chômage de 20 %, à une paupérisation et à des sanctions économiques et commerciales de la Communauté européenne dont les répercussions ne sont pas

encore visibles. Mais l'image ne serait pas complète si l'on omettait l'angoisse face à un avenir incertain, la « déprime » générale d'une population qui, en dépit de la propagande guerrière et nationaliste, aspire à la paix (plus de 60 % des personnes interrogées, selon des sondages fiables de début novembre), la morosité d'une vie figée qui ne bat plus qu'au rythme des avis de décès et des spectacles de massacres diffusés par la télévision et, enfin, le regain de violence provoqué par la proximité du front et la crise économique.

A première vue, Belgrade, la capitale de la Serbie, semble

continuer à vivre comme avant. La circulation est dense, la grande rue piétonne est animée et les vitrines des magasins sont joliment décorées. Rien à voir, donc, avec Zagreb, la capitale croate, qui vit au rythme des alertes aériennes et des descentes aux abris. Pourtant, celui qui connaît Belgrade s'aperçoit que la ville est transformée. Il y a un an, Belgrade avait un avenir. Avec la réforme économique yougoslave, elle était devenue l'un des lieux de prédilection des investisseurs étrangers.

FLORENCE HARTMANN
Lire la suite et nos informations page 6

Citoyenneté

par Bruno Frappat

Le compromis est la seule manière civilisée de faire l'Europe. L'autre méthode est la manière forte, celle qu'utilisèrent, chacun en son siècle, Napoléon et Hitler. On sait ce qu'il en advint.

Il ne faudrait jamais s'étonner que la disparate famille nombreuse qu'est cette union en constante construction depuis quatre décennies se livre, à chacune de ses tumultueuses retrouvailles, à des marchandages, à des menaces de rupture. Et il faudrait toujours se réjouir qu'elle franchisse finalement, comme elle l'a fait à Maastricht, ces caps dangereux.

La négociation met en jeu un équilibre toujours à réinventer entre des intérêts nationaux à défendre et des desseins communs à présenter aux peuples qui composent cette communauté. Peut-être, grâce à Maastricht, les habitants du Vieux Continent — expression qu'il faudra bien un jour proscrire... — auront-ils désormais le sentiment que l'Europe officielle tend à rejoindre celle des gens.

Lire la suite page 5

La bataille pour la présidence du Sénat

Le 19 décembre, le Sénat sera saisi du projet de loi modifiant le mode d'élection des sénateurs. La majorité de droite du Palais de Luxembourg est mobilisée, mais déjà la lutte s'est ouverte en son sein pour la succession, en octobre prochain, de M. Alain Poher, président centriste du Sénat, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-deux ans.

La candidature de M. Charles Pessegue ne fait plus aucun doute et soulève, à gauche comme à droite, beaucoup d'inquiétudes.

Lire page 12 l'article de DANIEL CARTON et GILES PARIS

ÉDUCATION • CAMPUS

Les « prépas » intouchables

On ne touche pas aux classes préparatoires, ces couloirs de l'élite, antichambres convoitées et terriblement efficaces des grandes écoles ! L'offensive lancée par le gouvernement, il y a six mois, pour réformer les prépas et les formations d'ingénieurs, a soulevé un vent de fronde dans les écoles et les associations d'anciens élèves. La réaction a été instinctive, virulente, déclenchant une avalanche de mises en garde : un véritable pilonnage organisé à grande échelle par toute la corporation des ingénieurs. Et le gouvernement a dû rempocher son projet. Ce dernier consistait, essentiellement, à réduire à un an, au lieu de deux, la durée des préparations scientifiques. Cela aurait permis de ramener à quatre ans la durée

minimum de formation des ingénieurs.

Mais l'enjeu véritable, c'est la mutation devenue nécessaire de la formation des élites. Rigidifiée autour d'un critère unique d'excellence — les mathématiques — au détriment de disciplines plus expérimentales ou intuitives, façonnée dans un moule unique symbolisé par l'école polytechnique, elle ne répond plus aux besoins de l'industrie. Et elle ne parvient pas, non plus, à répondre à la diversité croissante des élèves qui se présentent, de plus en plus nombreux, aux portes des prépas.

Lire pages 15 à 18 les articles de MICHÈLE AULAGNON, GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

UN BROZEK SIGNE FRED

Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a créé pour Fred une collection mobile qu'il appelle « Le Couple ». Élément pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne. Prix 13.100 F.

6 rue Royale, Paris 8^e - 42.80.30.65

Le Coudray, 14, Champ-Olympe - Espace "Galerie Lafayette" - Paris - Aéroport d'Orly - 77, rue Eugène Delacroix, Drouot - 21, boulevard de la Chapelle, Drouot - Hôtel Lutetia, Montmartre - 20, rue du Marché, Gendry - Beverly Hills - Houston - Seoul - Tokyo

JOAILLIER

DÉBATS

Yougoslavie

Un Pearl-Harbor moral

par André Glucksmann

Le premier sentiment du téléspectateur parait le bon, celui d'une incroyable absurdité. Un technicien fidèle semble s'ingénier à incruster des documents de la seconde guerre mondiale dans un clip publicitaire vantant les vacances 1992 sur la côte dalmate. Sur place, sous les obus, dans les ruines, l'ébahissement d'est pas moindre. Dans le petit port estival de Cavtat, conquis par l'armée fédérale qui plante là son quartier général, des jeunes gens ahurés d'o'o reviennent pas. Ils arpentent, désemparés, les rues sordides et nous tirons par la manche, Jean d'Ormesson et moi, pour confier leur révolte. Quand des collines alentour dévalaient les tanks et l'infanterie, ils n'en curent ni leurs yeux ni leurs oreilles. Un de leurs copains saisisait au son Caméscope se plaignait dans sa voiture pour filmer cette mise en scène de science-fiction. A la recherche des mythes ouestchis, de 1940-1945, les valeureux combattants à étoile rouge mitraillèrent le véhicule où le caméraman amateur périt carbonisé.

Dubrovnik, c'est Saint-Tropez et environs encerclés par une armée nationale - pardon « fédérale » - qui défend les Maures et de l'Estel, pillant par-ci, brillant par-là, occupant Rastavice et cartonnant villes et villages. On Porfino atitue par terre et par mer, attendant l'assaut final, tremblant, assoiffé, affamé. Stratégiquement, imaginez un mioi-Dio-Bio-Pbi sur Côte d'Azur, une intenable crevette prise sous le feu des reliefs avoisinants, à 300 mètres le tir s'exerce impunément et fait mouche à tout coup. Au fond de la cuvette, il y a - ou il y avait - un musée, une ville joyeu, dix siècles de mémoire européenne, l'antique Raguse, l'égale de Venise. Et les obus d'éventrer une façade du quinzième siècle, de démolir un couvent franciscain, d'incendier des églises et la plus vieille synagogue d'Europe après celle de Fréjus. Deux jours après avoir quitté la ville sur le navire hôpital *La Rance*, j'apprends à Osijek que la glorieuse armée rouge de Belgrade auroit, selon l'UNESCO et Stefano di Mirasura, son admirable représentant sur place, réussi à endommager un tiers du patrimoine architectural. « Il s'agit d'une erreur, nous n'avons pas causé d'explosion », ose prétendre, après coup, l'état-major, non sans avoir auparavant expliqué que la ville était bombardée elle-même (cecoo ou coop des oostachis !). Technique totalitaire éprouvée : plus le mensonge est gros, l'Europe gobe et laisse les décombres s'accumuler ; son passé sombre dans une sorte de Pearl-Harbor spirituel.

A force de piétiner les maisons émietées et les vitres brisées, j'oublie le côté surréaliste de l'événement et la nausée me gagne. A l'autre bout de la Croatie, du gros bourg de Nustar, le grand stratège entre Vukovar et Osijek, il ne reste rien. Cinq tanks fédéraux s'y étaient risqués voilà un mois, leurs carcasses vengées n'a pas laissé pierre sur pierre. Quelques coehos sans maîtres

errent. Une poignée de défenseurs croates, armés de mitraillettes, se laissent photographier. L'un d'eux, las mais ferme : « Prenez une image, c'est tout ce qu'il restera de moi quand ils passeront à l'offensive. » - Avez-vous des munitions ? « Quasiment pas » - Attendez-vous des renforts ? « Non ».

Entre Nustar et Osijek, l'hôpital de Vukovar, jadis six cents lits, est détruit de fond en comble, délibérément, systématiquement. Pendant que nous parlons avec le maire, un obus tombe à deux cents mètres, une dame âgée est touchée, elle meurt. Les vieux ne veulent pas abandonner un foyer qu'ils ne quitteront de leur vie, m'expliquent-ils, pas moyen de les évacuer. Les villages alentour sont rasés, l'état se retire autour d'Osijek, le centre hospitalier pillocoo organise le départ des blessés transportables. Les églises furent, au fil des jours, désertées, plus de toit, plus de fenêtres, plus de planchers, les bâtiments s'effondrent, on opère dans les sous-sols. Sans discontinuer : le chirurgien a pratiqué treize opérations cette nuit même. Mais très normalement : les infirmières sont, à petite soixante pour les patients rivas à leurs fauteuils à roulettes.

Une stratégie de la terreur

Au son du canon, pas de panique visible. Le calme règne. Au point que les visiteurs se retrouvent honteux de troubler le travail silencieux et attentif du corps médical. Bernard Kouchner, depuis quelques semaines, tente d'installer des accords humanitaires, siôt ouverts, siôt refermés. Kouchner o'en peut plus. En vingt-cinq ans, de guerre en guerre, il a fait le tour de la planète en flammes. Jamais il n'a détecté un tel échauffement contre des cootres médicaux et des malades étouffés par leonilit. La « guerre du ministe » cède devant la passion d'un homme de cœur et de déontologie du médecin : « Barbaire, sauvage. Si nous laissons se perpétuer le massacre, nous ne sommes que des salauds ».

Un jour de novembre, à 13 h 30, une bombe tombe pile sur le toit du Joli théâtre rocoo d'Osijek. Les pompes s'échouent. Coup de téléphone : « Ici l'armée fédérale, si vous vous obstinez à étendre les flammes, nous remettons ça. » La ville se laisse pas intimider, sauva les murs et joue reliée à ciel ouvert. Eglise, cimetières, mairie, les tirs sont précis, intentionnels et s'inscrivent dans une stratégie de terreur : il s'agit de vider la ville de ses habitants en signifiant clairement qu'ils n'ont d'autre recours que la fuite. Rien ne les abrite, car rien ne demeure intouchable, ni les chadelles de la culture, ni les lieux de culte, ni les édifices d'utilité publique. On vise toutes les croix : clochers, hôpitaux, sépultures. Hors l'exode, pas de salut, répète Belgrade sur l'air onou des orgues de Staline.

Enragement, cette guerre n'oppose pas deux armées. A Vukovar, les fédéraux ont engagé près de

trois cents tanks (il y en avait six cents à Kourak, la plus importante bataille de blindés germano-soviétique). En face, la garde croate combat à l'arme individuelle. Elle ne fait pas le poids. Zagreb vient de mobiliser six mille hommes mais ne peut les équiper. Pas de transports de troupe ou de matériel sur les routes de Croatie. Pas de troupes de renforts pour Osijek encerclée. Je n'ai pas croisé le moindre convoi. Pourquoi l'armée fédérale se précipite-t-elle pas le mouvement ? Parce qu'elle craint une résistance dénuée mais courageuse ? Parce qu'elle étale - tactique dite du salami - son effort de guerre afin de ne pas offenser uoe Communauté des Douze qui ferme les yeux à condition qu'on massacre par tranches ?

Le QG fédéral a planifié une guerre mentale, visant directement une société rivale qui ne dispose d'armes ni d'armée pour se défendre. A coup de destructions massives dans les campagnes, plus symboliques dans les villes et d'exemples limites mais terroristes (boucherie à Vukovar ?), il entend progressivement bouter la majorité croate hors des riches terres de Croatie, qu'il repeuplera de Serbes pour les rattacher à uoe potentielle grande Serbie.

Pour l'heure, seule armée rouge en état de fonctionner sur le Vieux Continent, la soldatesque fédérale procède à la manière des bolcheviques classiques. A coup de canon et d'exactions policières, elle entend fixer à son gré les frontières et redistribuer les populations selon son bon plaisir. Pourquoi ce qui réussit jadis si bien à Staline se tenterait pas les gollonnés yougoslaves ? D'autant qu'ils craignent comme la peste le sort de leurs homologues de Moscou réduits au chômage, voire à la mendicité. La gamelle avait tout ! L'acier Dubrovnik, ce petit Monaco ? Pas question ! Et la Slavonie, son grenier à blé, ses réserves de pétrole ? Encore moins ! Libre aux naffs d'exploiter à l'infinitif sur les haies antérieures sans percevoir qu'elles sont réduites à l'incandescence par une oomeclatira esvide et sans scrupule qui lutte pour le tiroir-caisse.

La première aventure de l'après-communisme

Les experts de Bruxelles s'abusent lorsqu'ils font la moue devant ce qu'ils baptisent avec une simplicité acalante, « une querelle d'un autre âge ». Impavides et rassurants, ils se plaisent à s'enregistrer qu'une dispute baeale et atavique entre Croates et Serbes. Le nouveau paradigme connecté à Belgrade est aux antipodes de celui de l'Europe. Il fusionne la ferveur national-chauvine, les intérêts d'un appareil totalitaire, les préches d'une Eglise qui verse dans l'intégrisme et l'esprit de croisade, au grand dam des dissidents orthodoxes authentiques.

Esprit de parti et xénophobie belliqueuse + fanatisme religieux, voilà les composantes d'un nouveau national-communisme qui, s'il réussit, risque de susciter force vocales dans d'autres chosettes. L'empire soviétique. Gagnons qu'en Roumanie, Ukraine, Russie, Géorgie, Azerbaïdjan, etc., de nombreux cadres conservateurs et ambitieux brûlent d'imiter leurs collègues de Belgrade. Craignons que l'épreuve test qui ravage la Croatie soit moins le dernier avatar du communisme que la première aventure de l'après-communisme. L'ex-Yougoslavie fonctionne comme un laboratoire grandeur nature. L'Europe est mal partie si elle laisse au cœur de l'Europe une armée étoilée de rouge trancher à sa guise les territoires et taitler les peuples.

Rien à faire ? Quand j'apprends que Jacques Delors plaide pour l'impuissance, « nous avons tout fait », je n'ose même pas le qualifier de muoiohois : Hitler était autrement plussoit que l'armée fédérale. La petite marine qui bloque Dubrovnik n'est pas insubmersible, les centres de contrôle et de communication qui planifient l'invasion ne se trouvent pas hors d'atteinte. Les menaces de semence ou de punition sont crédibles et dissuasives si elles sont précédées de détermination. Les chefs fédéraux peuvent être contraints de respecter les essers-le-feu, qu'ils ont eux-mêmes signé, et les colouirs humanitaires, dont ils admettent le principe pour en bloquer l'exercice.

Libre à lord Carrington de se faire lanterner, à Cyrus Vance de se « ridiculiser » : il tourne le dos, et les tanks crachent aussi soc. Libre à François Mitterrand de renouer avec la glorieuse non-intervention pratiquée par Léon Blum qui ouvrit Madrid à Franco et précipita les catastrophes en chaîne.

Qu'en revanche nul ne s'étonne du discrédit où tombe cette Europe qui mobilise contre les fronges ou les vins innocents et laisse officier les incendiaires de Dubrovnik. Pendant qu'à Maastricht on s'autofélicite en programmant l'an 2000, l'hôtel Libertés est pais pour cible, bourré de réfugiés, trois, quatre familles par chambre et des cadavres pleins les couloirs. Un vieux paysan m'y avait pris à part : « Allez voir mon champ, je vous prie. C'est à deux kilomètres, pas loin, mais derrière les lignes adverses. Mo maison pour ne le verrez pas, ils l'ont brûlé. Mais mon champ ? L'Europe protège ses paysans, l'Europe sauve les minorités. L'Europe, c'est la paix. La preuve ? Visitez la Croatie ».

Un agresseur et un agressé

Une guerre n'oppose pas, sauf dans les contes de fées, les « bons » et les « méchants ». Les qualités intrinsèques des peuples croates et serbes m'indiffèrent, il ne m'appartient pas de séparer le bon grain et l'ivraie que toute communauté, inextricablement, mélange. Le théâtre des opérations n'oppose pas, d'un côté, les anges et, de l'autre, des démons, mais il distingue un faible et un fort, un agresseur et un agressé, un conquérant et un conquis. Pas facile de les renvoyer dos à dos, sauf à se mépriser soi-même. Le maire d'Osijek, Zlatko Kramaric, est un Croate demi-juif, spécialiste de slave ancien ; à trente-cinq ans, il a déjà consacré six ouvrages à l'antique culture macédonienne. Et il y a un an, il tient bon. Je l'interroge sur sa peur. « Dans les questions de vie ou de mort, l'important est de ne pas laisser tomber ce qu'on a commencé. » Un silence. C'est du quinzième siècle-le-feu ponctué par des salves d'artillerie de plus en plus rapprochées. « A Paris peut-être ? » soumit-il, sans ajouter : si Dieu, les Douze, les troupes d'assaot me prêtent vie, il tend sa carte de visite. Je la prends, me demandant s'il s'agit d'un faire-part. Il me devine et prolonge son sourire.

► André Glucksmann est philosophe et écrivain. Il rentre d'Osijek.

Pour une information pluraliste

Un appel de Reporters sans frontières

En Yougoslavie, les écrans de télévision sont devenus un champ de bataille. Images de charniers à l'appui, Zagreb et Belgrade s'accusent mutuellement des pires atrocités. Pour passer sur l'option publique internationale, pour mobiliser leurs propres troupes. Aujourd'hui, dans chaque camp, la grande majorité des médias est au service exclusif de son gouvernement. Au mépris du plus élémentaire respect des faits et des hommes. Une directive d'octobre 1991 de la télévision croate exige des journalistes qu'ils dénoncent « les forces destructrices employées par l'ennemi, sa violence sans scrupules » et les menaces, au cas de non-respect de ces directives, « des poursuites professionnelles et judiciaires ». En Serbie, après la suppression, en juillet 1990, des émissions de radio et de télévision en langue albanaise à destination du Kosovo, le gouvernement veut maintenant reprendre en main l'agence de presse Tanjug.

Aussi, les journalistes indépendants de Yougoslavie réclament aujourd'hui, à cet égard, que des programmes soient diffusés de part et d'autre du front, offrant enfin des informations complètes et impartiales. Il faut essayer de forcer le blocus des informations, l'Europe devrait s'engager dans cette voie, explique Stojan Gavrilovic, de l'Observatoire indépendant serbe Vremje.

L'association indépendante des journalistes de Vukovar a lancé un appel, en août dernier, demandant « l'envoi de missions d'observateurs internationaux (...) qui évalueraient l'état des médias locaux, les abus de la déontologie professionnelle, et qui seraient en mesure d'informer l'opinion publique internationale et celle du pays ». Bref, chacun nous demande d'inventer une sorte de devoir d'ingénierie en matière d'information.

Parallèlement aux démarches pour faire taire les armes, il faut, da toute urgence, « décontaminer l'information qu'ingurgient, jour après jour, les peuples de Yougoslavie. Un temps, Yutel, la

télévision de Sarajevo, e pu faire entendre, à Zagreb comme à Belgrade, une voix différente, susceptible de calmer les esprits. Les autorités croates, puis serbes, ont choisi d'interrompre ces retransmissions : elles ne supportaient plus qu'on puisse refuser de marcher au pas, d'acquiescer aux logiques nationales.

Reporters sans frontières lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle exige des protagonistes qu'ils renouent en marche les rails de transmission du Yutel, pour qu'elle favorise toute initiative permettant la diffusion d'une information pluraliste. Aucun journaliste ne peut rester indifférent au dévoiement de son métier au seul profit de la haine, de l'exclusion, de la xénophobie. Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos Serbes et Croates, de faire l'économie d'une analyse des enjeux en présence. Mais de choisir un camp, celui d'une information honnête. Pour que demain la paix et une forme de cohabitation aient à nouveau droit de cité.

► Cet appel est signé de : Noël Copin, le Croix ; Antoine-Pierre Mariano, le Figaro ; Marc Kravetz, Libération ; Bruno Frappet, le Monde ; Philippe Tesson, le Quotidien de Paris ; Jean-Marcel Bouguereau, l'Evenement du jeudi ; Christian Hoche, l'Express ; Bernard Langlois, la Nouvelle Presse ; Laurent Joffrin, le Nouvel Observateur ; Claude Imbert, le Point ; Georges Montaron, Télérama ; Jean-Pierre Elkabbach, Europe 1 ; Jean-Pierre Farkas, Ivan Lovat, Radio-France ; Christian Billmann, Radio-France Internationale ; Philippe Lepoutre, Radio Monte-Carlo ; Olivier Mazerolle, RTL ; Régis Faucon, Patrick Polvre d'Arvan, TF 1 ; Bernard Benveniste, Bruno Masura, Christiana Jekrant, Antenne 2 ; Paul Amar, Elias Lucot, FR3 ; Eric Gilbert, Canal Plus ; Guillaume Durand, Paroisse du Tertre, le Cinq ; Alain Chertiez, M 6 ; Mélière Albert, Claude Ruben, TV5 Europe.

Au-delà des schémas

par Maurice Pergnier

Qui ne serait bouleversé par le triste drame yougoslave, et plus encore par l'effacement du nationalisme de nos pays à y mettre un terme ? Nous aimons non seulement que le sang cesse de couler, mais que le droit soit dit clair et grand dam des dissidents orthodoxes authentiques.

Esprit de parti et xénophobie belliqueuse + fanatisme religieux, voilà les composantes d'un nouveau national-communisme qui, s'il réussit, risque de susciter force vocales dans d'autres chosettes. L'empire soviétique. Gagnons qu'en Roumanie, Ukraine, Russie, Géorgie, Azerbaïdjan, etc., de nombreux cadres conservateurs et ambitieux brûlent d'imiter leurs collègues de Belgrade. Craignons que l'épreuve test qui ravage la Croatie soit moins le dernier avatar du communisme que la première aventure de l'après-communisme. L'ex-Yougoslavie fonctionne comme un laboratoire grandeur nature. L'Europe est mal partie si elle laisse au cœur de l'Europe une armée étoilée de rouge trancher à sa guise les territoires et taitler les peuples.

Rien à faire ? Quand j'apprends que Jacques Delors plaide pour l'impuissance, « nous avons tout fait », je n'ose même pas le qualifier de muoiohois : Hitler était autrement plussoit que l'armée fédérale. La petite marine qui bloque Dubrovnik n'est pas insubmersible, les centres de contrôle et de communication qui planifient l'invasion ne se trouvent pas hors d'atteinte. Les menaces de semence ou de punition sont crédibles et dissuasives si elles sont précédées de détermination. Les chefs fédéraux peuvent être contraints de respecter les essers-le-feu, qu'ils ont eux-mêmes signé, et les colouirs humanitaires, dont ils admettent le principe pour en bloquer l'exercice.

Libre à lord Carrington de se faire lanterner, à Cyrus Vance de se « ridiculiser » : il tourne le dos, et les tanks crachent aussi soc. Libre à François Mitterrand de renouer avec la glorieuse non-intervention pratiquée par Léon Blum qui ouvrit Madrid à Franco et précipita les catastrophes en chaîne.

tion du nationalisme. Du nationalisme ? A vrai dire, de la peur et de la haine du nationalisme de l'autre.

La question des frontières offrait-elle au moins une base claire à nos indignations : ce qui reste de la Yougoslavie doit, dit-on, accepter le caractère intangible de la frontière croate, les Serbes de Croatie constituant une « minorité » dont il suffit de reconnaître « les droits » pour que « le Droit » soit dit. Comme ce serait clair et satisfaisant !

L'indépendance ne règle pas tout

C'est cependant oublier, là aussi, la réalité. Si les frontières actuelles de la Croatie constituent une donnée éminemment respectable, elles n'en sont pas moins une donnée récente, purement administrative et arbitraire, au regard de cette autre réalité : les Serbes de la frontière croate sont installés dans cette région depuis une dizaine de siècles et ils ne se sont jamais pour autant considérés comme Croates.

Si on prend au sérieux le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, peut-on espérer d'un trait leur destin dans le panier des minorités protégées ? Sans doute avaient-ils - malgré les drames de la dernière guerre - transcendé leur double appartenance (Serbe par ethnicité, Croate par territoire) en devenant citoyens yougoslaves ? Cette planche de salut leur échappant, comment imaginer qu'ils acceptent de gâter de leur de devenir les minoritaires d'une nation qui leur est étrangère ? (Allez donc dire aux Wallons qu'on va faire d'eux les citoyens d'un pays qui serait constitué de la Belgique et des Pays-Bas !)

Que veut au juste la Croatie ? L'indépendance des Croates ou l'indépendance du territoire appelé Croatie dans la Yougoslavie communiste ? On peut dénier aux Serbes de Croatie le droit d'être encore là après neuf siècles, de ne pas se sentir pour autant Croates et de s'acrotcher à leur territoire. Mais alors, à ce compte, il faut se dépêcher de démanteler l'Etat d'Israël, dont les populations ne sont là que depuis un

demi-siècle, il faut chasser les Arabes de l'Afrique du Nord où ils ne se sont installés (par conquête) qu'il y a treize siècles !

Ces constatations réalistes, qui vont à l'encontre de notre désir d'uo cause claire et manichéenne dans sa simplicité, doivent-elles nous conduire à baisser les bras et à considérer que la communauté internationale ne doit et ne peut rien faire ? Nous ne le croyons pas. Il faut d'abord identifier que de toutes les méthodes possibles pour régler ces délicates questions, la guerre est probablement la pire, et que plus tôt les armes se tairont et plus les chances du droit seront préservées (quelles que soient les raisons que les belligérants aient eues et aient encore de prendre les armes).

Il faut cependant prendre conscience que concevoir le coupable (« agresseur ») n'est pas la bonne façon de concevoir la restauration de la paix. Une simplification morale de la situation satisfait peut-être notre booe coosetoece, mais ne peut qu'aggraver les peurs et les rancunes... donc échouer.

Il faut ensuite prendre conscience que l'« indépendance », ce l'occurrence, ne règle pas tout et n'est peut-être qu'un leurre. Le maintien de l'intégrité de la Yougoslavie, défendu au début de la crise par notre président de la République, n'était peut-être pas, après tout, la solution la plus irréaliste pour transcender la complexité ethnique.

Enfin, pour faire la paix, il faut des hommes de paix. Or nous avons malototant suffisamment que les hommes au pouvoir dans les différents camps ne visent qu'à attiser les causes de guerre, pour maintenir leur pouvoir illégitime issu en droite ligne de la dictature. Le seul recours est donc de soutenir, partout où ils se trouvent, les hommes et partis porteurs d'espérances de paix et de démocratie, qu'ils soient partisans de solutions fédérales ou indépendantes.

► Maurice Pergnier est professeur à l'université de Paris XII-Val-de-Marne.

Le Monde EDITIONS

L'histoire va-t-elle trop vite dans l'ex-Union Soviétique ?

Bernard Guetta ÉLOGE DE LA TORTUE

L'URSS de Gorbatchev

Un regard équilibré qui ne pourra que déplaire à nombre de soviétologues français.

K.S. Karot (Le Nouvel Observateur)

Son essai est l'un des mieux informés (...) Bernard Guetta est excellent (...) Belle leçon de journalisme.

Pierre Dals (Le Quotidien de Paris)

Guetta nous raconte l'URSS de Gorbatchev en en sortant le sens. Il ne s'est pas trompé. La suite l'a montré.

Jean-Marcel Bouguereau (L'Evenement du Jeudi)

EN VENTE EN LIBRAIRIE



LA FIN DU SOMMET DE MAASTRICHT

Les réactions après l'accord

Une information pluraliste

Le Parlement européen aura, jeudi 12 décembre, la primeur d'un débat (sans valeur juridique) sur les traités sur l'union politique, économique et monétaire issus des travaux du 45^e conseil européen qui s'est tenu à Maastricht (Pays-Bas), les 9 et 10 décembre. Les Parlements nationaux seront également saisis ultérieurement pour ratifier les accords conclus, notamment pour la marche vers une monnaie unique et une meilleure prise en compte du social. Les Britanniques, à travers des procédures particulières, n'avanceront pas du même pas dans ces deux domaines. M. François Mitterrand a estimé qu'il était bon signe qu'un pays ne soit pas parvenu, à lui seul, à « enrayer » la marche en avant de l'Europe.

Pour sa part, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a estimé que l'Europe avait fait « des progrès

considérables dans l'union politique » et que le mouvement était « irréversible ». « L'aiguillage est en place pour une nouvelle étape dans le processus d'unification », a-t-il déclaré, en ajoutant notamment que les pouvoirs du Parlement européen seraient élargis en 1996. M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères, a estimé que le traité d'union constituait « une victoire pour l'Europe » et qu'il représentait « le changement le plus important en Europe depuis l'adoption du traité de Rome ». Qualifiant le compromis sur l'Europe sociale de « grande avancée », le chef de la diplomatie italienne a prédit que « la législation sociale européenne exercera un fort pouvoir d'attraction sur le gouvernement et le Parlement britanniques ».

M. Felipe Gonzalez a relevé, quant à lui, que les conclusions du conseil comportaient « des éléments contradictoires » pour la construction européenne. Mais « la Communauté n'avait jamais fait un pas en avant aussi transcendant depuis sa fondation en 1957 », a conclu le président du gouver-

nement espagnol. Le chef du gouvernement (démissionnaire) belge, M. Wilfried Martens, a estimé que les Douze avaient obtenu « à Maastricht un résultat concret » mais qu'il avait « un autre espoir pour l'Europe ». Le sommet européen n'a pas abouti « au meilleur des résultats possibles », a ajouté le ministre belge des affaires étrangères, M. Marc Eyskens.

D'autre part, les chefs d'Etat et de gouvernement ont fait un certain nombre de déclarations concernant des dossiers internationaux « chauds ». Les pays de la Communauté européenne sont prêts notamment à entamer « dans un esprit de coopération » un « dialogue » avec la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Les Douze ont indiqué dans leur déclaration avoir « pris note » de la décision de ces trois pays de former un « Commonwealth de pays indépendants », sans prononcer toutefois le mot de reconnaissance. Ils « rappellent » par ailleurs à ces trois pays « l'importance » que la Communauté attache au respect des accords d'Helsinki et de la Charte de Paris concernant les droits de l'homme

et des minorités et l'inviolabilité des frontières, ainsi qu'au respect de tous les traités internationaux sur la désarmement et la non-prolifération nucléaire.

Les ministres des affaires étrangères américain, français et britannique se réuniront d'ailleurs « la semaine prochaine » pour discuter de l'évolution de la situation dans l'ex-Empire soviétique, a indiqué, mercredi 11 décembre, le premier ministre britannique, M. John Major. Il a ajouté que cette réunion, dont il s'est entretenu avec le président François Mitterrand en marge du sommet européen, serait précédée par une rencontre « à la fin de cette semaine » des directeurs politiques des ministères des trois pays. Cette réunion va dans le sens du souhait français, exprimé en septembre dernier, d'organiser une réunion des quatre puissances nucléaires présentes en Europe (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis et URSS) afin d'examiner les conséquences pour la sécurité en Europe des changements qui étaient alors en cours en URSS.

Un double succès pour M. Major

M. John Major peut se prévaloir d'une double victoire devant l'opinion britannique et le Parti conservateur : sur le monnaie unique, comme sur les affaires sociales, la Grande-Bretagne conserve son libre arbitre. Mais cet isolement de fait de Londres est vivement critiqué par l'opposition.

LONDRES

de notre correspondant

Le premier ministre britannique devait parer deux dangers à Maastricht. Le premier, d'ordre domestique, était de devoir apposer la signature de la Grande-Bretagne au bas de traités dont le contenu lui aurait valu l'accusation d'avoir bradé la souveraineté britannique. Le second était de ne pas signer, faisant ainsi apparaître l'intransigence et l'isolement de son pays en Europe. M. John Major a évité le premier écueil et craint avoir contourné le second. Il peut, dès lors, revenir à la haute et envisager avec une relative assurance la « révolte » du clan des « euro-sceptiques » du Parti conservateur. Car ces derniers, s'ils s'expriment, n'ont pas beaucoup d'arguments à faire valoir.

Cette victoire-là est la plus importante pour M. Major, du moins si l'on prend en compte les échéances les plus urgentes, c'est-à-dire les élections du printemps. M. Major ne pouvait prendre le risque de se présenter devant les électeurs à la tête d'un parti ouvertement divisé.

« Seconde division »

S'il n'est pas exclu que Mme Margaret Thatcher et ses lieutenants livrent bataille sur le terrain de l'Europe, ils hésiteront à s'engager trop dans cette voie, de crainte de faire le jeu des adversaires politiques du Parti conservateur. D'autant que le traité signé par le premier ministre comble leur attente : l'Europe qui émerge de Maastricht

n'a plus - explicitement - de « vocation fédérale », et la Grande-Bretagne acceptera la monnaie européenne uniquement si le Parlement de Westminster en décide ainsi. Dans ces conditions, M. Major risque d'être critiqué par les « euro-enthousiastes » du Parti conservateur, comme l'ancien premier ministre Edward Heath, déçu par la « filiosité européenne » manifestée à Maastricht. De même, le Parti travailliste va tirer profit, au cours de la campagne électorale, du refus de M. Major de se solidariser avec la « charte sociale » du traité sur l'union politique. Le Parti conservateur, dit-on en substance, les responsables du Labour, refuse



« J'insiste sur la clause d'exemption. » The Guardian du 11 décembre.

aux travailleurs britanniques ce qui est accordé aux travailleurs des onze autres pays de la CEE.

La satisfaction des représentants du gouvernement britannique ne semble-t-elle pas, en conséquence, trop affichée pour être tout à fait sincère ? S'il est vrai que la Grande-Bretagne a négocié habilement de façon à pouvoir signer les deux traités sans rien sacrifier d'essentiel, elle n'en apparaît pas moins, une fois de plus, comme

le « mouton noir » de l'Europe. Ses partenaires ont bien des raisons d'être confortés dans cette opinion et de penser que l'intransigence manifestée par Londres n'a découragé rien à voir avec la personnalité du premier ministre.

Ce thème de l'isolement a été utilisé, dès mardi après-midi, par les dirigeants du Labour et du Parti démocrate-libéral, qui ont accusé M. Major d'avoir placé la Grande-Bretagne en « seconde division » de l'Europe. S'agit-il pour autant d'une « défaite pour le peuple de la Grande-Bretagne », comme l'a affirmé le porte-parole du Parti travailliste, M. John Cunningham, voire d'une « tragédie », comme l'assure le responsable des affaires sociales, M. Tony Blair ? Le gouvernement va s'efforcer de faire apparaître cet isolement comme une appartenance, presque une aubaine en faisant valoir, par exemple, que les dispositions sociales du traité vont avoir pour effet d'affaiblir la compétitivité des industries de la Communauté européenne face aux Etats-Unis et au Japon.

M. Major a expliqué que, en 1978-1979, 29 millions de journées de travail ont été perdues en Grande-Bretagne, en raison des grèves, contre seulement 2 millions l'année dernière, après une politique de réduction systématique du pouvoir syndical. Il a, d'autre part, rappelé que 1,6 million de Britanniques travaillaient en heures supplémentaires et que l'application de la directive européenne sur la limitation de la durée du travail hebdomadaire entraînerait une perte d'environ 3,5 milliards de livres pour les entreprises britanniques. Bref, comme le soulignent certains experts du Parti conservateur, en refusant d'adopter des lois sociales contraignantes, la Grande-Bretagne devient une « terre d'accueil » pour l'investissement étranger, prenant ainsi une longueur d'avance sur les autres pays de la Communauté.

LAURENT ZECCHINI

La tranquille assurance du chancelier Kohl

BONN

de notre correspondant

Les Cessandre s'étaient annoncés à l'avance. « Pour pour le mark », disait, lundi 9 décembre, l'hebdomadaire Der Spiegel, rejoignant le quotidien populaire Bild dans une curieuse alliance contre les projets européens du chancelier Helmut Kohl. La même alliance qui, depuis la chute du mur de Berlin, dans une partie de la classe intellectuelle, sans distinction de couleur politique, ne

perd pas une occasion d'exprimer son scepticisme sur la construction européenne pour déverser à une Allemagne débarrassée du poids de ses trop encombrants « amis » d'Europe de l'Ouest. « En Allemagne aussi, les résistances les plus fortes n'ont rien à voir avec des réflexions économiques », soulignait mercredi matin le quotidien économique allemand Handelsblatt, en détaillant dans son commentaire « chances et risques » de l'accord sur une future monnaie commune.

L'opposition des sociaux-démocrates

Les larmes de crocodile versées, une nouvelle fois, sur le deutsche-mark par Bild, mercredi matin, n'ont pas ému le chancelier Kohl. « La réunification allemande et l'union européenne sont les deux faces de la même médaille », a réaffirmé dans la nuit de mardi à Maastricht, en guise de conclusion, un chef de gouvernement allemand détendu et content de lui. Le chemin vers l'union monétaire est « irréversible », a-t-il souligné, en rassurant ceux qui auraient peur pour leur porte-monnaie. L'important pour le chancelier est que la stabilité monétaire soit prioritaire dans le futur système monétaire européen. La banque centrale européenne, a-t-il

assuré, soutiendra la comparaison avec la Bundesbank.

De pair avec Paris, Bonn avait tout misé dans la préparation du sommet sur les questions monétaires et de défense commune, en promettant de ne pas oublier en cours de route le renforcement des institutions communautaires pour garantir un contrôle démocratique au processus. La dureté de Londres, jugée « inacceptable » au sein de la délégation allemande, ne va pas faciliter la tâche du chancelier, qui n'a pu éviter deux faux. Le résultat du sommet devrait nourrir, dans les prochains jours, les critiques d'une opposition sociale-démocrate qui avait approuvé les principaux objectifs visés par le gouvernement à Maastricht, mais exige en contrepartie un accroissement significatif des pouvoirs du Parlement européen. Au vu de la logique sur le volet social de l'Europe, le chancelier a affirmé qu'il n'avait pas eu d'autre choix que d'accepter des compromis. Il a justifié son attitude en estimant que l'essentiel était d'avoir mis en route l'engrenage et que la dynamique déclenchée contraindrait à aller de l'avant dans les prochaines années.

HENRI DE BRESSON

« Le fait qu'un pays sur douze n'ait pas enrayer la marche en avant de la Communauté est un point considérable »

a déclaré M. François Mitterrand

Le président de la République est venu, tard dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 décembre, commenter devant la presse le contenu des traités sur l'union politique, économique et monétaire. M. François Mitterrand a affirmé que les Douze « ont décidé de former une union européenne » et que « tous les points que la France souhaitait obtenir dans les accords l'ont été ». Il s'est tout particulièrement félicité de la marche « irréversible » vers la monnaie unique comme la France en avait émis le souhait.

La Grande-Bretagne s'est « absente »

A propos du cavalier seul de la Grande-Bretagne sur deux points importants du traité (la monnaie unique et le social), le président de la République a estimé que « le fait qu'un pays sur douze n'ait pas enrayer la marche en avant de la Communauté est un point considérable ».

Selon lui, cela démontre « a contrario, la détermination des onze autres pays à aborder l'ensemble du champ social ». « J'ai l'impression

Satisfaction au PS et au CDS

A l'issue du conseil européen de Maastricht, les socialistes et les centristes se sont réjouis mercredi matin de l'accord conclu. M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du PS chargé des relations internationales, a estimé, dans un communiqué, que « le succès de Maastricht marque une avancée extraordinairement positive ». « La Communauté européenne, indispensable à la sauvegarde de la France, se trouve irrémédiablement renforcée », a-t-il conclu.

« C'est un grand jour pour l'Europe et pour nous tous », a déclaré M. Bernard Bessn, secrétaire général du CDS, sur Antenne 2, en regrettant cependant que, à l'exception de la monnaie, « le reste ne soit pas à la hauteur ». « Les Anglais ne sont pas dans le train, comme d'habitude », a-t-il ajouté. Il part sous leur nez, ils restent sur le quai : ils feront comme d'habitude, ils courront derrière et ils sauteront dans le train dans trois ou quatre ans. »

M^{me} Simone Veil, ancien président du Parlement européen, s'est félicitée, sur Europe 1, des décisions prises à Maastricht, estimant qu'on « a été le plus loin possible » en allant « dans le sens de la démocratie et de l'efficacité de façon progressive ». « On a avancé à onze », a-t-elle souligné. Quand on dit que c'est une victoire de la Grande-Bretagne, je crois que c'est une défaite de la Grande-Bretagne. » Interrogé sur l'éventualité d'un référendum sur l'Europe en France, M^{me} Veil a mis en garde contre le danger que celui-ci ne devienne un référendum « pour ou contre François Mitterrand » ou « pour ou contre les socialistes ».

En revanche, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, a déclaré sur RMC : « Ce qui restera de Maastricht, c'est essentiellement cette idée d'une monnaie unique à partir du 1^{er} janvier 1999. Cette décision est-elle irréversible ? Je ne le crois pas. » Rappelant qu'il était favorable à une Europe confédérale, il a précisé : « De ce point de vue-là, Maastricht ne m'inquiète pas du tout, parce que la vocation fédérale de cette construction a été tracée. »

que dans l'état actuel des choses cela facilitera les démarches des Européens en attendant que l'on se retrouve à douze », a-t-il ajouté.

Souhaitant écarter une lecture polémique des résultats du sommet de Maastricht, M. Mitterrand a estimé qu'il n'y avait « pas de divorce dans cette affaire » et que l'un des pays s'était simplement « absenté ». Il a rappelé que la Grande-Bretagne pourrait rejoindre l'union quand elle le voudrait. Il a exprimé le souhait de la voir franchir ce pas un jour. Rappelant qu'en avril 1990 la France et l'Allemagne avaient proposé à leurs partenaires de construire une union politique européenne, le président Mitterrand a lancé : « Aujourd'hui nous avons décidé à douze de lui

donner vie. » A une question sur l'ampleur de l'avancée réalisée, le chef de l'Etat a répondu : « C'est quand même la première fois que la Communauté s'est engagée sur ce terrain. A vous d'apprécier ! » Il a également insisté sur le fait que c'était également la « première fois que les Douze allaient agir ensemble en politique étrangère » en ne se contentant plus d'une certaine coordination.

« Ce qui a été fait représente un grand pas en avant. Je l'aurais voulu plus grand encore », a-t-il dit, en soulignant que c'est en abandonnant davantage la règle de l'unanimité au profit de la majorité qualifiée et même de la majorité simple que « la Communauté trouvera sa liberté d'action ».

SAINT PAUL
la symbiose de trois cultures
La première biographie de ce savant cosmopolite, serviteur de l'Eglise universelle.



Science sans faille, chaleur, ferveur, talent, édat, un parfait bonheur.

Cette solide biographie se lit comme un roman tant les péripéties de la vie de Paul à travers la Méditerranée sont multiples.

Plus qu'une biographie : la naissance de la culture chrétienne.

L'Histoire
chez
FAYARD



La percée après compromis

Suite de la première page

Un tel éclat, s'il était survenu, aurait en outre soulevé le problème d'une réorientation radicale de leur propre politique européenne.

C'est en fonction de cet objectif — décevant parce que limité par rapport aux ambitions affichées en 1990 en pleine phase d'euphorie conjoncturelle et communautaire — qu'il faut juger les résultats de mardi soir. L'équipe française s'est montrée plutôt satisfaites : elle a sauvé du désastre le programme d'union économique et monétaire, qui aurait été compromis en cas d'écœur du conseil européen ; en outre, grâce à ses initiatives, les Douze vont amorcer à petits pas une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et jeter les bases d'une politique de défense collective.

Ces résultats justifient aux yeux des Français les concessions qu'il a fallu consentir pour amadouer M. John Major, lequel, à l'origine, était peu enclin à la bienveillance à l'égard de ce programme de relance.

C'est indéniablement la mise en route solennelle du programme d'UEM qui représente la percée la plus considérable survenue à Maastricht. Ce document est sans nul doute à mettre au crédit de la politique européenne de la France qui, depuis trois ans, a dû lutter avec persévérance contre les Anglais et leurs alliés de rencontre mais aussi parfois, d'une autre manière, contre les Allemands. En 1989 au plus tard, la Communauté sera dotée d'une monnaie unique et d'une Banque centrale européenne mettant en œuvre une politique monétaire commune.

Une attraction pour les investisseurs

Le système monétaire européen (SME), construction efficace mais néanmoins fragile, fruit lui aussi (en 1988) d'une initiative franco-allemande, se trouve ainsi anticipé. Le marché unique, base assise pour le redéploiement des entreprises françaises, a le caractère de demeurer une zone de stabilité de change, ce qui ne manquera pas d'exercer une attraction accrue sur les investisseurs venus d'Amérique ou bien du Pacifique.

Un haut fonctionnaire italien estimait mardi que la conclusion de l'accord allait provoquer une accélération des émissions en euros, mais aussi des efforts de coopération pratiqués par les pouvoirs publics. Opérations financières et administratives s'apparenteront ainsi à un nouvel âge d'or frappé à l'image de l'écu. Bref, un formidable remue-ménage robotisé s'annonce, de la même nature que celui provoqué en 1985-1986 par l'annonce du marché unique.

L'assainissement obtenu grâce à ces politiques de convergence, la gestion sage imposée aux uns et aux autres par la perspective de l'UEM combinée à l'énorme liquidité d'un marché désormais plus ouvert, devraient se traduire — autre bienfait — par une diminution de la pression sur les taux d'intérêt, expliquant de son côté un haut fonctionnaire français. « Comment ne serait-ce pas satisfaisant ? », s'est exclamé M. Jacques Delors à propos de l'UEM et malgré une mauvaise nuit, lui qui fut l'un des principaux architectes de l'entreprise sur le point d'aboutir.

Comme il le souhaitait, comme l'entendait aussi la grande majorité des États membres, afin de donner un caractère le plus irréversible possible à l'engagement pris en faveur de la monnaie unique, il n'y aura pas de clause d'exemption générale. Seule la Grande-Bretagne, après avoir ratifié le traité, sera autorisée à faire confirmer, le moment venu, par son Parlement, le passage à la monnaie unique. Sans cette clause d'exemption due à l'inspiration fertile de M. Delors mais aussi, dit-on, de M. Leon Brittan (un des vice-présidents de la Commission européenne), M. John Major n'aurait pas signé le traité.

Le président de la Commission ne considère pas avec la même sympathie que pour l'UEM les premiers pas de la politique étrangère commune. Les Anglais, favorables à une coopération intergouvernementale renforcée, mais en revanche hostiles à tout transfert de souveraineté dans ce domaine sensible, étaient opposés à ce que des décisions, même d'application, puissent être prises à la majorité qualifiée. Ils ont très largement obtenu satisfaction.

Le traité réserve aux décisions

à la majorité qualifiée un champ pour l'instant fort modeste et risquant d'engendrer des débats qui porteront sur la procédure plutôt que sur le sujet à traiter. Jeudi dernier, M. Delors avait estimé que ce serait là un mécanisme impraticable. « Je maintiens mon appréciation personnelle sur le système mis en place, mais je reconnais que c'était le seul compromis possible », a-t-il commenté mardi soir.

Les Français, pour leur part, semblaient espérer que l'appétit viendrait en mangeant, qu'une Communauté de plus en plus sollicitée dans une Europe en plein bouleversement sera entraînée à mettre en œuvre, avec davantage d'audace, ces « actions communes » que prévoit le nouveau traité. La frilosité britannique s'évanouirait donc à l'épreuve des faits. De la même façon, leur lecture des textes approuvés sur la défense les conduisit à penser que l'Union de l'Europe occidentale (UEO), bras armé de la Communauté, sera de plus en plus placée sous l'influence de cette dernière et de ses institutions.

Les grandes dates de la construction européenne

Les grandes dates de la construction européenne depuis la signature du traité de Rome sont les suivantes :

- 25 mars 1957 : Les six membres fondateurs de la CEE (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) signent le traité de Rome, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1958.
- 11 mai 1960 : Création du Fonds social européen.
- 30 janvier 1962 : Entrée en vigueur de la politique agricole commune (PAC).
- 1^{er} juillet 1967 : création d'une Commission unique des Communautés européennes.
- 1^{er} juillet 1968 : entrée en vigueur de l'union douanière et du tarif extérieur commun.
- 2 décembre 1969 : le sommet européen de La Haye s'engage à « réaliser l'union économique et monétaire ».
- Mars 1971 : accord sur la mise en œuvre par étapes de l'union économique et monétaire (UEM).
- 22 janvier 1972 : signature à Bruxelles des traités d'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège.
- 24 avril 1972 : création du « serpent » monétaire européen.
- 26 septembre 1972 : les Norvégiens rejettent par référendum leur adhésion à la CEE.
- 1^{er} janvier 1973 : adhésion officielle de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark.
- 10-11 mars 1975 : réunion à Dublin du premier conseil européen des chefs d'État et de gouvernement.
- 13 mars 1979 : cotée co-vigueur du système monétaire européen (SME) et apparition de l'écu.
- Juin 1979 : première élection du Parlement européen au suffrage universel.
- 1^{er} janvier 1981 : la Grèce devient le dixième membre de la CEE.
- 2 décembre 1985 : Le conseil européen de Luxembourg décide d'insérer le « grand marché » avant la fin de 1992 et adopte l'Acte unique européen.
- 1^{er} janvier 1986 : entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, qui devient une communauté à Douze.
- 1^{er} juillet 1987 : entrée en vigueur de l'Acte unique.
- 13 février 1988 : accord sur la réforme du financement de la Communauté.
- 19 juin 1990 : signature entre la France, l'Allemagne et le Benelux de la convention de Schengen sur la libre circulation des personnes.
- 1^{er} juillet 1990 : entrée en vigueur de la première étape de l'UEM : libération des mouvements de capitaux.
- 28 octobre 1990 : le conseil européen de Rome fixe au 1^{er} janvier 1994 le début de la seconde étape de l'UEM.
- 15 décembre 1990 : ouverture des conférences intergouvernementales sur l'union politique et sur l'UEM.
- 9-10 décembre 1991 : sommet de Maastricht.

L'interprétation des mêmes textes par l'Angleterre est tout autre : elle retient surtout l'interdiction faite à l'UEO — élargie à la Grèce et au sein de laquelle la Norvège ainsi que la Turquie se verraient reconnaître un statut d'associés — d'agir d'une manière peu ou prou incompatible avec la politique déployée par l'OTAN.

Le parti pris de réalisme dont ont fait preuve l'Allemagne et la France, s'il a trouvé de multiples points d'application tout au long du conseil européen, s'est manifesté de façon particulièrement spectaculaire à propos de la politique sociale. Certes, M. Major avait accédé à la conclusion. Le Royaume-Uni, qui s'est libéré grâce à M^{me} Margaret Thatcher de la fétule des syndicats — que ne l'a-t-on entendue —, répugne à l'idée de soumettre des directives européennes rédigées à Bruxelles et dont le principal effet, disent les Anglais, serait de provoquer une augmentation des charges de leurs entreprises. Les efforts presque pathétiques entrepris par la présidence néerlandaise pour réduire la portée du texte soumis aux Douze et, par là même, le danger qu'il pouvait représenter vu de Londres, ne furent d'aucun effet.

Un « socle social minimum »

Cependant, la majorité des autres États membres, et notamment la France, ne pouvaient tolérer l'idée que la progression vers le marché et la monnaie unique continueraient à ignorer magistralement toute dimension sociale et humaine. Fallait-il alors rompre ? Signer le traité sur l'union à onze, sans les Anglais ? Ce fut, dit-on, un moment envisagé. Mais plusieurs États membres, en particulier les Pays-Bas et l'Allemagne, mirent en relief le danger que représenterait pour tous une telle scission. La Communauté — c'est une réalité bien différente de celle qui prévalait au début des années 80, en pleine crise budgétaire — n'est pas prête à vivre sans l'Angleterre. Alors lui faut composer.

La solution imaginée par M. Delors pour sortir de l'impasse et épargner à la CEE un tel traumatisme saute qu'il fallait sauver et, en premier lieu, le programme d'UEM, mais n'en apparaît pas moins, sur le plan juridique et sur le plan politique, comme un mariage monstrueux, étranger aux règles ainsi qu'à l'esprit communautaires. Ce « socle social minimum » qui effraie Londres, les autres États membres s'en doutent à onze. Ils mettront en œuvre ensemble, se les Anglais, mais en appliquant les règles communautaires, y compris celle de la majorité qualifiée, le programme décrit dans le projet de traité présenté par la présidence néerlandaise.

La charte européenne des droits sociaux fondamentaux avait déjà été approuvée à onze sans le Royaume-Uni. C'est encore à onze qu'elle va trouver désormais un début d'application. On verra cependant comment le Parlement européen et éventuellement la Cour de justice de Luxembourg réagiront devant une semblable aberration.

Pour conclure, les partenaires du Royaume-Uni ont dû avaler bien d'amertumes. En dépit de l'intérêt manifesté par Bonn, la volonté de la majorité qualifiée, le programme décrit dans le projet de traité présenté par la présidence néerlandaise.

La charte européenne des droits sociaux fondamentaux avait déjà été approuvée à onze sans le Royaume-Uni. C'est encore à onze qu'elle va trouver désormais un début d'application. On verra cependant comment le Parlement européen et éventuellement la Cour de justice de Luxembourg réagiront devant une semblable aberration.

En revanche, les engagements souscrits par les douze chefs d'État et de gouvernement en ce qui concerne la cohésion économique et sociale, c'est-à-dire l'effort de solidarité à accomplir en faveur des pays les moins nantis de la Communauté (création d'un fonds de convergence, ressources de la Communauté établies en tenant compte d'avantage que dans le passé de la richesse relative de chacun), ont été accueillis comme une contribution satisfaisante par M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol.

Les Douze ont enfin confié à la Commission la mission d'établir, au cours des mois à venir, un rapport approfondi sur l'élargissement de la Communauté, ses conséquences, notamment financières, et sur les réformes institutionnelles qu'il faudra nécessairement.

PHILIPPE LEMAITRE

LA FIN DU SOMMET

« La journée sera rude ! »

MAASTRICHT

de nos envoyés spéciaux

Tensions, rumeurs, rebondissements, suspense et, enfin, le dénouement : tous les ingrédients étaient réunis à Maastricht pour faire du mardi 10 décembre une brillante illustration de la dramaturgie européenne des grands sommets. « La journée sera rude ! » prédisait le matin même, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. « La journée sera rude ! » lançait en écho M. François Mitterrand en recevant pour un petit déjeuner de travail son inébranlable allié, le chancelier Helmut Kohl. En reprenant cette expression à son compte, le président français évoquait la mémoire de Damien, auteur brouillon d'une tentative d'assassinat tentée sur la personne du roi Louis XV. Le pauvre homme avait prononcé cette phrase avant d'être écartelé en place de Grève...

Le premier ministre britannique, M. John Major, tiendrait-il le rôle du bourreau de l'Europe ? L'image avait de quoi plaire à un certain nombre de pays, dont la France. Un diplomate français n'avait-il pas annoncé que « la journée serait britannique », indiquant ainsi implicitement où se situait le nœud gordien à trancher ? Après une première journée plutôt terne, destinée à camoufler le décor, la deuxième journée de travail du Conseil européen s'annonçait tendue car s'y trouvaient concentrés les points forts de dissension. On attendait la défense et la politique étrangère, ce fut le social qui domina la scène.

En début d'après-midi, à l'heure où le conseil devait être théoriquement clos, les Français expliquèrent avec une pointe d'agacement consterné que « la situation était bloquée » sur ce dossier majeur. La guerre des vetos avait été déclenchée tôt le matin, Français et Britanniques ayant déclaré, pour des raisons diamétralement opposées, que le

traitement social que le projet néerlandais réservait à l'Europe était inacceptable : le choc du « non » et du « oui » La tension monta brusquement dans le somptueux Centre des congrès où 1 600 journalistes de plus de cinquante nationalités suivaient l'avancée ou le recul de l'union politique au gré des points de presse et des rumeurs. « Manifestement un État membre ne veut pas négocier, refuse les amendements et ne formule aucune proposition », affirmait le porte-parole de l'Elysee, M. Jean-Michel. Au passage, les Français reprochaient à la présidence néerlandaise de temporiser inutilement, repoussant d'autant « l'heure de vérité ».

« Jeu, set et match pour le Royaume-Uni ! »

Un peu plus tard, revenant à la charge, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, mettait les points sur les « a » : « un chapitre social trop émaillé ne serait pas acceptable ». Bref, si les Britanniques n'allaient pas au social, le social irait à l'Europe sans eux. Allait-on inventer pour M. Major, une nouvelle clause d'« opting out » (exemption) comme pour la monnaie unique ? Le terme « opting out » devenait d'ailleurs au fil des heures l'expression phare du sommet. Des journalistes, souhaitant sortir d'une salle bondée, l'invoquaient en riant à haute voix pour s'extrait de la masse humaine : « Opting out, opting out... » D'autres inventaient le « opting out » valable uniquement pour les membres nobles comme la monnaie, le « opting out down » n'étant utilisé que dans des matières jugées plus subalternes.

Du côté britannique, l'ambiance des points de presse était nettement plus « cool ». Nulle trace de nervosité, mais l'assurance tranquille de défendre des intérêts bien compris. Au demeurant, des points de presse, britannique, avec un fastisme très

britannique, en disait incapable d'empêcher les Européens de « se tirer une balle dans la jambe » en introduisant effectivement le social dans le champ communautaire. Toujours en verve, et constatant l'affluence des journalistes qui s'écrasaient dans la petite salle de presse (seule la France, présidence de la République oblige, et les Pays-Bas, puissance invitée, avaient droit à d'immenses autorisations), le porte-parole de M. Major s'est félicité de voir à quel point était grande la « popularité » de son pays...

Suspensions de séance et réunions bilatérales (M. Major fut entendu en confession) par le président néerlandais tandis que M. Mitterrand et Kohl se concentraient à nouveau sur certains points de dossiers en séance plénière tandis qu'un embryon d'accord semblait se dessiner sur la social. Vers 22 h 30, le rumeur révélait les grandes lignes de l'accord : les Douze acceptaient de créer un pilier social à onze... « On est passé de onze contre un à douze moins un », faisaient valoir quelques esprits dubitatifs. Un diplomate français ajoutait avec ironie : « Nous ne sommes pas parvenus à rallier la Grande-Bretagne, mais elle a réussi à nous exclure... »

Tout le monde semblait pourtant content. Le premier ministre britannique, radieux, déclarait du haut de la chaise d'arbitre : « Jeu, set et match pour le Royaume-Uni ! » tandis que le chancelier Kohl ne cachait pas sa joie de voir l'Europe franchir ainsi une étape essentielle un an après la réunification allemande. M. Mitterrand faisait preuve, quant à lui, d'une satisfaction certaine mais sans débordement excessif. A 1 h 50, il quittait la salle de presse. La journée avait été rude et longue.

CHRISTIAN CHARRIER et PIERRE SEIVENT

Progrès monétaire, hésitation sociale

par Françoise Lazare et Michel Noblecourt

MAASTRICHT aura une fois de plus démontré le formidable pouvoir d'amplification des grandes rencontres internationales. Si, par malheur, une telle conférence se scelle par un échec, celui-ci est tellement mis en relief que les gouvernements ne se risquent pratiquement pas à avancer avant d'être certains de leur succès. On le voit actuellement à propos du GATT, où les principaux États sont suffisamment marqués par l'échec de la rencontre du Hayast (Bruxelles), en décembre 1990, pour ne plus admettre l'idée de date d'achèvement de leurs négociations commerciales.

En revanche, lorsqu'une réussite, même prévisible, est là, elle est considérablement amplifiée. Quel que soit le succès, et de plus médiocre, pour les Douze, que de pouvoir proclamer à Maastricht qu'ils auront une monnaie unique avant 1999 ? Que le processus ait été trépidant depuis longtemps déjà, qu'il ne concerne que les États pouvant répondre à des critères économiques très stricts, sans même parler de la clause d'exemption britannique, est en revanche minimisé par les participants à la rencontre.

Les médias présentent comme une importante décision de M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie et des finances, le fait que « le Royaume de France sera indépendant avant 1997 ». Or le traité européen fixe comme obligation l'indépendance des banques centrales nationales au démarrage de la troisième étape, c'est-à-dire vraisemblablement en 1997. M. Bérégovoy ne fait donc qu'accepter ses obligations européennes. Le nouveau traité est donc la France anticipe de plusieurs années ce mouvement comme le demandait par exemple un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Reste que le traité d'union monétaire, pour attendu qu'il était, représente une immense avancée pour l'Europe. Même si les Britanniques ont réussi à se ménager une place à part, même si la date fixée est relativement lointaine, même si l'union politique est encore floue, les Douze se sont ouverts la possibilité d'unir indéfectiblement, avant la fin du siècle, leur monnaie, et donc leur économie. Les gains potentiels pour la

croissance et la puissance de l'économie européenne sont énormes. Mais les volontés politiques dans les différents États seront-elles les mêmes dans quelques années ? Et l'évolution de la conjoncture permettra-t-elle la poursuite du rapprochement des économies ? Rien de tout cela n'est acquis.

Les résultats de Maastricht apparaissent nettement plus limités sur le plan social. M. Jacques Delors avait souligné que le traité sur l'union économique et monétaire soit fondé sur le « triangle compétition, coopération et solidarité ». Et, en juin 1988, le conseil européen de Madrid avait insisté sur la nécessité de « donner aux aspects sociaux la même importance qu'aux aspects économiques » dans la construction européenne. Une préoccupation d'autant plus louable que la dimension sociale avait été singulièrement absente, en 1985, du Livre blanc de la commission sur l'instauration d'un marché unique à partir du 1^{er} janvier 1993.

En plein brouillard

Depuis 1985, tout le monde n'a pas accompli la « révolution sociale » chère à M. Delors, mais les positions ont évolué, même outre-Manche. Les syndicats britanniques déçus et harcelés par M^{me} Margaret Thatcher se sont convertis à la cause européenne et les petits pas du patronat ont accompagné ceux de M. John Major. Toutefois, le souci de conserver sa pleine souveraineté et de ne pas subir la loi, particulièrement dans le domaine social, des « eurocrates » de Bruxelles conduit toujours la Grande-Bretagne, tant dans les réunions gouvernementales que personnelles, à cultiver la politique du cavalier seul. Ainsi, à Maastricht comme à Strasbourg en décembre 1989 lors de l'adoption de la « charte sociale », la rupture a été évitée mais la chapitre social du traité n'a reçu le caution que de onze États membres sur douze.

Dès lors, on est en plein brouillard et une telle situation, destinée à faire entrer en application une « Charte sociale » qui est, jusqu'à présent, restée pour l'essentiel lettre morte en dépit des efforts du président de la commission, M. Jacques Delors, risque de montrer rapidement sa perversité. Sur la monnaie unique,

tout est clair : le Royaume-Uni bénéficie d'une clause d'exemption qui pourra lui permettre, si son Parlement en décide ainsi, de ne pas franchir la troisième étape. Pour autant, il pourra signer le traité. Sur le plan social, en revanche, nulle clause d'exemption n'est apparue. M. Mitterrand et Major proclament leur satisfaction pour des raisons opposées, le premier parce qu'il pourra avancer sur ce terrain important, le second parce qu'il continuera à être soigneusement à l'écart.

Une telle situation revient à une adhésion à la carte : nul n'est obligé de commander l'ensemble du menu, il suffit de mettre de côté les plats qui indisposent. L'Europe sociale sera donc à deux vitesses, l'une pour onze partenaires, l'autre — au stade du traité de Rome — pour la seule Grande-Bretagne.

Mais, concrètement, ce schéma social de Maastricht va-t-il être difficile à mettre en œuvre. Ne prévoit-il pas, en théorie, une extension du principe du vote à la majorité qualifiée à des thèmes comme les conditions de travail, l'information des salariés et la promotion du dialogue social — les problèmes de protection sociale ou de représentation collective des salariés demeurent soumis à la règle de l'unanimité ? Les directives ainsi adaptées ne devraient-elles pas concerner la Grande-Bretagne... Ne prévoit-il pas aussi une extension des compétences sociales de la Communauté ? Mais, là encore, Grande-Bretagne exemptée ? Enfin, se n'est pas une des grandes novations, Maastricht doit aboutir à un accroissement du rôle des partenaires sociaux, habilités à conclure des accords collectifs et à s'associer à la mise en œuvre des directives communautaires dans chaque État membre. Là aussi, le Royaume-Uni, où il n'y a pas de tradition de négociation nationale, sera à part. L'Europe sociale à onze risque de réserver des lendemains difficiles et, pour le moins, incertains. A moins que, comme on peut l'espérer au lendemain de Maastricht, les avancées sur l'union économique et monétaire déclenchent des progrès de l'union dans d'autres domaines, politique ou social.

DE MAASTRICHT

UEM, mode d'emploi

Une monnaie unique en 1999

L'objectif du programme d'union économique et monétaire (UEM) conçu dès 1988 comme le complément indispensable du marché unique est de parvenir au plus tard le 1^{er} janvier 1999 à une monnaie unique - l'écu - servi par une politique monétaire commune, mise en place elle-même par une nouvelle institution, la Banque centrale européenne.

MAASTRICHT
de notre envoyé spécial

Les trois étapes

La première étape de l'UEM a été engagée le 1^{er} juillet 1990, date à laquelle est intervenue la libération complète des mouvements de capitaux à l'intérieur de la CEE. Elle s'achèvera le 31 décembre 1993. Durant cette première phase, les États membres se sont engagés à présenter des programmes de convergence dont l'objet est de rapprocher - et bien sûr d'améliorer - leurs performances économiques (réduction de l'inflation et du déficit budgétaire, participation au mécanisme de change du système monétaire européen), afin de rendre possible l'établissement de parités fixes entre leurs monnaies et, dans la foulée, la création d'une monnaie unique.

La deuxième étape de l'UEM doit en principe commencer le 1^{er} janvier 1994. Il s'agira encore d'une période de transition pendant laquelle l'effort de convergence sera poursuivi et amplifié. Au début de cette deuxième étape, sera mis en place l'institut monétaire européen (IME), dont la mission sera de renforcer la coordination des politiques monétaires, de promouvoir le rôle de l'écu, et peut-être surtout de préparer l'installation de la Banque cen-

trale européenne pour la troisième phase.

Celle-ci débutera au plus tôt le 1^{er} janvier 1997, au plus tard le 1^{er} janvier 1999. En 1996, au vu du rapport établi par la Commission européenne ainsi que par l'IME, les ministres des finances des Douze indiqueront lesquels des États membres remplissent les conditions pour passer à la monnaie unique. S'ils sont au moins sept, la commission européenne (les chefs d'État et de gouvernement) se prononcera à la majorité qualifiée, pour décider pour ces pays le passage à la troisième étape. Si une telle décision n'est pas prise, ce passage à la troisième étape aura lieu alors de façon automatique, pour les pays répondant aux critères de convergence décrits par le traité, quel que soit leur nombre.

La Banque centrale

Le lancement de la troisième étape sera précédé de la création de la Banque centrale européenne. Celle-ci sera indépendante des gouvernements et gèrera la politique monétaire du bloc des pays membres ayant franchi le seuil de la troisième étape. Les pays membres n'ayant pas réussi en 1997 ou en 1999 l'examen de passage pour la troisième étape, parce que leurs efforts de convergence n'ont pas encore abouti, rejoindront le peloton de tête dès que leurs performances le leur permettront.

Les États membres resteront largement maîtres de leur politique économique. Cependant, la stabilité monétaire exigera que ces politiques continuent de converger au-delà de l'entrée dans la troisième phase. En cas de « déficits budgétaires excessifs » prolongés, un État membre pourra encourir des sanctions.

Ph. L.

La « méthode Labbers »

« Rien n'est jamais terminé avant d'avoir recommencé... »

MAASTRICHT

de notre envoyé spécial

Au pouvoir depuis 1982, M. Ruud Lubbers est un habitué des sommets européens. Mais c'est la première fois qu'il doit présider les travaux des chefs d'État et de gouvernement. A Maastricht, le premier ministre néerlandais a refusé son baptême du feu. En obligeant, à sa manière, les Douze à « accoucher d'un compromis sur la politique sociale, il a sorti le conseil européen de l'ombre et évité une rupture qui aurait entaché les résultats d'ensemble de la réunion.

La discussion sur l'extension des compétences de la Communauté à la politique sociale se trouvait, mardi midi, complètement dans l'impasse. M. Major tenant fermement tête à ses onze partenaires (lire page 3 l'article de Laurent Zechin). Au lieu de mettre son homologue britannique au pied du mur, M. Lubbers préféra, dans un premier temps, faire constater que onze pays étaient d'accord sur un corps de législation sociale commun mais sans en tirer de conclusion particulière.

« Inspiration et persévérance »

Soupçonné de vouloir tergiverser, le président du conseil s'attira alors les foudres françaises. Au risque, selon le porte-parole du Quai d'Orsay, de constituer « un cocktail détonant en reportant tous les points litigieux en fin de journée ». M. Lubbers préféra, en effet, appliquer une méthode qui lui est chère en politique néerlandaise : calmer le jeu, ne pas exacerber les passions, laisser se déposer les esprits, en vertu du principe de base du consensus à la néerlandaise : « Rien

n'est jamais terminé avant d'avoir recommencé... »

Le dossier social revint donc sur la table du conseil en fin d'après-midi, et sa discussion mena à la même impasse. Le président appliqua alors la deuxième phase de sa méthode : un tête-à-tête franc avec M. John Major, rejoint, plus tard, par M. Helmut Kohl. Un compromis se dessinait-il ? La France, craignant que la présidence n'enfonçât un coin dans le bloc des Onze, prévint donc qu'elle n'accepterait pas l'imposition d'un quelconque texte sur ce dossier crucial... Mais M. Ruud Lubbers n'abandonna pas à ce moment-là ses cartes. Il décida de joindre le social à la liste des points litigieux devant être discutés dans la soirée.

Cette technique du « paquet » - troisième temps de la méthode Labbers - ouvrit la voie à de possibles marchandages, mais elle place surtout les négociateurs devant un dilemme : ne pas trancher le nœud gordien, peut, en effet, aboutir à la remise en cause des progrès accomplis au préalable sur d'autres terrains. En d'autres termes, la compromission trouvée par les Douze sur la politique étrangère et de sécurité commune aurait pu être assombrie par la poursuite du dialogue de sourde sur la politique sociale.

Typiquement « lubbersien », ce téléguide des négociations s'apparente bien fonctionné, la pression du temps et peut-être la fatigue des chefs d'État et de gouvernement aidant : à 22 h 30, le compromis social était trouvé. Trois heures plus tard, M. John Major rendit un hommage appuyé à l'« inspiration » et à la « persévérance » de M. Ruud Lubbers.

C. Ch.

Les principaux aspects de l'Union politique

La nouvelle Union européenne naîtra officiellement après ratification par les Parlements nationaux des traités conclus le 10 décembre à Maastricht. Les citoyens européens auront le droit de vote aux élections municipales et européennes dans le pays de la Communauté où ils résident et pourront se présenter à ces élections (lire ci-dessous l'article de Thierry Bréhier). Voici les principaux aspects de l'Union politique :

— Une politique étrangère commune : l'objectif est de pouvoir réagir plus rapidement et plus efficacement que par le moyen de l'actuelle coopération intergouvernementale qui repose sur la règle du consensus. Le traité stipule que les Douze pourront conclure des « actions communes » et en accélérer la mise en œuvre en prenant des décisions à la majorité qualifiée. Cependant les chefs d'État et de gouvernement devront décider à l'unanimité des sujets qui feront l'objet d'une action commune. Les ministres devront ensuite décider à l'unanimité des questions précises

sur lesquelles la procédure de la majorité qualifiée pourra s'appliquer.

— La perspective d'une défense commune : l'objectif d'une défense commune est affirmé dans le traité. C'est l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) qui sera chargée de l'élaboration de la politique de défense commune. L'UEO mettra en œuvre les décisions de l'Union, en complémentarité avec l'alliance atlantique. Les rapports de l'UEO avec l'alliance, ses liens avec l'Union européenne sont précisés dans une déclaration annexée au traité, qui fait encore l'objet d'une interprétation particulière du côté britannique. Le rôle opérationnel de l'UEO doit être développé. L'Europe dispose ainsi de la base juridique qui lui manquait pour d'éventuelles interventions militaires communes. Ce chapitre fera l'objet d'une révision en 1996.

— Le renforcement des pouvoirs de Parlement européen : le traité énumère un certain nombre de domaines dans lesquels le Parlement dispose de la « codécision ». Il devra aussi donner un avis conforme pour la ratification des traités et approuver la nomination des membres de la commission.

— Les compétences de la Communauté sont élargies dans certains domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée : recherche et développement technologique, environnement, politique sociale.

La Grande-Bretagne ne voulait pas du chapitre « politique sociale ». Les autres pays membres ont conclu un protocole qui les autorise à appliquer à onze des règles du jeu communautaire des votes à la majorité qualifiée dans les domaines de l'hygiène et de la santé dans le travail, de l'information et la participation des travailleurs, l'égalité des sexes devant le travail.

Le traité ouvre d'autre part de nouveaux domaines aux compétences communautaires : le développement de réseaux trans-européens dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'énergie, la protection des consommateurs, la politique industrielle, la santé, la culture. Dans ces trois derniers domaines toutefois les décisions sont prises à l'unanimité.

— L'équilibre avec les régions les plus pauvres : un fond de cohésion est créé pour aider les régions les plus pauvres de la Communauté en matière d'environnement et d'infrastructures de transports. Un protocole prévoit d'autre part une augmentation des « fonds structurels » (compensation) pour la période 1993-1997.

— La coopération policière et judiciaire : les Douze s'efforceront de mener une politique commune (mais avec la règle de l'unanimité) en matière de visas pour les séjours de courte durée. La coopération intergouvernementale sera renforcée en matière de police (Europol), d'immigration et de contrôle des frontières extérieures de la Communauté.

Les conséquences de la citoyenneté européenne

L'indispensable réforme de la Constitution

Le souhaitable est devenu, à Maastricht, une obligation. Lors de son interview sur la Cinq, dimanche 10 novembre, M. François Mitterrand avait proposé un toilettage de la Constitution avant la fin de son septennat. Or l'accord intervenu entre les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté européenne rend indispensable une révision de la Loi fondamentale de la République française.

La Constitution de 1958 est, en effet, on ne peut plus claire en son article 3 : « Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques », ce qui exclut donc les étrangers. Voilà qui est en totale contradiction avec le projet de traité de Maastricht sur l'union politique, qui prévoit que tout citoyen de la nouvelle Union européenne résidant dans un État de celle-ci, dont il n'est pas ressortissant, pourra voter, et être élu, lors des élections des conseils municipaux et de celles du Parlement européen, dans les mêmes conditions que les citoyens de son État de résidence. Il ne s'agit là, en fait, que de l'extension à l'ensemble des Douze de dispositions déjà existantes chez certains d'entre eux, par exemple aux Pays-Bas pour les élections locales ou en Italie pour les européennes.

Un référendum ?

Certes le projet de traité prévoit que des dispositions dérogatoires pourront être prévues lorsque des problèmes spécifiques à un État le justifient. Mais M. Mitterrand n'a pas l'intention d'écarter de cette possibilité, puisqu'il a cours de sa conférence de presse, à l'issue du conseil européen, il s'est déclaré à ce sujet : « On prendra les moyens qu'il faudra. » Il y a d'autant moins de moyens d'échapper à une réforme de la Constitution que l'article 54 de celle-ci prévoit que si le Conseil constitutionnel, saisi soit par le président de la République, soit par le premier ministre, soit par le président du Sénat, soit par celui de l'Assemblée nationale, déclare « qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autori-

sation de le ratifier, ou de l'approuver, ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution ».

Une telle révision, au moins pour accorder le droit de vote lors des élections européennes aux citoyens des autres États de l'Union, ne devrait pas soulever de grandes difficultés politiques, puisque, au nom de l'UEO, MM. Alain Lamassoure et Charles Millon ont déjà déposé une proposition de loi en ce sens. En revanche, le débat pourrait être plus ardu pour leur accorder le même droit lors des élections municipales, une partie de la droite craignant qu'ouvrir une telle porte ne soit les prémices d'une extension à tous les étrangers, comme le souhaite depuis longtemps M. Mitterrand.

Ce problème du droit de vote n'est d'ailleurs pas le seul qui sera soulevé. Le président de la République l'a reconnu en prévenant, à propos du texte adopté à Maastricht : « Il y a plusieurs points sur lesquels je consulterai les juristes » car plusieurs d'entre eux « peuvent obliger à modifier la Constitution ». Il est vrai que l'interprétation donnée de celle-ci par le Conseil constitutionnel en 1976 interdit tout transfert de souveraineté (le Monde des 30 juin et 27 juillet 1991). Or c'est bien ce qui a été décidé, au moins en matière monétaire, par les chefs d'État et de gouvernement.

Reste à déterminer la méthode de révision constitutionnelle qui sera retenue. Le président de la République est resté dans le flou en déclarant : « La méthode, référendum ou vote du Parlement réuni en Congrès, n'a pas encore été définie. De toute manière, il y aura un débat au Parlement. » En fait M. Mitterrand peut inclure, dans la réforme de la loi fondamentale qu'il envisage, un volet tirant les conséquences de la construction d'une union politique européenne. Il peut aussi soumettre à référendum la seule approbation de l'accord de Maastricht, sachant qu'en faisant de l'Europe un sujet de débat de politique intérieure il a toutes chances de mettre le doigt sur une des plaies de l'opposition, tant ce thème divise la droite.

THIERRY BRÉHIER

Ancien président de la Commission européenne

Franco Maria Malfatti est décédé

Le dirigeant démocrate-chrétien italien Franco Maria Malfatti, qui fut notamment président de la Commission européenne, est décédé mardi 10 décembre à Rome à la polyclinique Gemelli. Entré très jeune dans la démocratie-chrétienne (DC), Franco Maria Malfatti, qui était âgé de soixante-quatre ans, avait été élu député en 1958. Membre de la direction de la DC à partir de 1961, il était entré en 1963 dans le premier gouvernement d'Adolfo Moro, avec le poste de sous-secrétaire d'État à l'Indus-

trie. Ministre des participations de l'État en 1969, puis des Postes, il est appelé en 1970 à la présidence de la Commission européenne à Bruxelles jusqu'en mars 1972. À son retour en Italie, il assume entre 1973 et 1980 le ministère de l'Instruction publique, puis celui des finances, enfin celui des affaires étrangères.

Franco Maria Malfatti avait aussi dirigé le quotidien de la DC *Il Popolo*, ainsi que l'hebdomadaire *La Discussione*. — (AFP.)



Citoyenneté

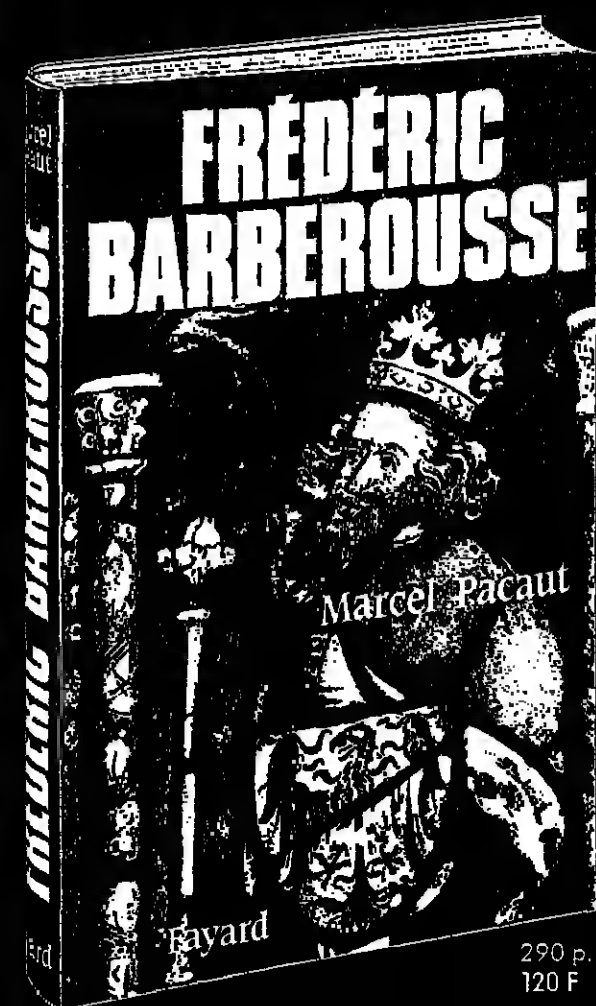
Suite de la première page

L'Europe existait déjà bien au-delà de ses constructions technologiques, réglementaires et économiques. Tous ceux qui bougent, s'activent, du monde des affaires à celui de la culture, en passant par les flux d'une jeunesse qui ne connaît plus les frontières, font à leur manière l'Europe du réel. Le sommet de Maastricht, en ouvrant des perspectives politiques, monétaires et de défense, montre bien que la pli de l'irréversible est prise. La décision la plus forte symboliquement - avec celle concernant la monnaie unique - est sans conteste celle qui consiste à s'engager vers une « citoyenneté européenne » permettant aux électeurs de voter et d'être éligibles, pour les scrutins locaux (et aussi européens) là où ils résident.

À l'heure de la déliquescence de l'union forcée qui était l'URSS et face à l'exacerbation de nationalismes d'autant plus virulents qu'ils ont été tenus durant des décennies sous le couvercle de la marmitte totalitaire, on ne peut que saluer l'affirmation d'une volonté et l'émergence de cette citoyenneté de l'avenir.

BRUNO FRAPPAT

LA PLUS HAUTE FIGURE DU MOYEN ÂGE ALLEMAND



Nouvelle édition augmentée

L'Histoire

chez FAYARD

EUROPE

URSS : les conséquences de la proclamation de la Communauté d'Etats slaves

Les dirigeants russes cherchent à offrir une sortie honorable à M. Gorbatchev

M. Boris Eltsine a rencontré, mercredi 11 décembre, les responsables de l'armée soviétique, déjà réunis la veille par M. Mikhaïl Gorbatchev. Les dirigeants russes ont cherché mardi à modérer la portée des accords de Minsk sur la création d'une « Communauté d'Etats » slaves, expliquant que la « mort » de l'URSS n'était qu'un processus en cours. Les Parlements ukrainien et biélorusse ont en revanche approuvé, mardi, ces accords à une large majorité. Le Parlement russe devait les examiner jeudi.

MOSCOU

de notre correspondant

Après un départ en trombe, la nouvelle « communauté slave » a-t-elle déjà besoin de reprendre son souffle ? Le refus de M. Gorbatchev de céder facilement la place, et la nécessité pour les trois signataires de résoudre la foule de problèmes laissés en suspens par l'accord de Minsk ont en tout cas conduit les responsables russes à modérer un peu leur discours. Ainsi le premier vice-premier ministre russe, M. Guennadi Bourboulis, s'est-il livré mardi 10 décembre à une « explication de texte » fort intéressante de l'accord de Minsk, et tout particulièrement de son désormais fameux préambule : « Nous, République de Biélorussie, Fédération de Russie et Ukraine, constatons (...) que l'URSS cesse d'exister. L'utilisation du temps présent - « cesse » - signifie

qu'il s'agit « d'un processus en cours », a expliqué M. Bourboulis, c'est-à-dire que l'Union soviétique est en train de cesser d'exister... Là où tout le monde avait vu une proclamation au ton comminatoire, une sorte de décret entrant immédiatement en vigueur, ou même selon certains un véritable « coup d'Etat », il fallait donc plutôt voir un simple « constat ». La nuance peut paraître négligeable, à cela près qu'elle permet de justifier une sorte de période de transition et surtout, que le « processus » pourrait bien s'appliquer à M. Gorbatchev lui-même, qui serait donc lui aussi « en train de cesser » d'exister en tant que président.

En attendant, M. Gorbatchev est toujours là, et son porte-parole, M. Andreï Gratchev, a affirmé mardi avec la plus grande assurance : « Aujourd'hui le président Gorbatchev n'envisage pas de démissionner ». Une assurance teintée tout de même d'une once d'incertitude contenue dans le « aujourd'hui ». Même un porte-parole fidèle ne peut faire semblant d'ignorer ce que tout le monde sait fort bien. La position du président de l'URSS est devenue plus précaire que jamais. En fait, elle ne tient qu'à un fil et à sa remarquable volonté de survie.

« Nous lui trouverons un travail »

Le « fil », c'est le désir apparent des responsables russes de ne pas pousser brutalement vers la sortie l'homme qui a si longtemps incarné le renouveau de l'URSS, mais plutôt de le convaincre d'accepter une issue honorable. D'autant que l'intérêt lui-même, sincèrement ou pour gagner du temps, évite lui aussi l'épreuve de force. M. Bourboulis a

ainsi voulu voir, dans le texte que M. Gorbatchev a fait lire lundi soir à la télévision, l'expression d'une volonté de « compromis », tout en rejetant fermement l'idée de convoquer un congrès des députés, initiative que les responsables russes jugent inconstitutionnelle.

Quelle pourrait être l'issue honorable offerte à M. Gorbatchev ? Quel pourrait être son rôle dans la nouvelle communauté et garderait-il le contrôle des forces armées ? A toutes ces questions, posées de toutes les manières possibles, M. Bourboulis a soigneusement refusé de répondre, comme pour éviter de compromettre une délicate négociation. Mais c'est un autre proche conseiller de M. Eltsine, M. Sergueï Chalkin, qui a, peut-être par inadvertance, levé un coin du voile en expliquant qu'en tout état de cause la nouvelle « communauté » n'aurait « bien entendu » ni président ni gouvernement. Le même M. Chalkin suggère un peu plus tard en petit comité qu'on pourrait peut-être imaginer un poste de « secrétaire général ».

Dans un entretien au quotidien allemand *Bild*, le ministre russe des affaires étrangères M. Kozirev, avait été moins délicat : « Gorbatchev n'a pas de maladie contagieuse, nous lui trouverons un travail ». L'insolence a été d'ailleurs relevée par le porte-parole présidentiel qui a fait valoir que le meilleur moyen pour assurer une « transition civilisée » (une expression utilisée par M. Kozirev lui-même), c'est que les nouveaux ministres soient eux-mêmes « civilisés ».

Bref, il y a de l'électricité, voire de la haine dans l'air, même si l'on préfère pour l'instant s'affronter à fleurs mouchées. Au cours de sa conférence de presse mardi, M. Bourboulis a certes évité d'atta-

quer normalement M. Gorbatchev, mais quand, avec une colère mal contenue, il s'en est pris à ceux qui veulent « survivre à tout prix », ou bien quand M. Kozirev, présent à ses côtés, a renchéri sur « le droit de défendre à tout prix ses intérêts propres », le destinataire de ces transparentes gracieusetés était bien entendu le président de l'URSS.

Hélas pour les promoteurs de la nouvelle « communauté » à trois, le « problème Gorbatchev » est loin d'être le seul à ne pas être résolu. M. Bourboulis a beaucoup insisté sur le fait que l'accord de Minsk avait été improvisé sur place, expliquant par là même que les trois signataires n'avaient prévenu personne de leurs intentions. Le président kazakh a certes été contacté au téléphone dimanche soir, c'est-à-dire après coup, et invité à se joindre à la nouvelle communauté. Maladroitement, M. Gorbatchev a immédiatement exploité : c'est lui qui a invité M. Nazarbaïev à participer le lendemain à ce qui devait être l'origine d'un tête-à-tête avec M. Boris Eltsine.

Explications aux militaires

Le maréchal Chapochnikov, ministre soviétique de la défense, a lui aussi été gratifié d'un coup de téléphone *post factum*, au cours duquel on lui a lu l'article des statuts de la nouvelle communauté faisant état de la préservation des forces armées. Selon M. Bourboulis, il a approuvé le principe de cet article - mais sans dire à quel point la concertation, sur un point aussi essentiel, a été « légère ». Rien d'indique que la question cardinale du

« boucan nucléaire » ait été résolue. Le porte-parole de M. Gorbatchev a redit mardi que le président soviétique gardait seul le contrôle des forces nucléaires, et les responsables russes ne le contestent pas à ce stade.

L'incertitude qui pèse sur l'avenir militaire de l'espace soviétique est, parmi beaucoup d'autres, l'une des faiblesses de la nouvelle communauté. Et c'est une faiblesse très regrettable à un moment où les militaires sont réputés particulièrement nerveux et inquiets (le choix de Minsk comme siège des organes de coordination du nouvel ensemble, et donc logiquement de son état-major unique, ne peut d'ailleurs que déplaire à la haute hiérarchie militaire qui risque ainsi de devoir perdre ses douces habitudes moscovites). M. Boris Eltsine, qui, comme il le fait souvent avant les grandes échéances, s'est retiré mardi dans sa datcha, doit remonter ce mercredi les commandants de l'armée et de la marine pour ce qui promet d'être une fort intéressante explication. Mais déjà M. Gorbatchev a pris les devants en recevant les mêmes commandants à l'occasion d'une « réunion de routine ».

Jeudi, c'est une nouvelle épreuve qui attend M. Eltsine : il s'adressera au Parlement de Russie où les esprits semblent aussi assez échauffés et où une fronde n'est pas exclue. Les présidents de l'Ukraine et de la Biélorussie ont un peu ce genre de souci : leurs Parlements respectifs ont entériné mardi, à une écrasante majorité, l'accord de Minsk, ce qui pourrait, en un sens, créer un précédent et faciliter la tâche de M. Eltsine.

JAN KRAUZE

Rapport alarmant du directeur de la CIA

Le directeur de la CIA, M. Robert Gates, a estimé, mardi 10 décembre, que la situation en URSS est « dangereusement instable » : « Les pénuries de nourriture et de combustible dans certaines régions, la désintégration des forces armées et la poursuite des conflits ethniques se combinent cet hiver pour entraîner dans l'ancienne URSS les désordres les plus importants depuis l'installation des bolcheviks au pouvoir, 74-75 ans après ». M. Gates a déclaré au cours d'une déposition devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants. Il a précisé avoir écrit substantiellement son texte à la suite des événements de dimanche. Poursuivant la séance à huis-clos, il a déclaré que M. Gorbatchev « devra ou bien démissionner ou bien être simplement une figure symbolique parce qu'il n'a plus aucune force pour le soutenir », selon M. Dickinson, chef de file républicain au sein de la commission.

M. Gates s'est surtout inquiété des risques de « véritable contrebande » de charges chimiques, biologiques ou nucléaires, vers des pays possédant des missiles et des fusées.

L'ambassadeur américain en URSS, M. Robert Strauss, a déclaré de son côté, mardi à Washington : « Il ne fait aucun doute dans mon esprit que l'enthousiasme pour la nouvelle Communauté (créée par les trois « grands slaves ») n'est pas total ». M. Strauss a en particulier estimé que le vice-président russe Alexandre Routskol allait « être un problème très réel pour le président Eltsine ou quiconque se trouve au pouvoir là-bas (...) Il a un parti politique et les gens vont à ses réunions. » - (AFP, AP)

YUGOSLAVIE

Les forces croates font état de succès militaires

Les forces armées croates ont fait état, mardi 10 décembre, de leurs premiers succès importants en cinq mois de combats face à l'armée yougoslave et aux irréguliers serbes. De son côté, la télévision de Belgrade a rapporté que l'armée fédérale s'était retirée de la ville de Lipik, en Slavonie occidentale (à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb), où ont eu lieu de violents combats ces dernières semaines.

Selon la radio de Zagreb, les forces croates ont attaqué l'armée fédérale et les irréguliers serbes dans la région du mont Papuk, près de Lipik, et ont conquis treize villages. Deux soldats

croates ont été blessés dans l'attaque, qui constitue le premier grand succès des forces de Zagreb depuis la proclamation d'indépendance de la Croatie le 25 juin dernier.

D'autres combats, à Daruvar, dans le centre de la Croatie, ont fait un mort et un blessé, toujours selon la radio. Trois soldats ont par ailleurs été tués à Otocac, dans le Sud, tandis que la ville d'Osijek, dans l'est de la République, a été pilonnée par des chars de l'armée fédérale qui ont fait huit blessés. Pour sa part, la télévision de Belgrade a fait état de combats dans l'arrière-pays du port de Sibenik, sur l'Adriatique. Cependant, l'armée yougoslave et les forces croates ont procédé à un échange de prisonniers. Selon la radio de Zagreb, 600 Croates ont été échangés contre 123 prisonniers serbes à Bosanski-Samac, en Bosnie-Herzégovine. D'au-

tres échanges devaient avoir lieu à Karlovac et Zelenika, mais ils ont été reportés en raison du mauvais temps.

A Belgrade, le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, a lancé un appel au peuple serbe pour qu'il combatte les « forces obscures » qui, a-t-il dit, menacent la Serbie et la Yougoslavie. « Le spectre du fascisme cogne à notre porte », a déclaré le président lors d'une cérémonie militaire marquant le 50^e anniversaire du soulèvement serbe contre les nazis. « Nous n'avons pas le choix, comme nous ne l'avons pas il y a un demi-siècle. »

De retour à New-York après sa dernière mission en Yougoslavie, M. Cyrus Vance, émissaire du secrétaire général des Nations unies, a réaffirmé mardi que les conditions nécessaires pour le déploiement des « casques bleus » en Yougoslavie

n'étaient pas réunies pour le moment. « Dans les circonstances actuelles, je ne peux pas recommander le déploiement » d'une force de l'ONU chargée du maintien de la paix en Yougoslavie, a précisé M. Vance. A l'issue d'une rencontre avec M. Javier Perez de Cuellar, au cours de laquelle M. Vance a communiqué oralement au secrétaire général le résultat de sa mission, l'ancien secrétaire d'Etat américain a rappelé que le déploiement des « casques bleus » dépendait de l'application totale des accords de Genève, qui exigent un cessez-le-feu total. M. Vance a, en outre, qualifié d'« outrage » le bombardement du port de Dubrovnik, estimant que cette action ne pouvait avoir « aucune excuse ». - (AFP, Reuters)



Belgrade à l'heure de la guerre

Suite de la première page

Belgrade elle était non seulement le centre administratif de la Yougoslavie et de la Serbie, mais aussi une métropole d'un million et demi d'habitants, au carrefour de l'Est et de l'Ouest européens. Aujourd'hui, les hommes d'affaires ont laissé la place aux négociateurs internationaux qui tentent de régler ce conflit inextricable.

Déserté par les touristes, le centre de la capitale n'attire plus que les réfugiés venus de Croatie, quelques fiers « Rambo » en treillis camouflés et les journalistes étrangers. Avec ses réserves en uniforme que l'on croise à chaque coin de rue et ses convois militaires qui voût et viennent sans cesse, Belgrade, située à moins de 150 kilomètres du front, a pris des airs de base arrière.

Climat d'insécurité

Autrefois ouverte, Belgrade est devenue un cul-de-sac, une ville qui se refuse sur elle-même, sur son angoisse. Une série d'attentats à la bombe dans plusieurs cafés et restaurants de la capitale, à la fin du mois de septembre, a créé un

climat d'insécurité, une véritable psychose. Les rumeurs les plus extravagantes ont circulé - on affirmait que des « terroristes croates » étaient infiltrés dans Belgrade. Dès le mois d'octobre, d'importantes mesures de sécurité ont été mises en place. Contrôles de police aux portes de la capitale, barrières aux accès de l'autoroute, contrôle de sécurité à l'aéroport, dans les cinémas et dans les théâtres...

Puis, des consignes spéciales furent imposées dans les écoles, y compris les maternelles. Ensuite, dans les immeubles, où la fermeture des portes d'entrée est désormais obligatoire entre 22 heures et 6 heures. Les patrouilles de police se sont multipliées et le centre de la ville est littéralement quadrillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En pleine ville, la police arrête les voitures pour fouiller les coffres.

Belgrade, « la métropole la plus sûre d'Europe », tente de faire face à une inquiétante escalade de la violence. Ce climat d'insécurité n'est pas le résultat d'une vague de terrorisme croate mais l'une des conséquences logiques de la guerre, qui dure depuis déjà quatre mois à

proximité, en Croatie. Le malaise économique, ajouté à la banalisation de la violence et de la mort, a eu des répercussions directes sur la progression de la criminalité dans la capitale. Les chiffres sont alarmants. Par exemple, le nombre de meurtres en 1991 a doublé par rapport à l'année précédente. Les cambriolages, vols de voitures et délits avec usage d'armes à feu se multiplient.

En dépit des mesures de sécurité, de l'augmentation des effectifs de police et de la création de nouvelles équipes d'intervention, des armes de tout genre et de tout calibre provenant du front défilent sur la capitale. Au cours du mois d'octobre, la police de Belgrade a saisi plus d'un million de grenades, cinq cents pistolets, trois cent cinquante fusils automatiques, d'importantes quantités de munitions et d'armes blanches.

Combien d'armes auront, néanmoins, réussi à passer les barrières de police ? Certainement beaucoup, puisque leur valeur sur le marché noir est en chute libre. Les fameux Kalachnikov sont désormais vendus à un peu moins de 2 500 francs pièce, les colts 38 à 4 000 francs, tandis que les grenades M 75 de fabrication yougoslave ne coûtent guère plus qu'un paquet de cigarettes. Passées en quelques semaines de 300 francs à 15 francs pièce, ces grenades ont un effet dévastateur : pendant le mois d'octobre, six personnes ont trouvé la mort dans des cafés de Belgrade en « jouant » avec ces

explosifs, le plus souvent sous l'effet de l'alcool. Par ailleurs, si les armes qui proviennent du front sont, comme l'affirme la police de Belgrade, destinées à la paix, on peut s'attendre, dans les mois à venir, à une nouvelle recrudescence de la criminalité. En attendant, des coups de feu retentissent chaque soir dans la périphérie de Belgrade, et des « irréguliers » serbes venus chasser leurs exploits dans la capitale se promènent librement en treillis vert, pistolet à la ceinture ou fusil automatique en bandoulière...

Hyper-inflation et pénuries

Bien évidemment, le marché noir de Belgrade ne fournit pas seulement des armes. On y trouve aussi des médicaments de première nécessité qui manquent depuis plusieurs mois dans les pharmacies. De même que des produits de contrebande qui viennent casser les prix officiels (café, whisky, etc.) et des devises étrangères. Lorsque le gouvernement fédéral de M. Ante Markovic avait introduit, début 1990, la parité fixe du dinar et légalisé sa convertibilité interne, le marché noir des devises avait disparu du jour au lendemain. Aujourd'hui, la réforme économique est paralysée et le pays a replongé dans l'hyperinflation. La monnaie nationale, qui n'est désormais plus convertible et qui risque de subir très prochainement une forte dévaluation, est cédée sur le

marché clandestin contre des devises qui valent trois fois plus cher que leur taux officiel.

La guerre qui coûte cher et qui entrave les échanges commerciaux - de nombreux axes routiers sont coupés - a de profondes répercussions sur l'économie serbe et sur le niveau de vie des Belgradois. Dans les magasins de la capitale, les étiquettes se sont remises à valser, comme à la fin des années 80. L'augmentation des prix, relativement discrète au début de l'autunno, prend des proportions inquiétantes. Fin novembre, les produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 30 % sur l'ensemble de la Serbie. Le 1^{er} décembre, le litre de lait et le kilo de pain ont augmenté respectivement de 60 % et 70 %. En outre, les salaires stagnent puisque la production industrielle est en chute libre ; certaines entreprises ne sont plus en mesure de payer leurs employés ; le salaire moyen est loin d'être suffisant pour nourrir une famille de quatre personnes.

Les premières pénuries ont commencé à apparaître. Tout d'abord, ce fut le manque de carburant, causé notamment par la fermeture de l'oléoduc traversant la Croatie - des queues de plusieurs kilomètres de long paralysent la circulation aux abords des pompes à essence. Ensuite, ce fut au tour des médicaments, de l'électroménager, et du meuble. Désormais, certains produits alimentaires de base, notamment le lait et l'huile, se font rares. Si la situation n'est pas encore

alarmante, l'offre est de plus en plus restreinte compte tenu de l'absence totale de produits provenant de Croatie et de Slovénie ainsi que de l'augmentation du coût des produits d'importation après les mesures commerciales prises par la CEE et les Etats-Unis contre la Serbie. Toutefois, si l'Allemagne et l'Autriche imposent un blocus aérien, fluvial et routier à la Serbie, comme leur gouvernement vient de l'annoncer, la situation risque de s'aggraver.

La Serbie connaîtra-t-elle la faim pour la première fois de son histoire ? Ou ce peuple endurci saura-t-il survivre avec ses propres ressources et celles des marchés parallèles ? En attendant, il est difficile de prévoir les effets de la crise économique sur la politique de guerre de la Serbie. Accablée-t-elle la montée du mécontentement social et la remise en question du régime actuel ? Ou engendrera-t-elle un climat de violence, de pressions et de vengeance ? Aujourd'hui, pour Ivan, un Belgradois de trente ans qui a été démobilisé après s'être battu plus de cinquante jours sur le front de Vukovar, la réalité est simple à comprendre. Sur le front, il gagnait, comme tous les réservistes, 20 000 dinars par mois ; à Belgrade, dans l'entreprise où il travaille, il touche un salaire de 6 000 dinars et ne peut pas nourrir sa famille.

FLORENCE HARTMANN



L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons.

L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours 20% de METSULFURON-METHYLE - Homologation N° 0400255



De meilleurs produits pour une vie meilleure.



POINT/LE JAPON ET SA DÉFENSE

Une nouvelle puissance militaire

La volonté affirmée de rééquilibrer l'alliance avec les Etats-Unis

TOKYO

de notre envoyé spécial

Une *manga* (bande dessinée) connaît un grand succès au Japon. *Mission silencieuse* raconte les aventures d'un jeune officier de marine qui a détourné un sous-marin américain - rebaptisé *Yamato* (nom ancien du Japon) - et qui se rebelle face à l'hostilité de Washington et de Moscou. Symbole d'un Japon samouraï de la hi-tech, contesté par des partenaires envieux de ses succès commerciaux. Faut-il en déduire que l'Archipel est repris par ses vieux démons du militarisme qui l'avaient conduit, il y a cinquante ans, à bombarder Pearl-Harbor? Ce serait aller vite en besogne.

La vérité est que le Japon se cherche dans ce «nouvel ordre mondial», trop à l'étroit dans son costume, qu'il tente de s'y faire une place à la mesure de sa puissance et de ses ambitions, de transformer son essai commercial sur le plan politique, voire militaire. Ses diplomates capitaines d'industrie et penseurs réfléchissent à la nouvelle stratégie à adopter, n'ayant guère confiance dans des politiciens sans «leadership» et considérés comme trop longtemps à la traîne des Américains.

Point de révision déclinant qui aboutirait à l'abandon du pacte de sécurité avec les Etats-Unis, en dépit des différends de plus en plus nombreux - en particulier sur le gouffre du déficit commercial américain - mais une volonté affirmée de rééquilibrer les relations «à sens unique», explique le directeur adjoint du quotidien *Asahi*, Kiyofuku Chuma.

Participer aux opérations de l'ONU ?

Le moment est venu de redéfinir l'alliance, sur la base, selon les termes du nouveau ministre des affaires étrangères Michio Watanabe, d'un «partenariat global conjoint». Forts de leurs avantages, mais conscients - guerre du Golfe oblige - que l'argent n'est pas tout, que l'économie ne tient pas lieu de politique et que l'on ne devient pas un «Grand» en se contentant aux affaires, les responsables nippons entendent pousser leurs pions dans des domaines d'où ils étaient absents. Contraints à la modestie par la défaite de 1945, ils se sentent désormais les coudes franches. Ou presque, en raison de la faiblesse du gouvernement.

Car le Japon, comme l'Allemagne - ou plus qu'elle, car il n'est jamais parvenu, ou n'a pas voulu, exorciser définitivement son passé - demeure prisonnier d'une Constitution lui interdisant toute aventure militaire. Ses forces d'autodéfense (JSDF) sont uniquement chargées de protéger un archipel sous «parasol» nucléaire américain. Une situation qui obsède les nostalgiques du militarisme mais satisfait une opinion fondamentalement pacifiste.

Le gouvernement nippon en est conscient. Longtemps taxé d'égoïsme, il a été échaudé par la «dure leçon» du Golfe, sa contribution financière, considérable mais tardive, n'a pas eu le succès politique escompté. Le projet de participer, par l'envoi de personnel non-combattant, à la coalition anti-irakienne a été rejeté par l'opinion et la Diète. Le gouvernement a été incapable de faire voter par la Diète, comme il s'y était engagé, un nouveau texte, dit *PKO* (de l'anglais *Peace-Keeping Operations*), opérations de maintien de la paix. Le débat vient d'être repoussé à janvier prochain. Son objectif était de permettre l'envoi à l'étranger, sous l'égide des Nations unies, d'unités constituées des JSDF, autorisées à ouvrir le feu pour se défendre.

Leur première mission aurait dû être le Cambodge. L'Institut de recherche pour la paix et la sécurité, un prétexte que les JSDF «soient utilisées hors d'Asie, en raison de la sensibilité des pays de la région». L'amiral Naotoshi Sakonjo pense oser moins que la stratégie de «défense défensive» limitée à l'Archipel est devenue obsolète. Il faudrait la remplacer par un concept de «sécurité régionale» s'appuyant sur un «leader ship conjoint» nippon-américain, politico-économique et

non militaire, rééquilibré pour tenir compte de la puissance technologique du Japon.

Un ballon d'essai avait été lancé avec l'envoi, après le cessez-le-feu, de chasseurs de mines dans le Golfe; il a été conclu, l'opinion l'ayant bien accepté. Pour la première fois depuis 1945, le drapeau du Soleil-Levant risquait donc de flotter à nouveau sur un sol étranger. Pour le bon motif certes, mais cela a inquiété l'opposition socialiste et, à l'extérieur, Chinois ou Coréens. Dans son dernier «livre blanc» sur la défense, Soudai a mis en garde contre la menace militaire nipponne d'ici à l'an 2000.

Cinquante ans d'oubli

De l'expansionnisme militariste impérial des années 30 et 40 à l'économisme à tout crin de cette fin de siècle; d'un pays écrasé sous les bombes américaines à la deuxième puissance économique mondiale... En un demi-siècle, que de chemin parcouru par le Japon !

Occupé par les Américains après la défaite, «converti» à une démocratie qui perpétue au pouvoir le Parti libéral démocrate (PLD, conservateur) par des protecteurs qui ont couvé sa reconstruction économique dans la période de la guerre froide - de la guerre de Corée à celle du Vietnam - l'archipel nippon s'est développé dans le cocon douillet de l'oubli, remportant la bataille commerciale en Asie avant d'étendre ses ambitions au monde entier.

Cinquante ans après avoir ouvert les hostilités avec les Etats-Unis par l'attaque de Pearl-Harbor, le 7 décembre 1941, mais aussi soixante ans après avoir entrepris la conquête de la Chine et déclenché la guerre du Pacifique avec son corrépondant de mort et d'extinction, le gouvernement japonais préfère toujours parler le langage des affaires plutôt que celui de l'histoire.

Le PSJ exigeait que seul du personnel non armé et ne faisant pas partie des JSDF participe aux PKO, même si ses députés les plus modérés recommandaient que la situation changée depuis la fin de la guerre froide et que l'opinion n'y est plus aussi hostile. En fait, celle-ci est divisée, avec une faible majorité d'opposants. Dans ce contexte, beaucoup voient dans la présence des GI's la garantie que le Japon ne sera pas repris par ses vieux démons. C'est la théorie du bouchon et de la bouteille, le bouchon américain étant censé maintenir le mauvais génie au fond de la bouteille.

La menace russe et coréenne

Cette image revient souvent dans les conversations, car elle rassure. «Si nous perdions le traité de sécurité avec les Etats-Unis, le Japon deviendrait un pays militariste en six mois», déclarait il y a un an l'ambassadeur nippon à Bangkok. Mais elle témoigne également, regrette un expert des questions américaines, d'un manque de confiance envers notre propre contrôle démocratique. Il reconnaît toutefois que «l'Asie se sent plus à l'aise avec le maintien de la présence américaine et du traité nippo-américain».

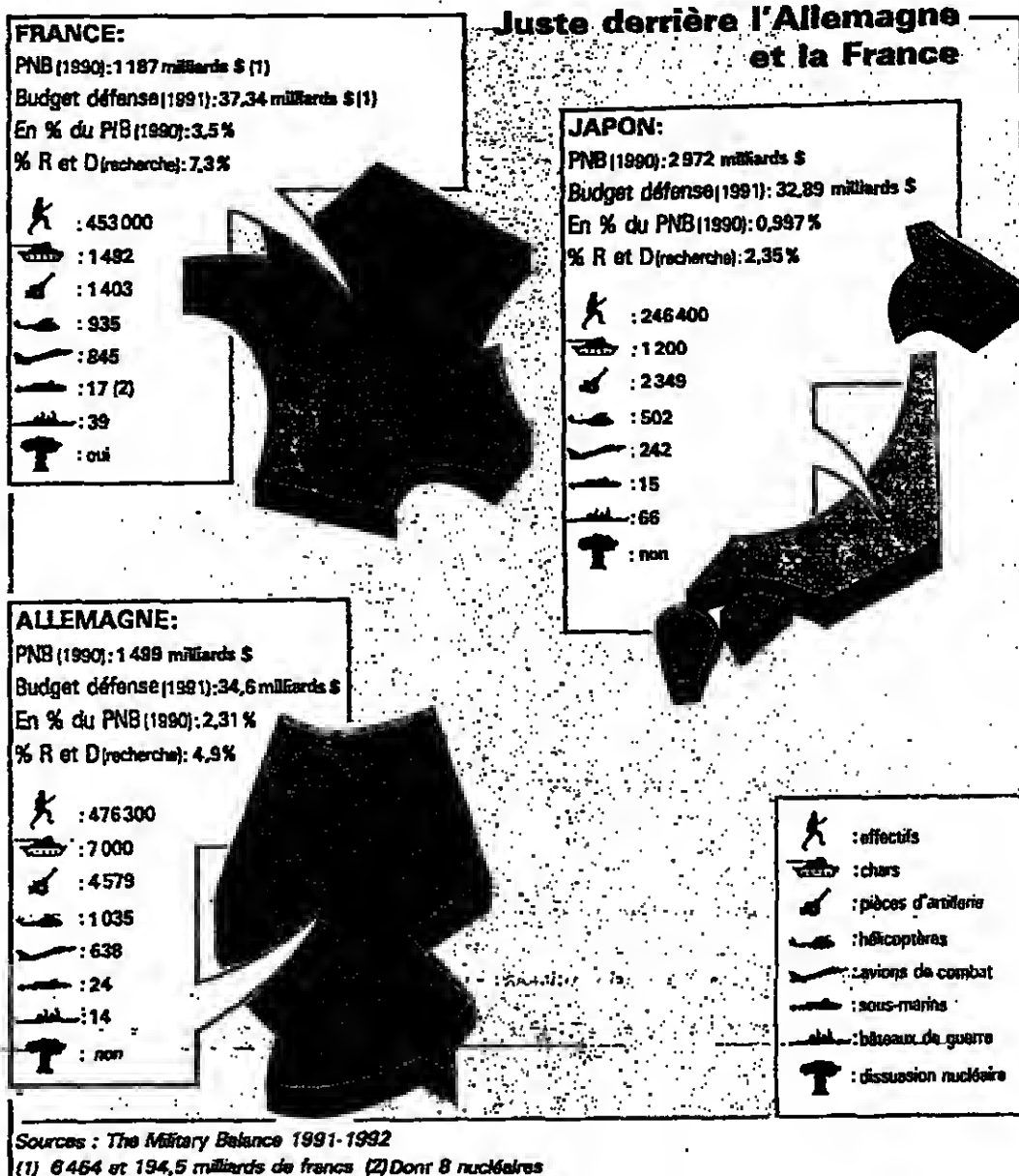
C'est d'autant plus important que ce «partage des risques» entre japonais et Américains doit s'appliquer en premier lieu à l'Asie. Que l'on parle de «sécurité» comme à Washington, de «prosperité» et de «stabilité» comme à Tokyo, l'objectif est similaire. Le Japon compte sur la présence américaine pour y parvenir, la bannière étolée faisant

Cinquante ans après l'attaque-surprise de Pearl-Harbor le 7 décembre 1941, le Japon est à la recherche d'une nouvelle stratégie, d'une politique de défense lui permettant à la fois d'affirmer sa puissance et de défendre ses intérêts. Dans le contexte de l'après-guerre du Golfe, avec l'effondrement de l'empire soviétique et alors que les coups de boutoir de l'industrie nipponne font reculer une

économie américaine en crise, Tokyo estime que le temps est venu de redéfinir ses relations avec Washington.

Affirmation de sa primauté en Asie, volonté de partager avec les Etats-Unis et l'Europe le leadership du monde, reconnaissance que l'argent n'est pas tout et qu'il faut aussi payer de sa personne pour se faire respecter, sont les piliers de cette nouvelle

stratégie. D'un effort continu en faveur des forces d'autodéfense, et le débat - mal engagé - sur l'envoi de soldats à l'étranger dans le cadre des Nations unies. L'insistance du Japon à vouloir jouer un rôle politique à la hauteur de son poids économique n'est pas sans susciter, chez ses voisins, échaudés par la dernière guerre, comme chez ses alliés américains, une certaine inquiétude.



contrôle enfin certains domaines sensibles dans lesquels les Américains sont obligés de faire appel à elle.

Assumer ses responsabilités

Après les phases de reconstruction et d'«accession à la maturité», quand les Etats-Unis «étaient le pivot central de sa politique étrangère», voici arrivée celle dans laquelle le Japon se trouve «dans la position d'exercer son influence sur les grandes questions concernant le nouvel ordre mondial», explique Yukio Satoh, qui dirige le Bureau d'analyse, de recherche et de planification au Gaimusho. Tokyo pousse en avant trois thèmes: contrôle des armements, aide au tiers-monde et questions humanitaires.

Le Japon est devenu une puis-

sance mondiale à part entière, si ce n'était ses réticences dans le domaine militaire. Il veut faire entendre sa voix dans les grands forums, de l'ONU au G-7, discuter de tous les grands problèmes d'égal à égal avec l'Europe et les Etats-Unis, enfin «assumer ses responsabilités». Il ne cesse de répéter qu'il ne veut plus être cantonné dans un rôle de bailleur de fonds ou de partenaire exclusivement commercial de Washington. La guerre du Golfe et l'effondrement de l'URSS ont accéléré cette évolution. Mais, pour M. Satoh, elle aurait eu lieu de toute façon.

L'affirmation de ces ambitions témoigne à la fois d'une confiance retrouvée et de la persistance d'une inquiétude existentielle. Derrière les réminiscences envers les Américains apparaît la reconnaissance que ces relations sont incontournables. L'in-

terdépendance technologique est de plus en plus étroite. «Nous devons être optimistes, nous n'avons pas le choix. Nous sommes numéro un et deux dans le monde, nos intérêts sont complémentaires», explique le professeur Seizaburo Sato, de l'Institut international de paix globale, proche de l'ex-premier ministre Nakasone.

Le Japon est la seule grande puissance à ne pas posséder - ni vouloir détenir - l'arme nucléaire. «Ce n'est pas pour des raisons morales, mais par réalisme», dit M. Sato. Car, si on le voulait, on pourrait très vite devenir une puissance nucléaire. Pour le moment, la force de frappe du Japon est économique et elle suffit à le faire respecter.

PATRICE DE BEER

Sur une base, face à l'URSS

KOMATSU

de notre envoyé spécial

De l'autre côté de l'aéroport civil où les 747 déversent leur cargaison de touristes dans cette région pittoresque du Hokuriku, sur le bord du Japon, des hangars annoncent la présence d'une base des Forces d'autodéfense (JSDF). C'est en effet d'ici que décollent les appareils chargés de surveiller l'espace aérien qui sépare la côte de Vladivostok, à 480 nautiques, et de la Corée du Nord.

Komatsu, commandée par le major-général Fumio Kitagawa, ex-attaché militaire à Paris, est l'une des deux bases où deux avions sont maintenus en alerte permanente. Même si le danger venu de l'Ouest paraît de plus en plus lointain, les stratégies nippons s'affirment toujours prêts à toute éventualité de la part de l'ennemi traditionnel soviétique.

«A l'est de l'Oural, dit le général Kitagawa dans un français parfait, on demeure très en retard

sur la situation en Russie d'Europe. La menace s'est peut-être réduite en nombre, mais elle s'est accrue qualitativement. C'est pourquoi il ne manque pas un bouton de gilet à la 6^e escadre, composée d'avions américains F-4 et F-15 assemblés localement. Il souhaite le développement d'une coopération entre officiers nippons et d'autres pays, d'Asie comme de plus loin. «Nos études officielles regardent de plus en plus vers l'Europe. Les relations avec les Etats-Unis sont très importantes - indissociables comme le sahil, le poisson cru, et le raffort, mais il faut penser à celles avec l'Europe. N'a-t-il pas accueilli il y a peu M. Serge Dassault?»

Ni cheveux longs ni militaristes

On ne pourrait peine à croire que l'on puisse revenir en arrière, vers la guerre froide. La dernière rencontre avec un bombardier soviétique TU-22 remontait en

effet à près de trois mois. On dit que les responsables de l'aéroport civil aimeraient bien se débarrasser de la tumeur militaire, et les habitants des environs des nuisances causées par les décollages incessants. Pour les annuler, les vols ont été supprimés la nuit, et de grosses indemnités distribuées aux alentours: «10 % du budget y sont destinés». Le commandant de la base a senti, depuis la guerre du Golfe, faiblir l'hostilité locale à son égard. «Lors des manœuvres de l'année dernière, j'avais reçu cent vingt lettres de protestation, contre cinq seulement cette année».

Comment devient-on militaire dans ce pays où l'uniforme a tant perdu de son prestige? Deux pilotes et un mécanicien n'ont pas de peine à répondre que c'était parce qu'ils étaient «fanas» des avions. Pour les autres, nous dit le professeur Nishihara, qui enseigne à l'Académie de défense nationale de Yokosuka, c'est le salaire - une paie de fonctionnaire plus des

primes, 100 000 francs par an pour une nouvelle recrue, - la formation professionnelle ou les études universitaires gratuites qui motivent le plus. D'où un recrutement privilégié des élites officiers parmi les classes moyennes: «Notre armée n'est composée ni de soldats aux cheveux longs ni de militaristes. Quant à nos généraux, aucun n'a d'expérience du combat».

Les militaires rencontrés à Komatsu ne brûlent pas de se battre. Aucun n'est enthousiaste à l'idée d'être envoyé à l'étranger dans le cadre des PKO. «Si le gouvernement la décide, j'irai. Mais les choses ne sont pas simples», dit le capitaine Oda. «Je suis contre, car cela reviendrait à envahir un pays étranger, ajoute le commandant Hara. Je préfère une contribution pacifique. Mais l'obédience aux ordres». «Je ne suis pas d'accord», affirme tout simplement le sergent Sakuma. Tous sont pourtant des militaires professionnels.

P. de B.

Le Voyager A
quelqu
de r



ASIE

THAÏLANDE : avec la nouvelle Constitution

Les militaires veulent instaurer une « démocratie guidée »

Plus de neuf mois après le coup d'Etat du 23 février, la nouvelle Constitution promulguée, lundi 9 décembre, par le roi, ouvre une ère de « démocratie guidée » en Thaïlande, où des élections devaient avoir lieu en mars 1992.

BANGKOK

de notre correspondant

En prenant le pouvoir, les chefs des forces armées - regroupés au sein du Conseil national de maintien de la paix (CNMP) - s'étaient engagés à doter le royaume d'une nouvelle Constitution. C'est chose faite depuis le 7 décembre : l'Assemblée nommée par le CNMP au lendemain du putsch a adopté, par 262 voix contre 7, une charte censée remettre la Thaïlande sur le chemin de la démocratie. Mais la marche arrière effectuée par les militaires en novembre, à la suite d'une série

de manifestations, ne remet pas en cause l'essentiel : l'armée continuera de dominer la vie politique pendant au moins plusieurs années.

Le texte prévoit l'élection au suffrage universel d'une Assemblée législative de 360 députés dont le président désignera le premier ministre. Les 270 sénateurs participeront aux votes de censure lors de sessions conjointes des deux Chambres conduites par le président de la Chambre haute. Or les premiers sénateurs, nommés pour quatre ans, seront choisis par l'armée. Les militaires auront donc besoin, en théorie, que de l'appoint de 46 députés pour renverser le gouvernement et, surtout, pour empêcher toute révision de la Constitution.

En outre, ils paraissent assurés de contrôler une bonne frange de l'Assemblée à l'aide du Samakdi Tham (Justice et Unité), mouvement né dans la foulée du coup d'Etat et d'autant plus influent qu'il dispose

de leur appui à peine voilé. Créé pour contrer le Parti de l'inspiration nouvelle (PAN), que dirige un ancien patron de l'armée, le général Chavalit, le Samakdi Tham devrait obtenir assez de votes aux élections pour faire au moins figure de minorité consistante au sein de la Chambre basse.

En prenant le pouvoir en février, les chefs de l'armée avaient notamment accusé le premier ministre renversé, M. Chatichai Choonhavan, de présider un gouvernement corrompu qui tentait d'imposer une « dictature parlementaire ». Ce risque est écarté avec l'encadrement étroit des « élus du peuple ». A telle enseigne que l'on parle officiellement de « démocratie guidée », avec l'intention affichée, bico coté, d'instaurer une « démocratie authentique ».

Dominant la vie politique, ce qui fait grincer pas mal de dents, les forces armées se réservent le choix des moyens. Elles pourront, si elles le souhaitent, diriger le gouvernement, une responsabilité qui pourrait bien échoir à l'homme fort de la junte, le général Suehioda Kraysoon. Elles pourront tout aussi bien en confier la direction à un civil, l'un des mieux placés dans le premier ministre actuel, M. Anand Panyarachun, qui peut faire état de services loyaux et compétents. Si les militaires ont gardé la haute main dans les domaines les plus importants (défense, diplomatie et affaires politiques), M. Anand a prouvé qu'il savait gérer à la fois la forte expansion économique et la collaboration, souvent délicate, avec une junte interventionniste.

Un paradoxe demeure cependant : c'est en ce moment même où les menaces d'instabilité des frontières du royaume, notamment avec l'accord de paix au Cambodge, que l'armée thaïlandaise réaffirme son autorité politique. Il est vrai que, depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, la vie politique thaïlandaise n'en est plus à une contradiction près.

JEAN-CLAUDE POMONTI

INDE

Première visite d'un chef de gouvernement chinois depuis 1960

M. Li Peng, premier ministre chinois, est arrivé, mercredi 11 décembre, à New-Delhi pour une visite officielle de six jours. Depuis Zhou Enlai en 1960, aucun dignitaire d'un tel rang ne s'était rendu en Inde. Peu après, en octobre 1962, éclatait le conflit sino-indien. Pékin contestait la souveraineté de New-Delhi sur 90 000 kilomètres carrés situés à la frontière du nord-est indien, devenus l'Arunachal-Pradesh.

La question frontalière, toujours en suspens, sera au centre des entretiens entre M. Li Peng et son homologue indien M. Narasimha Rao. Le climat, cependant, s'est nettement détendu. La visite du dignitaire chinois répond à celle, en 1988, de Rajiv Gandhi, à l'issue de laquelle

une commission sur les tracés frontalières a été mise en place. Les Chinois ont fait des propositions en faveur du maintien du *statu quo* : la souveraineté indienne sur l'Arunachal-Pradesh serait ainsi « compensée » par celle de Pékin sur l'Aksai-Chino, région de quelque 30 000 kilomètres carrés située à l'extrême nord-ouest de l'Inde.

M. Li entend en particulier obtenir de ses interlocuteurs des assurances concernant le Tibet. L'Inde a reconnu dès 1954 la souveraineté de la Chine sur le Tibet, qu'elle a occupé en 1950, mais a donné asile, depuis 1959, au dalaï-lama, son chef spirituel et politique. - (AFP, Reuters, UPI)

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Trente-huit morts dans l'incendie d'un entrepôt de vivres

Trente-huit personnes ont trouvé la mort le week-end dernier dans la ville de Fushe-Arrez, à une soixantaine de kilomètres au nord de Tirane, lorsque des pilliers ont mis le feu à un entrepôt de vivres, a annoncé, mercredi 11 décembre, M. Iuf Bace, porte-parole du ministère de l'Intérieur. L'incendie a été causé par des brandons enflammés dont les pilleurs se servaient pour explorer les lieux dans l'obscurité.

Le pillage de cet entrepôt fait suite à une série d'actions du même type intervenues la semaine dernière à travers le pays.

Le président albanais, M. Ramiz Alia, a chargé, mardi 10 décembre, M. Vilson Ahmeti de former un nouveau gouvernement. M. Ahmeti, présenté comme « un jeune intellectuel n'appartenant à aucun parti », était ministre sans portefeuille dans le gouvernement du premier ministre Ily Buqi, tombé à la suite du retrait des ministres du Parti démocratique albanais (PDA). M. Alia, qui souhaite un gouvernement de « spécialistes », a souligné que les tâches prioritaires de la nouvelle équipe consisteront à « approvisionner la population en nourriture, à assurer l'ordre et la paix publiques et à organiser dans les plus brefs délais des élections anticipées ».

Le Parlement albanais, d'autre part, mardi, leur a donné mandat à deux députés du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir, anciens hauts fonctionnaires du régime communiste, MM. Adil Carcani et Shani Korbeci. Cette mesure lève le dernier obstacle à l'inculpation pour abus de pouvoir de ces anciens hauts responsables communistes.

Le président sud-africain annonce sa visite à Moscou. - Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, a annoncé, mardi 10 décembre, la visite qu'il devait faire à Moscou vendredi en raison de la situation politique en URSS.

BULGARIE

M. Dimitar Popov est candidat à la présidence

L'ancien premier ministre bulgare, M. Dimitar Popov, se présentera à la première élection présidentielle au suffrage universel dans l'histoire de la Bulgarie, le 12 janvier prochain. Sa candidature a été enregistrée, lundi 9 décembre, par la commission électorale. M. Popov, artisan de la réforme économique du précédent gouvernement de coalition au pouvoir jusqu'au début du mois de novembre, est considéré comme le principal rival de l'actuel chef de l'Etat, M. Jelou Jelov. Ce dernier, grand favori du scrutin, est soutenu par de larges secteurs de l'Union des forces démocratiques (UFD), le mouvement anti-communiste qui a remporté les élections législatives du 13 octobre dernier.

Présentée par le petit Parti national-démocrate, la candidature de M. Popov, soixante-quatre ans, pourrait également bénéficier du soutien de nombreux sympathisants du Parti socialiste (ex-communiste), deuxième force politique du pays, qui ne présente pas de candidat aux élections. - (AFP)

MAROC

Déception des défenseurs des droits de l'homme

L'évolution du régime d'Hassan-II enregistrée depuis un an en matière de droits de l'homme est en train de tourner court, ont estimé, mardi 10 novembre, les représentants des organisations signataires de l'« Appel pour les droits de l'homme au Maroc », lors d'une conférence de presse à Paris.

La libération de vingt-six militaires du bague de Tazmamart (le Monde du 8 novembre), et la mise en liberté de M. Abraham Serfaty (le Monde du 14 septembre), avaient soulevé un grand espoir, que les signataires de l'appel s'attendent désormais à voir infondé.

Deux des anciens prisonniers de Tazmamart, MM. Mohamed Raiss et

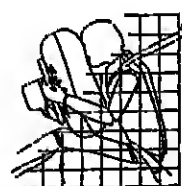
Abdelghani Achour, ont vu leurs peines de prison à vie commuées en dix années de détention. Selon M. Serfaty, leur état de santé est tel que leurs chances de jouir à nouveau de la liberté sont quasiment nulles. Huit des anciens détenus de la prison de Kénitra, transférée à Casablanca, ont entrepris depuis deux semaines une grève de la faim illimitée. Seize « détenus politiques » à Fès, et dix autres à Kénitra, ont commencé, mardi, un mouvement similaire pour protester contre leurs conditions de détention. L'amiel Antoine Sanguinatti, qui vient d'avoir un entretien avec l'ambassadeur du Maroc en France, a résumé la situation en déclarant que « les racines du mal reposent » : le voyage à Washington du souverain chérifien (les mesurées « humanitaires » prises par Hassan II avaient précédé une visite aux Etats-Unis) aura été une parenthèse.

SALVADOR

Violents combats entre la guérilla et l'armée

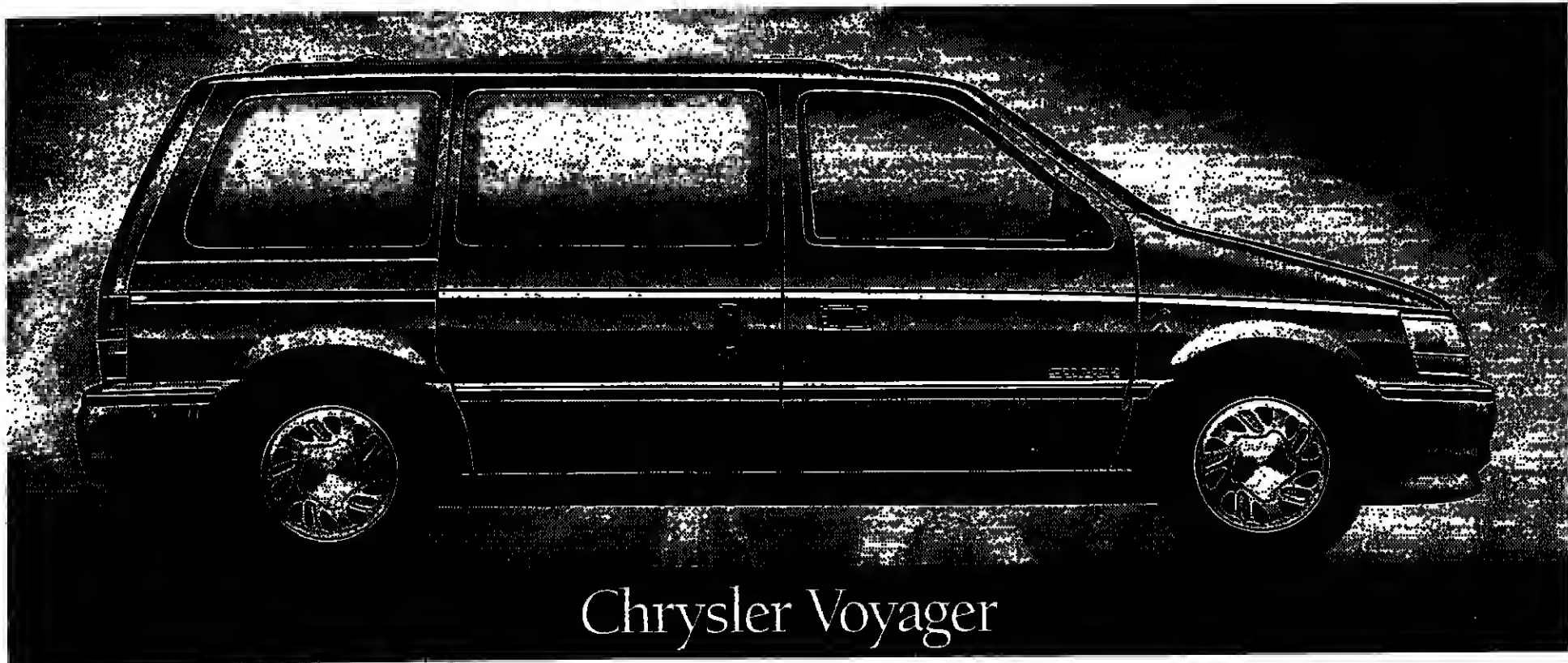
Plusieurs soldats salvadoriens (saiza selon la guérilla) et quatre selon l'armée) sont morts, à l'issue de graves affrontements, mardi 10 décembre, entre les rebelles du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) et les militaires, à San-Gerardo, dans le département de San Miguel (est du Salvador). Le FMLN avait décrété une trêve unilatérale le 16 novembre et l'armée avait décidé, cinq jours plus tard, de suspendre les bombardements et l'utilisation de l'artillerie lourde pour faciliter les négociations en cours entre la guérilla et le gouvernement de M. Alfredo Cristiani, qui doivent reprendre, lundi 16 décembre, au siège de l'ONU à New-York. Par ailleurs, conformément à une décision prise dans le cadre de ces négociations, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a nommé les trois membres d'une commission de la vérité, chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme commises depuis 1980 au Salvador. - (AFP, UPI)

Ce Voyager AWD_{t2} n'a qu'une seule option : quelquefois, il est très agréable de ne pas avoir le choix.



Aujourd'hui, le Voyager AWD_{t2} est équipé en série d'un Airbag* côté conducteur et d'un système de freinage ABS pour une plus grande sécurité, d'une boîte automatique à 4 rapports, d'une transmission intégrale, d'une direction assistée, de l'air conditionné, d'un ordinateur de bord, de 7 places, d'un régulateur électronique de vitesse, d'une extinction temporisée des phares, d'un siège conducteur à réglage électrique, de jantes 15" en alliage d'aluminium, d'une radio-cassette stéréo avec 4 haut-parleurs et de vitres teintées. Entre autres... La seule option que nous vous laissons choisir est la peinture métallisée parce que les goûts et les couleurs ne se discutent pas.

Venez en parler avec votre concessionnaire Chrysler. Et découvrez par la même occasion les autres Voyager. **CHRYSLER**



Chrysler Voyager

*Airbag : coussin gonflable de protection. Modèle présenté : Voyager AWD_{t2}, option peinture métallisée.

AFRIQUE

SOUDAN : victime de la guerre civile

La communauté nouba du Kordofan est menacée d'extermination

Au centre du Soudan, les Noubas sont la cible du gouvernement, qui cherche à « les anéantir en tant que communauté », a indiqué l'organisation de défense des droits de l'homme Survival International, dans un rapport rendu public mardi 10 décembre à Londres. Le gouvernement, précise le rapport, a encadré la région des monts Noubas afin d'empêcher toute information de filtrer sur les arrestations arbitraires, les disparitions, les massacres, les attaques de villages et la confiscation de terres. La communauté, qui compte un million de personnes, est en fait prise entre trois feux : celui de l'armée régulière soudanaise, celui des rebelles

de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en lutte depuis 1983 contre le gouvernement de Khartoum, et celui des groupes paramilitaires, armés par le gouvernement, et qui appartiennent à des tribus arabes. Survival International a également accusé le gouvernement de Khartoum de se servir de l'arme de la famine contre les Noubas, en empêchant l'arrivée de vivres.

Une autre organisation, Africa Watch, basée aux États-Unis, a pour sa part qualifié la situation, mardi, dans un rapport de douze pages, de « guerre d'usure » qui pourrait déboucher sur la destruction de la société des Noubas, de leur culture, notamment le nomadisme. Les Noubas, qui habitent dans la province de Kordofan (sud), sont des Noirs traditionnellement non-musulmans. Selon Survival, le gouvernement a autorisé les Bagaras, une tribu arabe vivant de l'élevage et, depuis des générations, en lutte avec les Noubas, à attaquer les villages de ces derniers, à tuer les habitants, à s'emparer de leurs troupeaux et de leurs terres.

En 1987, l'APLS, qui considère les Noubas comme ses alliés naturels, a mis sur pied une unité dans les monts Noubas, liquidant ou enlevant ceux qui refusaient de coopérer. En représailles, l'armée et les services militaires du renseignement soudanais ont commencé à arrêter et à exécuter ceux qui sont soupçonnés d'être des sympathisants de l'APLS. Selon Survival, l'arrestation par l'armée de sympathisants supposés de l'APLS, dont la plupart n'ont plus été revus, semble indiquer l'existence d'une politique délibérée « d'exterminer les Noubas qui ont acquis une éducation et qui pourraient devenir des responsables politiques ». Plus à l'ouest, les Fours du Darfour semblent subir un sort identique, le gouvernement apportant son soutien aux tribus arabes rivales. Des centaines de villages de cette communauté ont été rasés sur ordre du gouverneur de la province, précise le rapport. — (AFP)

BURKINA-FASO : après l'assassinat de Clément Ouédraogo

Le pouvoir est accusé des attentats contre les opposants

Des témoins ont rapporté que le ministre burkinais de la défense a été attaqué par la foule à coups de pierres, mardi 10 décembre, lors des funérailles de Clément Ouédraogo, secrétaire général du Parti du travail burkinais (PTB, opposition), assassiné la veille à Ouagadougou lors d'un attentat (le Monde du 11 décembre). Une personne a été blessée par les gardes du corps du ministre.

Au cours de la cérémonie, à laquelle trois mille personnes ont participé, un porte-parole de la Confédération des forces démocratiques (CFD, mouvement qui groupe vingt partis d'opposition), M. Ram Ouédraogo, secrétaire général de l'Union des Verts pour le développement du Burkina-Faso (UDVB), a rejeté sur le président Blaise Compaoré la responsabilité de l'attentat. « Blaise Compaoré a mis en application les menaces qu'il avait proférées pendant sa campagne électorale en

disant que ceux qui ne voudraient pas le rejoindre devraient « franchir la frontière », a-t-il dit.

Le ministre délégué à la présidence et porte-parole du gouvernement, M. Idrissa Zampa, a condamné les attentats commis lundi contre plusieurs dirigeants de l'opposition. (Dans un autre attentat, M. Tall Moutar, un des dirigeants du Groupe des démocrates révolutionnaires, a été grièvement blessé et n'a pas été comme l'indiquaient nos premières informations : une autre opposant, M. Marième Zébang, a été victime d'une tentative d'agression à son domicile.) « L'enquête va déterminer qui a commis ces actes, mais ce n'est certainement pas dans l'intérêt du pouvoir, cela n'obéit à aucune logique qui soit à même de conforter le pouvoir », a affirmé M. Zampa, lors d'une conférence de presse à Dakar. — (AFP, Reuters)

EN BREF

■ KENYA : l'ancien numéro deux du régime a été libéré. — M. Nicholas Biwott, ancien numéro deux du régime kényan, arrêté le 26 novembre en raison de son implication dans le meurtre de l'ancien ministre des affaires étrangères, Robert Ouko (le Monde du 29 novembre), a été libéré mardi 10 décembre, ainsi que l'ancien chef de la sécurité intérieure, M. Hezekiah Oyugi, a annoncé la télévision kényane. D'autre part, le Parlement a rétabli mardi la multipartitisme, en abrogeant un amendement à la Constitution de 1982 qui faisait du Kenya un État à parti unique. — (AFP)

■ MOZAMBIQUE : 61 civils tués dans une attaque de la RENAMO. — Selon Radio Mozambique, une attaque de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO, opposition armée) contre la ville d'Angoché, dans le nord du pays, a fait, mardi 10 décembre, soixante et une victimes civiles et dix morts parmi les assaillants. Par ailleurs, le Parlement mozambicain, a ratifié à l'unanimité, mardi, à Maputo, la charte des Nations unies sur les droits de l'homme. — (AFP)

■ SOMALIE : l'aide humanitaire bloquée par les combats. — Un bateau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) transportant 800 tonnes d'aide humanitaire, n'a pas pu accoster, mardi 10 décembre, dans le port de Mogadiscio, en raison des tirs d'artillerie qui se poursuivent depuis trois semaines dans la capitale somalienne entre dans rivaux du Congrès de la Somalie unifiée (USC). Ces combats auraient fait 4 000 morts, selon les estimations de différentes organisations humanitaires. — (AFP)

■ ZAÏRE : une dizaine de personnes tuées par les forces de l'ordre. — Une dizaine de personnes ont été tuées par des militaires et des militaires, mercredi 4 et jeudi 5 décembre, a affirmé mardi la Ligue zaïroise des droits de l'homme. Par ailleurs, le premier ministre zaïrois, M. Nguzi Karl Bond, en tournée aux États-Unis et en Europe, a annoncé mardi à Paris sa candidature à l'élection présidentielle. Il a toutefois précisé qu'il fallait être réaliste et composer avec le régime du président Mobutu qui garde toujours le contrôle des forces armées. — (AFP)

CORRESPONDANCE

Le sort des Touaregs du Mali

Après la parution, dans le Monde daté 1^{er}-2 décembre, d'un reportage de notre envoyé spécial à Tamanrasset, Georges Marion, intitulé « Le nomadisme forcé des Touaregs », nous publions, ci-dessous, des extraits d'une réponse de Hama Ag Sid Ahmed, chargé des relations extérieures du Mouvement populaire de l'Azawad.

(...) La racine du conflit actuel ne se réduit pas à une ancestrale opposition Blancs contre Noirs. Avant les événements récents qui ont troublé le nord du Mali, toutes les communautés de ces régions vivaient en parfaite harmonie.

La racine du conflit se situe ailleurs ; elle est d'origine politique, économique et sociale. Depuis l'indépendance du Mali, les régions du Nord ont été oubliées par le gouvernement central, toutes ethnies confondues ; elles n'ont bénéficié d'aucun développement. Toutes les communautés ont été abandonnées et bafouées. (...) Si la nôtre s'est révoltée et a pris les armes, c'est

que le pouvoir central l'a, plus que les autres, ignorée et réprimée. (...)

Ce combat a abouti aux accords de Tamanrasset, le 6 janvier 1991, accords qui ont été respectés, ni appliqués par le gouvernement malien. Depuis ce jour, nous avons multiplié les rencontres avec les autorités de Bamako pour obtenir l'application de ces accords, mais en vain. Même la Conférence nationale fut pour nous un échec. Devant ce constat d'impuissance, certains membres de notre mouvement ont préféré au dialogue la reprise des combats et créèrent des mouvements dissidents. (...)

Nous espérons que la Conférence spéciale sur le problème du nord du Mali qui va se réunir le 27 décembre en un lieu approprié pourra enfin aboutir à des accords acceptables par toutes les parties et que ces accords seront respectés et surtout appliqués afin de ramener une paix durable pour toutes les communautés des régions du Nord. (...)

PROCHE-ORIENT

IRAK : au terme d'une longue polémique

M. Perez de Cuellar affirme que c'est Bagdad qui a déclenché la guerre contre l'Iran en 1980

Mettant un terme à une longue polémique, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, estime que Bagdad est responsable du déclenchement de la guerre Irak-Iran, en 1980. Dans un rapport publié mardi 10 décembre, il désigne l'Irak comme l'agresseur. C'était une des conditions posées par l'Iran pour accepter le cessez-le-feu, en août 1988.

M. Perez de Cuellar précise qu'il évoque « l'attaque du 22 septembre 1980 contre l'Iran », à laquelle la Charte des Nations unies ou tout autre principe de droit international ne peut apporter de justification. Jusqu'à présent, les Irakiens affirmaient que la guerre avait en fait commencé le 4 septembre de la même année, avec le début des bombardements frontaliers effectués par les Irakiens. « Même si, avant qu'éclate le conflit, il y avait eu empiètement de l'Iran sur le territoire irakien, un tel empiètement ne justifiait pas une agression de l'Irak contre l'Iran », souligne le rapport. — (AFP)

principe de jus cogens» (norme internationale intangible), poursuit le secrétaire général de l'ONU.

D'autre part, les États-Unis ont affirmé mardi que des hommes d'affaires, opérant depuis la Turquie et la Jordanie, commencent avec l'Irak en violation de l'embargo économique imposé à Bagdad par les Nations unies. Selon le porte-parole du département d'État, M. Margaret Tutwiler, ces activités ne sont sanctionnées ni par Ankara ni par Amman. Toutefois, M. Tutwiler s'est dit « encouragé par [...] les mesures responsables prises par ces deux gouvernements ». « Nous ne pensons pas que ces fautes dans l'embargo contribuent de manière effective » aux efforts de reconstruction irakiens, a-t-il ajouté.

La neige aggrave la situation au Kurdistan

Un tiers des 200 000 Kurdes récemment déplacés dans le nord de l'Irak vivent maintenant sous la tente, dans un camp du sud-est du Kurdistan, alors que le froid et la neige commencent à chasser des populations des villages proches de la frontière avec l'Iran. « Nous avons installé 70 000 personnes au camp de Suleymaniye, dans 2 750 tentes militaires renforcées par des bâches de plastique », a indiqué mardi une

source du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Bagdad.

Le reste des 200 000 Kurdes qui ont fui en novembre devant les mouvements de l'armée irakienne dans les régions d'Erbil et de Souleymanieh — deux villes contrôlées par l'opposition kurde — ont été relégués dans des villages abandonnés ou des bâtiments officiels vides dans ou à proximité de ces deux localités. L'opposition kurde a accusé Bagdad d'imposer un blocus énergétique et alimentaire au Kurdistan, ce qui a été démenti par le gouvernement. Ces accusations ont trouvé un écho à Washington notamment, qui s'est dit lundi « préoccupé » par la situation au Kurdistan. Cette polémique ne peut qu'embarrasser Bagdad, au moment où l'ONU doit examiner le régime des sanctions imposées à Bagdad depuis plus de seize mois.

Par ailleurs, le chef d'une mission d'experts internationaux a déclaré mardi que l'Irak a schématisé la destruction de son potentiel balistique, y compris ses « super-canon ». « Globalement, la destruction de tout ce que les Irakiens ont déclaré comme capacité balistique a maintenant été vérifiée », a indiqué M. Patrice Poulange, un Français qui conduit la sixième mission « balistique » envoyée par l'ONU. — (Reuters, AFP)

PROCHE-ORIENT

Les négociations de paix à Washington

Une nouvelle bataille de procédure retarde le début des entretiens israélo-palestiniens

Les négociations israélo-arabes de Washington devaient se poursuivre mercredi 11 décembre, après une laborieuse reprise, mardi, marquée par une nouvelle bataille de procédure entre Israéliens et Palestiniens. A Daker, prenant la parole au cours du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Yasser Arafat, tout en accusant les États-Unis de ne pas être un « médiateur impartial dans ce jeu dangereux et difficile », s'est engagé à soutenir les pourparlers de paix.

WASHINGTON

de notre correspondant

Tout le monde était à l'heure, et les autorités américaines pouvaient savourer une discrète victoire. Elles avaient d'abord proposé une reprise de ces pourparlers, entamés à Madrid, pour le 4 décembre. Mais les Israéliens, vexés de n'avoir pas été suffisamment consultés, avaient boycotté le rendez-vous. Ils avaient suggéré une autre date, le 9 décembre; seulement, cette fois, c'était au tour des Arabes de refuser le rendez-

vous, pour cause d'anniversaire de l'infidélité dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

On se mit donc d'accord sur le 10 et, mardi matin, toutes les délégations se sont présentées au département d'État. Trois salles avaient été préparées, à des étages différents, pour accueillir les trois forums de négociations bilatérales prévus par la conférence de Madrid: l'un israélo-jordanien-palestinien, un autre israélo-syrien et un troisième israélo-libanais. Si les deux derniers se réunissaient normalement, le premier forum se tenait dans un couloir: Jordaniens et Palestiniens d'un côté, Israéliens de l'autre se refusaient à entrer dans la salle qui leur avait été réservée faute d'accord sur le « format » de la rencontre. Jordaniens et Palestiniens voulaient se scinder en deux délégations - la première dirigée par M. Abdel Salam Majali, la seconde par M. Haydar Abdel Chafi - afin d'aborder séparément avec les Israéliens les problèmes spécifiques les concernant: une question de tracé de frontière pour les Jordaniens, le dossier - autrement plus lourd - des territoires pour les Palestiniens.

Devant le refus des Israéliens, MM. Majali et Abdel Chafi tentaient d'ultimes manœuvres avec M. Elia Kim Rubinstein, le chef de la délégation israélienne. En vain. On

reprit l'affaire dans l'après-midi, toujours dans le couloir, mais sans plus de résultat. Les Palestiniens accusaient les Israéliens de « se refuser à reconnaître leur identité »; ils assuraient que l'accord de principe négocié à Madrid prévoyait bien que ce forum devait se dérouler dès qu'on aborderait les questions spécifiques aux uns et aux autres. Les Israéliens répliquaient qu'ils avaient été conviés à négocier avec une délégation jordanienne-palestinienne, pas avec deux délégations. M. Binyamin Netanyahu, vice-ministre chargé de l'information, déclarait qu'il voulait bien que le « forum » se scinde en deux « sous-comités » mais qu'il n'entendait pas être mis devant un « fait accompli ».

«Diplomatie du couloir»

Cette bataille de procédure masque un conflit plus profond. Les Palestiniens veulent forcer les Israéliens à reconnaître leur identité propre; les responsables de l'État hébreu craignent ce face-à-face avec des Palestiniens qui ne cachent pas leurs relations avec l'O.L.P. Jordaniens, Israéliens et Palestiniens n'en devaient pas moins se retrouver mercredi pour tenter de trouver un arrangement, mettre un terme à cette « diplomatie du couloir » et débattre

des dossiers de fond: la définition d'un régime d'autonomie dans les territoires occupés, lequel devra être expérimenté durant deux ans avant que les protagonistes entament une deuxième négociation sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza.

Les conversations israélo-syriennes et israélo-libanaises devaient également reprendre mercredi. Les premières portent sur le plateau du Golan syrien, occupé par les Israéliens au lendemain de la guerre de 1967. Les Syriens, dont la délégation est dirigée par M. Moufrik Alkhatib, entendent le récupérer sans condition; les Israéliens, sous la houlette de M. Yossi Ben Aharon, ne veulent pas discuter de son statut définitif tant que les Syriens ne se déclareront pas prêts à signer, « un jour », un traité de paix avec l'État hébreu, ce à quoi les représentants de Damas se sont, jusqu'à présent, refusés. Dirigée par MM. Uri Lubrani et Yossi Addas, l'équipe israélienne, faisant face aux Libanais, s'occupe de la question du Sud-Liban et, plus particulièrement, de la zone dite de « sécurité » qui contrôle l'État hébreu dans cette région.

ALAIN FRACHON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS: l'élection présidentielle de novembre 1992

Le journaliste conservateur Patrick Buchanan se lance dans la course à la Maison Blanche

Après David Duke, un doudème républicain, le journaliste Patrick Buchanan, a annoncé, mardi 10 décembre, qu'il entendait défier George Bush sur sa droite et, en se présentant comme le seul vrai chef de file des conservateurs, solliciter l'investiture du parti pour l'élection présidentielle de novembre 1992.

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour les familiers de la scène washingtonienne, il est d'abord « Pat », un journaliste « fort en gueule », éditorialiste à succès, tonitruant animateur d'une émission télévisée et auteur d'une autobiographie au titre révélateur: *A droite, depuis toujours*. Né dans une famille d'origine irlandaise comptant neuf enfants, il se présente comme *catolique, conservateur, traditionaliste* (dans cet ordre). Ancien collaborateur des présidents Richard Nixon et Ronald Reagan, il accuse M. Bush d'avoir abandonné « la cause conservatrice » et, injure suprême dans le camp néo-conservateur, d'être un « pragmatique ».

Il stigmatise le président pour ne pas avoir taillé dans la fiscalité - un des crédo néo-conservateurs réagissants est que le déficit budgétaire n'a aucune importance, - pour avoir signé une loi sur les droits civiques et pour consacrer beaucoup trop de temps à la politique étrangère. Cette dernière pique est un des points forts du discours de M. Buchanan qui est, à droite, un des meneurs du courant isolationniste, celui qui se reconnaît dans le slogan « America first » (l'Amérique d'abord).

Les firsters, comme on les appelle, se veulent protectionnistes, partisans

d'une politique douanière de combat, notamment à l'encontre des importations japonaises. La guerre froide gagnée, ils sont opposés à tout activisme américain à l'étranger. L'an passé, M. Buchanan fut un des plus virulents contempteurs de l'engagement américain dans le golfe. « L'Irak n'a rien fait de mal », dit-il, l'Irak n'était pas une menace importante pour l'Amérique. Ses critiques lui reprochent d'avoir laissé entendre que « le lobby juif a poussé les États-Unis à la guerre » (contre l'Irak) et d'avoir parfois « flirté » avec l'antisémitisme - ce dont il se défend absolument.

Ce profil ne fait pas l'unanimité à droite dans le camp des néo-conservateurs. M. Buchanan incarne la tendance la plus populiste. Il y en a une autre, qui défend des points de vue exactement contraires: opposé au protectionnisme comme à l'isolationnisme. Un de ses représentants un autre journaliste, M. Charles Krauthammer, parle de M. Buchanan en ces termes: « Son conservatisme est réactionnaire, étroit, xénophobe, ultra-nationaliste, grognon et sombre ».

M. Buchanan se présentera dans les premières élections primaires celles du New Hampshire, en février. Dans un État sinistré par la récession, il dispose déjà de l'appui du quotidien local, le *Manchester Union Leader*, et compte sur se grader tirades contre l'impôt et contre l'établissement des « politiciens professionnels » pour adresser un avertissement à George Bush. Sur ces mêmes thèmes populistes M. Bush sera également barcelé mais cette fois dans les États du Sud, par M. David Duke, ancien chef du Ku Klux Klan de Louisiane qui a, lui aussi, déclaré sa candidature à l'investiture républicaine.

A. Fr.

En raison de la surpopulation carcérale

La tuberculose se répand dans les prisons new-yorkaises

NEW-YORK

de notre correspondant

Selon les services pénitentiaires de l'État et de la ville de New-York, un nouveau bacille de la tuberculose, résistant aux antibiotiques, a fait son apparition depuis quelques mois dans les prisons new-yorkaises. Plusieurs détenus, ainsi qu'un gardien, sont morts des suites de cette maladie hautement contagieuse. Une centaine de cas ont été dénombrés dans les prisons de l'État (la ville de New-York non comprise), lesquelles comptent 60 000 détenus et environ 28 000 membres du personnel de l'administration.

Dans la ville de New-York, qui compte plus de 130 000 prisonniers, environ 150 détenus sont actuellement soignés contre la tuberculose tandis que l'État d'une vingtaine d'autres prisonniers a nécessité leur hospitalisation. Pour l'instant, les autorités se refusent à parler encore d'épidémie, mais ne cachent pas leur préoccupation après avoir constaté que 35 % des malades hospitalisés ne réagissent plus aux médicaments.

connus. La surpopulation carcérale explique en grande partie la forte et rapide progression de la maladie. Dans la seule ville de New-York, où les tribunaux sont souvent contraints de relâcher des prévenus faute de place dans les prisons, le nombre de détenus (pour les trois quarts de Noirs et des Hispaniques) a doublé au cours des cinq dernières années. Mais la cellule - où le sida fait aus des ravages - n'est pas le seul lieu de contamination: les rues de l'État et de la ville sont propices à la propagation de la maladie. Les sans-abri étaient 80 000 à la fin de l'année dernière, sur une population de 7 millions d'habitants. La ville doit aussi compter sur près de 500 000 drogués « réguliers ».

SERGE MART

L'apparition de cette chimiorésistance semble liée au développement de l'épidémie de sida, dont la tuberculose constitue une infection opportuniste de plus en plus fréquente. D'autres phénomènes de résistance au traitement apparaissent actuellement concernant d'autres infections opportunistes (pneumonie à *Pneumocystis carinii*, par exemple).

CHILI

Le gouvernement prend des mesures pour lutter contre la délinquance

SANTIAGO

de notre correspondant

Voilà maintenant trois mois que M. Christian Edwards, fils du propriétaire de l'influent quotidien conservateur *El Mercurio*, a été enlevé par des inconnus. A en croire la famille, les mystérieux ravisseurs n'ont toujours pas formulé leurs exigences. Fin novembre, un nouvel enlèvement a défrayé la chronique, mais la victime, le fils d'un homme d'affaires, est parvenu à se libérer seul au bout de vingt-quatre heures. Ses ravisseurs étaient des geos de bonne famille...

Si « l'industrie du rapt » n'en est encore qu'à ses débuts, les attaques à main armée et les vols en tout genre augmentent de façon alarmante à Santiago, autrefois l'une des capitales les plus sûres de l'Amérique latine. Les délinquants sont souvent très jeunes, bien armés, et n'hésitent pas à ouvrir le

feu contre la police. Celle-ci s'est dotée d'une nouvelle unité d'automotocyclistes qui sillonnent les rues en permanence.

La situation économique étiar bonne et la vie politique assagie, l'éclosion de la délinquance est devenue le thème de l'heure. L'opinion de droite stigmatise l'« incurie gouvernementale en matière de sécurité ». La majorité présidentielle se défend en expliquant l'augmentation des délits par les inégalités sociales qui se sont creusées sous le régime militaire. Pour couper l'herbe sous le pied de se détracteurs, le président Patricio Aylwin a annoncé, lundi 9 décembre, la création d'un secrétariat d'État chargé de la sécurité, ainsi que l'accroissement des effectifs policiers. Mais il a ignoré les suggestions de ceux qui souhaitent voir les forces armées participer à la répression de la délinquance.

GILLES BAUDIN

Wkey!

JAMES WATSON

Spirit of Ireland*

SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

DANGEREUX

POLITIQUE

La bataille pour la présidence du Sénat

M. Pasqua semble le mieux placé pour succéder à M. Poher en octobre 1992

Les sénateurs de l'opposition se mobilisent pour faire obstacle au projet de réforme du mode de scrutin de la Haute Assemblée, que le gouvernement veut imposer avant la fin de la session. Mais derrière les manœuvres et les intrigues qui se nouent au palais du Luxembourg, c'est aussi la succession de M. Alain Poher, président du Sénat, dont le mandat est renouvelable en octobre 1992, qui est en jeu.

Ah les beaux jours ! En ce début d'hiver, les sénateurs de droite se préparent à revivre intensément les riches heures de l'été 1984, quand, mus en gardiens du temple de l'école privée, ils repoussaient les assauts conjugués de l'Elysée et du gouvernement Mauroy. Au petit Luxembourg, résidence du président du Sénat, mardi 10 décembre en fin d'après-midi, tous leurs chefs ont tenu à M. Alain Poher. Les voilà tous soudainement mobilisés par le projet de réforme du mode de scrutin sénatorial que le gouvernement veut leur imposer avant la fin de cette session, malgré la tentative de conciliation conduite, lundi, à Matignon par le président du Sénat en personne.

En touchant ainsi à l'essentiel, M. Edith Cresson aura non seulement réussi à réveiller, à l'approche des fêtes, une Chambre assoupie, mais également à resserrer les rangs d'une majorité perturbée. Car que l'on ne s'y trompe pas ! Ceux qui entourent, cet après-midi, M. Poher, ne sont plus en temps ordinaires obsédés que par une seule chose : sa succession. Ils y pensaient déjà avant la fameuse nuit du 2 octobre 1989 qui vit, au bout d'un véritable jeu de massacre, Alain Poher se

succéder pour la septième fois à lui-même. Ils y pensaient encore dès le lendemain. Ils n'ont plus cessé depuis.

Le deuxième personnage de l'Etat aura, le 17 avril prochain, quatre-vingt-trois ans. M. Laurent Fabius avait vingt-deux ans quand, à la surprise générale et nonobstant la grogne des gaullistes, le discret sénateur centriste du Val-de-Marne, qui avait le mérite d'aller à la messe chaque dimanche, fut propulsé au troisième tour de scrutin dans le fauteuil de Gaston Monnerville. Vingt-trois ans après, l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 1969 qui par deux fois assura l'intérim à l'Elysée, paraît avoir épuisé tous les charmes de la fonction. Ses amis en conviennent déjà en 1989 : Alain Poher était fatigué. « On n'aurait jamais dû le laisser repartir », confient certains d'entre eux aujourd'hui. La lassitude communicative du président pèse sur une administration dans l'expectative. L'œil impitoyable des caméras qui, en séance, s'attarde sur le perchoir, ces réunions, ces déjeuners où, comme l'assure un autre, « il est toujours présent, mais toujours somnolent », toutes ces images, fatalement, rejettent sur une institution qui ne demande qu'à se restaurer.

Le retour de M. Giscard d'Estaing

Un homme avait prévu cela : M. Charles Pasqua, aidé presque ouvertement, à l'époque, par l'actuel directeur du cabinet du président, M. Pierre Bordry, véritable maire du palais du Luxembourg. Le président du groupe RPR est en passe à présent de récolter les fruits de l'opération. En 1989, les centristes pouvaient encore prétendre faire la loi, et le second séquestre de François Mitterrand ne faisait que commencer. M. Pasqua n'était pas prêt. Il le sera - il en est d'ores et déjà convaincu - le 2 octobre 1992 quand reviendra

l'échéance. Le fait est qu'il n'est pas resté inerte et que le temps aussi a travaillé pour lui. Sa maîtrise sur le groupe RPR, devenu le plus puissant des groupes sénatoriaux, est incontestée. Un dîner avec M. Christian Poncet, autre prétendant RPR à la présidence, aurait définitivement réglé à son profit la présidence. Son travail de sappe autour d'une UDF qui ne s'est toujours pas remise des combats de 1989 s'avère payant. Malgré ses protestations publiques, il sait déjà que son groupe tirera de toute façon les plus grands avantages de la réforme électorale annoncée et que, dès lors, ses ambitions apparaîtront naturelles. Enfin, la perspective d'un intérim à la présidence de la République ne peut qu'augmenter son appétit. L'entreprise inquiète, au Sénat comme à l'extérieur. « Il va bien faire quelque chose », disait récemment M. Cresson. « Avec votre réforme, ce n'est pas à vous que vous allez faire plaisir, c'est au RPR », lui a glissé M. Poher, lundi, lors de son entretien à Matignon. « Nous formons une assemblée de réflexion et de pondération, si les choses se passent ainsi, le Sénat ira à sa perte », estime M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste. « Je suis persuadé qu'il utilisera cette présidence du Sénat pour se lancer dans le combat des primaires », assure M. François Lotard. Un avis partagé par Jacques Chirac, que cette éventualité préoccupe au plus haut point.

Faire quelque chose, mais quoi ? « Reconstruire au plus vite un intergroupe UDF, pour cette fois opposer de la première tour notre candidat, c'est notre seule chance », explique M. Jean-Pierre Fourcade. Lors du conseil national de l'UDF du 9 novembre, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, est venu dire à la tribune que cette candidature n'aurait que le premier pas probant de l'efficacité retrouvée de la confédération. Mais, curieuse-

ment, la première défection est venue du président de l'UDF. Partageant avant l'été cette préoccupation, M. Valéry Giscard d'Estaing a depuis fait la sourde oreille. Il a donné du même coup crédit à la rumeur d'un rapprochement avec M. Pasqua, en prévision des primaires, décliné par un sénateur centriste comme « une entente basée sur un malentendu tacite ». Un dîner rassemblant les trois présidents des trois groupes de l'UDF - l'Union centriste, le groupe des Républicains et indépendants et le Rassemblement démocratique et européen (RDE) - n'a pour l'instant rien donné, si ce n'est le rejet d'une proposition émanant du RPR d'augmenter le nombre de secrétaires et de vice-présidents du Sénat, véhiculée avec entrain par le vice-président du RDE, Etienne Dailly, qui craint pour son poste.

MM. Monory, Lecanet et Taillinger sur les rangs

En vérité, le plus gros handicap de l'UDF est d'avoir gaspillé, en 1989, dans des réunions désertées et pour le plus grand plaisir de M. Pasqua, ses meilleurs candidats : MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean François-Poncet, Daniel Hoefel, René Monory, Jean Lecanuet et Pierre-Christian Taillinger. Trois ans après leurs mésaventures, ces trois derniers ne croient, cependant pas avoir dit leur dernier mot. Usant, jusqu'à en agacer ses pairs, de son Futuroscope, M. Monory a multiplié les démarches dans les cercles politiques et économiques. M. Lecanet, refusant probablement l'offre de M. Poher d'occuper l'an prochain un siège au Conseil constitutionnel pour tenter d'opposer un autre style à M. Pasqua, M. Taillinger, qui échoua d'un rien, a été surpris cet automne, par le président de la République, en compagnie de M. Claude Estier, président du groupe socialiste, « très courtisé », à la table d'un restaurant

parisien. Si, en 1989, M. Mitterrand s'était entêté d'un isonisme « Faut-il pour le mieux », la consigne dans les rangs socialistes est désormais sans nuance : « Barrez la route à Pasqua, en appuyant massivement n'importe quel autre candidat ».

Alors que les communistes se concentreront vraisemblablement de la formule « bonnet blanc, blanc bonnet » expérimentée en 1969 lorsqu'ils s'étaient refusés de choisir, au second tour de l'élection présidentielle, entre Georges Pompidou et... M. Alain Poher, l'ouverture tardive des socialistes, qui n'avaient pas fait mouvement en 1989, risque paradoxalement de conforter Charles Pasqua. Le « groupement » de l'UDF par le sénateur des Hauts-de-Seine donne déjà des résultats et, dans les groupes des Républicains et indépendants et du Rassemblement démocratique et européen, certains sont trop ravis d'invoquer précisément cette consigne du pouvoir actuel pour justifier leur soutien au président du groupe RPR. « Il serait impensable pour un candidat de l'UDF de triompher avec le soutien des socialistes à quelques mois des élections législatives », assure par exemple M. Roger Chénard, sénateur giscardien de Paris.

En manifestant son désir de modifier le mode d'élection des sénateurs, le gouvernement socialiste a fait un beau cadeau à l'ancien ministre de l'Industrie. Chantre de l'union, défenseur actif des droits sénatoriaux et singulièrement des groupes de l'UDF qui vont pâtir de la réforme, M. Pasqua voit ainsi se dénouer progressivement sous ses pas un épais tapis rouge. Vingt-deux ans après le référendum voulu par le général de Gaulle et considéré comme un coup porté au Sénat, un gaulliste n'a jamais été aussi près de se hisser à son faite.

DANIEL CARTON
et GILLES PARIS

En cas de nouvelle cohabitation

M. Bosson (CDS) exclut l'hypothèse d'une « grève du gouvernement »

M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, conteste dans le *Quotidien de Paris* du 10 décembre l'affirmation de M. Giscard d'Estaing (le *Monde* daté 8-9 décembre) selon laquelle, dans l'hypothèse d'une nouvelle cohabitation en 1993, « rien ne contraindrait personne à participer au gouvernement ». M. Bosson estime que « la cohabitation n'est pas une bonne chose » mais « prône ainsi la grève du gouvernement [lui] semble contraire à la Constitution et aux règles démocratiques de notre pays ». Il ajoute : « L'opposition doit convaincre les Français de voter massivement pour ses représentants de telle sorte que le maintien du président à l'Elysée apparaisse à tous, et d'abord à Mitterrand lui-même, impossible ».

La veille, devant la Fondation du futur, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait rappelé, lui aussi, qu'il n'y a pas de moyen constitutionnel de contraindre M. Mitterrand au départ en cas de cohabitation, sauf coup d'Etat, ce qui n'est pas dans notre genre ». En revanche M. Juppé prévoit que les conditions seront différentes en 1993 par rapport à 1986 car « M. Mitterrand ne sera plus candidat à sa succession, il sera très affaibli et le Parti socialiste en déliquescence ». « Dans de telles conditions, affirme le secrétaire général du RPR, nous n'accepterions pas que le président de la République envoie le programme de la nouvelle majorité, et notamment qu'il s'oppose à la signature d'ordonnances que proposerait le gouvernement ».

Malgré une proposition d'augmentation « raisonnée » de la fiscalité

Le conseil régional d'Ile-de-France rejette les orientations budgétaires pour 1992

Les orientations budgétaires pour l'année 1992 ont été rejetées, mardi 10 décembre, par le conseil régional d'Ile-de-France. Ces orientations présentées par le premier vice-président, chargé des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, proposaient une augmentation « raisonnée » de la fiscalité.

Les orientations budgétaires présentées par M. Fourcade prévoyaient que les impôts directs et indirects payés par les Franciliens l'an prochain seraient un peu plus élevés que cette année, + 6,8 % en moyenne pour le total des impôts directs : taxes d'habitation, taxes sur le foncier bâti et sur le foncier non bâti, taxe professionnelle. La taxe sur les cartes grises passerait de 100 F le CV à 115 F. En revanche, la taxe sur les permis de conduire serait stabilisée à 135 F.

M. Fourcade a expliqué que tous les taux pratiqués l'an dernier en Ile-

de-France, excepté celui des impositions (autres grises), étaient les plus faibles en France. Mais il a surtout justifié l'augmentation de la pression fiscale par la nécessité de compenser les pertes de recettes dues « au contre coup de la conjoncture ». Car les ressources de la région reposent pour 60 % sur le marché immobilier et les bureaux, « donc trop faibles », selon le comité économique et social d'Ile-de-France dans son rapport sur les orientations budgétaires - qui risquent « de priver brutalement la région de plusieurs milliards de francs de ressources » en cas de récession répétée dans ce secteur. La deuxième difficulté cette année bien, selon la majorité RPR-UDF du conseil régional, aux prévisions imposées par l'Etat qui aboutissent à réduire de 250 millions de francs les ressources du budget.

Les orientations prévoyaient de ne pas augmenter, pratiquement, les autorisations de programmes, l'Etat prévoyant l'an dernier n'ayant pu être dépensé en raison du retard pris par l'Etat à respecter ses engagements contenus dans les contrats de plans. Le budget régional, qui a doublé

Devant les socialistes de Villeurbanne

M. Rocard regrette « l'apathie politique »

M. Michel Rocard s'est rendu, mardi 10 décembre, à Villeurbanne (Rhône), pour soutenir le maire de la ville, M. Gilbert Chabroux, tête de liste du PS aux élections régionales. L'ancien premier ministre a profité de sa visite pour rencontrer une association de quartier et des instituteurs. Devant une assemblée de socialistes, il a regretté « l'apathie politique » et pris un retour au militantisme de terrain.

LYON

de notre bureau régional

Deux voitures noires attendent au pied de l'immeuble tout en longueur. Au premier étage, dans l'appartement qui leur a été alloué, les membres de l'Association des Irs, une trentaine de personnes, de tous âges, de toutes origines, racontent comment ils se sont regroupés, en 1988, à l'initiative des plus jeunes. Comment, alors, ils ont participé à la réhabilitation de leur immeuble. Comment, depuis, ils organisent le soutien scolaire ou des activités de loisirs. Comment, doucement, la vie de la soixantaine de familles s'est modifiée.

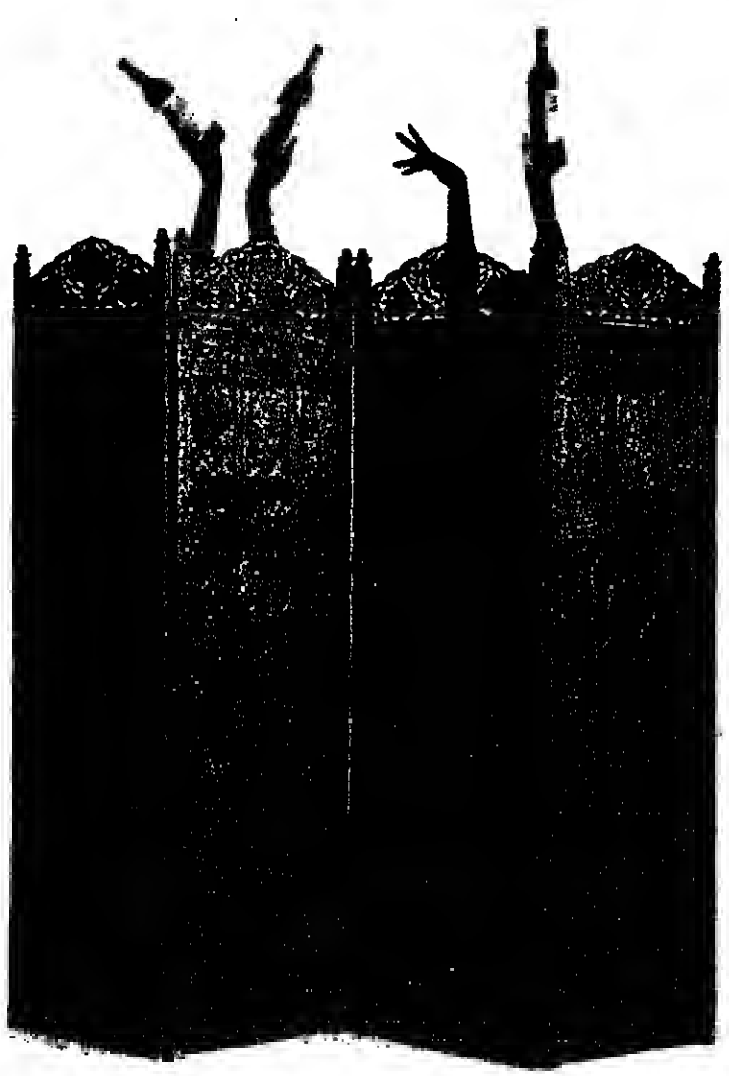
Une heure plus tard, il a rendez-vous, à l'hôtel de ville de Villeurbanne, avec quatre enseignants d'une école primaire où 70 % des élèves sont d'origine étrangère. Ces quatre « militants pédagogiques et syndicaux », comme ils se qualifient, voudraient que « les expériences des gens de terrain soient valorisées ». « Elles vous aident ou freinent par l'administration ? », leur demande M. Rocard. Ils énumèrent les traces qu'ils ont en à subir. « Si vous voulez des instituteurs responsables, il faut les responsabiliser », conclut l'un d'eux.

La partie discrète de la visite, à l'abri du « gros œil des caméras », est terminée. Place à la campagne pour les élections régionales. Devant sept cents militants socialistes, M. Chabroux, jospiniste, a remercié l'ancien premier ministre de sa venue : « Vous avez écouté, et dialogué, lui a-t-il dit. Nous avons reconnu la méthode Rocard ». Ce dernier s'est dit « moins inquiet que d'autres » sur les capacités de la société à résister aux idées d'extrême droite, dans certaines lui inspirant « la honte la plus noire ». Il a reconnu, pourtant, qu'une « morosité » plane. Elle tient, selon lui, au décalage entre l'économie, qui « ne va pas mal », et « l'apathie politique ». « Nous n'avons plus la certitude de mieux vivre demain », a déclaré M. Rocard.

Aussi a-t-il appelé les socialistes à s'investir de nouveau dans le militantisme, par des actions concrètes de solidarité, afin de trouver « la clef de la cohésion sociale ». Le « projet » du PS, objet du congrès extraordinaire prévu ce week-end à Paris et qui a suscité « l'accord étonnant de la grande majorité des cadres et des militants », lui paraît une excellente base pour entreprendre ce « vigoureux travail de reconstruction du socialisme ». « Malheureusement, a regretté l'ancien premier ministre, le champ politique est encombré de quelques controverses ».

BRUNO CAUSSÉ

NICOLAS



“Quelle robe choisir pour servir mon plat préféré, on me l’a conseillé chez Nicolas.”

L’abus d’alcool est dangereux pour la santé.

EXPIRÉ

POLITIQUE

Le statut de l'élu

La suppression des avantages fiscaux divise les députés socialistes

L'examen du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux, qui prévoit notamment la suppression des indemnités en cas de cumul de mandats, a donné lieu à un vif affrontement au sein du groupe socialiste. Un certain nombre de députés se sont émus de la fiscalisation complète de leurs indemnités, qui pourrait être introduite dans le texte du gouvernement. Le projet devait venir en séance publique mercredi en fin de journée.

Les députés socialistes sont bien à l'image des Français : dès qu'il est question d'argent, de leur argent, ils se cabrent. Exceptionnellement nombreux, mardi 10 décembre, lors de la réunion hebdomadaire du groupe, en raison de l'organisation dans l'après-midi du vote personnel sur le projet de loi sur l'eau, beaucoup d'entre eux ont pris l'exacte mesure des conséquences du double mécanisme qui s'appliquera après l'adoption des textes relatifs aux conditions d'exercice des mandats locaux et à l'indemnité des parlementaires. Au plafonnement des indemnités des élus, désormais limitées à 43 670,88 francs, s'ajoutera l'application du droit commun, à savoir la fiscalisation de ces indemnités.

Cette perspective n'est pas nouvelle. Au cours d'une nuit houleuse à l'Assemblée nationale, le 13 décembre 1990, à l'occasion du dépôt d'un amendement par M. Pierre Méhaignerie, alors président du groupe UDC, qui réclamait que les indemnités des parlementaires soient imposables dans leur totalité, le ministre délégué au budget, M. Michel Chérasse, s'était engagé à ce que l'ensemble des avantages fiscaux particuliers soient réexaminés dans le cadre du projet de loi de finances pour 1992. A la même époque, le bureau exécutif du Parti socialiste s'était prononcé pour la fiscalisation des indemnités de tous les élus.

Lors de l'examen en commission du projet de loi relatif aux conditions d'exercice des mandats locaux, la semaine dernière, les députés avaient d'ailleurs envisagé de s'appliquer à eux-mêmes cette disposition qui, dans le texte du gouvernement, ne concerne que les élus locaux. Mais, devant le groupe socialiste, plusieurs «grands élus» comme M. Henri Emmanuelli, député et président du conseil général des Landes, ont réaffirmé leurs réticences, déjà connues, devant le plafonnement des indemnités, en faisant remarquer que les revenus de ces élus sont plafonnés pour les autres professions. D'autres ont relevé que

la fiscalisation des indemnités des parlementaires participe du climat de suspicion à l'égard de la classe politique.

C'est une intervention du premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, jacobin moralisateur et designé à rappeler l'adoption, l'an dernier, du principe de la fiscalisation de toutes les indemnités, qui a, semble-t-il, déclenché la colère de plusieurs députés.

«J'ai honte de ce qui s'est passé!»

M. Jean Auroux, président du groupe, ayant du mal à contrôler la discussion, et M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, se gardant d'y prendre part, M. Mauroy a demandé aux députés de respecter les décisions du parti. «Je n'ai pas de leçon à recevoir de toi!» lui a lancé M. Jean Giovannelli (Marbais), au milieu du tumulte. «J'ai honte de ce qui s'est passé», confie, à la sortie de la réunion, un élu parisien, tandis que le président de la commission des lois, M. Gérard Gouzes, prenait les choses plus à la légère.

Lors de son traditionnel point de presse, M. Auroux a regretté que «la question des indemnités occulte toutes les autres». Le projet de loi, dont l'examen devait commencer mercredi 11 décembre, avec un jour de retard par rapport à l'ordre du jour initial de l'Assemblée nationale, comporte en effet un ensemble de mesures sur le droit à la formation des élus, sur les retraites et les crédits d'impôts dont il pourrait à l'avenir bénéficier. Il est entendu, d'autre part, que les indemnités versées aux maires des communes de moins de mille habitants, soit 28 000 sur les 36 000 communes françaises, échappent en totalité à la fiscalisation. Le problème qui a agité la réunion du groupe socialiste est donc singulièrement limité.

Les députés du PS ont cependant obtenu que les modalités d'application de la fiscalisation des indemnités soient étudiées dans le cadre d'un groupe de travail pluripartite, chargé de réexaminer l'ensemble des avantages fiscaux de toutes les professions, et qui devrait remettre son rapport à l'ouverture de la session de printemps. Le projet de loi se bornerait ainsi à affirmer le principe de la fiscalisation, mais les modalités d'application seraient renvoyées à une date ultérieure. «Pas avant le 1^{er} janvier 1993», a précisé M. Auroux, alors que le gouvernement souhaitait que son texte entre en vigueur au lendemain des prochaines élections cantonales et régionales.

JEAN-LOUIS SAUX

Les délégués des Français de l'étranger regrettent de n'être pas assez écoutés

Il est des élus français qui regardent avec quelque envie leurs confrères de l'Hexagone alors que ceux-ci font la fièvre bouche devant le statut que leur propose le gouvernement : ce sont les membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Ils sont 150 à être élus, depuis une réforme de 1982, par tous les Français résidant hors du territoire national : 52 RPR, 31 UDF et 27 divers droite, face à 40 socialistes et divers gauche après les élections de mai 1991.

Ces délégués ont l'impression que, en dehors des moments où ils doivent désigner les douze sénateurs représentant les Français établis hors de France, nul ne porte grande attention à eux. Certes, ils tiennent une session annuelle à Paris, certes le bureau permanent de ce Conseil, qui comprend 18 membres, se réunit trois fois par an, mais ces élus se plaignent de ne pas être assez écoutés par le gouvernement.

Ainsi le bureau de l'intergroupe d'union de l'opposition du Conseil a regretté, dans un communiqué, de pas avoir été consulté par le président de celui-ci, le ministre des Affaires étrangères, «lors des préparatifs de négociations de Maastricht alors qu'il y a eu des associations d'autres organismes non issus du suffrage universel».

Les responsables de la droite de ce Conseil ajoutent que «plus de 50 % des Français établis hors de France vivent dans la Communauté européenne» et que ceux-ci

«ont été pénalisés par certaines réglementations communautaires, en particulier en matière de protection sociale».

Leur statut ne satisfait pas non plus les membres du Conseil supérieur. Ils ne sont pratiquement pas indemnisés alors que, comme tous les élus, ils sont de plus en plus sollicités par leurs mandants et que, s'ils veulent accomplir sérieusement leur mandat, ils doivent engager de nombreuses dépenses de déplacement, de courrier, de communication.

Leurs sénateurs vont donc tenter de faire adopter quelques amendements en leur faveur lorsque le projet de statut des élus locaux sera discuté par l'Assemblée au palais de Luxembourg.

Th. B.

M. Fabius reçoit les intellectuels. — Un colloque international, organisé par la présidence de l'Assemblée nationale et la Maison des écrivains sur «Les intellectuels en Europe de 1945 à 1991 : les métamorphoses de l'engagement», se tient à l'hôtel de Lassay, jeudi 12 décembre, et à la Sorbonne, vendredi 13. De très nombreuses personnalités européennes — notamment d'Ukraine, de Croatie et de Lituanie — participeront aux quatre débats sur les thèmes suivants : «Les intellectuels et le pouvoir», «La responsabilité et les nouvelles valeurs», «Passages et frontières», «L'internationalisme : un rêve?».

L'Assemblée nationale refuse le dépistage systématique du sida lors des examens prénataux et prénuptiaux

Les députés ont adopté, mercredi 11 décembre, par 281 voix contre 7 — celles de MM. Philippe Senmarc (PS), Georges Gorse (RPR), Gilbert Gantier (UDF), Alain Griotteray (UDF), Alain Madelin (UDF), Jean-François Mattei (UDF), et M. Christine Boutin (UDF) — le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DOOS). Seuls les députés socialistes et neuf non-inscrits proches de la majorité présidentielle ont voté le texte. Les communistes se sont abstenus. Le RPR, l'UDC et l'UDF n'ont pas pris part au vote. L'Assemblée a repoussé un amendement instituant le dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénuptiaux.

Une fois n'est pas coutume, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, adopté ordinairement, et à juste titre, de texte «fourre-tout», a comporté un fil conducteur. En effet, la gravité des échanges, lundi 9 décembre, à propos du dépistage systématique des victimes du sida contaminées à la suite d'une transfusion sanguine a également présidé aux débats sur la protection médicale assistée et sur le dépistage systématique du sida lors des examens prénuptiaux et prénuptiaux.

De nombreux orateurs avaient manifesté dès la discussion générale leur étonnement devant un article proposant un cadre légal pour les actes biologiques effectués sur le sperme (le recueil, le traitement, la conservation et la cession) pour les procréations. «En prenant parti, vous ouvrez la boîte de Pandore», avait averti M. Jacques Toubon (RPR, Paris), surpris du mélange opéré, selon lui, par le gouvernement entre «éthique» et «sécurité sanitaire», à quelques mois de l'entrée en vigueur de la loi sur le don de sperme. «C'est un grand texte consacré à la bioéthique. Vous dites vouloir parler au plus pressé pour éviter la transmission du sida avec du sperme contaminé, mais en interdisant d'utiliser le sperme fait vous légalisez le don de sperme congelé», avait protesté M. Christine Boutin (UDF, Boulogne-du-Rhône), M. Georges Hage (PC, Nord) et, sur un mode mineur, M. Bernard Bouleau (PS, Dordogne), président de la mission parlementaire sur la bioéthique, étaient également intervenus dans le même sens.

M. Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales et de l'Équipement, d'est pas resté sourd à ces critiques. Il a rectifié son projet de loi, en précisant que les dispositions d'ordre sanitaire précisant notamment, outre l'interdiction des inséminations par sperme frais, la qualité des dons, ainsi que les peines susceptibles d'être prononcées à l'encontre des contrevenants (une peine d'emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 6 000 F à 40 000 F). Cet effort de compromis a été particulièrement apprécié par les députés, qui ont approuvé à l'unanimité le dispositif proposé par le gouvernement.

La suggestion d'un dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénuptiaux et prénuptiaux a suscité également une discussion passionnante. M. Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique), qui avait convenu auparavant la transmission des affaires culturelles, familiales et sociales, de la justice de ses vœux, a plaidé sur un ton très mesuré en faveur de ce dépistage à même de toucher un million de personnes. M. Hubert a ainsi estimé que l'évolution des mentalités permettrait aujourd'hui l'application d'un tel dispositif synonyme, il y a quelques années encore, d'excitation pour les personnes contaminées.

M. Bianco est convenu de cette évolution des esprits. «C'est un combat permanent mais il n'est pas encore gagné», a-t-il assuré. Il s'est déclaré tout à fait favorable à l'ac-

croissement des politiques de prévention et de l'extension du dépistage. «Doit-il être obligatoire ou optionnel? Je ne suis capable de répondre ni comme individu ni comme ministre», a-t-il dit. Le ministre des Affaires sociales a souhaité recueillir, avant de se prononcer, «les avis des autorités compétentes, le conseil de l'ordre, le conseil du sida, le conseil national d'éthique, voire l'Académie de médecine». A la demande de M. Bianco, les députés

socialistes ont finalement décidé de voter contre l'amendement instituant ce dépistage.

Au cours de la séance, plusieurs autres mesures ont également été votées, dont le transfert du service départemental d'action sociale sous l'autorité du président du conseil général, la prorogation des dispositions limitant le cumul emploi retraite, l'assouplissement de l'agrément pour les assistances maternelles et l'augmentation de l'aide versée aux

familles employant une assistante maternelle agréée.

● **Revalorisation des pensions pour 1992.** Les députés ont adopté à main levée un amendement du gouvernement introduit après la trêve du groupe socialiste de l'Assemblée nationale sur le mode d'indemnisation des victimes du sida à la suite d'une transfusion (le Monde du 6 décembre) qui consiste en une revalorisation des pensions de vieillesse de 1 % au 1^{er} janvier 1992 et de 1,8 % au 1^{er} juillet 1992. Seuls les socialistes ont voté le texte du gouvernement. Les communistes et la droite ont estimé que l'effort du gouvernement n'était pas satisfaisant.

● **Logement des personnes défavorisées.** L'article adopté répond aux lourdeurs de l'attribution de l'aide au logement pour les personnes défavorisées, en permettant aux associations qui ont pour objet l'insertion ou l'aide au logement de bénéficier d'une aide de l'Etat sous réserve de passer avec lui une convention dont l'objet est de procurer des logements.

● **Revenu minimum d'insertion.** La loi relative au revenu minimum d'insertion a été modifiée pour étendre l'obligation de transmission des informations, notamment des organismes d'insertion aux organismes payeurs, et pour autoriser les échanges informatiques, sous le contrôle de la Commission nationale informatique et libertés, afin de mieux contrôler les déclarations des bénéficiaires. L'article proroge également la durée d'application du RMI, prévu jusqu'au 1^{er} juillet 1992, au 1^{er} janvier 1993. M. Bianco a déclaré à cette occasion que «deux tiers des bénéficiaires du RMI se trouvaient dans des dispositifs d'insertion et la moitié dans des dispositifs d'emploi ou de formation».

● **Financement de la réforme hospitalière.** Les députés se sont opposés à une disposition du gouvernement favorable à la mise en place d'une contribution prélevée sur les hôpitaux et destinée à renforcer les moyens financiers nécessaires à la réforme hospitalière adoptée au cours de cette année. Le RPR, l'UDC, l'UDF et le PC ont voté contre. Le groupe socialiste s'est abstenu.

G. P.

La colère de Mme Boutin

M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, a demandé, mercredi 11 décembre, la rectification du vote des députés centristes sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DOOS). Le groupe centriste avait fait savoir, dans la nuit de mardi à mercredi, par la voix de son représentant dans l'hémicycle, M. Jean-Pierre Foucher (Union-saône), qu'il ne prenait pas part au vote. M. Barrot souhaite que les députés UDC soient comptés parmi les abstentionnistes.

Le changement d'attitude des centristes est intervenu juste après que M. Christine Boutin (UDC, Yvelines) ait menacé de démissionner du groupe, en jugeant «inacceptable» cette non-participation au vote sur un texte qui contient des mesures aussi «essentieles» que l'indemnisation des victimes du sida à la suite d'une transfusion sanguine et le don de sperme.

«Si j'ai un texte sur lequel je faisais faire entendre notre voix et exprimer notre identité politique, c'est bien celui-ci», avait-elle déclaré. M. Boutin n'admettait pas que l'UDC ait accepté, sur ce

projet de loi, de se rallier au RPR et à l'UDF qui, en réunion d'intergroupe, avaient décidé, mardi, de ne pas participer au vote.

Très préoccupée par les sujets relatifs à la procréation médicalement assistée, membre de la mission d'information sur la bioéthique présidée par M. Bernard Stoléru (PS, Dordogne) à l'Assemblée nationale, M. Boutin a personnellement voté contre le DOOS. Mais elle précisait qu'elle n'a à aucun moment souhaité que son groupe partage son opposition : «Qu'il s'abstienne, qu'il vote contre ou qu'il vote pour, mais qu'il vote!» s'exclama-t-elle. M. Boutin, proche de l'ancien premier ministre, Raymond Barre, n'a pas craint de renforcer, par cette démission, l'image d'individualisme qu'elle s'est forgée depuis son élection : «Ce qui tue la classe politique, c'est le désespoir du silence», a-t-elle affirmé.

La rectification du vote, qui reste symbolique puisqu'elle ne peut pas modifier le résultat du scrutin tel qu'il a été proclamé, a fait revenir M. Boutin sur sa décision de démission.

P. R.-D.

NICOLAS



«Le service qui me permet d'envoyer des bouquets millésimés, c'est Intermagnum, le nouveau service Nicolas.»

Intermagnum : livraison sur Paris en 24 h et sur la province en 48 h. Pour en savoir plus, demandez conseil à votre caviste.

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.

Les prix Nobel ont été remis à leurs titulaires en présence des anciens lauréats

Les activités contestées de la Banque de sperme de Paris

La guerre

EDUCATION • CAMPUS

La guerre des prépas n'aura pas lieu

Le gouvernement devrait renoncer à son projet de réduction à un an des classes préparatoires. Pour mieux résoudre les problèmes de la pédagogie, des contenus et des concours

EN cet automne 1991, la France est-elle passée à deux doigts d'une des guerres scolaires dont elle raffole? Tout le monde le pense, tant la mobilisation a été générale, au cours des dernières semaines, dans le monde des grandes écoles et des classes préparatoires. Depuis le temps que les prépas et les écoles sont l'objet de toutes les convoitises - celles des familles plus encore que des élèves, celles des entreprises et de leurs recruteurs, celles des universitaires, frustrés de voir leur échapper les meilleurs bacheliers - elles se sentaient à l'abri des coups durs, blindées par des décrets d'élitisme républicain.

Leur réaction n'a été que plus vive devant l'offensive imprévue lancée à la veille de l'été par le gouvernement. Le 26 juin, en effet, devant le conseil des ministres, c'est un véritable coup de semonce que tire M. Linnel Jospin. « Un débat est ouvert sur l'opportunité de réduire de la durée de la préparation aux grandes écoles d'ingénieurs dans les classes préparatoires », lance le ministre de l'éducation nationale. En un mot, faut-il réduire à un an, ou lieu de deux, la durée des prépas scientifiques? Et du coup ramener à quatre ans la durée minimum de formation des ingénieurs?

Si la proposition est iconoclaste, le débat sur le fond n'est pas nouveau. Depuis quelques années, bon nombre d'experts se sont penchés sur la nécessaire mutation des formations d'ingénieurs, les rapports se sont multipliés, les solutions se sont esquissées. Pour les classes préparatoires, tout d'abord. Ainsi, tout au long de l'année 1990, la Conférence des grandes écoles et l'Union des professeurs de spéciales (UPS), qui regroupe la quasi-totalité des professeurs de mathématiques et de physique de prépas, ont passé au peigne fin les qualités mais aussi les limites, les insuffisances ou les lourdeurs du système des classes de math sup et math spé. Le bilan qu'elles ont dressé au début de l'année est globalement positif: « Le système des classes préparatoires est considéré comme satisfaisant par les étudiants, certains ont recruté leurs élèves ingénieurs. Il constitue une référence en termes de qualité et d'exigence ».

Critère unique d'excellence

Toutefois, ajoutait la Conférence des grandes écoles, « cette satisfaction ne doit pas être une justification d'un immobilisme qui serait dangereux à terme ». Et elle pointait un certain nombre de difficultés (horaires excessifs, biphase des filières, inexistence du travail personnel ou insuffisante reconnaissance de la chimie) qu'elle se proposait de résoudre grâce à un déclinisme et une diversification des filières, un allègement des horaires

hebdomadaires à vingt-huit heures de cours au lieu de trente et une à trente-cinq aujourd'hui, ou encore une réévaluation des concours (le Monde du 16 février).

Au-delà de ces aménagements techniques, non négociables, M. Daniel Goussier, président de la Conférence, n'hésitait pas à souligner le handicap majeur de notre système de formation: « Le problème est d'instituer un pluralisme dans la sélection des intelligences. Les écoles d'ingénieurs ne touchent qu'une petite partie de la population des jeunes, celle qui a fait la preuve, à quinze ans, de sa puissance d'abstraction et de son agilité intellectuelle. Il y a d'autres formes d'intelligence, plus expérimentales, plus inductives, qui se trouvent exclues des formations technologiques supérieures. Cela tient évidemment à la place prise par le bac C dans l'enseignement secondaire (1) ». On ne saurait relever de manière plus pertinente le caractère masqué du critère unique d'excellence que sont devenues les mathématiques dans notre système de formation des élites.

Bref, le débat était engagé. Et il était également ouvert sur l'avenir des filières d'ingénieurs. A l'occasion des rapports de M. Daniel Bloch (nommé depuis peu à la direction des enseignements supérieurs du ministère de l'éducation) en 1987 et 1988, du Comité national pour le développement des grandes écoles en 1988, de M. Bernard Decamps en 1989 ou encore de M. Chacornac puis de M. Gouillaud (voir p. 17) en 1990, tous les experts venus de l'université, de l'entreprise ou de l'administration ont rendu un verdict clair: le France manque d'ingénieurs pour préserver et renforcer la compétitivité de ses entreprises. Et elle manque tout particulièrement d'ingénieurs industriels de terrain.

Ce double constat a été entériné par le gouvernement, qui a décidé de doubler rapidement les flux annuels d'ingénieurs et de mettre en place de nouvelles filières (préconisées par le rapport Decamps), largement appuyées sur la formation continue des techniciens supérieurs en activité. Lancées il y a dix-huit mois, ces filières ont déjà permis de créer une capacité de deux mille places environ, dont près des deux tiers en formation continue.

En suggérant de réduire la durée des prépas, puis, devant la Conférence des grandes écoles, le 25 octobre dernier (le Monde du 27-28 octobre), d'instaurer deux niveaux de formation d'ingénieurs - l'un à bac + 4, l'autre à bac + 6 - M. Jospin allait toutefois sensiblement plus loin. Désireux d'ouvrir un « débat », il a, en effet, déclenché une fronde généralisée de la plupart des responsables de prépas et d'écoles.

Ceux-ci ont fait immédiatement valoir les dangers d'un tel projet. La réduction à un an transformerait inévitablement les prépas en une



longue séquence de bachotage, à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans les classes préparatoires commerciales, qui réclament en vain, depuis des années, leur passage à deux ans. Le risque serait d'autant plus grand, selon M. Denis Monasse, président de l'UPS, que le gonflement des effectifs de prépas, la diversification des élèves et l'allègement des programmes dans le secondaire imposent plus que jamais une première année de culture générale scientifique, avant la préparation des concours proprement dits.

En outre, les comparaisons internationales justifient, à leurs yeux, le maintien de la durée actuelle de formation des ingénieurs en cinq ans, puisque les ingénieurs allemands qui sortent des universités techniques sont théoriquement formés en six ans, et plus souvent en sept ou huit ans. Former en quatre ans les ingénieurs français nous rapprocherait dangereusement du standard des ingénieurs d'application qui sortent des Fachhochschulen allemandes. Quant à la référence aux standards américains, largement invoquée par le ministère de l'éducation pour justifier sa proposition, elle est jugée caduque par la plupart des responsables d'écoles. La situation de l'industrie outre-atlantique démontre, à leurs yeux, que l'innovation y est faite au niveau technologique mais faible au niveau du produit et du procédé, ce qui explique la médiocre productivité américaine.

Enfin, cette réduction de la durée de formation déstabiliserait, soulignent les détracteurs du projet, l'ensemble du système, fragilisant la préparation et contraindrait les écoles à bouleverser leur cursus pour y introduire des éléments de premier cycle. Bref, si personne ne conteste la nécessité de développer un nouveau profil d'ingénieur, intermédiaire entre le technicien supérieur et l'ingénieur de conception, les responsables d'écoles estiment inacceptable de réduire leur cursus et d'abaisser leur standard de formation.

Le poids des tabous

Car chacun est monté au créneau depuis quelques semaines. Les associations d'élèves des écoles, directement sollicitées, notamment par l'Association des élèves de l'Ecole centrale, ont ainsi inondé de lettres indignées tous les responsables du dossier. Beaucoup plus sûrement et efficacement, les associations d'anciens élèves ont sonné le tocsin auprès de tous les ingénieurs en activité, et notamment les patrons, pour qu'ils dénoncent, à tous niveaux, cette menace de « coup de force » contre les écoles, derniers remparts de la science et de la technologie. Au-delà d'une caste, c'est la défense d'une culture qui est rapidement apparue au centre de la controverse.

Devant cette levée de bouilliers, le ministère de l'éducation a bénéficié de soutiens prestigieux, certes, comme celui du tout nouveau Prix Nobel de physique, Pierre-Gilles de Gennes, mais peu nombreux ou trop discrets. Et il est clair qu'il a renoncé désormais à aller jusqu'au bout de ses intentions. Le risque de mettre vraiment le feu aux poudres était manifestement trop grand.

« On ne réduira pas les prépas »

un on », reconnaît aujourd'hui M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale et grand inspirateur de l'offensive lancée il y a six mois. « Mais l'essentiel n'était pas là, ajoute-t-il. On savait bien qu'une telle proposition bousculait trop de tabous pour aboutir rapidement. Mais il fallait un électrochoc pour faire bouger le système des prépas, sa pédagogie, ses contenus et ses concours. » Bref, « la discussion est lancée », estime-t-il. Et le ministère ne manque plus une occasion de souligner que les réformes envisagées pour le début de l'année par la Conférence des grandes écoles, s'ils vont dans le bon sens, restent trop timides.

Plusieurs projets sont, en réalité, étudiés et discutés de façon plus ou moins officielle par le ministère de l'éducation nationale. Le premier concerne l'instauration d'un double recrutement. Un certain nombre d'écoles pourraient, dans ce schéma, offrir à leurs candidats deux concours, l'un au terme de la première année et l'autre, classique, en fin de seconde année. Les discussions sont engagées, notamment avec les écoles normales supérieures. Mais celles-ci, à l'évidence, hésitent à s'engager seules sur ce terrain découvert. Et l'opposition de Polytechnique et de Centrale semble, pour le moment, irréductible.

Chacun sent bien, en outre, que la mise en œuvre d'un tel dispositif pose de délicats problèmes de calendrier. Si l'on veut laisser aux étudiants le temps de se retourner et aux écoles le temps d'aménager leur cursus à ce nouveau profil de candidats, il est évidemment trop tard, non seulement pour le concours de 1992, mais vraisemblablement aussi pour celui de 1993 - cela supposerait de délicats transferts de postes du concours actuel vers un concours en un an. Or l'horizon 1994 est bien aléatoire dans le contexte politique actuel. La prudence générale, sur ce point, n'est donc pas surprenante.

La deuxième façon de « faire bouger les choses » et de réduire la socialité des ingénieurs consisterait à supprimer les redoublements en math spé, qui allongent d'un an la préparation d'un nombre croissant de candidats, en particulier pour les écoles les plus prestigieuses. Sans s'engager de façon aussi formelle, le président de l'UPS, M. Denis Monasse, qui a récemment réaffirmé M. Allègre, n'écarte pas une telle réorientation. « Il est souhaitable de ne pas favoriser ces trois années de prépa », note-t-il, avant de souligner cependant qu'il faudrait étaler le processus dans le temps pour éviter de donner la tendance actuelle à l'allongement des études.

Troisième dossier: la transformation des filières de prépa et de leur contenu. Là encore, l'UPS est loin d'être réfractaire au dialogue. « On ne peut plus vivre enfermés dans notre système », admet M. Monasse.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 16

Psychodrame

M CLAUDE ALLÈGRE, dont ce n'est pas l'habitude, aura donc fini par reculer. Conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale et principal inspirateur de l'offensive lancée par le gouvernement, il y a six mois, pour transformer les classes préparatoires aux grandes écoles et les formations d'ingénieurs, il aura pu mesurer ce qu'il en coûte de remettre en question ces prestigieuses péripéties des élites françaises.

La levée de bouilliers a été immédiate. Et même si l'on souligne, Rue de Grenelle, que le « débat » ouvert sur la réduction à un an des prépas n'a jamais été un projet en bonne et due forme, même si l'on rappelle qu'il n'a jamais été question de « passer en force », le front du refus aura eu raison du volontarisme ministériel.

Etrange psychodrame! Depuis quelques années, pourtant, l'avenir des classes préparatoires et des écoles d'ingénieurs n'était plus un sujet tabou. Au fil de nombreux rapports, tous les problèmes avaient fini par être mis sur la table: l'unicité du critère d'excellence retenu, la prédominance écrasante des mathématiques au détriment de disciplines plus expérimentales ou intuitives, la nécessité de diversifier les profils pour sortir du moule symbolisé par l'école polytechnique. Avec un enjeu évident: la compétitivité internationale de l'industrie et des entreprises françaises.

Le terrain semblait donc propice à une transformation en douceur du système. La conception et la mise en place des nouvelles filières (Decamps) semblaient montrer la voie. Fallait-il brusquer les choses, accélérer le mouvement? Rue de Grenelle on ne regrette rien, et l'autoproduction des élites est un drame pour la société française. Il est absurde de figer la hiérarchie sociale à vingt ans, c'est-à-dire à la naissance pour la grande majorité des jeunes. Le débat fondamental est celui de l'accès du plus grand nombre aux formations les plus supérieures.

En se plaçant sur ce terrain politique, on joue sur cette ténacité étonnante des privilèges: le ministère prendrait des risques. Celui de braver les écoles, leurs élèves et leurs anciens. Celui de faire renaitre le vieux soupçon d'une revanche des universitaires contre les grandes écoles. Vieux fantasmes qui semblaient dépassés, et dont l'expérience montre combien ils sont encore vivaces. Le plus à craindre désormais serait que l'on enterrer les problèmes de fond, que l'on oublie les critiques qui avaient été admises par les responsables de formations d'ingénieurs, et que l'on renonce à de nécessaires réformes.

G. C.

IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à l'University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U. Enfin, le développement de l'IFAM a entraîné la création en 1986 du programme « MBA University » en association avec plusieurs business schools américaines. Ce programme offre aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux cadres, la possibilité d'obtenir le MBA en un an. Un atout supplémentaire pour l'IFAM, établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
Etablissement d'enseignement supérieur privé, 19, rue Capré,
75015 Paris-France. Tél.: 47 34 38 23

ISTH
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
LA CONFIANCE, LA PERFORMANCE

- HEC
- SCIENCES PO
- E.N.M. - C.F.P.A.
- ESCP 1^{re} année - ESC Lyon - ESC

2^e année
entrée directe
SUCCEZ CONFIRMÉS

STAGES INTENSIFS ET PREPAS SEMESTRIELLES
6, avenue Léon-Rouzey 75016 PARIS - Tél.: 42.24.10.72 - 45.85.59.35

PREPAREZ EFFICACEMENT
LES CONCOURS PARALLELES AVEC L'ISP.

Stages de Lecture Rapide

Conférences de Culture Générale

ISP service documentation
18, rue de Varenne 75007 Paris Tél.: (1) 42 22 30 60

ENTREPRENDRE UN CURSUS GRANDES ECOLES

Etudiants des classes préparatoires, le concours à l'EDC-La Défense vous est ouvert.

Je désire recevoir une documentation sur l'EDC-La Défense

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____ Etudes en cours _____

Diplôme(s) obtenu(s) _____

EDC-LA DÉFENSE - 78, rue des Dames
La Défense 1 - 92400 COURBOIS
Tél.: 47 73 63 41 - Minitel: 3414 RACPLUS + EDC
Diplôme reconnu par l'Etat
Etablissement d'Enseignement Supérieur privé reconnu par l'Etat

La Grande Ecole de l'Entreprise

EDUCATION • CAMPUS

La guerre n'aura pas lieu

Suite de la page 15

Pour tenir compte de la diversité croissante des élèves, il faudra bien diversifier les filières, multiplier les profils et, par conséquent, sacrifier un peu les programmes. Enfin réduire sensiblement les horaires de cours. » A quoi s'ajoute la réflexion sur les concours, menacés à terme d'assimilation, et dont beaucoup souhaitent qu'ils prennent mieux en compte le travail personnel et les capacités expérimentales des candidats. Sur tous ces points, l'UPS est prête à reprendre le travail engagé en 1990 par la Conférence des grandes écoles. Le ministère, de son côté, envisage de constituer une nouvelle commission de rénovation pour avancer sur tous ces sujets, mais en s'appuyant sur des personnalités qualifiées plutôt que sur les représentants des différentes corporations concernées, trop liées, estime-t-il, à leurs intérêts particuliers.

Enfin, la modulation, au cas par cas, de la durée de formations d'ingénieurs reste à l'ordre du jour. Mais abordée de façon beaucoup plus pragmatique. Un groupe de travail vient de se constituer sous la houlette de la commission des titres d'ingénieurs. « Le système français offre un spectre très large de formations d'ingénieurs en formation initiale ou par la formation continue, et désormais par l'apprentissage, souligne M. Chevreau, président de la commission. Dans le cadre existant, rien n'interdit de réfléchir, avec tous les partenaires, aux possibilités d'avoir des formations plus courtes pour certaines branches, tandis que dans d'autres il peut être nécessaire de faire plus long. » La commission des titres va maintenant s'engager dans cet inventaire minutieux des besoins nécessaires. Tout se passe donc comme si le psychodrame de ces dernières semaines commençait à s'estomper. Avec le sentiment, selon la formule d'un bon observateur, qu'à trop vouloir brasser les choses, on a finalement perdu beaucoup de temps depuis six mois.

GÉRARD COURTOIS

Cracks sous haute tension

Crainte de l'échec et pression du système : le parcours du combattant des taupins et des khâgneux

Un élève de classe préparatoire au lycée Louis-le-Grand s'est suicidé, dimanche 1^{er} décembre, en se jetant sous un train. Sur les murs du prestigieux établissement de la rue Saint-Jacques, l'inscription « Assassins », sertie entre deux croix noires surmontées de la date de sa mort, est apparue dans la semaine qui a suivi le drame. Admis en math sup à la rentrée, ce jeune avait, selon le langage du séral, « minoré » à plusieurs reprises. Aucune corrélation ne peut être établie entre son geste et le fait que ses résultats aient été les moins bons de sa classe.

Le nouveau proviseur de Louis-le-Grand, M. Yves de Saint-Do, en poste depuis la rentrée, ne comprend pas : « Cet élève paraissait particulièrement bien intégré, d'un naturel vivant et gai. Ses professeurs et ses camarades ont été stupéfaits par la nouvelle. D'autant plus, insiste M. de Saint-Do, qu'il existe, dans cet établissement, un esprit d'entraide et des enseignants particulièrement disponibles. Ce geste est inexplicable. »

Pour deux de ses camarades, internes comme lui, le mystère reste entier. Et si, à Louis-le-Grand, cha-

cun culpabilise - « Comment en serait-il autrement ? », - ils reconnaissent « n'avoir rien vu venir ». L'un d'eux avoue être profondément troublé et s'interroge : « On ne peut pas conclure qu'il s'est suicidé à cause de ses résultats scolaires. On ne peut pas non plus dire l'inverse. Pour moi, le lien est évident. » Et de dénoncer les multiples raisons d'angoisse, le tableau qui établit le classement des élèves, la pression sur les résultats, l'objectif imposé insidieusement à tous d'être parmi les vingt meilleurs pour être admis l'an prochain en M². « Il est très difficile de prendre du recul, de ne pas oublier que, dernier à Louis-le-Grand, ce n'est déjà pas si mal », note-t-il.

L'enfer ou le baignoire

« L'an dernier, nous étions tous les premiers de nos classes. C'est très déstabilisant de se retrouver, malgré beaucoup d'efforts, en milieu de peloton », avoue ce Parisien, perfectionniste, « et sans doute un peu maso », qui a choisi d'être interne. Son camarade est moins assailli par les doutes. Ce fils de montagne estime que tout cela est « bien cher payé pour former une élite » et trouve son équilibre au bout de la rue, sur le mur d'escalade du magasin Au Vieux Campeur. Il est aussi convaincu qu'il lui faut passer par une prépa pour réaliser son rêve : la recherche appliquée à la médecine.

L'un des professeurs du lycée Louis-le-Grand, M. Alain Etebgey, enseignant de philosophie en classes préparatoires, s'est déclaré très surpris à l'annonce du drame. D'autant que, pour lui, les élèves de prépas, notamment scientifiques, de cet établissement sont plus en sécurité que beaucoup d'autres. Le système de sélection imposé à l'entrée est une assurance, non garantie toutefois, sur les résultats. Ainsi, un polytechnicien sur trois est formé

sur Saint-Jacques, certes au prix d'un effort soutenu, reconnaît-il. Pour ce philosophe, l'angoisse serait beaucoup plus forte pour les élèves qui « intègrent » Louis-le-Grand dès la classe de seconde. Une analyse partagée par beaucoup. « La pression est difficilement supportable pour tout le monde, note un professeur de math spé. Pour les parents, pour les élèves, mais aussi pour les enseignants, investis d'un rôle parfois démesuré. Le bachelotage ne fait que renforcer la saumisation des élèves. Plus grand-chose ne les intéresse en dehors des résultats scolaires et ils n'ont plus le temps de s'ouvrir sur le monde, l'actualité, la culture. Compte tenu des exigences des concours, il est très difficile de ménager des plages de liberté qui leur permettraient de passer à autre chose, de respirer. »

Alors que l'on crêpe les élèves de prépas de vivre, au choix, « l'enfer ou le baignoire », d'être soumis « à l'angoisse permanente ou à un univers implacable », ce qui les dispense de vaisselle familiale durant leurs études, on les considère en même temps comme plus forts, plus brillants et plus solides que les autres. Cette ambivalence conduit à l'absence de toute étude sur cette population. Il est ainsi impossible d'obtenir la moindre statistique sur les suicides dans les classes préparatoires.

Une équipe spécialisée sur la santé de l'adolescent à l'INSERM ne désespère pas de pouvoir mener une recherche sur leurs troubles. M^{me} Marie Choquet, qui la dirige, estime que ce type d'études, mettant en avant leurs problèmes psychologiques, touche à un tabou : il révèle les faiblesses du système et souligne la responsabilité de l'organisation scolaire. « Étudier les élèves de classes préparatoires demande de bousculer quelques habitudes. En santé publique, les facteurs socioculturels sont primordiaux et la ma-

rité des élèves de classes préparatoires sont issus de milieux favorisés. En second lieu, leur avenir professionnel a priori brillant a longtemps masqué la nécessité d'étudier leur comportement lors de la prépa », indique cette épidémiologiste. Elle a en projet une recherche sur l'ensemble des classes préparatoires parisiennes pour 1993. Pour vaincre les réticences des chefs d'établissement, l'enquête ne prévoit pas de distinguer les résultats par lycée.

Maux de tête

Cette recherche devrait permettre d'affiner les conclusions d'études déjà menées sur les jeunes en cycle long. La population des classes préparatoires est, en effet, plus comparable à celles des premières et des terminales qu'aux étudiants en premier cycle. Les conclusions indiquent que les élèves de lycée d'enseignement général manifestent des difficultés d'adaptation du corps : céphalées, troubles du sommeil et de l'alimentation. S'ils ne consomment pas ou très peu d'alcool, ils ont, en revanche, tendance à la sur-médication. Reste à savoir si les classes préparatoires s'écarteront de ces résultats.

M^{me} Sabine Chausse est une nomade. Médecin scolaire, elle partage son temps entre quatre lycées parisiens, dont un, l'établissement Saint-Louis, où abrite des classes préparatoires. « Il n'y a pas, a priori, de différences fondamentales de comportement et de troubles entre les prépas et les autres lycéens », explique-t-elle. Certes, la cadence imposée induit des maux de tête et de dos. Rien de très étonnant. « En revanche, on observe, chez les filles, plus de cas d'anorexie mentale qu'au lycée. L'an dernier, il y avait trois cas sur quatre-vingt-dix élèves. Une proportion importante. » En cinq années, un suicide

« réussi » s'est produit parmi les prépas. Aucun parmi les lycéens, même si ces derniers sont plus concernés par les tentatives. « Il s'agit d'une population à risque, estime M^{me} Chausse, mais ils sont très entourés, par leur famille, dernier élément de la chaîne, et le personnel des établissements. »

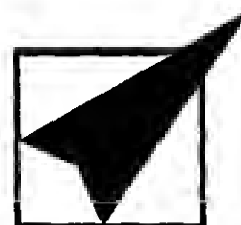
Au « foyer des lycéennes », qui abrite près de cinq cents élèves de prépas, la nouvelle du suicide de Louis-le-Grand s'est répandue comme une traînée de poudre. Elles sont normandes, élèves en « hypokhâgne », première année de préparation littéraire, au lycée Condorcet, et se sont senties concernées sans connaître la victime et sans être dans le même établissement. Une émotion qu'elles attribuent au fait d'être soumises à la même pression et de vivre dans ce souci constant de ne jamais se laisser dépasser par les événements. Elles tentent surtout de ne pas oublier que la valeur personnelle n'a rien à voir avec des performances ponctuelles.

Il n'empêche : elles se piquent au jeu, ou se font piéger selon les jours et les humeurs. A quelques jours des concours blancs, le stress des prépas, elles peuvent en parler. « 93 % d'échec au concours d'entrée à l'école normale supérieure (ENS), indique l'une d'elles. On vit avec l'idée d'échec, mais on y croit quand même. C'est un système élitiste, difficile, coupé du monde, qui casse les ongles et fait grincer les dents. Parfois, le vendredi, je me dis : on l'a tenu une semaine. » Elle se préoccupe d'Orlano comme dans Proust mais avec deux N et a très peur de ne pas savoir quoi dire à ses copains à Noël, excepté : « Mon prof de philo est génial. »

MICHELE AULAIGNON

L'avenir des

Echec



ECRICOME

Clôture des inscriptions à la banque d'épreuves ECRICOME : 15 février 1992

LA FORCE
DE SIX
GRANDES
ÉCOLES DE
MANAGEMENT

EDHEC - ESC BORDEAUX - ESC MARSEILLE - ESC REIMS - ESC ROUEN - ICN

L'envolée des effectifs

Les pépinières de l'élite ne sont plus à l'abri de la croissance démographique

La pression formidable qui s'exerce sur les « prépas » pourrait bien, rapidement, modifier en profondeur la nature et la fonction de cette pépinière de l'élite, antichambre convoitée des prestigieuses écoles Polytechnique, HEC, Normale Sup ou Centrale. Traditionnellement malbusiennes et hyper-sélectives, bien verrouillées par les difficiles concours d'accès aux grandes écoles, les classes préparatoires ont longtemps résisté à la poussée des effectifs dans les lycées et dans l'enseignement supérieur.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Même si elles restent très sélectives et si elles n'accueillent que 13 % des bacheliers de l'enseignement général (et 1 % de ceux du technique), les 1 615 classes préparatoires dans 374 établissements, ne sont plus à l'abri des turbulences démographiques qui bousculent le paysage scolaire et universitaire.

Depuis 1980, l'effectif total de ces classes est passé de 40 000 à près de 70 000 lors de la dernière rentrée. Soit une augmentation de plus de 68 % sur l'ensemble de la période et de 37,7 % sur les quatre dernières années, une progression sensiblement plus rapide que celle des premiers cycles universitaires généraux (+22 % sur les quatre dernières années) et des instituts universitaires de technologie (+11 %). La croissance porte essentiellement sur les classes scientifiques et économiques, qui représentent plus de 82 % de l'ensemble de ces formations. En dix ans, en effet, les effectifs des préparations scientifiques et économiques ont crû de 72 %, contre seulement 25,5 % pour les classes littéraires, hypokhâgnes et khâgnes, qui souffrent de n'avoir qu'un seul débouché, la préparation du prestigieux concours de l'École normale supérieure-lettres.

En 1990-1991, les classes scientifiques (publiques et privées) accueillaient 43 358 élèves, les prépas HEC 12 211 et les classes littéraires 8 770 élèves. A la rentrée 1991, vingt-huit nouvelles « divisions » scientifiques ont été ouvertes, dix-sept économiques et trois littéraires. Pour la rentrée 1992, le ministère de l'Éducation nationale prévoit un ralentissement relatif de la progression du nombre des classes scientifiques tandis

qu'un développement plus large pourrait être envisagé dans la filière économique. L'évolution comparée du nombre de places mises aux concours d'entrée des écoles d'ingénieurs et des écoles supérieures de commerce montre, en effet, une croissance plus forte de ces dernières, qui ont offert 1 200 places nouvelles aux concours 1991.

Après une longue période de stagnation, les classes littéraires se sont étendues à partir de 1987 alors que leurs débouchés naturels n'augmentent pas. En revanche, les prépas « bio » et, plus encore, « véto », qui conduisent respectivement aux concours de l'« agro » et des écoles vétérinaires, marquent le pas : leurs effectifs, qui avoisinaient les 6 000 élèves, n'ont pratiquement pas varié ces dernières années.

Fragiles équilibres

Qu'elles soient littéraires, économiques ou scientifiques, les classes préparatoires continuent à puiser largement dans le vivier des bacheliers C puisque ceux-ci représentent près de 65 % des préparatoires, et dans un vivier parisien puisque le quart des élèves de prépas étudie dans la capitale. La domination parisienne tend néanmoins à s'effriter puisque, en 1985, c'est 30 % des préparatoires qui étaient à Paris. Ainsi, depuis 1989, l'académie d'Orléans-Tours a augmenté ses effectifs en classes préparatoires de 22 %, et les deux académies traditionnellement à la traîne pour les performances scolaires, Lille et Créteil, ont 12 % d'élèves de prépas en plus depuis 1989.

Quatre bacheliers C sur dix se retrouvent en classes préparatoires. Leur supériorité est, bien sûr, étonnante dans les classes de maths sup M et P (96 %), mais ils sont également plus de 60 % dans les prépas « bio » et ils constituent près de la moitié des effectifs de maths sup « techno » et près de 20 % des classes d'hypokhâgnes.

Sous l'impulsion de la politique volontariste engagée par le ministère, la série C a vu ses effectifs de bacheliers progresser de près de 40 % depuis 1983. Cette progression spectaculaire n'est, bien sûr, pas étrangère à la poussée qui s'exerce à l'entrée des classes préparatoires. Le nombre de bacheliers C augmentant, les étudiants et leurs

familles sont de plus en plus nombreux à réclamer leur place au soleil dans ces filières réputées.

Mais le ministère semble résolu à freiner la machine, de peur qu'elle ne s'emballe et que soit rompu l'équilibre fragile entre le flux d'élèves entrants et les débouchés des concours. Il l'a fait depuis longtemps pour les filières littéraires qui se sont, au fil des années, transformées en premiers cycles haut de gamme, en super-filières d'attente pour les bons élèves cherchant à acquiescer une bonne culture générale ou à préparer, dans les meilleures conditions possibles, les concours de recrutement d'enseignants, CAPES et agrégations.

Dans les filières scientifiques, la situation est très différente puisque les écoles d'ingénieurs ont progressivement élargi leurs capacités d'accueil et que de nouvelles formations universitaires, habilitées à délivrer le diplôme d'ingénieur, ont été créées. Toutefois, malgré ce développement des débouchés, la pression dans les prépas est telle que l'équilibre, s'il n'est pas rompu, est désormais menacé.

Si le taux de réussite aux concours n'a pas subi de modifications significatives au cours des dernières années (les trois quarts environ des préparatoires des filières scientifiques intègrent actuellement une école d'ingénieurs), les tensions sur les effectifs ont un effet de plus en plus sensible sur la durée des études : les élèves de prépas sont de plus en plus nombreux à intégrer les concours en trois ans au lieu des deux années théoriques, particulièrement pour les écoles les plus prestigieuses. La durée moyenne du temps passé en prépa est passée en quelques années de 2,4 à 2,6 années, soit environ 11 % de temps supplémentaire. Une dérive coûteuse qui explique, en partie, la volonté du ministère de l'Éducation nationale de réduire la durée des classes préparatoires. Comme elle expliquait une bonne partie des propositions formulées, au début de l'année, par la conférence des grandes écoles pour alléger les horaires et diversifier les filières.

CHRISTINE GARIN

الجامعة المغربية
الكلية الهندسية
الطريق 9440
الرباط

الجامعة المغربية
الكلية الهندسية
الطريق 9440
الرباط

EDUCATION • CAMPUS

classes préparatoires

Echec et maths

par Michel Gouilloud

Il peut paraître surprenant de critiquer les classes préparatoires. Face aux premiers cycles universitaires en crise, les prépas éperpées comme des parangons de bonne organisation et d'efficacité : les ingénieurs qu'elles contribuent à former bénéficient d'excellents emplois, de salaires élevés et de considération. Un nombre croissant de lycéens se pressent pour y entrer. Mais cette indéniable prééminence nationale ne garantit pas la compétitivité internationale de l'industrie française.

Comme le démontrent, s'il en était besoin, les négociations de l'Uruguay Round (1) et l'échec européen de 1993, les concurrents auxquels nos entreprises doivent se mesurer pour créer des richesses et des emplois viennent du monde entier. C'est au regard de cette concurrence internationale que doit être évaluée la compétitivité des formations d'ingénieurs.

Hélas, les statistiques sur le balance des paiements et le chômage sont éloquentes : le plus grand des maux de nos entreprises est encore mal armées pour affronter une concurrence globale. Pour améliorer ce bilan redoutable, notre industrie doit pouvoir compter sur ses cadres. Si nos prépas et nos grandes écoles fournissent l'administration en hauts fonctionnaires que, par là, le monde nous envie, elles ne satisfont les besoins de l'industrie ni par le nombre ni par la qualité des ingénieurs qu'elles lui procurent.

Partager le monopole

Après le balance des paiements, voici le balance des talents, nouvelle épreuve de vérité. En nombre croissant, nos jeunes souhaitent, à juste titre, effectuer une partie de leurs études supérieures à l'étranger. Dans le même temps, notre meilleur premier cycle, les classes préparatoires, se trouve pratiquement fermé aux jeunes étrangers, si brillants soient-ils. Ce déséquilibre risque de créer un déficit en jeunes doués lorsque les étudiants prendront l'habitude de se déployer en Europe avec autant de facilité qu'ils le font aux Etats-Unis.

Balance des paiements ou des talents, on le voit, l'enjeu n'est pas franco-français. L'accélération imposée par la concurrence devient une contrainte universelle : les générations de produits se rapprochent et les idées issues de la recherche sont partout commercialisées de plus en plus rapidement. Dans la plupart des activités industrielles et commerciales, coûts et délais dépendent de l'innovation. Il en devient même ainsi de la qualité des produits et de la sécurité du travail. Les enseignements doivent suivre. Et l'ingénieur, pour être efficace, est condamné à la modernité.

Or notre préparation aux écoles d'ingénieurs n'est pas moderne. Elle commence en classe de mathématiques supérieures, se poursuit en mathématiques spé-

ciales, que redouble, en gros, un élève sur deux. En outre, les classes de terminale C, les « mathématiques élémentaires » d'hier, constituent le prétexte des prépas. Les classes de math élém, math sup et math spé représentent donc trois ou quatre ans de la vie des futurs ingénieurs, soit à peu près le moitié du temps total que ceux-ci consacrent à se spécialiser.

Pendant cette longue période, ces jeunes sont formés par un entraînement intensif de haut niveau à l'analyse scientifique théorique la plus classique. Que tous ceux qui n'ont pas connu ces enseignements ou les ont oubliés faussent les anneaux du bac C et du concours d'entrée à l'Ecole polytechnique. Dans ces épreuves, les mathématiques sont formidables.

En revanche, la physique, la chimie surtout, présentes sans la part d'incertitude liée à leur nature expérimentale, se trouvent vidées de tout contenu formateur. Dans les trois classes de math, les enseignements sont dispensés par les professeurs les plus éminents, pédagogues confirmés et exigeants. Cependant, au terme de cette préparation, si les fondements des mathématiques sont solidement implantés, l'acquis reste médiocre dans les autres disciplines.

Cette prédominance écrasante des mathématiques dans la formation des ingénieurs était justifiée il y a quelques générations. En dehors des mathématiques, les connaissances nécessaires à l'ingénieur étaient alors essentiellement empiriques, donc éphémères et de préférence acquises sur le tas. Ce n'est plus le cas à l'approche du vingt et unième siècle. Un futur ingénieur ne doit pas attendre l'âge de vingt et un ans pour s'initier à la physique de la matière condensée ou pratiquer l'informatique.

Tout d'abord, l'étude de la matière condensée, limitrophe de la physique et de la chimie, doit désormais partager avec les mathématiques le rôle de guide intellectuel. L'expression matière condensée regroupe liquides et solides tels que lubrifiants, peintures, céramiques, alliages, polymères, réservoirs pétroliers, sans oublier les corps vivants et les médicaments.

Hier, les connaissances sur ces sujets se ramenaient à d'immenses livres de recettes de cuisine. Aujourd'hui, l'on s'entend que ces matières obéissent à des lois communes. L'ingénieur ne peut pas fonctionner, suppose une familiarité avec ces lois : le saint patron des ingénieurs n'est plus Henri Poincaré, ce serait plutôt Pierre Gilles de Gennes.

Les mathématiques doivent également partager leur monopole avec l'informatique. Dans l'usine moderne, la simulation de la fabrication et du comportement des produits sur ordinateur est le seul moyen d'améliorer qualité, coûts, délais et sécurité des utilisateurs ou des travailleurs. Notre retard

dans ce domaine constitue peut-être le plus grand handicap de notre industrie. Pour le rattraper, il faut commencer par imposer un enseignement précoce de l'informatique. En résumé, si les mathématiques doivent sans doute demeurer l'axe directeur de la formation de nos ingénieurs, elles ne doivent plus rester le seul.

Depuis quelques années, les établissements ont multiplié les initiatives pour élargir les promotions et diversifier les profils. Un peu partout, des plans concrets commencent à être appliqués pour doubler le nombre d'élèves. Les stages en entreprises et à l'étranger se multiplient. Les formations complémentaires, dites diplômantes, à la Descombes, se mettent en place. Le recrutement sur entretien et sur dossier gagne lentement du terrain. Cette vague d'efforts est particulièrement sensible dans les établissements relevant de l'éducation nationale et des écoles de chimie.

Restent les établissements qui calquent leur recrutement sur l'Ecole polytechnique et l'Ecole normale supérieure. Il s'agit de la filière principale, puisque deux ingénieurs sur trois en sortent et c'est là que sévit l'abus des mathématiques. Il existe sans doute dans cette filière des classes préparatoires dites de biologie. Malheureusement, leur recrutement ne représente que 8 % de l'ensemble. Pour élargir l'assise intellectuelle de nos futurs ingénieurs, il semble donc souhaitable d'inciter les écoles à recruter davantage dans cette section.

Doit mieux faire

Bref, les écoles d'ingénieurs ont en progrès. Mais elles doivent mieux faire. Une autre voie pour moderniser l'équilibre entre maths, physique de la matière condensée et informatique consisterait à recruter en fin de math sup. La responsabilité de la modernisation des enseignements incomberait alors aux écoles elles-mêmes. Et, puisque apparemment l'on n'échappe pas ici à un camp, je suis de ceux qui sont favorables à cette mesure.

Tout d'abord, cette réduction du temps passé en prépa préserverait tout de même l'esprit d'un concours pur, dur et mathématique auquel les Français tiennent tant. Le réajustement nécessaire entre disciplines s'effectuerait ainsi sans que l'on renonce à privilégier les mathématiques, une spécificité culturelle que nous n'avons pas de raison de renier.

L'année de vie gagnée permettrait à un certain nombre de diplômés d'entrer plus jeunes dans la vie active : cet avantage est important si l'on veut encourager les ingénieurs débutants à se former sur le terrain ou à l'étranger. Plus jeunes, ils oseraient en outre prendre plus de risques dans leur carrière avant de se sédentariser. Enfin, on augmenterait ainsi les chances de convaincre ces étudiants encore jeunes de s'essayer à la recherche à la fin de leurs

études. D'ailleurs, le risque est-il si grand ? Beaucoup d'écoles moins connues mais excellentes (certaines écoles des Mines par exemple) recourent déjà à des prépas de durée réduite. Le changement pourrait d'ailleurs être progressif, par exemple en demandant à l'Ecole polytechnique et aux écoles normales supérieures de réserver 30 % de leurs places, pendant dix ans, à des élèves recrutés en math sup. Suivraient les établissements qui voudraient.

Les intégristes et les anciens

Reste l'argument faddique, celui que l'on ne casse d'entendre : de toute manière, on ne peut rien changer face au front sacré des intégristes et des anciens. J'abandonne les premiers à leur bile pour m'adresser aux seconds, mes frères. Croyez-moi ou non, je ne suis pas un ingénieur, la science de la matière condensée et l'informatique importent désormais autant que les mathématiques, et la santé de nos entreprises dépend de la qualité de nos cadres vis-à-vis des cadres étrangers. Ainsi soyons lucides : si nous voulons que les jeunes puissent demain coder généreusement à la caisse de retraite des cadres, à nous, aujourd'hui, de les aider à rester à la page.

(1) Négociations en cours entre 108 nations en vue de réduire le protectionnisme.

► Michel Gouilloud est directeur général adjoint de Schlumberger. A la demande des ministres de l'éducation nationale et de l'industrie, il a rédigé, en 1990, un rapport sur les formations d'ingénieurs en France.

Offre spéciale étudiants • enseignants

Macintosh: la faculté de réussir

Macintosh Classic 2/40

Prix public 9950 F. ttc.
Prix spécial jusqu'au 31.12.91 7950 F. ttc.

Autres configurations possibles: nous consulter
Possibilité de crédit

Apple

OPEN Computer

PARIS 6: 25, bd de Magenta - Tél: 01 42 97 07 07 - Fax: 01 42 97 07 04
PARIS 17: 10, bd des Capucines - Tél: 01 47 87 88 18 - Fax: 01 47 87 88 06
PARIS 15: 10, bd de la Fémina - Tél: 01 47 87 82 22 - Fax: 01 47 87 82 20
BOULOGNE: 1, rue Diderot - Tél: 01 46 35 70 48 50 - Fax: 01 46 35 71 12 19

* sur présentation de votre carte d'étudiant ou de votre carte professionnelle

INSAM

INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Études à Paris, État-Unis, Europe

Admission 1^{re} année: bac + concours,
2^e année: bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslscs

1, rue Bouquard, 92001 Paris - France
Tél: 01 45 66 59 98
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1989 - RECOGNU PAR L'ÉTAT

HEMI

Meilleurs résultats de France aux concours 1991: 93% d'intégrés à

ECRIME, ESCAE, ESLSA, ISG, ISC.

BACS A, B ou D

- Classes préparatoires aux concours: une préparation en 3 ans adaptée aux concours d'entrée "voies économiques"
- Stages intensifs de préparation aux concours d'entrée ECRIME, ESCAE, ESCA, ESCA, ESCA, ESCA pendant les vacances d'été et à l'étranger.
- Stages de préparation au TOEFL et GMAT.
- Stages de préparation d'été aux concours Scientifiques (Polytechnique, ENS, etc.)

BIEN SE PRÉPARER POUR RÉUSSIR

HEMI 95, Avenue François Arago 92000 Nanterre La Défense
Tél: (1) 45 66 12 00
Établissement d'enseignement supérieur privé

La conjoncture nous donne encore raison : le sérieux est la seule stratégie possible.

GRUPE ESC TOULOUSE
90 ANS D'EXPÉRIENCE ET DE RÉUSSITE

SUP PREPA

- CLASSE PRÉPARATOIRE AU HAUT ENSEIGNEMENT COMMERCIAL
- VOIE ÉCONOMIQUE
- SUIVI PERSONNALISÉ DES ÉLÈVES
- CRÉÉE AVEC L'ASSISTANCE PÉDAGOGIQUE DE L'EDC LA DÉFENSE

53, Galerie des Damiens
La Défense 1 - 92400 Courbevoie
Tél: 47 73 63 41
Établissement d'enseignement privé

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission

- Voie générale: bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique: Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GRUPE ESLSA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
Tél: (1) 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

EDUCATION • CAMPUS

L'avenir des classes préparatoires

La discrétion des khâgnes

Mais que font les littéraires ? Dans la résistance armée des classes préparatoires, les enseignants ont mobilisé toutes les énergies. Les prépa commerciales, qui espèrent depuis des années, sans succès, passer à deux ans, n'ont pas ménagé leur appui à leurs collègues ingénieurs pour étouffer l'opposition aux projets du ministère de l'éducation nationale. En revanche, la voix des khâgnes n'est qu'un murmure dans ce concert de protestations ; si direct que les classes de première et de lettres supérieures paraissent absentes du débat.

Il est vrai que le ministère avait d'emblée écarté les littéraires, pour qui « la classe préparatoire a une signification et une finalité différentes », de son scénario de réduction de la durée des prépa. Mais leur silence, relatif, résulte également de leur organisation. Les classes préparatoires littéraires ne peuvent, par nature, avoir le même poids dans le bras de fer que celles scientifiques et commerciales. Toute prise de position de ces dernières est amplifiée par les écoles dont elles forment les élèves. A l'inverse, les khâgnes n'ont qu'un seul débouché théorique : les concours des Ecoles normales supérieures (ENS) littéraires de la rue d'Ulm et de Fontenay-Saint-Cloud. Et donc, un seul pouvoir, aussi prestigieux soit-il, pour transmettre leurs avis.

Ainsi, les littéraires se sont exprimés sur le projet de réduire à un an les préparations scientifiques. Sans surprise, puisqu'ils s'associent au front du refus. Mais, comme on n'est jamais trop prudent, ils en ont profité pour réaffirmer clairement qu'on ne saurait leur appliquer le même régime. « N'est-ce pas à craindre

que les classes préparatoires littéraires soient menacées du même sort ? », s'interroge l'association des professeurs de première supérieure et de lettres supérieures, qui regroupe les enseignants d'hypokhâgne et de khâgne. Les responsables de l'association expliquent combien deux années leur semblent nécessaires à la préparation du concours, « pour que subsiste une formation de qualité ».

« Dans la charrette suivante » ?

Selon eux, les nouveaux bacheliers découvrent en lettres supérieures le travail autonome, acquièrent une méthodologie indispensable et développent leur culture générale. En première supérieure, ils reçoivent un enseignement approfondi dans une matière d'option, sans perdre le bénéfice d'une formation pluridisciplinaire. « On ne saurait modifier l'équilibre de cette préparation en deux temps sans inconvénients graves », souligne M^{me} Marie-Claire Figeac, présidente de l'association, qui évoque craindre « d'être dans la charrette suivante ».

A l'Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm, on indique que les préparations littéraires sont « plutôt soulignées de ne pas être, pour l'instant, dans l'œil du cyclone ». Après avoir tremblé, au printemps dernier, alors qu'une fusion des concours (Ulm et Fontenay) était envisagée, on savoure l'ecclésiologie. Pourtant, les critiques ne manquent pas, égrenant à la fois les faibles débouchés et le fait qu'un certain nombre d'élèves sont plus attirés par les Instituts d'études politiques (IEP) que par les concours très difficiles de Normale Sup.

M. A.

Professionnaliser l'enseignement supérieur

par Claude Michel

On a longtemps déploré la coupure artificielle qui existait entre le monde éducatif et les milieux professionnels. Aujourd'hui, on assiste à un changement en profondeur des comportements et des mentalités. Les milieux éducatifs sont de plus en plus attentifs aux besoins économiques. Ils savent que l'avenir des jeunes qu'ils ont pour mission de former en dépend. Pour leur part, les entreprises ont pleinement conscience du rôle essentiel que la formation joue dans leur développement ; elles savent que celui-ci n'est possible que dans la mesure où elles disposent de personnels compétents et ayant une capacité réelle d'adaptation aux changements.

Cette évolution est particulièrement marquée dans l'enseignement supérieur. Préconisée depuis toujours par le CNPF, demandée par les entreprises, la professionnalisation des enseignements supérieurs correspond également à l'attente des jeunes, comme en témoigne l'augmentation du nombre de candidats pour les classes préparatoires aux grandes écoles, les instituts universitaires de technologie et les sections de techniciens supérieurs. L'offre de formations supérieures à caractère technologique et professionnelle, cependant, n'est pas suffisante. Il est donc nécessaire de réorienter les flux d'étudiants vers des filières dont la finalité professionnelle sera clairement établie et les modalités pédagogiques adaptées à cet objectif.

Décisions unilatérales

Or la professionnalisation des enseignements supérieurs ne peut être mise en œuvre unilatéralement par l'éducation nationale. En effet il n'y a pas de professionnalisation sans entreprises pour accueillir les stagiaires ou mettre à disposition des universités des enseignants issus du milieu professionnel. Et pas davantage sans concertation avec les organisations professionnelles pour déterminer les flux de sortie aux différents niveaux, les qualifications à préparer et leur répartition sur le territoire national.

La professionnalisation ne peut donc être assurée que dans le cadre d'un véritable partenariat entre l'éducation nationale et les milieux professionnels. Une concertation a déjà été engagée entre le ministère de l'éducation nationale et le CNPF, comme en témoignent les premières Rencontres nationales des formations supérieures et

de l'emploi, organisées en avril dernier. Cette concertation a-t-elle débouché sur de meilleures décisions ? Depuis le mois d'avril dernier, force est de constater que des dispositions importantes ont été prises sans consultation préalable. C'est le cas pour le développement des IUT, des formations d'ingénieurs et pour la création d'instituts universitaires professionnalisés, sans oublier les magistères.

Les conditions actuelles de développement des IUT ne sont pas satisfaisantes ; priorité est accordée aux spécialistes du secteur tertiaire dont les débouchés ne sont pas toujours assurés, au détriment des formations industrielles, déficitaires. Un accroissement de la proportion d'étudiants issus de l'enseignement technologique du second degré est décidé alors que ceux-ci ne sont pas suffisamment préparés à la poursuite d'études en IUT. Le corps professoral des IUT est en voie d'être modifié par intégration dans ces instituts de professeurs de l'enseignement secondaire au détriment des professeurs d'université. De telles mesures ne peuvent qu'affaiblir les IUT, auxquels les entreprises sont particulièrement attachées, en changeant le niveau et la qualité des diplômés.

Le développement des IUT devrait, au contraire, être assuré en concertation avec les branches professionnelles dans le cadre de contrats d'objectifs qu'elles pourraient conclure avec l'Etat. Il nécessiterait, en outre, l'affectation à ces instituts de moyens qui garantissent la qualité de leur enseignement et une autonomie qui leur permette notamment de définir leurs propres modalités de recrutement.

Les magistères pour leur part risquent d'être remis en cause. Ces diplômes préparés en trois ans après le premier cycle et créés en partenariat avec les entreprises sont appréciés des professionnels. La suppression de l'accréditation nationale de ces diplômes et de l'enveloppe financière qui leur était affectée par le ministère de l'éducation nationale va à l'encontre de l'objectif de professionnalisation des universités.

Deuxième exemple : la création des instituts universitaires professionnalisés n'a pas encore fait l'objet de concertations nécessaires. Le CNPF est favorable, sur le principe, à la création des IUP, qui auraient pour objectif de réorienter les flux d'étudiants vers des filières offrant plus de débouchés et de mieux professionnaliser des

diplômes tels que les maîtrises de sciences et techniques et les maîtrises appliquées. Il demande, cependant, que la création de ces instituts et notamment les flux d'étudiants, le choix des spécialités, la localisation des formations, la participation des professionnels à l'enseignement et les modalités d'accueil des étudiants en stage dans les entreprises soient déterminés en concertation avec les branches professionnelles et faisant l'objet, comme pour les IUT, de contrats d'objectifs entre l'Etat et celles-ci.

A cet égard, il est regrettable que vingt-six IUP aient été admis à ouvrir à la rentrée scolaire, sans qu'il soit tenu compte des orientations définies lors de la Rencontre nationale des formations supérieures et de l'emploi et alors que la commission nationale chargée de se prononcer sur l'habilitation de ces instituts n'était pas encore constituée.

Réserves sur les IUP

Les modalités d'organisation des IUP telles qu'elles sont actuellement envisagées appellent également d'autres réserves. Ainsi la dénomination d'« ingénieurs-maîtres » prévue pour les diplômés d'IUP n'est pas acceptable. L'attribution du titre d'ingénieur en France est consacrée par un usage qui garantit un niveau et un contenu de formation appropriés à certaines responsabilités exercées dans la vie professionnelle. Donner le titre d'ingénieur aux titulaires d'une maîtrise d'ingénierie sans l'agrément préalable et la contrepartie continue de la Commission des titres d'ingénieurs serait créer une perturbation très grave dans l'accès aux classifications professionnelles, les plus qualifiées de nos entreprises. Nous ne pouvons l'envisager. Enfin, est-il réaliste de prévoir que 50 % des enseignements seront dispensés dans les IUP par des professionnels alors que cette participation des professionnels à l'enseignement varie nécessairement selon le type de formation ?

La professionnalisation de l'université ne doit pas être réalisée au détriment des grandes écoles. Un tel risque est perçu au travers du débat actuel sur la durée des études d'ingénieurs. Rendre la durée des classes préparatoires scientifiques à un an, comme cela est envisagé, aurait des répercussions profondes tant sur le niveau de qualification des cadres techniques et scientifiques de notre économie que sur la structure du cur-

sus de formation des ingénieurs. Au moment où les entreprises doivent affirmer leur place dans la compétition internationale, afficher un abaissement des standards français des formations scientifiques et techniques par rapport aux normes des autres grands pays industriels serait perçu par leurs dirigeants comme un signe majeur de renoncement de l'Etat à garantir le haut niveau de compétence des ingénieurs.

Les classes préparatoires sont devenues à l'expérience partie intégrante du cursus de formation des ingénieurs, les qualités requises selon ce processus sont celles qui recherchent les entreprises. Celles-ci n'ont pas l'intention de renoncer à de tels atouts. De plus, concevoir un seul profil d'ingénieur pour faire une place égale aux étudiants des nouveaux instituts universitaires professionnalisés et aux élèves des grandes écoles serait appauvrir les moyens de mise en valeur des ressources qu'offre la jeunesse de notre pays. Il importe, enfin, de clarifier les objectifs quantitatifs de développement des formations d'ingénieurs. Le gouvernement entend doubler le nombre d'ingénieurs dans le cadre de trois filières : les grandes écoles, la nouvelle filière créée à la suite du rapport présenté en 1990 par Bernard Decomps, et les nouveaux IUP.

Objectifs sans cohérence

Lorsqu'on examine les objectifs de développement fixés pour chacune de ces filières, on constate qu'au total le flux annuel de diplômés serait porté à 40 500 en l'an 2000 ; cela est très supérieur à l'objectif affiché initialement de 30 000 diplômés par an. De ce fait, les objectifs respectifs assignés aux grandes écoles, à la nouvelle filière et aux IUP ne sont plus cohérents. Il faut définir le rôle et les moyens de chacune de ces filières, sachant que, pour le CNPF, la nouvelle filière est une priorité ; elle permet, en effet, de former des ingénieurs de profil différent, plus orientés vers la production, et de favoriser la promotion interne de techniciens supérieurs expérimentés.

Le CNPF a toujours reconnu l'importance des deux missions traditionnelles de l'université, de formation des enseignants et des chercheurs. Depuis de nombreuses années, l'université, qui accueille un nombre sans cesse croissant d'étudiants, s'est vu confier une troisième mission : former des cadres et des techniciens supérieurs dont l'économie a besoin. Son effort actuel de professionnalisation est nécessaire pour les étudiants comme pour les entreprises. En avril dernier, les professionnels ont montré qu'ils étaient ouverts et qu'ils pouvaient y contribuer. Il suffit pour cela d'emprunter les voies sages d'une véritable concertation.

Claude Michel est président de la commission enseignement-formation du Conseil national du patronat français (CNPF).

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse
- Informatique
- Travail de texte
- Diplômes de commerce, secrétariat, de gestion
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 021 20 15 01 - Fax 021 312 67 00 - Téléc. 430 900

UNE ECOLE POUR UNE NOUVELLE GENERATION DE MANAGERS COMMERCIAUX

DEUX PARRAINAGES A LA NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE : HEC ET L'ESCP

UNE VIE CULTURELLE ACTIVE A 150 KM DE PARIS

3 BONNES RAISONS DE PASSER LE CONCOURS EN 92

ESCTroyes
Aube

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE TROYES
GRADUATE SCHOOL OF MANAGEMENT

L'ESCTROYES développe une formation en trois ans. L'admission se déroule par voie de concours : Banque Commerce d'Épreuves pour le Haut Enseignement Commercial (BHEC, ESSEC, ESCP, ESC Lyon), élèves des classes préparatoires et diplômés du 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur. Inscriptions et renseignements : ESC TROYES - 217, avenue Pierre Brossolette - B.P. 710 - 10002 Troyes Cedex. Tél. : 25 49 32 49.

TOURS

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION ET DE COMMERCE

ENSEIGNEMENTS

Management - Commerce international
Recherche marketing - Communication publicitaire
Statistique - Finance
Langues - Droit - Économie - Informatique
Enseignements fondamentaux - Stages d'application
Régimes de stage d'été et de printemps
Séminaires d'été et de printemps

ADMISSIONS

PREMIÈRE ANNÉE :
Concours sur programme PEGEP/ESG
Deuxième année :
Concours sur programme PEGEP/ESG
Troisième année :
Concours sur programme PEGEP/ESG
Diplôme d'ingénieur délivré par l'ESG de 1991/92

Renseignements et inscriptions :
ISGIA
34, rue de Sergent Leclerc - 37000 TOURS - Tél. 47 37 00 93

L'INTERNATIONAL, NOUVEAU MARCHÉ

- EPSCI, école du Groupe ESSEC
- Une des 3 meilleures écoles françaises de formation aux affaires internationales (Classement du MDEC, mars 1991)
- Quatre années d'études après le baccalauréat
- Admission par concours, les 9 et 10 avril 1992 : banque d'épreuves écrites communes S.E.S.A.M.E. (Session d'Épreuves Spécifiques à l'Admission au Management Européen et International)

EPSCI

EPSCI - Groupe ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - B.P. 103
95021 Cergy Pontoise CEDEX - Tél. : (1) 34 43 30 00

Dans le cadre d'une intersyndicale élargie

Les policiers lancent un ultimatum au ministre de l'intérieur

Une intersyndicale composée de sept organisations affirmant représenter plus de la moitié des 120 000 policiers (53 % des suffrages exprimés aux élections professionnelles) a « mis en demeure » le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, de promouvoir une politique de la police « véritable service public » et satisfaisant les revendications catégorielles des fonctionnaires.

La constitution d'une intersyndicale élargie, qui représente tous les corps et toutes les sensibilités politiques (hors l'extrême droite) de l'institution policière, est une illustration supplémentaire de la crise qui mine la police. A la base comme dans les états-majors syndicaux, le mariage paraît si bien ancré que le lancement de la politique gouvernementale de sécurité intérieure, lors du conseil des ministres du 20 novembre, n'aura pas réussi à déminer le terrain. La réconciliation des deux « ondes lourdes » de cette intersyndicale — la Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les personnels en civil) et l'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % dans la police en tenue) — s'est opérée sur la base d'une opposition à la politique gouvernementale.

La traditionnelle lecture « politique » des stratégies syndicales s'en trouve remise en question, la direction de la FNAP est plus proche de la gauche socialiste, tandis que celle de l'USC a des sympathies marquées pour le RPR. D'ailleurs, l'intersyndicale rassemble également toute la palette des organisations de policiers affiliées aux confédérations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGC et CGT police). Oubliés momentanément leurs divergences, toutes s'accrochent aujourd'hui pour réclamer « de l'argent pour une réforme en profondeur ».

« Il y a eu trop de promesses non tenues », a commenté M. Alain Ri-

La transmission d'une liste d'opposants au régime libanais

Le brigadier-chef mis en cause par le ministre de l'intérieur clame son innocence

Suspendu de la police nationale pour avoir transmis à un membre de l'ambassade du Liban à Paris une liste d'opposants libanais interpellés par les policiers français, M. Jean-Pierre Verhaeghe, brigadier-chef au commissariat du sixième arrondissement parisien, clame son innocence dans un entretien publié dans le Figaro du 11 décembre. Niant être passé aux aveux devant les enquêteurs de l'inspection générale de la police nationale, M. Verhaeghe reconnaît toutefois que sa mémoire peut lui jouer des tours : « J'ai cru que j'avais photocopié ce document (la liste des manifestants interpellés) dans un état second, le 4 ou le 5 décembre (il s'agit d'un acte de manège car l'entretien a eu lieu le 6 novembre), en cours d'un pot pris avec Mario à Chami (le dernier est l'employé de l'ambassade du Liban à qui le document a été remis).

Au ministère de l'intérieur, on précise que le brigadier-chef a bien reconnu, devant les enquêteurs, que M. Chami et Mario sont en effet venus au commissariat avec une bouteille d'alcool dans la première semaine de novembre. Le policier reconnaît également qu'il a accepté, à ce moment-là, de photocopier le document en question et qu'il l'a remis — sans contrepartie et sans réaliser la gravité de son acte — à ses deux visiteurs.

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Bernay
• 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils au Château de Bernay
Boite Postale 70 - 21282 BEAUNE CEDEX
Tél. 03-22-14-41 - Tél. Bouchard 3308397
« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé »

let, le patron de la FNAP. Le 11 décembre, l'intersyndicale a décidé de « boycotter » la réunion paritaire syndicale-administration qui devait se tenir au ministère de l'intérieur. Faute d'atteindre le nombre de participants prévu par les statuts, cette réunion ne pourra pas se tenir. Les dirigeants syndicaux ont aussi affiché leur refus de siéger au comité ministériel qui sera présidé, le 16 décembre, par M. Marchand. D'un blocage de l'administration du ministère, dans l'attente d'obtenir du ministre des engagements sur un « Grenelle de la police » (une réforme contractuelle débouchant sur une loi plurianuelle). L'intersyndicale a aussi annoncé une série de manifestations en province et à Paris.

«Préserver la boutique»

« La police est à la limite d'une situation de rupture », estime M. Gérard Boyer, secrétaire général de l'USC. Comme lui, les autres syndicalistes sont lassés de voir le ministre « jouer la montre », qu'il s'agisse de la réforme des corps et carrières ou du projet sur la sécurité intérieure pour lequel aucun rendez-vous de travail n'a été fixé alors qu'il doit être discuté à la session parlementaire de printemps. Tous mettent en avant une « pression de la base » qui ne se satisfait pas des tergiversations dans les états-majors. Déjà, une ébauche de « coordination » a vu récemment le jour dans le Sud-Ouest, débattant les élévages syndicaux traditionnels. Ailleurs, en Alsace, des inspecteurs ont cossé, dans un tract, de recourir à la grève du zèle.

Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, aurait-il « fait l'unité » contre lui, comme l'a affirmé un des responsables de l'intersyndicale ? Il ne manque plus, dans ce paysage syndical redessiné, que la présence de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les policiers en tenue), pour lui donner raison. Mais d'où et de quoi, pour la première fois depuis cinq ans, les deux fédérations rivales des policiers en civil et des policiers en tenue ont noué des contacts : les dirigeants de la FNAP devaient rencontrer, mercredi 11 décembre, certains de leurs homologues de la FASP pour les inviter à « faire pression » sur le gouvernement.

Soumise à de fortes turbulences et dissensions internes, la FASP avait, ces derniers temps, adopté un profil bas. A tel point que les gardiens de la paix de la province ne cachaient pas leur déception devant le peu de résultats obtenus par la fédération, à la suite notamment de la manifestation parisienne du 22 mai. De fait, depuis la rupture de l'alliance passée entre la FASP et le ministère, du temps de M. Pierre Joxe — une alliance basée sur une stratégie de modernisation de la police — la fédération n'a pas réussi à engranger les avantages catégoriels attendus par ses adhérents.

Affirmant qu'ils laissent les arrières pensées politiques au vestiaire, les dirigeants de l'intersyndicale ont tous en tête les élections professionnelles dans la police, prévues en 1992. A l'unisson, ils assurent cependant qu'il s'agit aujourd'hui de « préserver la boutique policière », disent-ils, « n'est plus dirigée depuis quelques mois ».

ÉRIC INCIVAN

Porte poussée de la criminalité à Londres

Les chiffres noirs de Scotland Yard

LONDRES

de notre correspondant

Bien qu'on ne puisse le ranger parmi les capitales les plus dangereuses du monde, Londres est aussi une ville malade de la criminalité, si l'on en juge par les dernières statistiques annuelles (se terminant en septembre) publiées par Scotland Yard. En un an, la criminalité a augmenté de 13 %, avec une progression particulièrement sensible en ce qui concerne les vols (+ 18 %, soit 1 120 cas), et surtout la violence « domestique », qui a augmenté de 54 %. Selon le commandant David Stevens, de la police métropolitaine, ce dernier chiffre (qui concerne notamment les femmes battues) s'explique surtout par une plus grande détermination des victimes à porter plainte, associée à une envahissante plus forte que la police agit sur la foi des déclarations.

Il y a actuellement 68 unités spécialisées dans ce type de violence à Londres. L'étude des cas faisant l'objet d'une plainte montre que plus de 70 % des femmes qui en sont les victimes subissent des violences de façon régulière. Cette infraction, qui pendant longtemps n'était pas considérée comme un délit, fait aujourd'hui l'objet d'une attention particulière des services de police, par un fichage systématique (photo et empreintes digitales) des coupables, le premier infraction n'étant pas passible d'un simple avertissement. Les chiffres concernant l'augmentation des vols montrent, d'autre part, que si deux tiers des vols étaient commis par des étrangers en 1985, aujourd'hui les deux tiers des coupables étaient connus des victimes.

Bien que le nombre d'incidents impliquant l'usage d'armes à feu soit en nette augmentation (+ 20 %), celui des meurtres progresse marginalement : 183 homicides en un an (+ 1 %), dont 85 % ont été élucidés. On compte, d'autre part, 38 200 attaques par arme à feu, dont le nombre de cambriolages, en augmentation de 13 %, atteint 188 000. En revanche, le nombre des vols de voitures progresse de 11 % (80 000, dont la moitié ont été retrouvés), et celui des vols à l'intérieur des véhicules augmente de 14 %. Le chiffre des arrestations reste stationnaire (+ 1 %), 40 % des personnes concernées étant âgées de moins de vingt ans. Scotland Yard a reçu en 1991 d'appels « urgents » en 1 million (+ 8 %), soit un appel toutes les trente secondes.

LAURENT ZECCHINI

JUSTICE

Le crime de Castellar (Alpes-Maritimes)

Le meurtrier présumé de « Pierre le berger » confondu par les résultats d'une expertise

NICE

de notre correspondant régional

Près de quatre mois après le crime mystérieux dont avait été victime, le 17 août dernier, Pierre Leschiera, trente-trois ans, un berger de Castellar, près de Menton (Alpes-Maritimes), le meurtrier présumé, Alain Verrando, un entrepreneur de maçonnerie de la localité, âgé de quarante-deux ans, a été inculpé d'assassinat, mardi 10 décembre, par le magistrat instructeur, M. Patrick Lanfranchi, et écroué à la maison d'arrêt de Nice. L'intéressé a été confondu par les résultats d'une expertise scientifique qui ont permis de déceler des résidus de poudre sur ses avant-bras semblables à ceux retrouvés sur le corps de M. Leschiera. Il nia, toutefois, les faits dont il est accusé.

Le 17 août, à l'aube, Pierre Leschiera était tombé dans un véritable

guet-apens. Alors qu'il se rendait, à moto, vers ses pacages, dans la montagne de Castellar, un individu embusqué près d'un oratoire avait tiré sur lui, à très courte distance, avec un fusil de chasse à chevrotines puis l'avait achevé, à terre, d'une seconde décharge (le Monde du 24 août). Enfant du pays, Pierre s'y était installé, en 1982, après des études au lycée agricole d'Antibes, et son troupeau de moutons n'avait cessé de grandir, jusqu'à atteindre près de neuf cents têtes. Mais de nombreux incidents, relatifs à des droits de passage, de pâture contestée et de chiens errants, l'avaient opposé à plusieurs habitants de la commune, en particulier aux frères Joël, Alain et Paul Verrando, de petits entrepreneurs de maçonnerie locaux, par ailleurs fanatiques de la chasse.

Dès le début de l'enquête, les soupçons des gendarmes de Menton

s'étaient portés sur la famille Verrando dont tous les membres avaient été longuement interrogés. Alain et ses frères avaient un alibi, une fête qui s'était achevée, en fait, plus tôt qu'ils ne le prétendaient. Alain Verrando avait été interpellé et placé en garde à vue le 14 octobre. Lundi 9 décembre, il a été convoqué par les gendarmes, alors en possession des résultats d'une expertise effectuée par un laboratoire privé de Bordeaux, dirigé par M. Loïc Le Ribault, sur des prélèvements opérés dans les heures qui avaient suivi le crime. Alain Verrando avait affirmé qu'il ne s'était plus servi d'un fusil depuis le mois de mars, date de la fermeture de la chasse. Or l'expertise avait permis de déceler des résidus de poudre sur ses avant-bras, semblables à ceux retrouvés sur le corps de Pierre Leschiera.

GUY PORTE

Procès-spectacle en Floride

William Kennedy Smith nie le viol dont il est accusé

Comme dans un bon feuilleton télévisé, le procès du jeune William Kennedy Smith, nouveau du sénateur Ted Kennedy, tient les spectateurs en haleine. Après deux cent cinquante-cinq jours de silence, l'accusé, appelé à témoigner devant le tribunal de West Palm Beach (Floride), a donné, mardi 10 décembre, une version entièrement différente de celle de sa victime sur ce qui s'est passé aux petites heures du 30 mars dernier.

WASHINGTON

correspondance

Trois calmement le jeune homme a déclaré que sa partenaire, loie d'avoir été violée comme elle l'affirme, avait pris l'initiative. Elle avait proposé de le ramener chez lui, puis avait eu avec lui non pas une, mais deux relations sexuelles. Une première fois sur la plage, la seconde fois sur le gazon.

William Kennedy Smith a donné tous les détails, y compris les plus choquants et même les plus embarrassants pour son ego. De son propre aveu en effet, sa performance sexuelle laisse beaucoup à désirer, malgré les louables efforts de sa partenaire. « Seriez-vous une machine sexuelle ? », lui demanda M. Lash, le procureur, non sans méchanceté. En tout cas, ce soir-là, cette machine aurait eu des ratés.

Il est vrai que l'avocat de la défense avait lui aussi fait preuve d'exagération en qualifiant d'« acte d'amour » la rencontre des deux jeunes gens, qui avaient passionnément fait l'amour pendant deux heures. Tous les deux nient, preuve d'une certaine confusion. Aussi le jeune homme appela William Smith « Mike », tandis que celui-ci, à l'approche du sommet du plaisir, appela sa partenaire « Cathy », prénom d'une ancienne petite amie. « J'ai tout de suite senti que j'avais commis une erreur », déclare l'accusé, en ajoutant

qu'à la simple évocation de ce nom la jeune femme s'était mise en furie, pleurant, criant, courant dans tous les sens, bref se comportant comme une « cinglée ». En présence de deux versions entièrement opposées, mais également plausibles, les jurés auront à décider qui des deux dit la vérité. Les experts inclinent à penser que William Smith se tirera de cette triste histoire au bénéfice du doute, entretenu par les défaillances de mémoire de la victime.

HENRI PIERRE

A Paris et en province

La grève des greffiers entraîne des reports d'audiences

La grève des greffiers a paralysé pour la deuxième journée consécutive une partie de l'activité du Palais de justice de Paris en contraignant les magistrats à renvoyer à une date ultérieure la plupart des audiences du tribunal correctionnel et de la cour d'appel.

Ainsi, le procès des fausses factures du bâtiment de la région parisienne a été à nouveau renvoyé par la 31^e chambre correctionnelle, à la satisfaction d'une centaine de greffiers et greffières qui étaient massés devant la salle. La grève a également bloqué la plus grande partie des cabinets d'instruction, ainsi que certains tribunaux de province. La session de la cour d'appels de la Gironde, qui devait s'ouvrir le 10 décembre, a été reportée.

Les greffiers en grève n'ont empêché les jurés d'accéder à la salle d'audience. Six affaires devaient être examinées au cours de cette session, en particulier celle d'Alain Guibert, meurtrier présumé du général Favreau, ancien gouverneur de la place de Paris. Une nouvelle date n'a pas encore été fixée.

Poursuivi pour publicité mensongère

Guy Lux est relaxé par le tribunal correctionnel de Grasse

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu, mardi 10 décembre, le tribunal correctionnel de Grasse, présidé par M. Jean-Noël Acquaviva, a relaxé le producteur et animateur de télévision, Guy Lux, poursuivi pour publicité mensongère. Le ministère public avait requis, le 5 novembre, une peine de trois mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende (le Monde du 7 novembre). Dans la même affaire, relative à divers produits, le tribunal a condamné le principal locuplet, M. Patrick Poquet, trente-quatre ans, gérant de sociétés, à dix-huit mois de prison avec sursis et 500 000 francs d'amende pour escroquerie et publicité mensongère. Il a aussi infligé des peines de six mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende à l'illusionniste Dominique Webb, cinquante ans, et de quatre mois de prison avec sursis contre deux comparses, M. Mirville Bonaldi, soixante et un ans et Jean-Pierre Girard, quarante-neuf ans. Deux autres personnes ont bénéficié d'une relaxe.

Au cours de l'année 1986, Guy Lux avait accepté de faire la promotion d'un produit, appelé « chiffres millionnaires ». Il était apparu, dans des encarts publicitaires qui proposaient, contre la somme de 120 francs, une série de huit chiffres destinés à être utilisés dans les jeux ouverts au public. Ces chiffres étaient prétendument personnalisés à partir de la numérogie, mais ils étaient tirés, en réalité, de l'horloge interne d'un ordinateur.

Selon la publicité, l'animateur garantissait aux acheteurs un gain d'au moins 4 millions de centimes dans les six mois. Le tribunal a notamment estimé que Guy Lux avait pu « éliminer » penser que les chiffres « millionnaires » commercialisés étaient déterminés selon les règles propres à la numérogie, et qu'il s'agissait d'un « jeu », et qu'il ne saurait lui « être fait grief, au regard des renseignements demandés à la clientèle, de ne pas s'être assuré de la personnalisation effective de ces chiffres ». Le tribunal a également considéré que le refus opposé par l'animateur d'« agréer d'autres projets de publicité » ainsi que « la résiliation, à son initiative, du contrat (...) certes, imputable, pour partie, au non-respect des réserves convenues (environ 100 000 francs) témoignent de son souci de ne pas être associé à la diffusion d'une publicité critiquable sur le plan de la clarté et de la sincérité ». Les sociétés dirigées par M. Patrick Poquet auraient fait six cent mille depes.

G. P.

□ François Scapula condamné à dix-huit ans de prison pour trafic de drogue. — François Scapula a été condamné, mardi 10 décembre, par la 16^e chambre correctionnelle de Paris à dix-huit ans de prison pour avoir participé à une importation de plusieurs tonnes de cannabis et à trois tentatives opérées en 1984 dans la région de Port-Cantaque (le Monde du 5 décembre). A l'audience du 3 décembre, le substitut avait requis vingt ans de prison contre ce trafiquant « prêté » jusqu'au 12 janvier 1992 à la justice française par la Suisse, pays dans lequel il purge actuellement une peine de vingt ans de réclusion pour des faits semblables.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

630 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprise

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-3637

PRINTED IN FRANCE

Banalissements sur les microfilms et index du Monde n° 11 40-65-25-33

Imprimé au

12, rue M. Groussier

94832 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUERE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-30-10

Téléc : 281.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

Tél. : (1) 40-65-30-90

COMMUNICATION

Le Parlement et la directive «Télévision sans frontières»

Les députés socialistes proposent un amendement pour assouplir la règle des quotas

Trois députés socialistes, MM. Michel François, Bernard Schreiner et Jean-Jack Queyranne, ont fait adopter par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale un amendement qui a pour objet d'assouplir l'obligation de respecter les quotas de diffusion d'œuvres audiovisuelles (60 % de fiction d'origine européenne dont 40 % d'œuvres originales d'expression française) aux heures de grande écoute. Cet amendement sera soumis aux députés jeudi 12 décembre, lors du vote sur l'harmonisation de la loi relative à la liberté de communication de 1986 avec la directive européenne «Télévision sans frontières».

Le gouvernement et les députés socialistes, ayant compris que des quotas rigides risquaient d'envoyer au tapis certaines chaînes financièrement mal en point, ont trouvé un moyen d'atténuer le choc. Si l'amendement est voté, ce sera au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de remplacer «les heures de grande écoute» (18 heures-23 heures en semaine et 14 heures-18 heures le mercredi) par «des tranches horaires», lesquelles seront fixées pour chaque chaîne en fonction de son audience et de sa programmation ainsi que de l'importance et de la nature de sa contribution à la production.

Le CSA, qui demandait depuis

longtemps un élargissement de ses pouvoirs, se voit donc enfin partiellement satisfait. Dans l'exposé des motifs, l'amendement précise que le secteur public (A2-FR3), compte tenu des missions qui lui sont imparties, est exclu du champ de l'assouplissement. Enfin, bien que le demandeur d'une seconde coupure publicitaire au sein des œuvres de fiction soit toujours exigé par des chaînes comme la Ciné et M6, il est peu probable qu'elle soit votée par les députés.

Sur proposition de M. Laurent Fabius

M. André Gauron est nommé membre du CSA

M. André Gauron, conseiller spécial de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient d'être nommé membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, en remplacement de M. Bertrand Labrousse, récemment nommé président de chambre à la Cour des comptes.

M. Gauron est un fidèle de M. Bérégovoy qu'il accompagne depuis 1982, époque à laquelle ce dernier était ministre des Affaires

Le Conseil de la concurrence sanctionne la Générale des eaux

Les câblo-opérateurs sous surveillance

Le Conseil de la concurrence vient d'infliger à la Compagnie générale de télécommunications (CGT), filiale de la Générale des eaux exploitant des réseaux câblés, une amende de 1 million de francs pour abus de position dominante.

Cette sanction est la conséquence d'une enquête menée à la suite d'une plainte de la société TV Mondes (le Monde du 15 septembre 1989). Cette chaîne thématique, ensermée aux entrées du monde, était la seule à ne pas être contrôlée par les trois grands câblo-opérateurs (Générale et Lyonnaise des eaux, Caisse des dépôts). Elle s'était heurtée à des propositions

discriminatoires ou à des refus lorsqu'elle avait voulu diffuser ses programmes sur les réseaux câblés de cet oligopole.

Parce qu'elle était dès 1989 le plus gros opérateur avec 40 % du marché, et parce que les expérimentations de TV-Mondes ont eu lieu sur ses réseaux, la CGT était un passage obligé pour TV-Mondes et elle est la seule société sanctionnée pénalement.

Mais le Conseil de la concurrence n'aboutit en rien les pratiques anti-concurrentielles des autres opérateurs : il a notamment enjoint à tous, éditeurs de chaînes comme exploitants de réseaux, de supprimer les clauses d'exclusivité qui aboutissent à donner des monopoles thématiques à des chaînes comme Canal 3 ou Planète. Et le Conseil demande à la direction de la concurrence de mettre sous contrôle l'ensemble du secteur de la télévision par câble et de lui faire rapport dans deux ans. Comme le dit pudiquement un conseiller du dossier, «la combinaison d'une forte concentration horizontale et d'une intégration verticale poussée restreint l'entrée sur ce marché».

En termes moins voilés, le trio des grands opérateurs est mis sous surveillance. Cela ne permettra pas forcément à TV Mondes, dont l'équipe s'est dispersée faute de travail, de renaitre de ses cendres. Mais cela entrouvre la porte à d'autres éditeurs potentiels.

M. C. L.

Antenne 2 veut équilibrer ses comptes en 1992

Le conseil d'administration d'Antenne 2, réuni mardi 10 décembre, a examiné le budget 1992 de la chaîne, qui prévoit un retour à l'équilibre pour la première fois depuis quatre ans, avec 57,3 millions de francs de résultat net. Cette estimation prend en compte 500 millions de francs de redevance supplémentaire (la moitié de ce que l'Etat a promis au service public) et des recettes publicitaires (1 431,8 millions) en hausse de 7,7 % par rapport à 1991. Pour cela, Antenne 2 table sur une audience moyenne de 22 % (un point de plus que cette année). Et elle utilise un nouveau mode d'amortissement de ses programmes (deux tiers seulement à la première diffusion). Avec ce mode de calcul, la perte nette de 1991 s'élève à 74,3 millions de francs. Elle est en revanche de

424,3 millions de francs avec l'ancien mode de calcul des amortissements, contre 369 millions budgétés. Différence qui s'explique par le coût du plan social, dont les dirigeants de la chaîne estiment qu'il est en bonne voie. «Nous produisons plus que nous consommons», se réjouit M. Hervé Bourges, PDG d'Antenne 2 et FR3.

Les économies prévues en 1992 sur la fonctionnement (152 millions de francs) et les nouvelles ressources seront prioritairement affectées aux programmes, dont l'enveloppe passera de 1 614 à 2 117 millions de francs. Les sports aussi verront leur budget augmenter de près de 90 millions de francs, alors que l'information baissera de 50 millions, essentiellement à cause des suppressions d'emplois.

Après l'effondrement de l'empire Maxwell

Le «Daily News» est menacé de disparition

La cour d'appel de Londres a provisoirement rendu à M. Kevin Maxwell le passeport qui lui avait été retiré par une haute cour de justice, afin qu'il puisse se rendre, mardi 11 décembre, à New-York dans le but d'assister à une réunion de crise au quotidien new-yorkais Daily News, acheté par son père en début d'année. Les biens personnels de M. Kevin Maxwell, apparemment plus impliqué que son frère dans la gestion frauduleuse des caisses de retraite du groupe, ont été gelés, à hauteur de 450 millions de livres (4,5 milliards de francs).

NEW-YORK

de notre correspondant

«Nous avons les moyens financiers de faire face à toute obligation qui surviendrait dans un proche avenir et le journal n'est pas à vendre», ce début de ces propos qui se veulent rassurants, M. Kevin Maxwell s'est tenu lors de la conférence de presse réunie vendredi 6 décembre dans les locaux du quotidien new-yorkais racheté en mars par son père après une longue grève de près de six mois. La veille, le Daily News (800 000 exemplaires quotidiens) était principalement placé sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites.

Cette disposition permet à la direction, assurée actuellement par l'un des deux fils de Robert Maxwell, de geler le paiement de ses dettes tout en bénéficiant d'un délai de cent vingt jours, généralement reconduit, pour présenter un plan de réorganisation et sortir éventuellement de la loi sur les faillites. Mais la situation financière du quotidien est tellement tendue que, selon des sources proches de l'industrie de la presse et des analystes spécialisés, le journal aura beaucoup de mal à tenir au-delà du début de l'année prochaine.

D'après les informations fournies par M. Kevin Maxwell (lequel,

après avoir eu le courage d'affronter les journalistes new-yorkais et les syndicats de l'entreprise, a refusé de répondre à toute question concernant les reproches d'escroquerie maintenant adressés à son père), le quotidien dispose de 7 millions de dollars en trésorerie et de 17 millions de créances disponibles alors qu'il lui faut trouver 6 millions de dollars par semaine uniquement pour payer le papier d'impression.

Une remise à flot plus coûteuse que prévu

La remise à flot du quotidien a été apparemment plus coûteuse que prévu, puisque les 60 millions de dollars reçus du précédent propriétaire, la société Tribune Co., ont été insuffisants et que la famille Maxwell a dû réinjecter 20 à 25 millions de dollars supplémentaires dans l'entreprise depuis mars, a-t-il indiqué.

M. Peter Kalikow, le propriétaire du New York Post, a démenti tout intérêt pour son concurrent direct le Daily News. Il est vrai que M. Kalikow, un promoteur immobilier converti sur le tard dans la presse et qui est sous le coup d'une faillite personnelle, n'est guère en meilleure posture. A l'heure actuelle, la ville de New-York dispose de trois quotidiens de format tabloïd (le troisième étant le New York Newsday) et du New York Times, lequel a récemment fortement renforcé son cahier sur la vie métropolitaine. Dans la perspective de la disparition du Daily News ou du New York Post, assurent les spécialistes.

SERGE MARTI

«Ville Lumière» pour illuminer les banlieues

L'air des banlieues rend-il «solitaire»? Tel est le pari que fait M. Emile Malet, directeur de la revue Passages, qui lancera jeudi 12 décembre Ville Lumière, un nouveau mensuel consacré à la manière dont les jeunes des banlieues et quartiers en difficulté se prennent en charge. Ce nouveau magazine n'entend pas se limiter au sort des dévotés. Sans gommer les problèmes spécifiques des marges de la ville, le ligne rédactionnelle entend mettre en lumière «toutes les innovations et cette formidable capacité inventive et vivante qui se meut à nos portes».

Le premier numéro comprendra un entretien inédit d'Yves Montand avec des jeunes des banlieues, un reportage sur l'aventure entrepreneuriale de chômeurs de la banlieue nord de Marseille ou la création d'un restaurant par les femmes d'une élite de Saint-Denis. Parmi les partenaires qui ont choisi d'accompagner M. Malet au plan financier, on trouve la Fondation de France, le Fonds d'action sociale, le Comité français d'éducation pour la santé, ainsi que divers institutionnels et collectifs locaux. Le premier numéro, tiré à cent mille exemplaires, sera vendu 10 francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

3^e complément au prospectus de COBEFIN dans le cadre de l'offre publique d'achat contre espèces de l'ensemble des actions ordinaires et AFV de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme.

1 • Par décision rendue le 4 courant, le Tribunal de Commerce de Bruxelles a considéré que «par l'acquisition originaires de titres WAGONS-LITS, en juin 1990 (cession actions G.B.L. à S.G.B., opération qui fut logée dans COBEFIN), le contrôle conjoint fut conféré à ACCOR, COBEFIN et SOFITOUR, ces sociétés, en raison et par le canal de leurs actionnaires internes respectifs, ayant convenu entre elles, à cette même époque et/ou postérieurement, d'exercer ensemble le droit de décider des principales orientations de WAGONS-LITS et ce par l'exercice du pouvoir de gestion» (page 37 du jugement).

ACCOR et COBEFIN ont décidé d'interjeter appel de ce jugement dans les tout prochains jours. COBEFIN et ACCOR réitèrent en effet ce qui, dès l'abord, a été déclaré et confirmé dans le prospectus de l'O.P.A.: aucune convention, sous quelque forme que ce soit, en vue d'un contrôle quelconque de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme n'a existé ou n'existe. Il est connu que la Société Générale de Belgique a fait la même déclaration.

2 • Par ailleurs, il est rappelé aux actionnaires que, comme précisé dans le deuxième complément au prospectus du 30 novembre, si une décision coulée en force de chose jugée et non susceptible de recours confirmait en tout ou partie le jugement du 04.12.1991, le bénéfice de la somme complémentaire, par rapport au prix de l'O.P.A., qui serait allouée par une telle décision, serait étendu à tous les actionnaires qui se trouveraient dans une situation similaire à celle des bénéficiaires de cette décision.

3 • En conséquence, si une telle décision confirmait en tout ou en partie le jugement du 04.12.1991, le bénéfice de la somme complémentaire serait étendu à tous les actionnaires qui auraient apporté leurs titres à l'O.P.A., sans qu'ils doivent introduire une procédure à cette fin, pour autant qu'ils se trouvent dans une situation similaire à celle des bénéficiaires de ladite décision.

4 • En ce qui concerne les actionnaires qui n'auraient pas apporté leurs titres à l'O.P.A., trois hypothèses sont à distinguer:

a) si une décision coulée en force de chose jugée et non susceptible de recours confirmait en tout ou en partie le jugement, le prix de 8.650 francs augmenté de la somme complémentaire le cas échéant allouée serait offert aux actionnaires qui se trouveraient dans une situation similaire à celle des bénéficiaires de cette décision et qui souhaiteraient vendre leurs titres;

b) si une décision coulée en force de chose jugée et non susceptible de recours confirmait en tout ou en partie le jugement, les actionnaires ne se trouvant pas dans une situation similaire à celle des bénéficiaires de cette décision ne pourront plus vendre leurs titres à ACCOR et COBEFIN;

c) si une décision coulée en force de chose jugée et non susceptible de recours reformait le jugement, les actionnaires qui n'auraient pas répondu à l'offre ne pourront plus vendre leurs titres à ACCOR et COBEFIN.

5 • En exécution de l'ordonnance rendue le 5 décembre 1991 par le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles, et sans préjudice à la contestation de la pertinence de celle-ci à tous égards, COBEFIN prolongera son O.P.A. en Belgique et aux Pays-Bas de dix jours bancaires ouvrables, soit jusqu'au jeudi 19 décembre 1991 à 17 heures.

L'O.P.A. sera ouverte en France également jusqu'au jeudi 19 décembre 1991 à 17 heures.

6 • Compte tenu de cette prolongation la date de paiement, prévue à la page 15 du prospectus, est reportée au mardi 31 décembre 1991.

7 • Conformément à la loi, COBEFIN confirme que le présent complément de prospectus a été approuvé par la Commission bancaire et financière le 05.12.1991 en application des articles 17 et 24 de l'arrêté royal du 8 novembre 1989 relatif aux offres publiques d'acquisition et aux modifications du contrôle des sociétés. Cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et des mérites de l'opération. COBEFIN rappelle qu'il existe un prospectus et deux compléments à celui-ci et que l'ensemble est disponible, en Belgique, aux guichets de la Générale de Banque et de la Banque Indosuez Belgique, en France, aux guichets de la Banque Indosuez et, aux Pays-Bas, aux guichets de Suez Kooijman N.V.

12/12/91

22. Le projet d'augmenter la TVA en Allemagne est contesté

24. L'augmentation du prix du pétrole a entraîné une hausse des prix à la consommation

BILLET

L'angoisse de la retraite

En plein bras de fer avec les professions de santé, M. Jean-Louis Bianco se prépare à affronter un autre dossier délicat : celui de la réforme des retraites. Dans les jours qui viennent, M. Robert Cottarelli (un ancien syndicaliste FO) qui, avec les membres de sa commission d'experts, a rencontré les partenaires sociaux, les retraités et les assureurs, lui remettra une série de propositions, conformément à ce qui lui avait été demandé en avril dernier, après la publication du Livre blanc du gouvernement Rocard. L'objet de cette mission est de « rechercher les voies d'une dynamique commune sur les adaptations souhaitables des régimes de retraite ». A priori, les enjeux paraissent clairs : M. Cottarelli sonde le terrain afin d'aider le gouvernement à prendre des décisions recueillant un consensus minimum. M. Bianco a indiqué sans ambiguïté que des mesures seront prises au cours du premier trimestre 1992.

Ce serait trop simple ! Lorsque M. Cottarelli aura remis ses conclusions — qui devraient notamment préconiser l'allongement de la durée d'activité exigée plutôt que de revenir sur le calcul de la pension sur les dix meilleures années — le ministre des affaires sociales sollicitera M. Bernard Brunhes, consultant et ancien conseiller de M. Pierre Mauroy à Matignon. Son rôle consistera à vérifier auprès des partenaires sociaux l'opportunité de mettre en œuvre des réformes... sur lesquelles on les a déjà interrogés. L'intention est parfaitement louable et ce luxe de précautions n'en paraît pas respectable. Mais M. Bianco ne serait-il pas, par hasard, le mieux placé pour ajuster des décisions susceptibles de ne pas provoquer l'hostilité des syndicats ? Alors que la plupart des partenaires étrangers ont pris le taureau par les cornes, la France tourne en rond autour du dossier des retraites. Depuis quatre ans, les Français ont été gâtés. Outre les multiples rapports du Plan ou de l'INSEE, ils ont eu droit à des états généraux, à un rapport du Conseil économique et social, à un Livre blanc émis qui a une mission d'experts. Tout se passe comme si les responsables politiques — actuels comme passés — étaient pétrifiés lorsqu'il s'agit de prendre des décisions. On peut comprendre cette sorte d'angoisse de la retraite. Il faut cependant rappeler que le dossier réclame une programmation de mesures équilibrées dans le temps, et que des décisions brutalement prises, bien sûr, qu'on laisse dériver les finances de l'assurance-vieillesse et que l'on découvre un beau jour qu'il n'existe pas d'autre solution que de trancher dans le vif.

JEAN-MICHEL NORMAND

En raison de la mauvaise conjoncture boursière

La mise en vente de 2,3 % du capital d'Elf-Aquitaine est reportée

Le ministère de l'économie et des finances a annoncé mardi 10 décembre en fin d'après-midi le report de la mise sur le marché de 2,3 % du capital d'Elf-Aquitaine en raison de la mauvaise conjoncture boursière.

« Si les conditions du marché le permettent », cette petite phrase glissée dans la publicité annonçant la mise en vente des titres d'Elf-Aquitaine n'a pas été vaine. A la veille du démarrage de l'offre publique de vente (OPV), alors que le prix de l'action devait être annoncé, les pouvoirs publics ont préféré reporter l'opération. « Dans le contexte actuel, en France et à l'étranger », M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a décidé de différer le projet de cession par l'Etat de titres Elf-Aquitaine, dont le principe a été rendu public le 13 novembre dernier, indique un bref communiqué de Bercy.

Plusieurs éléments n'ont sans doute été à l'origine de ce report. Le principal est, bien sûr, l'accélération de la dégradation des marchés boursiers depuis la mi-novembre et plus particulièrement de celui de la France. Depuis un mois, le mouvement de baisse des cours est plus fort dans l'Hexagone (-11 %) qu'au Japon (-8,4 %), aux Etats-Unis (-6,3 %), en Grande-Bretagne (-6,4 %), en Allemagne (-4,3 %). La « sinistrosité » qui a gagné les investisseurs s'est aussi

répercutée sur deux récentes introductions en Bourse : le groupe privé Christian Dior et le Crédit local de France (CLF) grâce à une « privatisation partielle ».

Dans ces deux cas — privé et public — le placement des titres, qui étaient pourtant peu nombreux, a rencontré un succès modeste bien que les prix proposés aient été revus à la baisse : 410 francs pour le groupe de luxe de Bernard Arnault et 210 francs pour l'établissement financier public. Ce niveau n'a pas empêché les cours de Christian Dior d'amoindrir une descente vertigineuse. En l'espace de quatre séances de cotation, la première ayant eu lieu jeudi 5 décembre, cette action a perdu 12,7 %, tombant à 358 francs. Pour le CLF, la première cotation était attendue mercredi 11 décembre au moment où aurait dû débiter l'OPV d'Elf-Aquitaine. Dès les premiers échanges, l'action CLF plongeait, perdant 7,3 % dans la matinée à 194,60 francs.

Cette conjonction de dates n'est sans doute pas non plus étrangère au report du placement des titres du groupe pétrolier. S'ajoute à cela la baisse de 14,3 % des cours d'Elf-Aquitaine entre le 13 novembre date de l'annonce de la mise sur le marché de 2,3 % de son capital (308,70 francs), et le 10 décembre, jour du report de cette initiative (350,40 francs).

Pour espérer réussir cette opération, les pouvoirs publics auraient

dû proposer un prix de mise en vente sensiblement inférieur à la dernière cotation. Cette décision comportait alors un risque économique et politique. Non seulement cette privatisation partielle aurait apporté au budget moins que les 2,3 milliards de francs espérés, mais de plus elle aurait permis à l'opposition de retourner aux socialistes leur accusation de « bradage des entreprises publiques ». Pris dans la tourmente du krach d'octobre 1987, la privatisation de Suez n'avait pu être décalée, l'opération ayant été lancée juste avant. En revanche, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie d'alors, annonçait le report de la privatisation de l'UAP pour plus tard, ainsi que celle de Matra. Celle du groupe de M. Jean-Luc Lagardère se déroula en janvier 1988 dans un environnement déprimé. Cette privatisation partielle fut alors critiquée pour le faible prix retenu qui « lésait l'Etat ».

« Nous laisserons passer les fêtes de fin d'année avant de décider de la date de cette opération », avait affirmé M. Edouard Balladur le 12 novembre 1987, en parlant de l'UAP (le Monde du 13 novembre 1987). Ces propos pourraient être repris par M. Pierre Bérégovoy pour Elf-Aquitaine. Avec pour seule différence que la privatisation de la première compagnie d'assurances française n'a jamais été réalisée, en raison du changement de gouvernement.

DOMINIQUE GALLOIS

Le second volet du plan global PME-PMI

Le gouvernement retient neuf mesures pour encourager l'exportation

Le gouvernement devait annoncer mercredi 11 décembre au conseil des ministres une série de mesures destinées à soutenir le développement international des petites et moyennes entreprises. Peu révolutionnaire dans son contenu, ce plan vise surtout à faciliter l'accès des PME-PMI aux multiples organismes et procédures d'encouragement à l'exportation.

Des neuf principales mesures élaborées par les services du ministère de l'industrie et du commerce extérieur, on ne retient ni bouleversement ni innovation majeure.

Portant du principe qu'il ne s'agit pas de complexifier un dispositif de soutien qui était déjà suffisamment, les pouvoirs publics ont décidé, dans la lignée de la Charte nationale de l'exportation signée sans le gouvernement Rocard en 1989, de faire porter l'essentiel de leurs efforts sur la clarification et l'accessibilité des procédures existantes. Le plan ainsi arrêté, qui constitue le second volet du dispositif PME-PMI annoncé par M. Edith Cresson en septembre dernier (le Monde du 17 septembre), s'est fixé trois objectifs : simplifier, informer et adapter.

L'unification des procédures de garantie des investissements contre

le risque politique est la principale mesure de simplification. Elle était réclamée de longue date par les dirigeants de petites et moyennes entreprises. Elle a été naturellement retenue par le GEM (groupe d'études et de mobilisation) PME-PMI qui a largement participé aux travaux. Jusqu'à présent, en effet, deux organismes, la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) d'une part et la BFCE (Banque française pour le commerce extérieur) d'autre part, proposaient aux entreprises une garantie leur permettant, contre versement de primes, d'être remboursés des pertes provoquées par des événements politiques intervenus dans le pays d'exportation. Désormais, prévoit le plan, les deux systèmes de garantie sont unifiés et la gestion du système est confiée à un guichet unique, la COFACE.

Intensifier la coopération

En matière d'information sur les mécanismes de soutien à l'export, il est également prévu d'intensifier la coopération entre les différents organismes de conseil (postes d'expansion économique, directions régionales du commerce extérieur, centre français du commerce extérieur, agence pour la coopération technique, chambres de commerce, etc.) qui fonctionnent sur l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne, en l'étendant prochainement aux Pays-Bas, au Portugal et au Japon.

Certains dispositifs globaux vont d'autre part faire l'objet d'un « ciblage » plus précis, en faveur des petites et moyennes entreprises. La meilleure prise en compte dans les budgets garantis par la COFACE des dépenses de formation et de recrutement a pour but d'encourager l'embauche de spécialistes export par les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 300 millions de francs.

L'assurance-protection simplifiée pour par ailleurs être redéveloppée après un an d'interdiction (contre deux auparavant) et son bénéfice est étendu aux PME-PMI dont le chiffre d'affaires est majoritairement par des sociétés de capital-risque. Le nombre de volontaires du service national en entreprise (VSNE) sera porté l'an prochain de 2 000 à 3 000. Le régime de provisions pour implantations commerciales à l'étranger est étendu à toutes les activités de services non financiers. Il n'est plus limité, bon CEE, à la première installation, sous forme de filiale.

ANDRÉ DESSOT

CAROLINE MONNOT

Dans la crainte d'une nouvelle crise

La pétrochimie européenne s'inquiète de l'affaiblissement de ses marges

La pétrochimie européenne est-elle menacée d'une crise aussi grave que celle qui l'affecta au début des années 80 et obligée pour survivre à s'amputer d'un tiers de ses forces ? La situation n'est pas encore aussi dramatique. Mais M. Bruno Wiltz, président du Syndicat français de la chimie organique de base (SCOB), a décidé, en présence de concurrents étrangers, de tirer la sonnette d'alarme.

Avec le ralentissement de la croissance enregistré dans le monde depuis deux ans, la production des oléfines et autres aromatiques (éthylène, propylène, butadiène, benzène, toluène, styrène, etc.) est en baisse de base de toute la chimie et des plastiques, plafonne, voire régresse légèrement depuis près de trois ans pour affluer 130 millions de tonnes.

En Europe, elle est d'une trentaine de millions de tonnes et d'un peu plus de 6 millions en France.

La situation ne serait en soi pas trop inquiétante si les marges s'étaient maintenues. Or elles se sont littéralement effondrées, pour retomber dès le troisième trimestre de cette année au-dessous des niveaux déjà très bas atteints en 1983, au cœur de la précédente crise. La chute n'est pas encore terminée et, d'après les dernières estimations, elles devraient être inférieures à 6 % du prix de vente début 1992.

Raison principale de cette situation : les surcapacités, résorbées vers 1987-1988, se sont reconstruites. Partout dans le monde, surtout en Asie, de nouveaux vapo-érateurs (unités de production d'oléfines) voient le jour. La Corée du Sud vient d'en lancer un autre de six en route, d'une capacité globale en éthylène voisine de 2 millions de tonnes. En Europe, continent jugé pourtant plus sage

par M. B. Wiltz en matière de surcapacités, des installations ont été soit agrandies (Exxon Chemical, à Port-Jérôme), soit créées ex nihilo (BASF à Anvers, BP Chemicals à Grangemouth, en Ecosse).

Les risques de délocalisation

La concurrence du Proche-Orient n'est pas non plus négligeable avec les unités saoudiennes. Si la récession se poursuivait, la plupart des pétrochimistes occidentaux et surtout européens se retrouveraient rapidement dans la rouge. La situation risquerait alors de devenir rapidement intenable sur le Vieux Continent avec le projet communautaire de taxation de l'énergie — la facture à régler pour le seul groupe Elf Aquitaine dépasserait 2 milliards de francs, — mais aussi avec le risque non négligeable d'une augmentation des importations de naphta (matière de base des vapo-érateurs), dont la pro-

duction pourrait diminuer en raison des modifications apportées aux installations de raffinage pour fabriquer davantage d'essence sans plomb.

Faudra-t-il comme au début des années 80 que la pétrochimie européenne sacrifie 30 % de ses capacités, soit dix-sept vapo-érateurs (elle en possède actuellement 51 avec ceux, obsolètes, d'ex-RDA) pour retrouver la santé ? Une santé qui resterait de toute façon assez précaire avec les risques de délocalisation des installations et de dépendance accrue pour l'approvisionnement vis-à-vis de l'étranger. En 1983, les industriels l'avaient juré, craché : « plus jamais ça ». Le seul espoir de détente sur le front de l'éthylène dans l'avenir immédiat pourrait venir d'un appel de consommation lancé à l'Est. Mais personne n'attend rien de concret avant 1995.

Concentration dans les laboratoires pharmaceutiques

Synthélabo lance une OPE sur Delalande

Synthélabo, filiale pharmaceutique du groupe L'Oréal, numéro un mondial des cosmétiques, a de l'appétit. Après avoir récemment racheté le laboratoire Delalande, il vient de lancer son dévolu sur Delalande (le Monde du 11 décembre). A la suite d'un accord conclu avec la famille Delalande, qui contrôle directement et indirectement 69,20 % du capital de l'entreprise, la firme lance une OPE (offre publique d'échanges). Elle propose de reprendre la totalité

des actions en circulation par échange de titres dans la proportion de 11 actions Synthélabo pour 3 actions Delalande. Cette opération a reçu l'accord des autorités boursières. Elle a déclenché la suspension des cotations tant des actions Delalande que Synthélabo.

Synthélabo ou un autre laboratoire... le rapprochement était inévitable. Né au début du siècle, Delalande n'avait vraiment commencé à prendre son essor qu'après la

seconde guerre mondiale avec des produits comme le Palfium (analgésique utilisé dans les cas de cancer), le Sorbitol et l'Hept-a-Myl, deux médicaments pour le foie toujours en catalogue.

Mais ce dépit des efforts menés pour se diversifier dans les traitements de l'estomac et du système nerveux central, malgré aussi une bonne implantation en Allemagne, le laboratoire n'avait jamais réussi à vraiment acquiescer une véritable dimension internationale. Son chiffre d'affaires, qui atteignait cette année 1,1 milliard de francs, et son bénéfice net (environ 65 millions de francs) sont bien insuffisants pour soutenir un effort de recherche devenu trop coûteux. Avec cette nouvelle acquisition, Synthélabo va passer à la vitesse supérieure.

La filiale de L'Oréal réalisera un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards de francs, qui va lui faire dépasser Servier, il y a peu troisième laboratoire français avec plus de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires et une part du marché national de 2,99 %, et s'approcher de SPECIA (groupe Rhône-Poulenc). Rappelons que dans le classement par laboratoire, Merck Sharp and Dohme (MSD), filiale française de l'américain Merck, est premier dans l'Hexagone.

A. D.

Le Trésor français finance le projet de privatisation des magasins Goum de Moscou

Le Trésor français a consenti un don de 2 millions de francs environ à la Ville de Moscou, qui a confié au Crédit commercial de France (CCF) une mission de conseil pour la privatisation de la chaîne de grands magasins Goum. L'accord entre le CCF, le cabinet d'audit BDA Deloitte et Touche, la Ville de Moscou et les grands magasins Goum devait être signé mercredi 11 décembre à Paris.

Goum, fondé en 1893, possède plus de 20 magasins sur la commune de Moscou, dont le plus vaste et le plus célèbre — classé monument historique — est situé sur la place

Rouge. Il y a quelques mois, l'entreprise d'Etat s'est transformée en société par actions, par la vente de titres au personnel. Le CCF, actif sur le marché du conseil en privatisation en Europe de l'Est (en Hongrie notamment), assistera les dirigeants du Goum dans l'évaluation des actifs et la véritable privatisation de l'entreprise, qui passera sans aucun doute par la vente d'une partie du capital à des investisseurs étrangers.

Goum a déjà passé plusieurs accords avec des partenaires occidentaux, notamment avec Christian Dior, Yves Rocher et Nina Ricci, qui

ont obtenu des concessions pour vendre leurs produits (en robes et en bijoux) dans l'enceinte des magasins. La véritable privatisation de la chaîne soulève de nombreux problèmes techniques et législatifs, notamment celui de savoir à qui, entre la société elle-même, la Ville de Moscou, la Fédération de Russie, voire l'ancienne Union soviétique, appartient véritablement les terrains et bâtiments.

Du côté de l'Etat français, il s'agit du premier financement d'assistance technique dans le domaine de la distribution dans l'ex-Union soviétique.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

Vient de faire paraître

- Leclerc, Intermarché et la grande distribution : restructurations ou impasse ?
- Les leaders de l'agro-alimentaire européens
- Les médicaments vendus sans ordonnance (OTC) en Europe
- Le marché mondial des réactifs et instruments de diagnostic in vitro
- La stratégie des 50 premiers groupes bancaires européens
- La stratégie des leaders européens de l'assurance
- La distribution des produits d'assurance
- Les sociétés de recouvrement de créances et de renseignements commerciaux
- Les acteurs de la communication en Europe
- La presse régionale en France
- La presse gratuite
- Les SSII face à la restructuration

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF - 23, bd des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49.24.90.50.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le difficile financement du déficit public

Le projet d'augmenter la TVA en Allemagne est contesté par les sociaux-démocrates

Les discussions qui ont lieu en Allemagne entre le gouvernement et l'opposition au sujet d'une commission dite de conciliation sur les projets de réforme fiscale n'ont donné lieu à aucun accord.

Le Parti social-démocrate (SPD) s'oppose notamment au gouvernement et à M. Theo Waigel, ministre des finances, qui projettent d'augmenter le taux normal de la TVA de 14 % à 15 %. Le SPD propose, lui, de reconduire la hausse de 7,5 % de l'impôt sur le revenu entrée en vigueur début juillet pour financer la réunification et qui en principe ne devait pas être prolongée l'année prochaine.

Ces divergences sont graves dans la mesure où elles posent en termes encore plus aigus le problème du financement de la réunification. M. Jürgen Möllemann, ministre allemand de l'économie, avait proposé que le taux de la TVA soit porté de 14 % à 16 %, ce qui aurait rapporté une trentaine de milliards de marks (environ cent milliards de francs). M. Waigel s'y était opposé et, début septembre, décision avait été prise de limiter à 15 % le relèvement au 1^{er} janvier 1993 du taux normal de la TVA ce qui, du même coup, mettait l'Allemagne en conformité avec les efforts d'harmonisation européenne (en juin dernier, la Commission de Bruxelles a fait accepter le principe

d'un taux normal minimum de 15 % pour la TVA dans la CEE).

Comment l'Allemagne pourrait-elle se passer d'impôts supplémentaires, sous forme indirecte (TVA) aussi bien que directe (impôt sur le revenu) ? Les déficits publics s'alourdisent en effet dangereusement. Si l'on cumule les besoins de financement de l'Etat, des Länder, des communes et des différents fonds (pour l'unification allemande, pour le règlement des crédits, pour l'œuvre de redressement de l'Est...), on arrive à quelque 150 milliards de marks cette année, soit 5 % du PNB (produit national brut) de l'Allemagne réunifiée.

200 milliards de marks d'investissements

Ce déficit, rapporté à la richesse nationale, est très important. A titre de comparaison, il est de 1,5 % en France. Mais surtout il ne semble pas pouvoir se réduire avant plusieurs années, les dépenses occasionnées par la réunification continuant de croître. Au cours d'un colloque sur l'Allemagne organisé en début de semaine par le Centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et l'Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées, des estimations de projets de dépenses ont été avancées : 50 à 60 milliards de marks pour l'électri-

cité et la même somme pour les chemins de fer et la poste, 60 milliards pour les routes et 12 milliards pour les transports publics locaux. Au total, plus de 200 milliards de marks d'investissements directs dans l'ex-RDA.

Le déficit public allemand, financé en grande partie par des emprunts, pourrait atteindre 200 milliards de marks, soit 7 % du PNB en 1992 et demeurer compris entre 4 % et 6 % jusqu'en 1994. Comme un quart seulement des fonds transférés à l'Est servent à l'investissement, les trois quarts restants alimentent sous diverses formes la consommation, le problème est de savoir si les déficits allemands n'auront pas à terme des effets pervers, voire catastrophiques. Les intervenants au colloque de la chambre de commerce n'ont dans leur ensemble pas été très optimistes à ce sujet, démontrant que la partie ouest de l'Allemagne allait continuer de s'enrichir et de se développer beaucoup plus vite que la partie est. Des taux d'intérêt élevés ne peuvent être « enrichissants » pour l'Allemagne et pour la communauté internationale que s'ils attirent du monde entier une épargne destinée à financer des investissements productifs, porteurs d'avenir, a-t-il été dit. Ils seraient préjudiciables si le taux d'investissement à l'Est restait faible.

ALAIN VERNHOLES

CONSOMMATION

L'étiquetage des aérosols sera amélioré

Un arrêté va obliger prochainement les fabricants d'aérosols à afficher clairement une petite flamme sur leurs étiquettes, symbole européen identifiant les produits dangereux, a annoncé mardi 10 décembre le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, M. François Douhin.

D'ici là, le ministre demandera aux distributeurs d'apposer des autocollants sur leurs stocks. « Il n'y a pas actuellement de bon gaz pour les aérosols », a rappelé le ministre car tous ceux employés à la place des CFC (1) sont inflammables.

Le ministre s'exprimait à l'occasion d'une journée consacrée à la sécurité du consommateur : un thème particulièrement important à la veille des fêtes, période au cours de laquelle les services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes multiplient les contrôles. Les accidents domestiques provoquent chaque année encore 22 000 morts, dont 700 enfants.

(1) Chlorofluorocarbones.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

AFFAIRES

Spécialisée dans le commerce des antiquités

La firme danoise Lind et Andreasen signe un contrat avec le musée de Saint-Petersbourg

COPENHAGUE

de notre correspondante

La firme danoise Lind et Andreasen d'Aarhus (deuxième ville du Danemark), spécialisée dans le commerce des antiquités, a signé avec le Musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg un contrat qui s'annonce prometteur : sa direction se propose de confier régulièrement meubles, objets d'art et tableaux en mauvais état aux ateliers de restauration du célèbre musée fondé par les tsars, qui disposent actuellement d'une équipe de trois cents personnes (artistes et artisans) hautement qualifiés et à même d'exécuter les tâches les plus diverses, de l'ébénisterie à l'horlogerie.

Il y a deux mois, les Danois, à titre d'expérience, avaient adressé à l'Ermitage un premier chargement comprenant cinquante-deux meubles endommagés, dont plusieurs en porcelaine, un cartel allemand du dix-huitième siècle, et une série de toiles. Cet ensemble vient de regagner le Danemark, à la satisfaction des deux parties en cause. Les travaux demandés ont été exécutés rapidement, de façon impeccable, et pour un prix plus qu'acceptable, qui n'a cependant pas été révélé. Au Danemark, les travaux auraient demandé plus d'un an et auraient coûté certainement plus cher.

Ce succès a amené immédiatement Lind et Andreasen à s'assurer

désormais le monopole des services de l'Ermitage pour toute l'Europe. En ces temps bouleversés, il y a quand même des choses qui semblent marcher assez bien dans l'ex-Union soviétique.

CAMILLE OLSEN

Selon Rexeco-Ipecode

L'amélioration de la conjoncture mondiale sera lente

La situation économique va s'améliorer lentement, la croissance mondiale se propageant depuis les biens de consommation et les services aux ménages - où elle est en cours - à l'ensemble des autres secteurs encore mal orientés comme les biens intermédiaires, les biens d'équipement et la construction, estime Rexeco-Ipecode.

Cet organisme de conjoncture proclame du patronat ajoute que l'économie française sortirait du marasme actuel avant la fin de l'hiver et que « l'économie prise globalement serait sur une tendance annuelle de + 2 % dès le printemps prochain ». Les comptes des entreprises s'amélioreraient, permettant d'espérer une reprise durable de l'investissement et de l'emploi.

(Publicité)

77 (SEINE-ET-MARNE) - FRANCE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT
VILLE NOUVELLE DE MELUN-SÉNART

77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX
Tél. : 60-63-90-22 - Fax : 60-63-13-03

AVIS D'APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES
AUPRÈS DES PAYSAGISTES ET BUREAUX DE PAYSAGE

Dans le cadre de l'aménagement de « l'Espace central » de la ville nouvelle, l'EPAMS lance un appel public de candidatures en vue de s'entourer des services de concepteurs paysagistes. En particulier, la réalisation du « lac de Sénart », d'une superficie de 40 ha environ, parait 3 millions de m² de travaux qui sont à mener en remblais sur un site de 100 ha environ, suivant un modèle qui convient de définir.

Objet de la procédure :

Définir, dans le cadre de missions exploratoires, concrétisées par des marchés négociés de définition (art. 313 bis du C.M.P.), ce que peut être la mission ultérieure de maîtrise d'œuvre (art. 314 bis du C.M.P.), pour la conception du modèle des terres extraites lors de l'excavation du lac et dans l'ensemble de « l'Espace central » (4 millions de m²).

- Les candidats sélectionnés auront à fournir, dans le délai de 1 mois, une esquisse de parti général et une note explicative.

- Proposer le cadre de la mission ultérieure : marché de maîtrise d'œuvre.

Les candidats désireux de participer à ce processus doivent faire parvenir à l'EPAMS un dossier complet constitué de la manière suivante (sous peine de non-prise en compte) :

- Une lettre de candidature ;

- Les références du candidat pour des opérations de « grand paysage » ;

- La description des moyens du candidat : humains et matériels (CAO-DAO) ;

- La liste des personnes avec c.v. qui assureront la mission ;

- Disponibilité des moyens du candidat au cours du 1^{er} trimestre 1992.

Pour tous renseignements, contacter D. Besson, paysagiste à l'EPAMS.

Réception des dossiers : Les dossiers devront impérativement parvenir à l'EPAMS avant le 31 décembre 1991 à 15 h 30, sous enveloppe

cachetée portant les mentions : « Candidature pour le paysage des abords du lac de Sénart »

NE PAS OUVRIR

DATE D'ENVOI AUX PUBLICATIONS HABITUÉES LE : 6 DÉCEMBRE 1991.

Le Monde
L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

Décembre
1991L'ÉCOLE AU SECOURS
DES BANLIEUES

L'école, dernier espoir pour les enfants des cités. Elle est souvent le seul service public présent dans les banlieues défavorisées. Le Monde de l'éducation établit le bilan des zones d'éducation prioritaire, qui ébauchent depuis dix ans des réponses originales aux besoins les plus criants.

D'une vision misérabiliste, l'école est en train de glisser vers une attitude plus ambitieuse.

Avec des témoignages d'enseignants qui travaillent sur le terrain.

Egalement au sommaire : La sélection de Noël pour les enfants : livres, bandes dessinées, musiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

REPORT DE
L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE
ELF AQUITAINE

La situation des marchés financiers français et étrangers ne permet pas que la cession par l'ERAP des titres ELF AQUITAINE, dont le principe avait été annoncé le 13 novembre dernier, puisse se dérouler actuellement dans des conditions satisfaisantes.

Par conséquent, il a été décidé que cette opération, qui devait se dérouler, sous réserve des conditions de marché, du 11 au 13 décembre prochain, serait reportée à une date ultérieure.

Dans la conjoncture actuelle des marchés, cette décision de report préserve les intérêts des actionnaires d'ELF AQUITAINE.

La Société est confiante dans sa stratégie qui repose sur :

- Un bon équilibre entre ses différents métiers ;
- Des performances techniques et économiques incontestées ;
- Une situation financière particulièrement solide ;

et qui lui permet d'envisager avec sérénité son développement pour les années futures.

Pour toute information sur la Société

N° VERT : 05.05.11.11

MINITEL : 30 10 CLIFF

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

• COMMENT CONCILIER ÉCOLOGIE ET PROSPÉRITÉ ? - Pages 18 et 19
N° 453 - 30^e année DÉCEMBRE 1991

LE MONDE

diplomatique

ALGÉRIE :
dernière chance
avant le chaos

(Page 12)

32 pages - 18 F
Algérie : 18 DA
Arabie Saoudite : 20 R
Belgique : 138 FB
Canada : 3,75 F C
Espagne : 272 PTA
USA (KVA) : 1,95 US
USA (KVA) : 1,95 US
Grèce : 100 GR
Abonnements : voir tarif page 7

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Sauvage, 75001 Paris Cedex 15

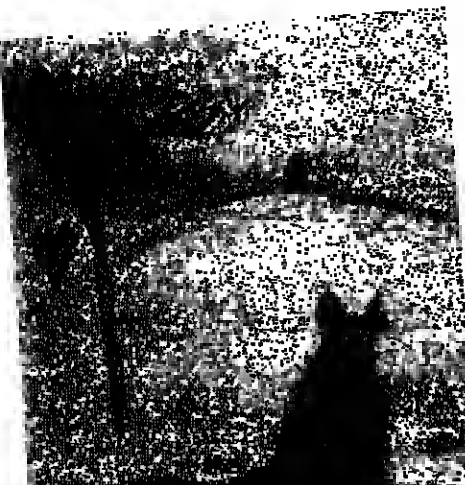
Paradigme yougoslave

Par IGNACIO RAMONET

Ceux qui en doutaient ont désormais sous leurs yeux des villes le paradigme yougoslave. L'exemple que la barbarie, cet animal de légende, survit encore au milieu de la civilisation moderne. En pleine Europe, à deux encablures de Venise.

L'humanité, la croûte, la fièvre des combats qui opposent Serbes et Croates, constituent et révoltent. Pourquoi cette guerre ? L'identité ? Le passé ? Mais les deux peuples possèdent tant de traits communs - tous deux sont slaves, chrétiens, parlent la même langue - qu'ils ont cherché durant des siècles, en luttant contre leurs ennemis extérieurs, à s'unir pour

sous le communisme. Alors que beaucoup s'effondrent dans le désespoir, la démocratie déçoit. Elle apparaît comme un leurre, pis, comme un obstacle. Constatant que son



MONTÉE DES HAINES ET DES EXTRÉMISMES

L'alibi perdu

Novembre noir, ou sombre époque ? Un électeur flamand sur cinq a voté pour l'extrême droite en Belgique ; les racistes allemands continuent de poignarder des Turcs ; en France, M. Le Pen peut rendre public un programme xénophobe sans provoquer de réactions populaires ; aux États-Unis, M. David Duke, ancien dignitaire du Ku Klux Klan, candidat au poste de gouverneur de Louisiane, a fié les 40 % de voix. Loin d'être un jeu de paille, cette exaltation des préjugés, de la haine, des fantasmes, qui parfois va jusqu'à l'abolition des génocides récents, voit son écho grandir au fur et à mesure que s'aggravent les crises économiques, financières, culturelles, morales. Vitupérer l'excès relève de la pieuse rhétorique si ne sont pas extirpées les racines du mal.

Par CLAUDE JULIEN

de France, un sondage révèle que le nombre de sympathisants du Front national est passé, en un an, de 18 % à 32 % (3). A Vienne, trois mille manifestants ont défilé en silence, sous la pluie, devant le monument aux victimes de l'Holocauste, mais 20 % d'Autrichiens souhaitent que l'accès des principales places, soit interdit, aux juifs, 31 %

DÉCEMBRE 1991

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

L'UKRAINE SI PROCHE DE MOSCOU ET DÉJÀ SI LOINTAINE

par Jean-Marie Chauvier. Comment les résultats du référendum sur l'indépendance de l'Ukraine risquent de bouleverser l'Europe et le monde.

LA POPULATION IRAKIENNE PUNIE PAR L'EMBARGO

par René Dumont. Pourquoi condamner un pays entier aux pénuries et à la misère ?

LES LOGIQUES CONTRADICTOIRES DU SOMMET DE MAASTRICHT

par Bernard Cassen. Parler d'une seule voix, mais pour quelle Europe ?

CITOYENS DE LA PLANÈTE

par Ignacy Sachs. Comment concilier écologie et prospérité ?

DÉMARRAGE DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

par Norman Birnbaum. Les partis américains confrontés à une vague de ressentiment populaire.

LE CHAGRIN ET L'EFFROI AU GUATEMALA

par Maurice Lemoine. Le terrible bilan des escadrons de la mort.

GÉRICAUT ET LA CRISE DE NOTRE TEMPS

par John Berger. Regarder le malheur en face.

« L'ŒIL DU CHAT »

de Maurice Pons. Un conte de Noël.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

Je m'abonne

ÉCONOMIE

REPÈRES

CONJONCTURE

Déficit des paiements courants américains au troisième trimestre

La balance des paiements courants des États-Unis est retombée dans la rouge au troisième trimestre 1991 en accusant un déficit de 10,5 milliards de dollars (plus de 56 milliards de francs). Les deux trimestres précédents avaient été en excédent, du fait des importantes contributions des pays alliés (35 milliards de dollars) à l'effort de guerre américain dans le Golfe. De juillet à septembre, les fonds versés par les pays alliés sont tombés à 4,6 milliards de dollars.

Le déficit commercial a fait un bond de 33 % à 20,5 milliards de dollars, contre 15,4 milliards au

deuxième trimestre. Cette forte ramontée du déficit commercial est due à une progression nettement plus importante des importations (+4,5 %) que des exportations (+0,3 %).

D'autre part, le président George Bush a affirmé mardi 10 décembre que la situation économique était « inacceptable » et a promis un « ferme programme » de relance. Celui-ci est attendu pour la fin janvier. M. Bush a souligné que si la croissance était faible, l'inflation était contrôlée et les taux d'intérêt à un niveau bas. — (AFP)

FISCALITÉ

L'ISF a déjà rapporté 5,9 milliards de francs pour 1991

L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a rapporté 5 977 mil-

lions de francs pour cette année selon des statistiques provisoires arrêtées au début de juillet par le ministère de l'économie et des finances qui précise que 144 084 déclarations ont été déposées. A la même date en 1990, l'ISF avait rapporté 5 713 millions de francs et avait donné lieu à 135 488 déclarations.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des contribuables vivant à l'étranger mais redevenant de l'impôt, qui bénéficient d'un délai supplémentaire pour s'acquitter de leur contribution.

Les statistiques du ministère de l'économie et des finances montrent que l'ISF reste très concentré : la région Ile-de-France compte plus de la moitié des redevables et acquitte près des deux tiers de l'impôt. Viennent ensuite la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Rhône-Alpes et le Nord-Pas-de-Calais.

SOCIAL

Mieux gérer les dépenses de santé

Lubersac expérimente l'hospitalisation externe à domicile

LIMOGES

de notre correspondant

L'hospitalisation externe à domicile (HED) peut-elle devenir une alternative au système classique d'administration des soins basé sur l'hôpital ? Des professionnels libéraux de santé ont obtenu des trois caisses de Sécurité sociale un accord pour expérimenter pendant trois ans le système. Un protocole et une convention-type sont approuvés par les deux parties ; il ne manque plus que l'approbation des conseils d'administration des caisses et la signature du ministre des affaires sociales pour qu'entre en vigueur une expérimentation en grandeur nature, qui sera l'objet d'une double évaluation, médicale et financière.

Quatre cantons français sont concernés : Lubersac (Corrèze), La Guiche-de-Bretagne (Ile-et-Vilaine), Villeneuve-de-Berg (Ardèche) et Arbois (Jura). L'hospitalisation externe à domicile, initiée à Lubersac pendant cinq ans avec le concours de la Mutualité sociale agricole, consiste en une prise en charge globale de la pathologie par les professionnels libéraux. Elle permet d'éviter dans nombre de cas une hospitalisation, grâce à un système de soins coordonnés administrés au domicile du malade ou de l'accidenté ; elle offre également une structure d'accueil

pour un retour précoce de l'hôpital.

Après avoir donné satisfaction aux malades, l'expérience « Lubersac santé » a dû être interrompue au début de l'année, faute d'une pérennisation de son financement. Une forte mobilisation de la population avait permis de reprendre la négociation avec la Caisse nationale d'assurance-maladie ; des études réalisées par l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) et par deux instituts ont montré que l'HED, efficace au plan des soins, coûterait 40 % moins cher qu'une hospitalisation classique.

Cependant, le petit nombre de

cas pris en compte à Lubersac n'a pas permis de tirer des conclusions fiables pour les statistiques. De même, les effectifs démographiques du canton (8 000 habitants) ne permettent pas de mesurer l'impact sur le nombre de lits libérés dans les hôpitaux les plus proches. « S'il y a une volonté politique, le dossier avancera », estime le docteur Anne-Marie Soulié, cheville ouvrière de l'association. Les professionnels de santé impliqués tiennent à maintenir une structure d'HED souple, « qui soit fonction du malade et non pas l'inverse ».

(Interim.)

NOMINATIONS

M^{me} Yannick Moreau directeur général adjoint à la SNCF

M. Jacques Fournier, président de la SNCF, a choisi M^{me} Yannick Moreau, conseiller d'Etat, pour occuper le poste de directeur général adjoint chargé des relations, sociales, de l'administration des services centraux et des affaires juridiques, en remplacement de M. Jean-François Colin, devenu directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). C'est la première fois qu'une femme occupe un poste au sein de l'état-major de la SNCF.

Née le 30 décembre 1945, M^{me} Yannick Moreau est diplômée de l'École nationale d'administration. Elle a commencé sa carrière au Conseil d'Etat en 1971. Elle a été chargée de mission au commissariat au Plan (1975-1978), conseillère technique pour les affaires sociales à l'Élysée (1981-1984), directrice du cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Éducation nationale (1984-1986) et secrétaire général pour l'administration du ministère de la Défense (1989-1991). Elle vient de remettre au premier ministre un rapport sur la maîtrise des dépenses de santé à l'étranger.

M. Alain Madec directeur financier de Total

M. Alain Madec vient d'être nommé directeur financier de Total, deuxième groupe pétrolier français. Il prendra ses fonctions le 1^{er} janvier prochain. Il remplacera à ce poste M. Jean-Pierre Halbron, qui s'apprête à prendre la direction du bureau parisien de la banque américaine d'investissement Warstein Perella.

Né le 14 septembre 1947, M. Alain Madec, inspecteur des finances, avait été nommé conseiller technique au ministère de l'Industrie à l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981. Il avait à ce titre participé aux discussions sur la nationalisation de Roussel-Uclaf, qui, finalement, n'eut jamais lieu. Président de Cif-Chimie International, il avait fait une entrée remarquée au directoire de Roussel-Uclaf comme directeur général dans la perspective de devenir président. Evénement, M. Madec était alors entré au comité exécutif de la Compagnie française des pétroles (devenue Total). M. Madec est actuellement directeur de la stratégie et de la planification chez Total.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL TRESORERIE

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION pour la rémunération de vos disponibilités

MISE A JOUR DES STATUTS

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 7 novembre 1991, a approuvé une mise à jour des statuts de la Sicav conforme aux dernières recommandations de la COB concernant la valorisation des titres de créances négociables.

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990-1991

Le Conseil d'administration, réuni le 7 novembre 1991 sous la présidence de Monsieur Robert Guérard, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1991.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 23 janvier 1992, de capitaliser la totalité du résultat de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN : + 9,26 %

(du 28.09.90 au 30.09.91)

Valeur de l'action au 30.09.91 : 2 291,72 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de sécurité, Ecureuil Trésorerie est une Sicav destinée à rémunérer la trésorerie des particuliers.

Dès son premier exercice, l'agence Standard & Poor's-A&P lui a attribué la note AAA, qui est son meilleur niveau d'appréciation. Cette notation confirme la rigueur des procédures de gestion, la qualité et la liquidité du portefeuille d'Ecureuil Trésorerie ainsi que la sûreté de son dépositaire (la Caisse des dépôts).

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE L'AMI FINANCIER

Alcatel Alsthom Electro Banque

Offre Publique d'Achat simplifiée par Alcatel Alsthom

portant sur les actions Electro Banque au prix unitaire de 380 francs valable jusqu'au 24 décembre 1991 inclus.

Cette offre, ainsi que celle relative à l'achat des bons de souscription au prix unitaire de un franc, a été approuvée par le Conseil d'administration d'Electro Banque.

Donnez dès à présent vos instructions à votre banque ou à votre intermédiaire financier.

Si l'opération permet d'obtenir les critères de radiation édictés par la réglementation en vigueur, la radiation de la cote officielle sera demandée.

Une note d'information conjointe aux deux sociétés, qui a obtenu le visa COB 91-485 en date du 5 décembre 1991 et qui a été publiée dans la presse financière le 9 décembre 1991, est disponible sur simple demande auprès des établissements financiers et auprès du Service de l'Information Financière et des Relations avec les Actionnaires (SIFRA) d'Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie, 75008 Paris, téléphone: (1) 42.561.561.

ALCATEL ALSTHOM

OCDE

COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT Efforts et politiques des Membres du Comité d'Aide au Développement RAPPORT 1991

Ce rapport met l'accent sur la dimension politique du développement participatif - renforcement des institutions démocratiques et gouvernementales - et sur le rôle fondamental du secteur privé. Il fournit une description détaillée des principaux efforts actuellement déployés par le CAD pour définir des stratégies contribuant à aider les pays en développement à jeter les fondations d'un développement participatif. Il présente les conclusions qui se sont dégagées de réunions que le CAD a tenues sur le thème du renforcement du secteur financier et du soutien en faveur du développement de micro-entreprises, deux conditions indispensables pour un progrès économique et social à large assise. Il contient une analyse complète des flux d'aide et des autres flux de ressources destinés aux pays en développement. (1991) ISBN 92-64-23593-0, 290 pages, F150 ... ex.

STATISTIQUES DE LA DETTE EXTERIEURE

Endettement et autres engagements des pays et territoires en développement, des pays d'Europe centrale et orientale et de certains pays et territoires à fin décembre 1990 et fin décembre 1989 (1991) ISBN 92-64-23588-4, 30 pages, F90 ... ex.

FINANCEMENT ET DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : ÉTUDE 1990 (1991) ISBN 92-64-23494-2, 216 pages, F150 ... ex.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES FINANCIÈRES ALLOUÉES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT : Versements/engagements/indicateurs économiques - 1986/1989 (1991) ISBN 92-64-03345-9, 356 pages, F275 ... ex.

LES EXPORTATIONS JAPONAISES DE CAPITAL ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ASIE (1991) ISBN 92-64-23484-5, 268 pages, F225 ... ex.

SYSTÈMES FINANCIERS ET DÉVELOPPEMENT : Quel rôle pour les secteurs financiers formel et informel ? par Dimitri Germidis, Denis Kestler et Rachel Meghri. (1991) ISBN 23472-1, 278 pages, F160 ... ex.

RÉTABLIR LES FLUX FINANCIERS VERS L'AMÉRIQUE LATINE, sous la direction de Louis Emmerl et Enrique Iglesias. Centre de développement de l'OCDE et Banque interaméricaine de développement. (1991) ISBN 92-64-23476-4, 170 pages, F130 ... ex.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE et supplément : gratuits ... ex.

Des données sur l'aide au développement, les ressources financières mises à la disposition des PVD, la dette extérieure des PVD, etc. sont disponibles sur disquettes ou bandes magnétiques et décrites dans le : CATALOGUE DES PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DE L'OCDE, Septembre 1991 gratuit ... ex.

Publications en vente à la Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Feuillet, 75016 Paris (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures) ou par correspondance en envoyant cette annonce accompagnée de votre titre de paiement ou Service des publications.

Organisation de Coopération et de Développement Économiques 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16



Centre d'Enseignement Scientifique et technique de pointe,
le Groupe E.S.I.E.E.
Ecole Supérieure d'Ingénieurs en
Electrotechnique et Electronique
recherche pour son département :
INFORMATIQUE

UN ENSEIGNANT-CHERCHEUR

- de Formation Ingénieur avec une expérience industrielle ou une thèse.
- Chargé d'enseignement et de suivi de projet en informatique matérielle (microprocesseurs, méthodologie de conception d'architectures, ...) Il exercera une activité de R & O en conception d'architectures matérielles (circuits intégrés spécifiques) au sein du Labo Intelligence Artificielle et Analyse d'Images.

Merci d'adresser votre candidature à M. le OUYEN
du Groupe E.S.I.E.E.
Cité Descartes BP 99
2 bd Blaise Pascal - 93162 NOISY-LE-GRAND
Tél : 45 92 65 17



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LE CNRS, PREMIER ORGANISME DE RECHERCHE FONDAMENTALE EN EUROPE, RECRUTE

Dans les disciplines de la physique, des mathématiques,
de la chimie, des sciences de l'univers, des sciences de la
vie et des sciences de l'homme et de la société,

645 CHERCHEURS

pour des laboratoires répartis dans toutes les régions.
Le recrutement se fait par concours
(niveau nouvelle thèse ou travaux équivalents)

Les dossiers sont à retirer au siège du CNRS et dans les délégations
régionales. Ils peuvent être déposés jusqu'au 14 JANVIER 1992.
La liste des 645 postes à pourvoir et les adresses des délégations
régionales sont accessibles sur
Minitel : 3614.SIG4 Rubrique POSTEL.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous au
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
SERVICE DU PERSONNEL

Bureau des chercheurs, boursiers et allocataires de recherche
15, QUAI ANATOLE-FRANCE - 75007 PARIS
Tél : 16 (1) 47-53-15-82 ou 47-53-11-76

OPÉRATEUR FINANCIER

Compagnie d'Assurance en plein développement

recherche un

OPÉRATEUR FINANCIER (H. ou F.)

30 ans environ, ayant 2 à 5 ans d'expérience
du marché obligataire

Pour

arbitrage et gestion actif-passif
sur un portefeuille de 20 milliards environ.

Poste basé à Paris. Formation d'actuariat serait un plus.
Salaire, selon expérience, de 250 à 300 000 F/an.

Merci d'envoyer CV et lettre manuscrite à

SOCAPI, Secrétariat Général

66, rue de la Victoire - 75009 PARIS

Établissement public à vocation financière
intervenant dans les pays en voie de développement
recherche pour son siège basé à Paris

UN CADRE EXPÉRIMENTÉ

qui sera chargé de la valorisation des ressources humaines
ou sein de la Division des études et des programmes de son
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES
Il aura notamment la responsabilité des domaines suivants :

- assurer la responsabilité du Plan, de formation continue et conduire
des études spécifiques dans le domaine des ressources humaines
(contenu de postes, rémunérations...);
- proposer une programmation annuelle et une planification de la formation
continue cohérente avec les besoins exprimés par les services et
le personnel de l'entreprise;
- mettre au point, notamment à l'aide de l'outil informatique, un système
d'analyse et d'évaluation des résultats;
- définir et proposer des programmes nouveaux et adaptés à l'évolution
des tâches de l'entreprise et de ses agents, et participer comme animateur
et comme responsable pédagogique aux actions de formation
développées par le service de la formation continue.

Les candidats devront faire preuve d'une large ouverture à la vie internationale
et d'une connaissance des problèmes du développement.

Bonne expérience de l'utilisation de l'outil micro-informatique (logiciels de
gestion, de création pédagogique, d'assistance à l'animation), et goût
du développement de cet outil.

Envoyer lettre de candidature + CV au :
MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8449

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

Établissement public à vocation financière
intervenant dans les pays en voie de développement
pour le financement de projets,

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Celui-ci aura pour mission de conduire l'instruction, l'évaluation et
le suivi des projets soumis au financement de l'établissement dans
les secteurs : INDUSTRIES ET MINES.

Il devra contribuer à la réflexion générale sur les méthodes d'intervention
dans ces secteurs et assurer tous contacts professionnels
nécessaires dans le cadre de ses activités.

Il devra être en mesure de proposer des solutions en vue d'améliorer
la gestion et le développement des entreprises étudiées.

Une formation d'ingénieur et une expérience professionnelle de
quelques années sont nécessaires pour réussir dans ce poste qui
implique des qualités de contact et de négociation, une disponibilité
pour des missions (essentiellement en Afrique), un intérêt marqué
pour les problèmes de développement ainsi qu'une bonne
connaissance des techniques d'évaluation économique et financière.

Une bonne maîtrise de l'anglais et si possible du portugais est
requise.

Envoyer lettre de candidature + CV au :
MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8450

15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

Établissement à vocation financière intervenant dans les pays
en voie de développement pour le financement de projets
recherche, pour son siège basé à Paris,

un AGRO-ÉCONOMISTE

Celui-ci aura pour mission :
de conduire l'instruction, l'évaluation et le suivi des projets
soumis au financement de l'établissement dans les domaines
suivants :

- Développement rural (agriculture, élevage).
- Restructuration de filières de production (cultures
annuelles).
- Aménagements hydro-agricoles.

Il devra en outre contribuer à la réflexion générale sur
l'adaptation des méthodes d'intervention dans le secteur
rural et assurer tous contacts professionnels nécessaires
dans le cadre de ses activités.

Une formation d'ingénieur agronome et une expérience
professionnelle de quelques années sont nécessaires pour
réussir dans ce poste qui implique des qualités de contact et
de négociation, une disponibilité pour des missions
(essentiellement en Afrique), un intérêt marqué pour les
problèmes de développement ainsi qu'une bonne
connaissance des techniques d'évaluation économique et financière.

Envoyer lettre de candidature + CV au MONDE PUBLICITÉ
sous n° 8442 - 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



Audit - Conseil - Expertise
Par leurs DIAGNOSTICS
ÉCONOMIQUES SOCIAUX
ET FINANCIERS,

nos 180 collaborateurs assistent
dans toute la France
les représentants du personnel
des principales entreprises
de l'industrie ou des services.

Aujourd'hui, nous recherchons pour
nos agences de Metz et de
Strasbourg (ouverture janvier 92)

CONSULTANTS (débutants ou 1^{re} expérience)

Ecole de commerce, Ingénieurs,
Sciences-Po., DEA économie ou
gestion.

Envoyer candidature complète
(lettre, C.V., photo) et préférences à :
Groupe Alpha
15, quai Félix-Maréchal
57000 Metz.

Paris

Bordeaux

Clermont

Grenoble

Lille

Lyon

Marseille

Metz

Nantes

Toulouse

GROUPE LEADER SPÉCIALISÉ EN BIENS D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON

RECHERCHE

DIRECTEUR SERVICES COMPTABLES

Le candidat, entre 35 ans et 45 ans, aura une formation
comptable supérieure (expertise) et une expérience
acquise en entreprise ou cabinet d'au moins 10 ans.

Dépendant directement du comité de direction, il aura
pour mission d'établir la comptabilité du Groupe avec
l'aide des services de l'entreprise.

Le poste à pourvoir se situe dans le sud de la France.
La rémunération annuelle se situera au niveau de
400 KF +.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo sous n° 8444 :
le Monde Publicité,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



Centre de Recherches d'Information
et de Documentation Notariales

JURISTE en DROIT de l'URBANISME

De formation universitaire ou équivalente, ayant
déjà acquis une expérience professionnelle, il
possède des connaissances approfondies et appli-
quées en droit de l'urbanisme.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions

LE MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8448
15/17, rue du Col.-P.-Avia
75902 Paris Cedex 15

L'AGENCE D'URBANISME DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON

recherche

Un Chargé d'étude - Architecte urbaniste - ayant 5 à 8 ans
d'expérience professionnelle dans l'urbanisme, notamment en
matière de conception de POS.

Il devra assurer l'évolution d'un secteur POS de l'agglomération,
y inscrire les projets urbains étudiés, et participer à l'élaboration
d'un nouvel outil POS informatisé.

Adresser les candidatures accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo à :

Monsieur le Directeur de l'Agence d'urbanisme
de la communauté urbaine de Lyon
B.P. 3129 - 69402 Lyon Cedex 03.

T R E S U R G E N T

Pour importante Société Aéronautique, nous recherchons

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Formation Electronique analogique. 2 à 3 ans d'expérience industrielle.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE MÉCANICIEN

5 à 10 ans d'expérience. Etudes et conception d'installation d'un banc

d'essais moteur. Rédaction des spécifications techniques détaillées pour

les dossiers de consultation des entreprises. Lieu de travail : Banlieue Sud.

TECHNICIEN BAC + 2 - BTS Bureaux d'Etudes ou DUT Génie Mécanique

25 à 35 ans. Expérience en projets d'ensembles, sous-ensembles

mécaniques et industrialisation (lisses). Connaissances en fonderie, CAO

appréciée (CATIA). Lieu de travail : Banlieue Sud.

Adresser CV et prêt à T21, 92 rue St Lazare - 75009 PARIS ou

124 téléphonez pour RV à François LAUTAN au +2 85 38 41

IMPORTANT B. E. T. RÉGION PARISIENNE recherche

JEUNE INGÉNIEUR STRUCTURE B. A.

Pour étude d'importants projets de BATIMENT.
Poste évolutif. Connaissances en informatique souhaitées.

Adresser lettre manuscrite + CV sous le N° 4025, à :
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ,
BP 229, 93523 Saint-Denis-Cedex, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE CAPITAL RISQUE recherche pour CDD ou stage à temps plein/6 mois,

INGÉNIEUR DÉBUTANT OU ÉTUDIANT DERNIÈRE ANNÉE ÉCOLE D'INGÉNIEUR

Formation : Centrale, Supélec, ENST, Mines, IDN...

Bonnes bases en électronique, passionné d'informatique, intéressé
par le financement et la gestion des entreprises.

Envoyer CV à Christiane Laborie
SOFINNOVA - 51, rue Saint-Georges, 75009 Paris.

Responsable service comptabilité-finances

Le Directeur Général d'un groupe Médico-Social important (12 Eux - 350 pers. - 80 MF
consolidés) cherche un(e) proche collaborateur(trice) pour gérer son développement dans
les activités semi-publics et privées. Le poste est basé à ANGERS.

Vos missions : - Animer l'équipe comptable (6 pers.)
- Défendre nos budgets auprès des financeurs
- Superviser l'ensemble de la comptabilité

- Gérer la trésorerie et assurer le contrôle de gestion.

Votre formation : Maîtrise de gestion ou A.E.S. + exp. ou autodidacte confirmé.

Merci d'adresser C.V. + photo + prétentions, sous réf. 4/1200/F à notre Conseil J.M. VIAU

CAPFOR - 9, rue Cécilien Port 49100 ANGERS.

Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AL - MARSEILLE - ANGERS - BRANCON - BOURGOGNE - BREST - CLUSE - LYON - NANTES - NICE - NOUVEAU - QUIMPER -

RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERSAILLES

MÉDIATION - CONSEIL

Société affiliée au Centre National de la Médiation
BILANS DE COMPÉTENCES & PROSPECTIVES DE CARRIÈRE

- C'est de l'Homme qu'il s'agit
de son évolution personnelle et professionnelle
- Et cet Homme, se construisant davantage lui-même,
construit en même temps davantage sa relation à l'Autre
et contribue ainsi à mettre en œuvre l'ensemble des relations sociales.
- Le médiateur est là pour faire naître et renaitre l'énergie de quelqu'un
la personnaliser, l'étayer mais sans s'y substituer
l'épauler, l'aider à trouver son meilleur rendement.

Le médiateur est un propagateur et un catalyseur
MÉDIATION-CONSEIL, 127, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris. Tél. : 44-09-03-53

Environnement et Commerce
des Déchets Toxiques
Association internationale de
défense de l'environnement
recherche :
une(s) chargé(e) de mission
pour empêcher l'importation
et l'exportation de déchets
dangereux vers et hors de la
France et de la Communauté
Européenne.
Expérience en activisme politique
et lobbying souhaitée.
Français et anglais
courants indispensables.
Nombreux déplacements
en France et en Europe.
Veuillez envoyer une lettre

Sous n° 8443 ad.

Monde Publika :
15-17, rue du Colonel P.../Avenue
75015 Paris.

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

H., 27 ans, bilingue angl.
DEA Dauphine, éco-finances, éco-
statistique, éco-politique / russe, éco-
assist. chambre de commerce
5-1611, stages Edithon,
qualité,
commerce générale ch. postes
sect. études éco., journaliste
éco. Direction générale comm.
d'entreprise. Très motivée.
Tél. : 40-38-12-03.

DIRECTEUR FINANCIER
français, 35 ans, bilingue, 15
ans de banque, 5 ans DAF.
PME service, été cotée en
éco. Direction générale comm.
Directeur contrôle
de gestion ou DAF
dans PME. 34-74-20-79.

H., 33 ANS, PROFESSEUR
français, 35 ans, bilingue, 15
ch. emploi angl. commerce
ou autre. FAX : 68-33-99-55.

pavillons

CLAMART, 3^{TE} VILLE
YVLA BEL AIR
TOISSAINS DE STAND,
4^{TE} ET 5^{TE} P. av. garage auto
Yverto, 100 m², 100 m², 100 m²,
Prest. haut de gamme,
PRIX EXCEPTIONNEL

40-93-4604

immeubles

PARIS XVII^E
DIRECT PITAIRE
BEL IMM. NEUF
Unrable immédiatement.
Pratations de GO STAND,
19 MF HT (appre + park.)
Urgent. 42-95-12-93

villagers

NEUILLY-PERONNET
VILLAGE, 5 P. 170 m²,
OCCUP femme 91 ans,
4 500 000 F. 45-31-51-19

MARLY LA VILLE
30^E PARIS NORD - RER CHATEL
Telle agréable pavillon sur 300 m²
de terrain, 100 m², 100 m², 100 m²,
bâin, sd, salon m l av, chemi-
né, Cuis. Garage, A l'épave un
pavillon de 100 m², 100 m², 100 m²,
marina, a de tns, c de eau, voir
AEL IMMOMESTYLE, 34-85-93-04

Courmay 1771, prox. Chelles
PAVILLON plain-pied
368 m² pav., 5-300 m², garage
3 v, cille, d'at, sd, avec ch
3 ch., w.c., s'elab., park, d
jout, 2 terr., belle, m², 22 m²
pavillon 19 h ou 2 week-end.

TERRAIN A BATIR
352 m² (16 m de fac., x 22 m)
400 000 FRANCS
Tel : 60-20-16-28
(parler 15 h ou le week-end.)

terrains

CALVI Inter-Com. Vd
9 290 m² constructible
(CCS 0,30 pour villa) 100
0,30 pour hôtel touristique
ou ann. 50 m² de 15 m², 5 m²,
le m², 120 m² m² m²,
particulier ou promoteur.
T. (18) : 1-43-42-20-54

**IMMOBILIER
D'ENTREPRISE**

DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démaréches et tous services
Permanentés téléphoniques
43-55-17-50

IVRY
Immeuble neuf
770 m² sur 1 étage
Parquetiers et boiseries
Restaurant d'entreprise
Parcings - métro - RER

I.T.I. 42-94-92-37

SIÈGE SOCIAL
Bureaux de
Démaréches C.C.-R.M.
S.O.C.E.C. SERVICES
CHIFFRES 47-23-15-47
NATION 42-41-81-81

selon de thé, pâtisseries
(meat) à Babou (Mareil),
4225, av. Hassan-II,
à côté hôtel Doreix.
Facilité de paiement, et
argent français ou marocain.
Contacteur au Maroc :
— Mlle de launay (Fou) 23-14 ou 401-69.
— M. Naj (Rabat) 770-46-68.
— en France : M. Farjallah 47-00-63-86 (répondreur).

COTES D'ARMOR
RÉGION ST-QUAY-PORTREUX
à côté, 10 mn mar.
— M. Le Gac, 200 m.
110 m² + grand appartement.
Prix très intéressant.
Tél. 06 15 1981 70-10-05.

MÉGÈVE
Vide MAGASIN 11 COMMERCIAL
pavillon, plain cert. ville
10 m de vitrine, 30 m² + 20 m²
s'éc. lot de com. 560 000 F
Loyer 8 000 F. Voir sur place
d'urgence. Tél. : 80-21-15-68

**ment nos annonceurs
le répondre à toutes
vient et de restituer
uments qui leur ont**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Type Surface/étage	Adresse de l'Immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'Immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'Immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
5^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES, IMM. NEUF cuis. équipée, 80 m², 2 ^e étage parking	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	11 000 + 720 6 000	3 PIÈCES 88 m², 1 ^e étage parking	126-130, rue Compans GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	7 100 + 610 4 047	3 PIÈCES 66 m², 4 ^e étage balcon parking	NEUILLY-SUR-SEINE 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	7 750 + 639 5 886
STUDIO 31 m², 2 ^e étage	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-70	4 850 + 382	4 PIÈCES 103 m², 2 ^e étage	44, rue de Bagnolet LOCARE - 40-61-66-10 Frais de commission	9 100 + 723 7 628	STUDIO S/JARDIN 40 m², 2 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 163, av. Charles-de-Gaulle LOCARE - 40-61-66-10 Frais de commission	4 000 + 606 3 680
8^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 60 m², rez-de-ch. cave	8, rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 49-03-43-64 Frais de commission	7 456 + 933 5 305	5 PIÈCES 128 m², 5 ^e étage	44, rue de Bagnolet LOCARE - 40-61-66-10 Frais de commission	11 500 + 974 9 500	3 PIÈCES 87 m², 1 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 5, rue du Général-Lemaire CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 830 + 500 6 907
9^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 997	3 PIÈCES 78 m², 1 ^e étage parking	24, rue Saint-Fargeau SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	6 207 + 1 162 3 749	4 PIÈCES 86 m², 1 ^e étage parking	PUTEAUX 6, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 200 + 953 4 484
13^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 85 m², 8 ^e étage	16, passage Foubert LOCARE - 40-61-66-10 Frais de commission	6 833 + 787 5 702	4 PIÈCES 89 m², 1 ^e étage cave	12, rue Ernest-Lefèvre AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 990 + 990 5 698	PAVILLON 4 PIÈCES 113 m² garage	RUEIL-MAJAL 20, allée Marcel-Jouhandeau AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	8 854 + 334 334
2 PIÈCES, IMM. NEUF 57 m², 4 ^e étage parking	34/38, rue des Peupliers GERER - 49-42-24-57 Frais de commission	6 400 + 510 3 648	77 - SEINE-ET-MARNE			2 PIÈCES 70 m², 4 ^e étage cave	SAINT-CLOUD 5, rue des Gîte-Ceps AGIFRANCE - 46-02-48-68 Frais de commission	5 938 + 2 011 4 436
2/3 PIÈCES 78 m², 1 ^e étage parking	27/29, av. Stephan-Pichon GCI - 40-16-28-70	6 800 + 1 570	MAISON 6 PIÈCES 180 m² garage	BOISSY-SAINT-GEORGES 29, promenade des Golfes SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	11 100 + 400 8 725	2 PIÈCES 52 m², 3 ^e étage cave parking	SAINT-CLOUD 2, square Sainte-Clothilde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 800 + 440 3 415
15^e ARRONDISSEMENT						4 PIÈCES 98 m², 1 ^e étage cave parking	SURESNES 16, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 730 + 1 310 4 789
4 PIÈCES 90 m², 7 ^e étage 2 parkings, 2 balcons	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 200 + 813 6 890	78 - YVELINES			5 PIÈCES 111 m², 10-11 ^e étages balcon, terrasse parking	PANTIN 31-33, avenue Jean-Louise LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	6 284 + 1 163 4 876
4 PIÈCES 78 m², 1 ^e étage poss. parking	17/19, rue Bausset CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 110 + 1 520 5 389	2 PIÈCES 49 m², 2 ^e étage cave parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42 bis, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 204 + 580 2 991	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
5 PIÈCES 144 m², 4 ^e étage cave	7, rue A.-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	18 000 + 1 600 11 383	3 PIÈCES 74 m², 1 ^e étage cave parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue de La Rochejacquin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 896 + 763 4 063	4 PIÈCES 88 m², 6 ^e étage parking	NOISY-LE-GRAND 16-16, promenade Michel-Simon AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission	4 154 + 961 3 172
5 PIÈCES 99 m², 6 ^e étage	188, rue de Javel LOCARE - 40-61-66-10 Frais de commission	9 135 + 1 800 7 655	PAVILLON 4 PIÈCES 93 m² garage	VILLEPREUX 2, impasse de Champépre AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	5 448 + 263 4 069	94 - VAL-DE-MARNE		
16^e ARRONDISSEMENT						4 PIÈCES 91 m², 3 ^e étage 2 balcons parking	LE KREMLIN-BICETRE 23-25, av. de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-14-55 Frais de commission	6 871 + 620 5 289
3 PIÈCES 72 m², 5 ^e étage parking, cave	27, rue Montevideo AGIFRANCE							

Le Monde

VOS RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 – 46-62-72-02

**CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE**

**PHENIX
GESTION**

AGF GROUPE DES
ASSURANCES
GENERALES
DE FRANCE

AG FRANCE
— GROUPE —
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



LOCARE

gerer
Le Service Immobilier



LOC INTER

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP



CIGIMO
GROUPE ET

LAGEVOA

SÉL

Cours relevés à 13 h 47

		Bureau	U.
--	--	--------	----

10/12

apartment 2

o : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

CULTURE

Grève et annulations de spectacles

Après le Châtelet, salle municipale (voir le Monde du 11 décembre), les quatre théâtres nationaux parisiens — la Comédie-Française, Châtelet, l'Odéon-Théâtre de l'Europe et La Colline, — doivent annuler les représentations prévues le 11 décembre, à la suite du mouvement de grève « générale et nationale » lancé par les fédérations des syndicats du spectacle (CGT, FO, CFTD et CGC) pour protester contre les modifications prévues au statut de travailleur intérimaire, notamment pour ce qui concerne le chômage. Le Théâtre de la Ville (également salle municipale) précise qu'il sera normalement ouvert. Dans les autres établissements publics de Paris et de sa région, seront en grève le Théâtre Renaud-Barrault, le Centre dramatique national de Gennevilliers, la Maison de la culture de Créteil. En revanche, le centre d'Aubervilliers, Théâtre de la Commune, le Théâtre des Amandiers à Nanterre et le Théâtre de la Bastille restent ouverts.

A l'Opéra-Bastille, les techniciens ont décrié la grève, cependant la direction se réservait jusqu'à mercredi 11 à 11 heures pour prendre sa décision. La situation dans les salles privées demeure incertaine, il est conseillé de téléphoner pour se renseigner. On sait cependant que Mogador annule la représentation des *Misérables*, et que par solidarité l'Orchestre de Paris ne donnera pas ce mercredi 11 le concert prévu salle Pleyel. A l'Odéon-Théâtre de l'Europe, les places vendues pour le *Temps et la Chèvre*, du mercredi 11 décembre, seront remboursées ou validées pour la représentation du vendredi 13 décembre à 23 heures.

« Le Voyage à Reims » ne sera pas joué au TCE

André Furno, directeur artistique de l'association de production « Opéra quatre étoiles », qui devait présenter au Théâtre des Champs-Élysées (TCE) le *Voyage à Reims* de Rossini du 20 février au 1^{er} mars 1992, confirme mardi, dans un texte adressé à l'AFP, sa décision irrévocable de ne pas produire ce spectacle dans cette salle. M. Furno apporte cette précision à la suite de la déclaration d'Alain Duval, directeur du TCE, selon laquelle, à la date du 9 décembre, aucune « annulation effective » ne lui avait été notifiée (le Monde du 11 décembre).

« Dès le 5 décembre, précise André Furno, le cachet de la poste faisant foi, « Opéra quatre étoiles » a notifié sa décision au théâtre par lettre avec accusé de réception. » Le Théâtre des Champs-Élysées remboursera les places vendues par correspondance par voie postale à la demande des abonnés, et celles vendues aux guichets le seront au TCE même, 15, avenue Montaigne 75008 Paris.

□ Evgeni Svetlanov à La Haye. — Le chef d'orchestre russe Evgeni Svetlanov, chef de l'Orchestre symphonique d'Etat à Moscou, a signé un contrat pour dix semaines de concerts par an avec l'Orchestre de la Residenz de La Haye. Il succédera à Hans Vonk, à compter du 1^{er} septembre 1992, pour une durée de quatre ans reconductible chaque année.

□ Mort de Bernice Abbott. — La photographe Bernice Abbott est morte le lundi 9 décembre dans le Maine. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans. Connue pour ses clichés en noir et blanc du New-York des années 30 et ses portraits de James Joyce ou Eugene Atget, Bernice Abbott était l'une des dernières représentantes d'une génération de grands photographes américains.

□ Djuri an Bataclan. — Chanteur et guitariste né à Budapest il y a soixante-sept ans, parlant dix langues, dont le yiddish, titulaire d'un doctorat de philologie, installé dans une cave de la rue des Canettes, Djuri fête ses trente ans de scène les 11 et 12 décembre à 21 heures, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire, 47-00-39-12.

□ Prix Elie-Faure. — Le prix Elie-Faure, dont le jury est présidé par le professeur Debray-Ritzen, a été remis le 10 décembre à Jean-Louis Ferrier, pour son livre *L'Avanture de l'art au XIX^e siècle* — écrit en collaboration avec Sophie Monneret, — aux Editions du Chêne.

□ Rectificatif. — Contrairement à ce que nous écrivions dans le Monde du 10 décembre, Véronique Cayla n'est pas présidente de la Vidéothèque de Paris, elle en est la directrice.

Naissances

— Jean-François et Christine MARY, née Jacob,

Olivia et Pierre-François, ont la joie d'annoncer la naissance de Alexis.

Paris, le 4 décembre 1991.

— Benoît et Dominique RIVERO, ses parents, M. et M^{me} Jean RIVERO, M. Pierre DARROUSSAT, ses grands-parents, Marie et Romane JORDA, sa sœur et son frère,

ont la joie d'annoncer la naissance de Olivier,

le 11 novembre 1991.

4, rue Charles-Gounod, 31200 Toulouse.

— Isabelle et Alexandre WOLFF, ses parents, Nicolas, son frère,

les familles BESSON, FARANDIS, LECLERCQ et WOLFF,

ont la joie d'annoncer la naissance de Pierre.

Paris, 10 décembre 1991.

« Le royaume de Dieu est à ceux qui sont comme les enfants », Marc, 10.

— On nous prie d'annoncer le décès de

André ALAMARTINE, inspecteur général honoraire de l'administration, officier des Palmes académiques,

survenu le 18 novembre 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année.

De la part de

Ses enfants,

Et de sa famille.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

AUTOMOBILE



850 VOLVO : de quoi surprendre

La 850 Volvo, annoncée voici près d'un an, va arriver en France au cours du premier trimestre 1992. Cette berlina à trois volumes (moteur, habitacle, coffre) se révèle à plus d'un titre intéressante malgré des lignes extérieures sans surprise. Il s'agit d'abord de la première « traction » de la marque dans ce type de gabarit. Elle comporte, ensuite, un moteur à 5 cylindres en ligne et 20 soupapes, en alliage léger et de conception très moderne (un groupe mécanique qui sera embarqué, à la demande, à bord de la future Renault huit de gamme qui seront distribués au printemps). Enfin cette luxueuse voiture, bien accrochée au bitume, révèle un comportement routier tout à fait nouveau pour une Volvo familiale.

Deux versions seront proposées. L'une baptisée GLT est dotée d'un 2.435 cm³ qui sort pour 11 CV fiscaux, 170 ch à 6 200 tours. L'autre, la GLT, a deux litres (1 984 cm³), fournit 143 ch pour 10 CV administratifs à 6 500 tours. C'est dire que dans les deux cas on n'a pas lésiné sur l'exploitation des ressources du groupe limité à 7 000 tours/moteur par un rapport d'alimentation.

La boîte mécanique à 5 vitesses ou la boîte automatique à 4 rapports avec programme sportif, économique ou hivernal, sont très compactes (35 cm de long) et bien que placées en bout de moteur, montées transversalement, ne

mettent pas en cause un brayage particulièrement favorable (10,2 mètres) pour un véhicule qui fait tout de même 4,66 mètres de long.

Autre innovation, le train arrière comporte des roues, sinon indépendantes du moins à mouvements verticaux indépendants et à effet auto-directionnel. On est en tout cas, loin des ponts rigides de tradition dans la marque et des sautelles moutonnées auxquelles les passagers placés à l'arrière, avaient droit. Ce montage du train apporte un confort à la route remarquable déjà assuré par un freinage (4 disques) sans faille (ABS en série) et une insonorisation de l'habitacle, très poussée.

Le siège du conducteur, tout comme le volant, est réglable en trois directions. La position de conduite apparaît, ainsi, excellente. Dans le domaine de la sécurité passive, on note la mise en place d'un système qui met en action, en cas de gros choc latéral et par conséquent, toutes les structures de la voiture. Ce qui peut paraître douteux de voir, mais doit, à la réparation de la caisse, coûter cher...

A ce propos, les 850 Volvo devraient être affichées à 159 000 francs pour la version de base et 170 000 francs pour la version 2.5 i (GLT). Une bonne position sur le marché, affirme la marque qui a investi quelque 16 milliards de francs dans l'affaire, études et usine (à Gand, Belgique) comprises...

C. L.

CARNET DU Monde

— M. et M^{me} Louis Bazin, ses enfants,

M. et M^{me} Marcel Bazin, M^{me} Aline Bazin, M. et M^{me} Alain Ducant, ses petits-enfants, Sandrine, Gaëlle, Pierre-Louis et Sarah,

ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Marcel BAZIN,

née André Lemagnan,

professeur honoraire,

survenu à Caen, le 30 novembre 1991,

à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 6 décembre, à Ouistreham (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès, survenu le 10 décembre, de

Roger CARCASSONNE-LEDUC,

compagnon de la Libération,

dont les obsèques seront célébrées jeudi 12 décembre 1991, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

Il né le 12 janvier 1911 à Margat (Ariège), Roger Carcassonne, alias Leduc, a appartenu à la Résistance intérieure en Afrique du Nord, où il a formé, dès juin 1940, des groupes actifs au service de la France libre à Londres. Il a notamment préparé la libération d'Alsace par les colonnes nord-africaines en novembre 1942, en étant responsable des liaisons avec les PC des éléments des forces alliées à terre. Décoré par le Général de Gaulle, Roger Carcassonne a ensuite organisé des missions spéciales contre les unités allemandes. Il a été fait compagnon de la Libération le 5 septembre 1945, au titre de capitaine dans la Résistance intérieure. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, il était commandeur de la Légion d'honneur.

— Dinard, Londres, Paris, L'Havre, Roscos.

M^{me} François Jan, son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François JAN,

à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le samedi 7 décembre 1991, à Dinard.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les journaux de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Simone Colas, son épouse,

Françoise Frisch, Frédérique Vico, Jean-Pierre Colas,

sont enfants,

Jean-Christophe Frisch, Anne Vico-Appas,

Marianne Frisch, Alexandre Vico,

Delphine Vico, Mathilde Colas,

Julie Colas,

sont petits-enfants,

Mario Peylet,

son arrière-petit-fils,

Dominique Vico,

Bernadette Colas,

Nano Peylet,

François Appas,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel COLAS,

le 3 décembre 1991.

— La présidente

Et les membres du collège de psychanalystes,

ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami

José ESPOSITO,

psychanalyste,

survenu le 8 décembre 1991.

Le service religieux aura lieu le jeudi 12 décembre, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de la Gare, 2, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ivry-sur-Seine, 44, avenue de Verdun (Val-de-Marne).

69, rue Dunois,

75013 Paris.

— Les amis de

José ESPOSITO

ont la grande tristesse de faire part de son décès, survenu à Paris le 7 décembre 1991.

Un service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e, le jeudi 12 décembre, à 13 h 45, où l'on se réunira, suivi de l'inhumation au cimetière parisien d'Ivry, dans la sépulture de famille, à 14 h 30.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les journaux de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} René Verger, son épouse,

Et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, de

Anna FABRE,

née Goldmann,

professeur, membre actif du GFEN,

collaboratrice du professeur H. Wallon.

Les obsèques ont eu lieu en toute intimité le 29 novembre.

7, impasse de Saint-Ouen, 75017 Paris.

— Paulette Jué-Verger, sa femme,

Jean-Paul Jué,

Catherine Copreau-Jué,

Pierre et Roseline Ceugniet-Jué,

sont enfants,

Sylvie et Michel Mechenin-Copreau,

Fabrice et Sophie Ceugniet,

sont petits-enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul JUÉS,

ingénieur principal

hom classe honoraire de la SNCF,

survenu le 7 décembre 1991.

— M^{me} René Verger, née Marie-Noël Fèvre, son épouse,

M^{me} Pierre Verger,

sa mère,

Mario-Pierre et Bruno Calmels,

Xavier, Laurence, Edith et Sibylle,

Etienne et Marie-Liesse Verger,

Antonia et Sabaya,

Sylvester Verger

et Claudine Leborgne, sa fiancée,

Elisabeth et Stanislas Huet de Grailly

et Gabrielle,

Béatrice et François Vauday,

Armand et Béatrice Verger,

Jean-Baptiste et Franco,

sont enfants et petits-enfants,

Les familles Bérardier, Martinet,

Fèvre et Bellier,

ont la douleur d'annoncer le décès,

avec le sacrement des malades, de

M. René VERGER,

survenu, le 7 décembre 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue de l'Eglise, Neuilly-sur-Seine, le jeudi 12 décembre, à 11 heures.

La messe sera dite par le Père Diart (S.J.).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} René Verger, président-directeur général de la société International Art Transport,

Et ses collaborateurs,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. René VERGER,

survenu le 7 décembre 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste, 1, rue de l'Eglise, Neuilly-sur-Seine, le jeudi 12 décembre, à 11 heures.

La messe sera dite par le Père Diart (S.J.).

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.

— M. et M^{me} Nazim Zouliouche et leurs enfants,

M. et M^{me} Samir Zouliouche,

M. et M^{me} Abderrahmane Zouliouche et leurs enfants,

M. et M^{me} Mohamed Madani et leurs enfants,

M^{me} Houria Beccouche et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

M^{me} Si-Ahmed ZOULOUCHE,

née Rabia Djanaoui,

survenu subitement le 10 décembre 1991, en son domicile, 97, rue Didouche-Mourad, à Alger.

Remerciements

— Le président,

Le conseil d'administration,

La direction et l'ensemble du personnel de la CGRCR (Caisse générale de retraite des cadres par répartition),

très sensibles aux témoignages de sympathie exprimés lors du décès de leur ancien directeur général honoraire,

M. Jean MENEVEUX,

adressent leurs plus vifs remerciements.

Anniversaires

— Françoise Rouleau,

son épouse,

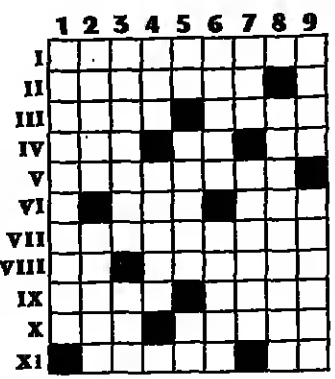
remercie tous ceux qui n'ont pas oublié

Raymond ROULEAU

de penser à lui à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5670



HORIZONTALEMENT

I. Un mot de trop. — II. Si elle n'a qu'un col, c'est parce qu'elle est figolée. — III. Pour un homme c'est du propre ! Sonne quand on part. — IV. Davies. Une grande plaine. Pronom. — V. Peut-être des compléments d'agents. — VI. Alimait les déguisements. Dernier demeure pour l'homme. — VII. Qui peut se laisser araser. — VIII. Le bout de la Suisse. Donner une bonne couverture. — IX. Fait un choix. Sa suppression est un délit. — X. Fit l'innocent. Entrai dans le jeu. — XI. Une ancienne capitale. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Le dernier bout d'une tartine. — 2. Se faire voir comme un ver. Un arrêt. — 3. Manipuler comme un chapelier. Grecque. — 4. Cri dans un crâne. On y faisait du théâtre. — 5. Adverbe. Est toujours un peu à la bourne. Note. — 6. Une attaque de coffre. Comme un très bon chasseur. — 7. Celui de la terre est apprécié. Croisés sur un drapeau inépuisable. — 8. Répartiteurs des cultures. — 9. Partie de la messe. Présentée comme une rose.

Solution du problème n° 5669

Horizontalement

I. Plagistes. — II. Auditeur. — III. Erasme. — IV. Rânel. — V. In. — VI. Modique. — VII. On. — VIII. Idée. — IX. Idée. — X. Ennévrés. — XI. Nudes.

Verticalement

1. Patrimoine. — 2. Lu. Enoncent. — 3. Aden. Off. — 4. Giration. In. — 5. Italique. Eu. — 6. Ses. Cursive. — 7. Tumb. Es. Ore. — 8. Era. Indes. — 9. Bornées.

GUY BROUTY

Militant anarchiste

Maurice Joyeux est mort

Maurice Joyeux, l'un des principaux animateurs de la Fédération anarchiste, est décédé le 8 décembre, à Paris, à l'âge de 82 ans, après avoir été atteint d'un cancer du pancréas.

Écrivain, polémiste, l'ancien ouvrier mécanicien Maurice Joyeux était une figure du mouvement anarchiste, auquel il avait consacré sa vie. Né le 29 janvier 1910 dans le dixième arrondissement de Paris, fils d'un militant socialiste mort à la guerre, il grandit à Levallois-Perret. Apprenti, il quitte sa famille à treize ans et entre en relation avec les anarchistes en 1927, au moment de la campagne en faveur de Sacco et Vanzetti, militants américains condamnés à mort. Adhérent de la CGTU, le syndicat dirigé par les communistes, il est arrêté en 1933 à l'occasion d'une manifestation et incarcéré à la Santé. À sa sortie de prison, trois mois plus tard, il rejoint le Secours rouge international et est de nouveau arrêté en juin.

Adopte des théories pacifistes de Louis Lecol, il déserte en 1940, ce qui lui vaudra, en 1942, une condamnation à trois ans de prison. Interné au fort de Montluc à Lyon, il s'en évade. À la Libération, il participe à la création de la Fédération anarchiste (FA). Collaborateur, puis gérant du journal *Le Libertaire*, organe de cette fédération, il est condamné à plusieurs reprises pour des articles d'inspiration antimilitariste. Fin 1950, il perd ses responsabilités à la FA à la suite de dissensions internes. Il sera exclu en 1952 - et ouvre une librairie à Montmartre. Après la disparition de la FA, il la recrée en 1956 et participe à la lutte contre la guerre d'Algérie, tout en critiquant le nationalisme du FLN.

Militant de la CGT-Force ouvrière dès sa création, en 1947, Maurice Joyeux y défend les idées anarchosyndicalistes, très présentes dans ce syndicat. Ami d'André Besson, d'Albert Camus, de Jean Casson, de Georges Brassens et de Léo Ferré, auteur de plusieurs ouvrages, dont des mémoires parus sous le titre *Souvenirs d'un anarchiste* (Le Monde des 8 août 1986 et 17 mars 1989), Maurice Joyeux animait la revue trimestrielle *La Rue*. Antimarxiste convaincu, il avait vu dans les événements de mai 1968 un « printemps de l'anarchie », mais avait regretté que la nouvelle génération, autour de Daniel Cohn-Bendit, n'ait pas trouvé de langage commun avec l'ancienne, dont il était lui-même l'un des principaux représentants.

P. J.

Au conseil des ministres

L'accord de Maastricht « est une victoire pour la France »

déclare le porte-parole du gouvernement

M. François Mitterrand a longuement commenté, mercredi 11 décembre devant le conseil des ministres, les résultats du sommet de Maastricht. Le président de la République devait s'exprimer publiquement à ce sujet le soir même en intervenant au cours du journal de 20 heures d'Antenne 2.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, a notamment déclaré en rendant compte des délibérations : « C'est une victoire pour la France, une victoire pour l'Europe, un bond en avant, sans doute le changement le plus important depuis l'adoption du traité de Rome en 1957 ».

Rapportant les propos du ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, le porte-parole du gouvernement, a ajouté : « Ces résultats sont spectaculaires et ils engagent l'ensemble européen à l'horizon de l'an 2000. Le mouvement vers la monnaie unique est désormais irréversible. La citoyenneté européenne crée un choc dans l'opinion, surtout dans la jeunesse. Être citoyen de l'Europe n'est plus un rêve, cela devient une réalité. A Maastricht est née aussi l'Europe sociale. La France la souhaite depuis 1981 et il aura fallu

un combat de dix années pour la voir se réaliser. Même si l'accord est intervenu à onze, et non à douze sur ce point, il s'agit d'un acte fondateur essentiel. Maastricht restera un événement de portée historique ».

Résumant également l'intervention du ministre de l'Économie et des Finances, M. Pierre Bérégovoy, le porte-parole du gouvernement a ajouté : « Sur cette lancée l'Europe est appelée à être la première puissance mondiale ».

Le conseil des ministres a également adopté trois projets de loi : le premier concerne les délais de paiement entre les entreprises ; le deuxième traite de l'accès à la profession d'expert-comptable et à la profession de géomètre expert ; le troisième est relatif à la conduite des inspections des forces armées conventionnelles en Europe.

M. Lang a d'autre part précisé, à la demande du ministre des Affaires sociales, M. Jean-Louis Bianco, que le gouvernement organisera l'année prochaine une campagne de prévention contre le sida auprès des jeunes. Il entend également des démarches pour aboutir à un dépistage systématique.

que. Tous les professionnels de la santé seront, notamment, invités à proposer à leurs patients un dépistage systématique et particulièrement aux jeunes en voie d'incorporation sous les drapeaux, aux futurs mariés, dans le cadre des visites prénuptiales, et aux femmes enceintes. Ces dépistages seront remboursés intégralement par la Sécurité sociale.

M. Cot réélut président du groupe socialiste européen. - Président du groupe socialiste du Parlement européen depuis juillet 1989, M. Jean-Pierre Cot (France) a été - difficilement - réélu à ce poste jusqu'à la fin de la présente législature. Le scrutin, organisé le 5 décembre à Bruxelles, a donné les résultats suivants : 116 voix sur 179 membres ; 79 voix « pour », 31 « contre », 4 abstentions et 2 bulletins blancs. En d'autres termes, le président des socialistes européens a été réélu dans ses fonctions avec moins de la moitié des parlementaires inscrits dans cette formation. - (Corresp.)

M. Juppé : la création d'une citoyenneté européenne est « inacceptable »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a estimé qu'il y avait « de bonnes choses » dans l'accord de Maastricht. L'ancien ministre juge cependant abusif de qualifier cet accord d'historique. Il considère comme « inacceptable » la création d'une citoyenneté européenne accordant droit de vote et d'éligibilité. Il déplore d'autre part qu'aucune attitude commune n'ait été prise face à la disparition de l'Union soviétique et au drame yougoslave. Le secrétaire général du RPR considère que la ratification de l'accord de Maastricht peut se faire par la voie parlementaire normale. Si un référendum est organisé, il faudra, dit-il, que les questions soient posées clairement et que « M. Mitterrand n'utilise pas tous les moyens pour redorer son blason à des fins de politique intérieure ».

P. J.

Des « peines de principe » requises au procès des fausses factures du Sud-Est

Le substitut Jean-Claude Marin a requis, mercredi 11 décembre, des « peines de principe » dans le procès des fausses factures du Sud-Est, dit « procès Urbat », devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Insistant sur le « paradoxe » qui voit les prévenus poursuivis « pour un million et demi de fausses factures non annulées, alors que la nouvelle loi permet aux entreprises de verser en toute légalité aux partis politiques des sommes infiniment plus importantes », il s'est refusé à requérir précisément un « quantum ». Il a laissé les peines à l'appréciation du tribunal, exigeant « fermement » le prononcé d'une sanction de principe à l'encontre des neuf préve-

nus, « cadres dynamiques sympathiques ou militants sincères, gens ordinaires qui ont commis ordinairement des actes quotidiens qui font glisser un état de droit en république bananière ». Il a requis ces peines « pour qu'enfin un peu de mauvaise conscience s'installe dans le cœur de ces hommes qui se satisfont tellement vite de ce credo : "On ne pouvait pas faire autrement" ».

Requérant des « peines de principe » équivalent en fait à requérir des peines avec sursis, alors que le trafic d'influence et la corruption reprochés aux prévenus sont passibles de peines d'un an à cinq ans de prison ferme.

EN BREF

■ AUTRICHE : le directeur d'un périodique nazi a été condamné à trois ans de prison. - Le directeur de la publication *Stieg* (« Victoire »), M. Walter Ochsenberger, a été condamné, mardi 10 décembre, par un tribunal de Bregenz, à trois ans d'emprisonnement pour propagation de l'idéologie nazie et, notamment, pour avoir nié l'existence des chambres à gaz pendant la seconde guerre mondiale. - (Reuters)

■ BELGIQUE : décès de Robert d'Hondt, dirigeant francophone du syndicat chrétien. - Le secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC) belge, Robert d'Hondt, est mort, mardi 10 décembre, à l'âge de cinquante-sept ans. - (AFP)

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre la pluie, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en confort. Garantie dix ans. Dévis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-57-18-18.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Place aux hommes

C'EST matin, coup de téléphone exaspéré d'un anpein, membre d'une association pour la libération de l'homme. Si, ça existe. Et ça mûrit. Ecoutez voir :

- Ah non ! C'est plus possible ! Ras-le-bol de toutes ces statistiques, de tous ces rapports. Aujourd'hui, l'OCDE y est encore allée du sien, pour dire quoi ? Devine un peu ! Les femmes, pauvres créatures, sont moins bien traitées que les mecs, sales machos. Boulot-métro-dodo, même topo. Ou on les exploite ou les viole ou on leur tourne le dos.

- Enfin, tu peux pas dire le contraire. Leur salaire est réduit d'un tiers. Leur journée est multipliée par deux, et leurs tâches ménagères s'ajoutent au lieu de se diviser.

- C'est ça ! Et la faute à qui ? Aux patrons et aux maris.

- Evidemment, oui !

- Non, mais tu te rends compte ? Depuis le temps que vous vous battez pour l'égalité des droits, ça fait quoi, plus d'un quart de siècle, en être encore là ! Moi, à votre place, au lieu de le crier sur les toits, j'irai me cacher, mort de honte.

- Ou'est-ce qu'on pouvait faire de plus ?

- Vous, rien. Vous êtes nuls. Nous, tout. On est supérieure, je regrette. Attends qu'on s'y mette, et on va vous les arracher, vite fait bien fait, vos droits de garde, vos jobs à mi-temps et vos places sur le banquette au restaurant !

- Et nos biberons et nos valiselles et nos caddies et nos fiches de paye, vous les voulez aussi ?

- Et emmène ! On veut tout pareil. En mieux. Et en plus. Être embauché parce qu'on est jeune et jol. Flammarier au lit sous prétexte que le gamin a le nez qui coule. Un congé de paternité n'est et après la naissance de nos bébés. Tiens, à propos, je te signale que les Costariciens ont déjà obtenu une demi-heure d'arrêt de travail pour allaiter leur petit.

- N'importe quoi !

- Je te demande bien pardon, il y a un détail que tu n'as pas dit. Et ça n'est qu'un commencement. Le combat continue. Ah ! Vous ne voulez pas sacrifier vos carrières pour élever vos enfants ? Eh ben, nous non plus, figure-toi.

CORÉE DU NORD

Le « révérend » Moon a reçu à Pyongyang un accueil triomphal

TOKYO

de notre correspondant

Après une percée en Chine et en URSS, le « révérend » Moon Sun-myong, fondateur de la puissante et très controversée Église de l'Unité, est parti à la conquête de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le chef de cette secte connue pour son anti-communisme s'est rendu du 30 novembre au 7 décembre dans ce bastion du stalinisme, où il a été reçu par le président Kim Il-sung, qui avait délégué un avion spécial pour l'accueillir à Pékín.

Diplomatiquement isolés et en quête d'assistance financière, les dirigeants de Pyongyang, adeptes d'un matérialisme scientifique revu à la lumière du « kimilsungisme », sont prêts à pactiser avec une secte dont la doctrine est certes bien éloignée du marxisme.

Stéoul, irritée par la diplomatie « paralysée » de M. Moon, conteste la légalité de sa visite à Pyongyang et a ordonné aux banques de suspendre les crédits aux entreprises qu'il contrôle. Lié au président assassiné Park Chung-hee, brouillé avec son successeur Chun Doo-hwan, M. Moon a opéré un retour en force en Corée du Sud à la faveur de la démocratisation entamée en 1988.

Originaire du Nord, M. Moon a reçu un accueil triomphal à Pyongyang, où il avait été arrêté en 1950 par les communistes pour « pratiques sexuelles licencieuses », dit la rumeur.

Résident permanent aux États-Unis, M. Moon fut impliqué dans le scandale du « Koragate », trafic d'influence qui défraya la chronique à Washington au milieu des

années 70, avant d'être arrêté pour fraude fiscale. Il se propose aujourd'hui d'œuvrer en faveur de la réunification de la Corée et surtout d'investir en RPDC. Allant des organes de presse (dont le *Washington Times*) à une multitude d'entreprises aux États-Unis et en Corée du Sud, son Église est un empire économique pesant des milliards de dollars.

PHILIPPE PONS

■ INDE : onze soldats tués dans une embuscade au Nagaland. - Dix militaires et le commandant d'un véhicule de l'armée indienne ont été tués, lundi 9 décembre, non loin de la frontière de la Birmanie, lors d'une embuscade tendue par des rebelles du Conseil nationaliste du Nagaland (NSCN, maïso). Il s'agit du premier fait d'armes important des rebelles nags, qui combattent pour la libération d'un État indépendant sur le territoire de l'actuel Nagaland et d'une partie du Manipur, depuis deux ans. - (AFP)

■ PAKISTAN : manifestations après le viol d'une sympathisante de M^{me} Bhutto. - Des milliers de femmes ont manifesté, mardi 10 décembre, dans plusieurs villes du Pakistan, pour protester contre l'agression perpétrée le 27 novembre contre M^{me} Vina Hayat, fille d'un éminent politicien proche de la Ligue musulmane qui gouverne, et sympathisante du Parti du peuple (PPP) de M^{me} Benazir Bhutto, première ministre destinée en 1990. Cet acte de violence aurait été commandité par des cercles proches de M. Jam Sadiq Ali, premier ministre de la province du Sind, traditionnel fief de la famille Bhutto. - (UPI)

LA CHINE ENTRE DEUX HISTOIRES SAMEDI 14 DÉCEMBRE 1991 COLLOQUE

Une journée pour parcourir la Chine avec la participation exceptionnelle de Francis Deron, correspondant du journal *Le Monde* à Pékin, et de Zheng Zi Ru, actrice de l'Opéra de Pékin. Programme animé par Richard Arz, directeur du service politique de RMC.

10 H A 13 H

"Culture et communisme"

avec Jacqueline Dubois, grand reporter,

Jean-Luc Domenach, Directeur du CERI,

Zheng Zi Ru, actrice de l'Opéra de Pékin.

Film, conférence, extraits d'opéra.



14 H A 17 H

"Derrière le rideau de bambou"

avec Francis Deron, du journal *Le Monde*, Yves Chevrier et Jean-Pierre Cabestan du CNRS,

Yann Leyne, photographe. Conférence, documents cinématographiques, extraits d'opéra.

Le colloque se tiendra au Café de la Danse, 5 passage Louis-Philippe (donnée dans la rue de Lappe), 75011 Paris (Ménilmontant). Réservations par téléphone au 40 26 21 95, retrait des billets à l'entrée. Participation : 100 F par personne (50 F pour les étudiants). L. 175 91

Le Monde

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

CES violons, ces batteries, ces choristes que l'on entend chaque jour à la radio, sur scène et sur les écrans, ce lion qui rugit pour vendre une « barre chocolatée », ces pas nocturnes qui cognent le pavé luisant d'un film à suspense, cette musique étrange, prisonnière des données numériques du disque compact, n'ont plus rien des sons « naturels » entendus jusque-là. Échantillonnés dans l'antre du disque dur d'un ordinateur, ils sont recomposés par un technicien-musicien au gré de son imagination. Le faux devient alors plus vrai que le vrai.

Il n'est pas jusqu'aux voix des monstres sacrés du cinéma parlant des premières heures qui ne soient reconstituées avec une minutie égale à celle que l'on met en œuvre pour fabriquer les puces électroniques et les circuits intégrés

sous l'oculaire d'un microscope. Cette révolution n'est pas seulement technique. Elle est aussi musicale et conditionne le quotidien des habitants de la planète. Ce siècle, dont les soixante-quinze premières années ont été d'une pauvreté déconcertante dans le domaine de la lutherie (les plus pauvres de toute l'histoire de la musique occidentale), vit de grands bouleversements dont on ne fait qu'entrevoir aujourd'hui ce qu'ils changeront dans la vie dès demain.

Cette mutation donne naissance à quantité de métiers de plus en plus spécialisés dont l'apprentissage se fait au rythme de l'apparition des techniques. La partition qui régnait entre les musiciens et les techniciens n'est plus qu'un souvenir auquel certains s'accrochent avec nostalgie.

Avant, la musique, la parole se répan-

daient dans l'espace, s'insinuaient dans l'esprit des auditeurs avant de retourner au silence. Elles n'avaient pas d'autre mémoire que celle du souvenir. Elles traversaient le temps grâce à l'imprimerie et à la transmission orale. Elles ne vivaient que dans l'éphémère. Les sons mouraient en naissant. Aujourd'hui, les acousticiens piègent les bruits, les annihilent pour inventer une architecture sonore qui flatte et rassérène nos sens. Notre époque enregistre, stocke, classe, gère, diffuse, vend le patrimoine sonore du monde. Elle conserve tant bien que mal ces millions de morceaux de temps volés au temps, les restaure, ne supportant pas l'oubli. Hier, aujourd'hui, demain bruissent de concert.

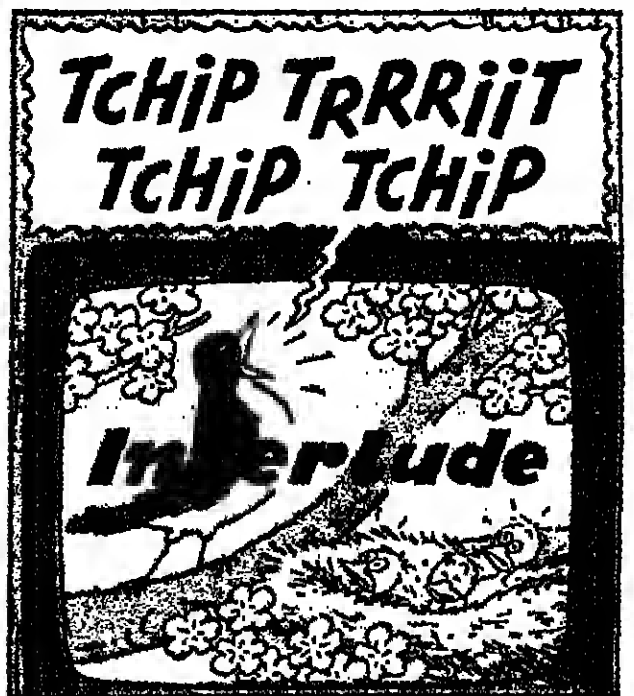
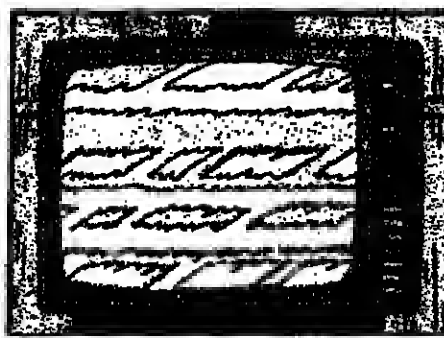
L'« atelier-exposition » organisé, jusqu'au 10 mai 1992, par la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette se veut un carrefour des technologies d'au-

jourd'hui et une ouverture sur celles du futur, un espace ludique où les visiteurs pourront imaginer, fabriquer, apprivoiser les sons qui, dans vingt ans, rythmeront leur vie, prêter leurs voix aux stars du 35 mm dans un atelier de post-synchronisation. Il se veut aussi vitrine vivante de tous les métiers qui touchent au son.

Et si le monde moderne était né de la rencontre d'un cylindre d'étain et d'une pointe d'acier reliée à un minuscule pavillon de métal? Thomas Edison se doutait-il, quand la première voix enregistrée par sa machine improbable s'élevait nasillarde dans son laboratoire, qu'il venait d'ouvrir une voie royale à une nouvelle civilisation, la nôtre? Tout a commencé, un jour de 1877, par une chanson pour enfant, Mary Had A Little Lamb. (Lire nos articles pages 34 à 37).

ALAIN LOMPECH

LES « MÉTIERS DU SON » A LA CITÉ DES SCIENCES DE LA VILLETTE



DANS LE CLUB FERMÉ DES STUDIOS D'ENREGISTREMENT

Ces messieurs de la famille

Ecrans vidéo, potentiomètres, claviers, cadrans en tout genre, la règle technique d'un studio d'enregistrement tient de la cabine de pilotage de l'Atribus. Même ambiance confortable, feutrée, studieuse, presque recueillie. Pourtant, la puissance du son qui sort des enceintes a de quoi vous plaquer contre le mur du fond. Dans le rôle du commandant de bord, l'ingénieur du son s'évertue à rester calme. A l'inverse, de l'autre côté de la vitre qui sépare règle et studio, les passagers-musiciens doivent « donner leur maximum ». Saisissant.

L'INGÉNIEUR du son triomphant, aux commandes de sa table de mixage clignotant comme un sapin de Noël, tient de l'imagerie d'Épinal. La réalité quotidienne de ce métier, miroir aux alouettes, est autrement plus complexe. Il y a, en France, une cinquantaine de studios d'enregistrement multipistes aux normes internationales (les trois quarts sont situés en région parisienne). Les ingénieurs du son de haut niveau forment donc une élite. On en dénombre, selon les sources, entre cent cinquante et deux cents. Avec un taux de renouvellement de l'ordre de 10 %, seule une petite poignée de postes sont à pourvoir chaque année. A ces studios remarquablement équipés et dont l'activité tourne essentiel-

lement autour du disque s'ajoutent près de trois cents structures de production de moindre importance, dont une bonne partie réalisent des prestations dans le cadre du son à l'image (vidéo, cinéma). Le nombre d'emplois global, secteurs public et privé confondus, passe alors à un millier de postes.

Mais la crise qui frappe de plein fouet l'ensemble de l'économie n'épargne pas le (petit) monde du son. La fermeture des studios Pathé-Marconi à Boulogne au mois de juin dernier marque la fin d'une époque. Les compagnies discographiques se séparant de leurs studios d'enregistrement, jugés trop peu rentables. Une exception cependant : ceux d'Abbey Road, propriété du groupe EMI, qui fêtent soixante ans d'activités soutenues, à jamais marqués par les années Beatles, Schwarzkopf et Menahin.

Les studios d'enregistrement sont donc aujourd'hui pour la plupart indépendants. Les structures de moyenne importance sont les plus touchées par le ralentissement économique. Les producteurs préfèrent s'adresser à des petits studios, au prix de journées très compétitif (moins de 3 500 F) et ne louer des régies performantes (8 000 à 12 000 F par jour) qu'au moment du mixage, en phase finale de production. Autre paramètre, la concurrence des « home-studios », ou studios personnels, installés chez soi dans un coin de salon ou de cuisine, commence à inquiéter les exploitants. Il est vrai que la technologie numérique n'est plus l'apanage des studios professionnels. La baisse des prix, la miniaturisation permettent de disposer chez soi d'outils dont les performances se rapprochent de celles des équipements professionnels. Le studio personnel d'Eric Serra (compositeur de la musique du *Grand Bleu*) ou celui de Vangelis (compositeur de la musique du film *Les Chariots de feu*) sont

dignes des grands studios professionnels. Disponibilité permanente, aucune contrainte de planning, le studio personnel et la prise de son en pantoufles ont de quoi séduire!

Difficile de dénombrer ces studios personnels, par définition discrets et voutés, a priori, à l'auto-production. Près d'un millier sont apparus aux États-Unis en l'espace de trois ans. Un phénomène aujourd'hui dénoncé par les patrons des plus grands studios américains, comme John Mac Lean (Rainbow Studios, Texas), qui voit là une concurrence déloyale. « Nous n'hésitons plus à poursuivre en justice les studios personnels qui ont des activités en dehors de leur cadre privé. Ils cassent les prix et sont d'autant plus concurrents qu'ils n'ont pratiquement aucune charge » (taxes professionnelles, charges d'employeur, etc.). Cette détermination n'a pas encore traversé l'Atlantique. Certains exploitants français, excités, caressent toutefois la même idée...

Autre tendance, le « studio sur roues ». Au volant du « Voyageur », un studio complet, ultra-moderne, installé dans un semi-remorque, Yves Jaget parcourt les routes d'Europe, de festivals en résidences secondaires louées le temps d'un album « au vert » : « Les musiciens apprécient de repousser les murs du studio, de jouer avec l'acoustique de lieux inédits, châteaux, cinémas, théâtres, églises, sites naturels, etc. » Le dernier album de Jean-Louis Murat (*Manteau de pluie*) a été en partie réalisé dans une ferme du Cantal, en pleine nature. Vent, pluie, aboiement, cloches, aléas du son live, s'intègrent parfaitement à l'album.

DENIS FORTIER
Lire la suite page 34

DISQUES	43
Le flamenco ou les mystères du « cante »	
DANSE	44
La chorégraphe belge Anne Teresa de Keersmaecker présente « Achterland » au Théâtre de la Ville	
Lire pages 38 à 42 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

CRUEL!



MOZART - COSÌ FAN TUTTE
Margiono - Ziegler - Steiger
Cachemille - van der Walt - Hampson
Royal Concertgebouw Orchestra Amsterdam
NIKOLAUS HARNONCOURT
"indispensable!"
André Tubeuf. DIAPASON



LES MÉTIERS DU SON

Les filières de formation

L'EUROPE de la communication étant en marche, les filières « son » se multiplient tout en tentant de se mettre au diapason du marché; la formation en France tente de combler ses retards et s'organise du secondaire au supérieur, de la fac aux écoles spécialisées. Deux branches d'activité à peu près définies coexistent: la création (production et diffusion) et celle qui se consacre depuis longtemps aux métiers du son liés à l'acoustique. Intégrée aux formations classiques d'ingénieurs, elle offre de nombreux débouchés.

La filière « création » est devenue un enjeu national. De nouvelles formations, hautement spécialisées, ajustent le nombre d'élèves aux impératifs d'un marché ne pouvant guère absorber qu'une trentaine de diplômés de haut niveau par an. Trois écoles prestigieuses (publiques) s'en chargent:

— L'École nationale Louis-Lumière prépare à un BTS et forme des techniciens haut de gamme dans le domaine de la photo et du cinéma. L'entrée se fait sur concours, le candidat doit avoir moins de vingt-huit ans et être titulaire du baccalauréat. De fait, plus de 90 % des élèves ont le niveau bac + 2. La scolarité est gratuite et dure deux ans. (7, allée du Promontoire, BP 22, Mennecy-la-Vallée, 93161, Noisy-le-Grand. Tél.: 45-92-23-33.)

— La Formation européenne des métiers de l'image et du son (FEMIS). Cette école allie, comme Louis-Lumière, la son à l'image. A la différence du recrutement (le niveau bac + 2 est exigé) s'ajoutant la durée de la formation, qui est de trois ans, et son « ouverture », puisque les étudiants ne s'y spécialisent qu'à la fin de la première année. L'enseignement est gratuit. (13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél.: 47-23-36-53.)

— Le Conservatoire national supérieur de musique de Paris (CNSMP) délivre, depuis 1989, un enseignement spécialisé dans le domaine du son, dispensé par le CNSM pour les disciplines artistiques et par le Conservatoire national des arts et métiers pour l'aspect technique. L'Institut national de l'audiovisuel (INA) assure, de son côté, les stages professionnels comme il le fait pour les techniciens

recrutés par Radio-France. Cette formation s'adresse à des élèves ayant une oreille musicale formée (solfège, harmonie), un niveau bac + 2, d'excellentes connaissances scientifiques. Elle dure trois ans et forme des « musiciens techniciens ». L'objectif est de produire des professionnels dont le niveau soit équivalent du *zomerister* allemand. Le CNSMP espère obtenir de la commission du titre d'ingénieur l'autorisation de délivrer bientôt un diplôme de « musicien ingénieur du son ». (CNSMP, 209, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél.: 40-40-45-45.)

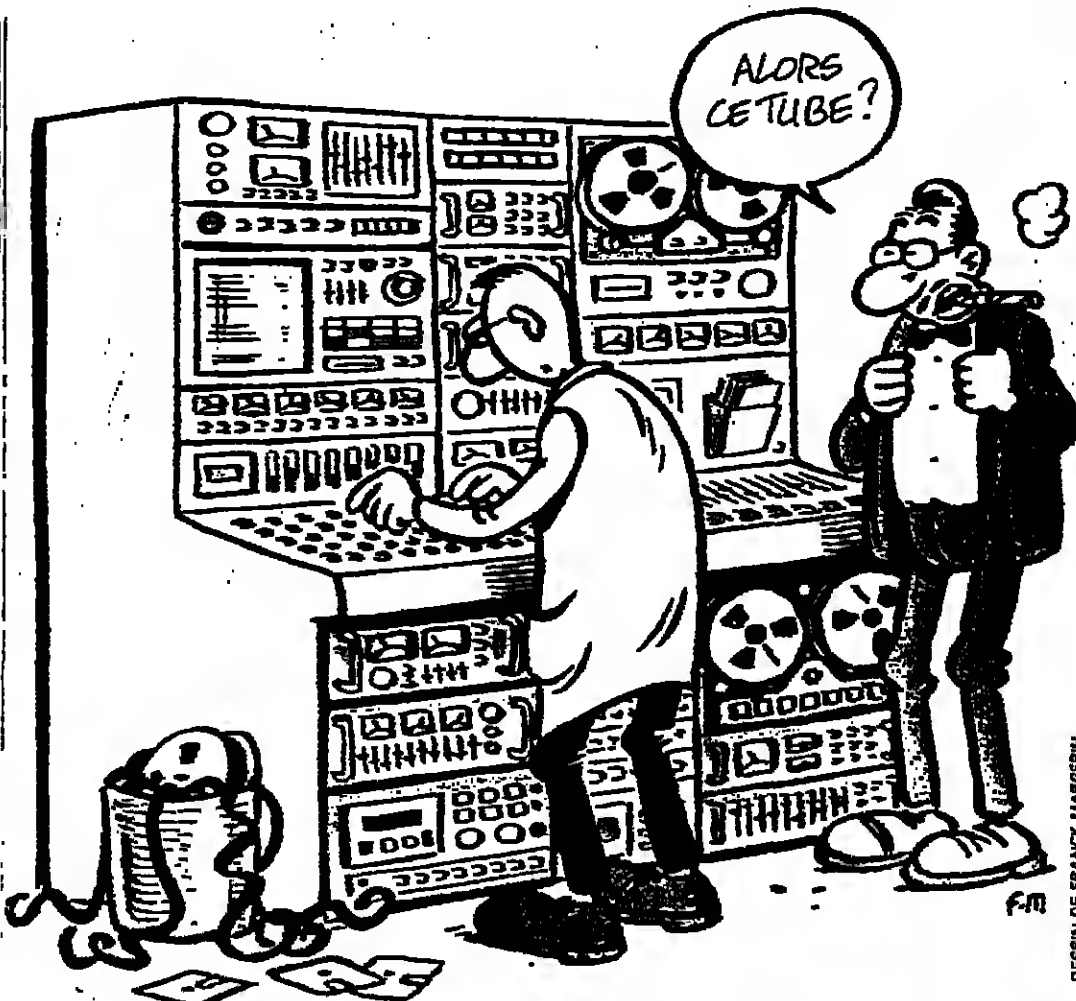
Les autres préparations aux métiers du son recrutent de façon moins sélective. Il existe de nombreuses écoles privées. Les frais de scolarité y sont élevés (entre 20 000 et 50 000 francs par an), pour un résultat parfois incertain. Néanmoins la CREAR, à Gouville, dans l'Oise (tél.: (16) 44-58-21-24), et l'École supérieure de réalisation audiovisuelle, à Paris (tél.: 45-58-56-58), ont acquis une enviable réputation de sérieux.

A l'université, on peut relever certaines voies intéressantes. Valenciennes (tél.: 27-14-12-34) délivre un DEUG et une maîtrise de science et technique d'art et de communication. Paris-VII (tél.: 43-26-25-25) prépare à une licence et à une maîtrise d'études cinématographiques et audiovisuelles. Brest (tél.: 98-31-65-93), quant à elle, vient de se doter d'une « maîtrise de science et technique image et son ».

Il y a, enfin, des lycées où l'on « sensibilise » au son, certains donnent une formation dans un domaine restreint, sanctionnée par un BEP d'agent d'exploitation des équipements audiovisuels et par deux baccalauréats (professionnel de maintenance de l'audiovisuel électronique et A3 option cinéma audiovisuel).

Malgré cette abondance de diplômes, la profession continue à employer beaucoup d'autodidactes (plus de 60 %).

A. S.



Ces messieurs de la famille

Suite de la page 33

La politique d'investissement des maisons de disque en matière artistique est également un élément-clé du baromètre économique du studio d'enregistrement. Dans ce domaine, la prudence est de mise. Les cinquante-six millions de disques compacts et les quarante-deux millions de cassettes préenregistrées vendus en France en 1990 (selon le bilan publié par le Syndicat national de l'édition phonographique) sont des chiffres trompeurs. Les compilations ou les coffrets, comme ceux consacrés à Montand, Brassens ou Aznavour, sont autant de fonds de catalogue hautement rentables, car depuis longtemps amortis. Ils représentent une part importante des ventes de CD. Les nouveautés, elles, sont majoritairement d'origine anglo-saxonne ou américaine.

Pas de quoi donc faire « tourner » à plein les studios français, d'autant que des artistes comme Elio Dabo, Alain Bashung ou Renaud ont allé enregistrer leur dernier album à l'étranger (respectivement New-York, Memphis et Londres). Ce besoin d'aller « jouer ailleurs » peut se comprendre. Los Angeles ou Londres offrent un plateau de musiciens exceptionnels qu'il serait impossible de faire venir en France pour des raisons financières. Le budget moyen d'un album produit en France ne dépasse plus qu'exceptionnellement les 500 000 F (à comparer aux dizaines de millions de francs consacrés à la production de *Dangerous*, le dernier album de Michael Jackson).

Face à une production essoufflée sur le plan national, l'ouverture des studios français à la compétition internationale est devenue une priorité. Des artistes comme Sting, Elton John, les Rolling Stones, Duran-Duran, Dépeche Mode, un grand nombre d'artistes de jazz sont des clients réguliers des plus grands studios comme Plus trente, Guillaume Tell (à Paris) ou le studio Miraval, fondé par Jacques Lussier, en pleine Provence. Comme le précise Jean-Louis Rizet, secrétaire général de l'Association des studios français (ASF), « la qualité technique des prestations est aujourd'hui identique à Los Angeles, Londres ou Paris. Seul le décor change. Paris, la France offrent bien des charmes: cuisine, douceur de vivre, anonymat ». Une ombre au tableau toutefois: la plupart de ces artistes étrangers investissent les studios avec leur propre équipe: technicien de maintenance, musiciens, producteur et, bien évidemment, ingénieur du son. Seuls quelques Français, comme Dominique Blanc-Francard, ont acquis une renommée internationale.

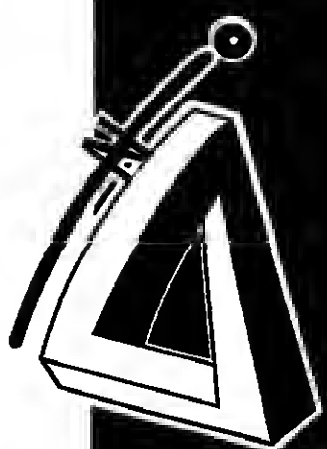
DENIS FORTIER

S'agissant d'une clientèle par définition peu captive, exigeante, souvent capricieuse, les exploitants de ces unités de production haut de gamme doivent déployer des moyens techniques qui évoluent sans cesse. La « course aux armements », bien qu'obligatoire, n'est cependant pas suffisante. « Ce sont les hommes qui font le studio », rappelle Jean-Louis Rizet, leurs capacités, leur talent.

L'ingénieur du son des studios de disque est un homme rare, à la fois créatif et technicien, interface incontournable entre une expression artistique et des machines sophistiquées. L'ère du technicien en blouse blanche, pousse-bouton, est définitivement révolue. Pour Vincent Bruley, réalisateur et arrangeur, « un sens aigu des relations humaines est indispensable. Il faut également savoir se faire discret, posséder une culture musicale ecclésiastique, sans a priori, et une connaissance parfaite des équipements. L'ingénieur du son ne doit jamais oublier qu'il est au service de l'artiste, ce qui fait tout l'intérêt mais aussi toute la complexité de ce métier ».

L'adaptation permanente aux nouvelles techniques est tout aussi nécessaire. A cet égard, l'apport conjugué de la micro-informatique et du son numérique (symbolisé par le disque compact) a bouleversé les méthodes de travail. Menacé de disparition, le graveur de microsillon a dû se reconverter d'urgence dans le montage et le transfert numériques destinés au disque à lecture laser. Dans le même temps, les synthétiseurs et autres boîtes à rythme ont poussé les ingénieurs du son à s'intéresser de très près à l'informatique musicale. Ils sont devenus progressivement programmeurs: la disquette remplace peu à peu la bande magnétique.

L'ascension professionnelle d'un preneur de son est lente. La carrière est avant tout bâtie sur la cooptation entre membres d'un petit club, essentiellement masculin. L'autodidacte, formé sur le tas pendant de longs mois, côtoie sans complexe le diplômé en audiovisuel, acoustique, musique ou électronique. « Le bouche-à-oreille et l'expérience constituent en fin de compte le meilleur des diplômes. La sélection s'effectue naturellement. Seuls les meilleurs survivent », avertit Vincent Bruley. L'amateurisme n'est pas de mise et le droit à l'erreur n'existe pas. Les lois du show-business s'appliquent également aux métiers du son. Gare à la chute. Elle peut être très rapide... Les candidats au remplacement s'écraquent derrière la vitre!

INA FORMATION
ARTS ET TECHNIQUES DU SONSTUDIO, SONORISATION, RADIO,
POST-PRODUCTION...DE LA FORMATION INITIALE,
EN ALTERNANCE,
AU PERFECTIONNEMENT.

CONTACT INFORMATIONS: NELLY POUSSET: 49.83.21.84

INA - INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL
INA FORMATION - 4 AVENUE DE L'EUROPE 94366 BRY-SUR-MARNE CEDEX
Tél.: (1) 49.83.24.24 - Fax: 49.83.25.83 - MINITEL: 3615 INAAprès Cités-Cinés. La Grande Halle-la Villette
présente jusqu'au 5 janvier
une exposition-spectacle
sur la BD en 3 dimensions
Métro Porte de Pantin
40 03 39 03

LES MÉTIERS DU SON

LES VOIES NOUVELLES DE LA RECHERCHE ACOUSTIQUE

Objectif confort

Une solide formation technique, l'expérience du terrain et une sensibilité à l'écoute forment le bagage de base de l'acousticien contemporain. Ses champs d'activité ne cessent de s'agrandir : de l'Opéra-Bastille à la Bibliothèque de France, du hall de la gare du Nord aux bas-côtés des autoroutes, du capot de la voiture à celui de l'aspirateur, l'acousticien mesure les sons et invente en architecte les parades à leurs nuisances.

UNE heure du matin. Gare du Nord. Bardé d'équipements de mesure, Pascal Luquet, ingénieur acousticien du bureau d'études acoustiques Disonic, allume la mèche d'un gros pétard. Quelques secondes plus tard, l'explosion ébranle les dizaines de milliers de mètres cubes d'air contenus sous l'immense verrière. Rien à voir avec la fête du 14 juillet. Pascal Luquet est là pour analyser l'acoustique de la gare du Nord, en pleine rénovation. Dans un an, le réseau TGV Nord sera mis en service.

Comme une sonde sert à mesurer la hauteur des fonds marins sous la coque du navire, l'analyse de l'explosion donne le « profil » acoustique de la salle. Il est caractérisé par son temps de réverbération : avec près de six secondes, celui de la gare du Nord est proche de celui d'une cathédrale. Le moindre bruit fait résonner l'ensemble du volume, immense, et rend difficile la compréhension des messages diffusés par haut-parleurs... un point pourtant essentiel, notamment en matière de sécurité.

Le dépouillement et l'analyse des données collectées sur place permettent de déterminer les traitements acoustiques appropriés. Matériaux absorbants, résonateurs, « pièges » à son, l'acousticien ne manque pas de moyens pour améliorer l'intelligibilité des « sons » utiles. Le choix et l'emplacement des enceintes de sonorisation font également l'objet de savants calculs, en partie simulés sur ordinateur. « Le temps du haut-parleur, installé à la va-vite par un électricien, est révolu », souligne Pascal Luquet. La sono est passée à l'ère de l'électroacoustique. L'acousticien doit prendre en compte la totalité des maillons, depuis le contenu du message sonore jusqu'à sa diffusion dans la salle et sa perception « psycho-acoustique » par le public.

Jean-Pascal Monin fait partie de cette nouvelle génération de spécialistes, à la fois architectes et acousticiens, pour qui les deux disciplines sont indissociables. « La notion de confort d'écoute était jusqu'ici réservée aux lieux « nobles » : salles de spectacle, théâtres ou opéras. Désormais, l'acousticien est amené à intervenir sur l'ensemble des lieux destinés au public : gares, gymnases, halls d'accueil, logements, etc. »

À cet égard, les pays nordiques sont très en avance. Un architecte danois ou norvégien qui bâtit une piscine ou une usine suit des normes strictes en matière de niveau de bruit. Un bâtiment mal insonorisé peut entraîner sa fermeture et une action en justice contre le promoteur ou le constructeur. On en est encore loin en France ! Une enquête publiée par le Centre d'information et de documentation sur le bruit (CIDB), organisme sous tutelle du ministère de l'environnement, montre que le niveau de bruit moyen relevé dans une cantine scolaire est de l'ordre de 85 décibels, avec des pointes à 100 décibels ! Soit l'équivalent de ce que l'on peut entendre dans une menuiserie industrielle ou une imprimerie.

« La protection de l'environnement constitue un domaine-clé de l'acoustique industrielle de ces prochaines années », souligne Bruno Pujes. Cet acousticien travaille actuellement dans le cadre du projet de

la Bibliothèque de France. « Avec un tissu urbain de plus en plus dense, les usines devront prendre des mesures sévères en matière de réduction des nuisances sonores. La législation devra être pleinement appliquée. »

Directrice du CIDB, Alice Debonnet voit dans la lutte contre le bruit « un secteur d'activités en pleine expansion. Le montant total des investissements en matière de lutte contre le bruit atteint aujourd'hui 2,5 milliards de francs par an. Beaucoup d'efforts restent à faire, comme le montre la comparaison avec le coût social du bruit, estimé à 100 milliards de francs par an. » Le bruit reste le quart-monde de l'environnement ! Pourtant le marché est immense et les industriels français, comme Saint-Gobain (vitrages isolants) ou Placoplatre (cloisons isolantes), sont à la pointe sur le plan international.

Les bruits liés aux transports arrivent pour l'instant en tête du « Top 50 » des nuisances sonores. La régie Renault, Airbus Industrie, ont monté des laboratoires d'acoustique, spécialisés notamment dans les capotages de moteur, les pots d'échappement, les silencieux de réacteur, etc. De son côté, la cellule acoustique du laboratoire central des Ponts et Chaussées

développe des revêtements routiers plus silencieux. Ces nouveaux revêtements, de type poreux, devraient permettre d'abaisser de 3 à 5 décibels les bruits de roulement par rapport au bitume couramment employé.

L'écran antibruit reste l'un des moyens de protection contre le bruit routier les plus employés, principalement en zone urbaine. Bien que rassurant pour les riverains, l'efficacité réelle de ce type de protection est variable, notamment au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. De quoi faire réfléchir lorsqu'on sait que le mètre carré de mur antibruit coûte entre 1 500 F et 3 000 F (source CIDB).

Le Centre scientifique et technique du bâtiment a, entre autres, pour vocation d'analyser le comportement de ces murs antibruit et autres matériaux phoniques isolants. Des quartiers entiers sont reconstitués à échelle réduite sous la forme de maquettes en carton de plusieurs dizaines de mètres carrés. Écrans antibruit, ponts, revêtements routiers, carrefours, façades d'immeubles, arbres, rien ne manque. Les sources nuisantes – le plus souvent des bruits routiers – sont diffusées sur des petites enceintes implantées sur la maquette. Une batterie de microphones, installés aux

points sensibles, permet d'étudier le comportement des bruits émis en fonction des différentes solutions architecturales et acoustiques. Autre application de cette technique : la prévision acoustique des salles de concert. L'Opéra-Bastille a ainsi été testé à l'aide d'une maquette à l'échelle 1/25.

Chercheur au laboratoire de mécanique et d'acoustique de Marseille (CNRS), Christian Carme a mis au point un casque antibruit « intelligent », capable d'isoler l'auditeur de certains bruits gênants, tout en laissant passer la parole. Le secret du casque actif, commercialisé par la société Sam-Pro, réside dans son circuit électronique intégré dans chaque oreillette du casque. Ce circuit, relié à un micro et à un mini-haut-parleur, émet un contre-bruit, « envers » du bruit gênant. L'addition du bruit et de son contre-bruit fournit un silence quasi parfait. Le constructeur vise l'industrie lourde (aciéries, tôleuses), mais aussi l'aéronautique ou les sports mécaniques. Le niveau sonore dans un habitacle de formule 1 dépasse couramment les 130 décibels !

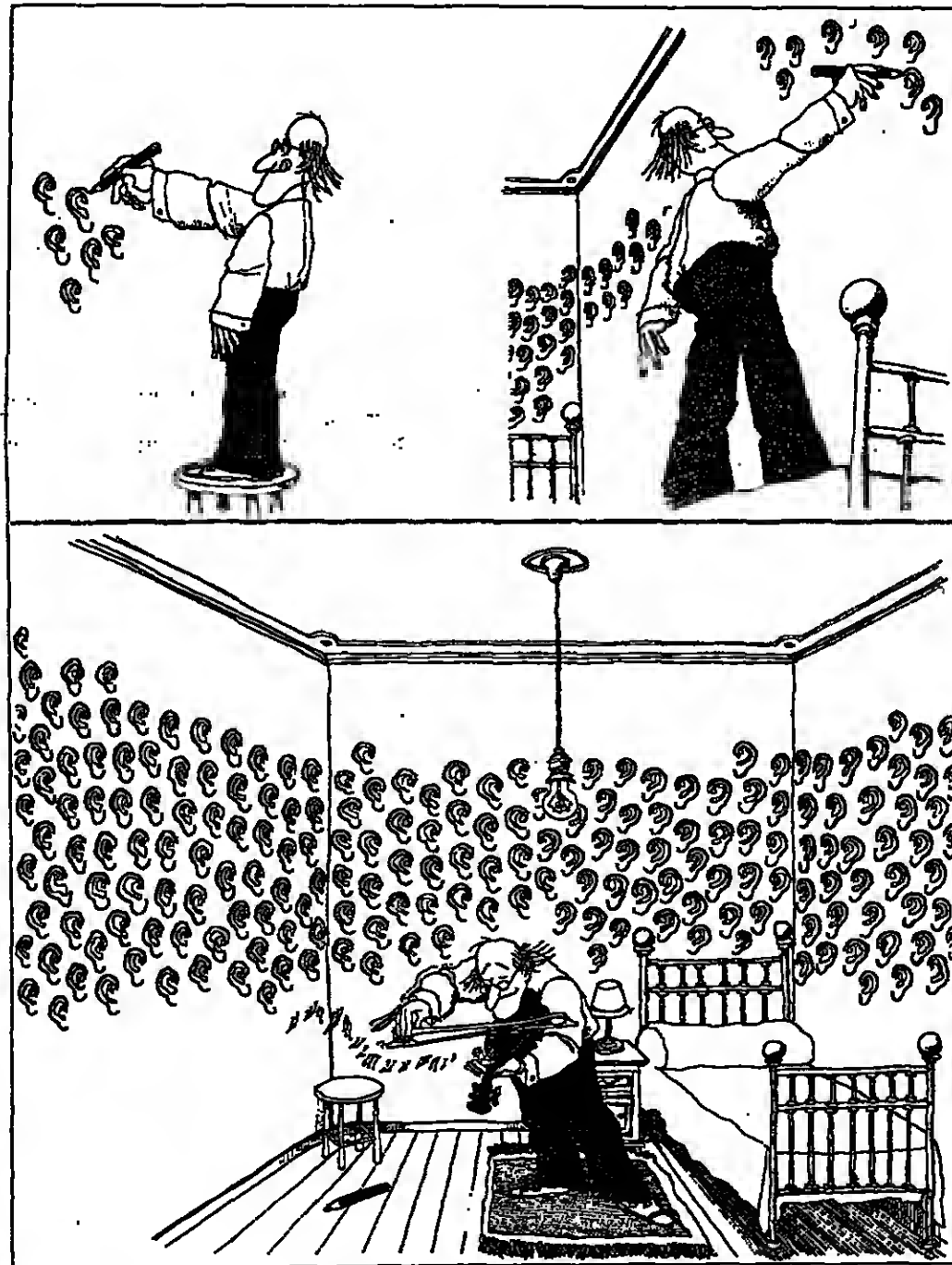
Ce principe de l'antibruit s'applique également à l'automobile. Le nouveau modèle Bluebird, construit par le japonais Nissan, est ainsi équipé de deux haut-parleurs, installés sous les sièges. Ils diffusent en permanence un contre-bruit capté par des micros intégrés à l'habitacle. Les bruits de roulement et de moteur sont en grande partie atténués. Dopés par l'excellent accueil du public, les acousticiens japonais de Nissan, associés à Hitachi, projettent la mise au point d'une voiture dont le silence intérieur devrait être digne d'un véritable salon de musique !

Selon une statistique fournie par le CIDB, trois Français sur quatre sont prêts à payer 20 % plus cher un appareil électroménager pour peu qu'il soit moins bruyant. Les progrès les plus spectaculaires ont été réalisés sur les aspirateurs. Le constructeur Moulinex annonce une baisse de 6 décibels du niveau de bruit entre un aspirateur datant de 1975 et son dernier modèle. Ce résultat a été obtenu grâce à la mise au point d'un nouveau moteur, associé à un circuit de refroidissement entièrement différent, et grâce à l'emploi d'un capotage constitué d'un plastique ABS et de mousses d'isolation phonique spécifiques. Le silence – encore relatif ! – des appareils électroménagers devrait permettre de développer à terme la notion de design sonore. Le son émis par l'appareil pourra être composé avec autant de soin qu'un objet de décoration, ses formes et étudiées son ergonomie. A quand le moulin à café musical ?

Avec le collier « aboisstop », la société Dynavet France s'attaque au marché plus « domestique », mais tout aussi prometteur, du tapage canin, dont la population est estimée à neuf millions d'individus ! Comme le fait remarquer le fabricant, « l'intensité sonore d'un aboiement de chien dépasse toujours 60 décibels et atteint parfois plus de 110 décibels ». Le secret du collier anti-aboiement : un micro, relié à un boîtier électronique qui commande un aérosol. À chaque aboiement capté par le micro, l'aérosol libère une brumisation à base d'essence de citronnelle, une odeur que les chiens détestent. « Il choisira rapidement de se taire », assure la brochure...

Acoustique des salles, lutte contre le bruit, contrôle et exploration non destructifs (échographie, géophonie), de la sonorisation des gares au pot d'échappement, l'acoustique occupe une place grandissante. Il est temps cependant de jeter les bases d'une acoustique qui ne se cantonne pas essentiellement à l'aspect quantitatif du bruit. Pour Louis Dandrel, directeur du centre de recherche Espaces Nouveaux, « l'avenir de l'acoustique passe par une réflexion esthétique, de même ordre que celle menée en architecture depuis fort longtemps. Les moyens de créer une véritable architecture sonore existent aujourd'hui ». Reste à sensibiliser les hommes, musiciens, architectes, acousticiens, ingénieurs, plasticiens, urbanistes...

PIERRE TRILLAT



Glossaire pour le néophyte

– **Boîte à rythmes** : lecteur de sons de percussions intégré d'origine dans la mémoire de la machine. Chaque son est déclenché à l'aide d'un mini-clavier.

– **Console de mixage** : comme un poste d'équilibrage, elle permet de recevoir, de mélanger et de distribuer les sons provenant des différentes sources sonores (micros, synthétiseurs, processeurs d'effets, magnétophones, etc.) et de jouer sur leur timbre en réglant les fréquences graves, médiums et aiguës.

– **Décibel** : unité de mesure logarithmique exprimant l'intensité d'un son. L'oreille humaine est sensible à une vaste gamme d'intensités, comprise entre 0 dB représentant le seuil d'audibilité (le silence) et 120 dB, le seuil de la douleur.

– **Égaliseur** : appareil servant à modeler le timbre des instruments par amplification ou atténuation de telle ou telle gamme de fréquences à l'aide de potentiomètres.

– **Expandeur** : synthétiseur sans clavier. L'expandeur produit des sons par l'intermédiaire d'un clavier externe ou d'un séquenceur.

– **Fréquence** : un son est une vibration de l'air engendrée par une source sonore (par exemple les cordes vocales) et captée par une membrane (le tympan). Plus le nombre de vibrations par seconde est élevé et plus le son est aigu. Cette mesure s'exprime en hertz (Hz). L'oreille est capable d'entendre des sons compris entre 30 Hz et 17 000 Hz.

– **MIDI (Musical Instrument Digital Interface)** : norme informatique

instaurant un standard de communication permettant de contrôler l'ensemble des équipements de musique électronique.

– **Processeur d'effets** : donne de l'ampleur, de l'espace, à des sons d'origine synthétique parfois trop neutres, manquant de relief.

– **Sampler (Échantillonneur)** : appareil permettant de mémoriser des sons sur support informatique (disque dur, disquette...) et de les jouer à l'aide d'un clavier MIDI.

– **Séquenceur** : mémorise des enchaînements de séquences sonores. Ce ne sont pas les sons eux-mêmes qui sont mémorisés, mais les informations qui permettent de les retrouver ou de les recréer sur les différentes machines.

– **Station de travail micro-informatique** : micro-ordinateur équipé de logiciels musicaux et d'une interface MIDI assurant la communication informatique de l'ensemble des équipements du studio.

– **Synthétiseur** : instrument de musique générant des sons d'origine électronique déclenchés à partir d'un clavier ou d'une interface instrumentale.

– **Magnétophone multipistes** : magnétophone comportant de huit à trente-deux pistes synchrones que l'on peut enregistrer et lire de façon indépendante. À chaque piste correspond généralement un instrument.

– **Sonomètre** : appareil de mesure indiquant l'intensité d'une source sonore. L'unité de mesure est le décibel (voir décibel).

40 03 39 03

LES MÉTIERS DU SON

PROFESSION : « SOUND DESIGNER »

Dessine-moi le cri du dinosaure

« Les Petits Cochons, par Mme Yvette Guilbert... » Coquine, acidulée, la voix de la chanteuse s'élève, claire, intelligible, à peine masquée par le chuintement caractéristique des vieux disques. Quelques bruits secs, coups de fouets qui claquent aux oreilles, rappellent à peine que cette chanson à texte de l'une des premières vedettes mondiales de la chanson populaire a été enregistrée en 1898. A l'époque, Yvette Guilbert était le modèle favori de Toulouse-Lautrec.

Devant la platine tourne-disque de Philippe Morin, spécialiste français de l'archive musicale (1), une dizaine de diamants de lecture différents s'offrent à la sagacité de son choix. Avant de s'attaquer à la restauration d'un document d'archive, il faut d'abord le copier sur une bande magnétique. Or la lecture des disques et leur vitesse de rotation n'ont été normalisées qu'à la fin des années 40, lorsque le microsillon s'est imposé comme norme internationale. Eh! oui, contrairement à une idée répandue, les 78 tours... tournaient plus ou moins vite et étaient gravés selon des systèmes différents selon les marques et les époques. D'où le casse-tête du choix de la pointe et de la vitesse de lecture. Lue par un diamant ou profil mal adapté, la voix d'Yvette Guilbert serait à peine audible, noyée dans le bruit infernal d'une chute d'eau. Lue à la mauvaise vitesse, Yvette Guilbert chanterait comme les petites sauris de Cendrillon ou comme Challapine. Bien décryptés, les vieux disques délivrent un son clair et ne nécessitent qu'une restauration limitée au seul « détourage », c'est-à-dire à l'élimination du bruit caractéristique provoqué par le passage du diamant sur les rayures d'un disque usé d'avoir été trop aimé.

Cette restauration se faisait autrefois à coups de ciseaux : le technicien supprimait chaque « toc » sur la bande magnétique. Aux ciseaux, et grâce au correcteur d'aigus que l'on plaçait au minimum. En supprimant le toc, en filtrant les aigus, une portion de musique

INSTALLÉ dans une minuscule cave voûtée du dix-septième siècle, en plein Quartier latin, le studio Bell XI ressemble à l'antre d'un alchimiste revu par le décorateur de Star Wars. Claviers, micro-ordinateurs, écrans et tables de mixage tiennent lieu de chandeliers et de cornues. Les murs sombres, la teinte bleutée des écrans vidéo et les lumières tamisées ajoutent encore au mystère de l'endroit. Rien à voir pourtant avec un studio d'enregistrement conventionnel. « Le studio tient parfois de l'usine. Nous avons préféré jouer la carte de l'artisanat », souligne Pascal Wojciechowski, cofondateur avec Gilbert Courtois de Bell XI. Un artisanat axé sur la production de bandes sonores destinées à accompagner films et vidéos et dont le succès va grandissant. « Nous jouons la carte de la haute couture par opposition aux effets sonores spéciaux prêts-à-porter disponibles sur disques compacts. »

Sons originaux, taillés sur mesure contre sons en conserve ou surgelés, les producteurs américains font depuis longtemps la différence et n'hésitent plus à investir dans des bandes sonores de plus en plus sophistiquées. Un moyen, semble-t-il, de ramener le public dans les salles de cinéma et de repousser les limites du petit écran.

Du coup, la création d'ambiances sonores sur mesure est devenue une spécialité. Rien à voir pourtant avec le bruitage. Gilbert Courtois préfère parler de « sound design », une profession reconnue à part entière aux États-Unis mais pratiquement ignorée en Europe : « Les techniques audio-numériques, la micro-informatique, permettent aujourd'hui de considérer le son comme une pâte à modeler. Le « sound designer » joue avec la matière sonore, l'étire, la comprime, la mélange avec d'autres éléments jusqu'à trouver une forme satisfaisante par rapport à ce que suggère l'image. »

Déchirement d'épée laser, cris de dinosaure, ambiances de combats aériens, rien n'est impossible au royaume hypertalliste du design sonore. La publicité, mais aussi le dessin animé ou les clips, sont particulièrement demandeurs de ces sons « exotiques » censés frapper l'imagination et l'oreille en quelques dixièmes de seconde. Le rugissement ponctuant la bande sonore de la publicité pour la barre chocolatée « Lion » a demandé quelques heures de savants mélanges sonores. Même chose pour le sifflement rageur qui accompagne le déplacement des vaisseaux spatiaux de la trépidante série « Backy » (un dessin animé à voir en début d'année prochaine sur La Cinq). « Nous sommes partis d'un coassement de crapaud. L'enveloppe, la hauteur et le timbre de ce son ont été retravaillés à l'ordinateur. » Le résultat s'écoute, un bruit inédit entre réacteur de chasseur Phantom et cri de douleur, transcrit sous la forme d'une partition et déposé à la SACEM. Un moyen comme un autre de se protéger. Pascal Wojciechowski ne compte plus « les « emprunts » plus ou moins bien masqués, faisant le piratage... »

Le choix de la matière de base constitue un point important. Le public s'est lassé des sonorités passe-partout des synthétiseurs made in Japan. Bell XI a choisi d'investir dans sa propre sonothèque. L'ensemble représente près de sept cents heures de bandes, patiemment triées, montées et répertoriées. La rubrique évocation est impressionnante, avec près d'un millier de bruits de moteurs, tous différents, depuis le bruit de pétrole du biplan de Geymeyer jusqu'au sifflement suraigu du Mig-23. Gilbert Courtois a investi les bords de piste du Bourget pour enregistrer la quasi-totalité des démonstrations en vol au cours du dernier Salon de l'aviation. Une technique également employée pour la bande son du film consacré à la Citroën XM. « La totalité des bruits générés par la voi-

nure, claquement des portes, déclats divers, roulements du moteur à différents régimes, ont été décortiqués et enregistrés. La sonothèque consacrée à la XM comprend plusieurs centaines de sons. »

Une fois chargé dans la mémoire de l'ordinateur, chaque son est travaillé puis testé avec l'image synchrone. Pas de bande ni de table de montage. La souris et l'écran remplacent les habituels bontons, cadrans et potentiomètres. « Les producteurs et les réalisateurs sont séduits par la rapidité et la souplesse du procédé, même si les sons qu'ils écoutent représentent en réalité plusieurs nuits de travail ! »

Le rapiéage à la main des bandes-son trouvées aux mites fait également partie des activités de Bell XI. Pas question toutefois de dénaturer la bande-son originale en gommant tous les crachotements et autres empreintes du temps. « Nous avons cherché, rappelle Gilbert Courtois, à pratiquer une sorte de sonoplastie remplaçant les passages les plus détériorés de la pellicule nitrée par des « rustines ». Précaution supplémentaire : chaque rustine est masquée à l'aide d'un bruit de fond repiqué sur la bande originale. »

Cette sonoplastie s'applique également au monde du disque. Dernier exemple en date, le Parsifal, de Wagner chez Erato. « Daniel Barenboim ne souhaitait pas utiliser les habituelles cloches tubulaires de l'Orchestre philharmonique de Berlin. D'où l'idée de les remplacer par de vraies cloches, échantillonnées à partir d'un enregistrement réalisé par un spécialiste suisse. » Le résultat est impressionnant, même si peu de personnes ont remarqué l'astuce. Comme quoi les effets spéciaux savent aussi se faire discrets !

D. F.

Un filon dans le sillon

disparaissait et l'on modifiait le timbre d'enregistrements qui sonnaient alors comme s'ils étaient diffusés par un écouteur téléphonique (à la façon des « Gravures illustres » de Pathé Marconi dans les années 60). Depuis cette époque déjà antédiluviennne, la généralisation du numérique a permis une plus grande subtilité dans la restauration des archives. Les « détourageurs » opèrent désormais dans le disque dur d'un ordinateur chargé avec un programme capable de reconstituer le son perdu à partir de ceux qui sont en amont et en aval du bruit éliminé. Qu'il s'appelle « Cedar » (exclusivité des studios EMI pour leur série « Références »), ou « Na Noise » (procédé américain utilisé par Philips sous cette appellation et par d'autres de façon anonyme), qu'il n'ait pas de nom et soit en service dans différents studios (comme Digipro, à Paris, dont les restaurations sont exemplaires), l'opération est à peu près identique et spectaculaire.

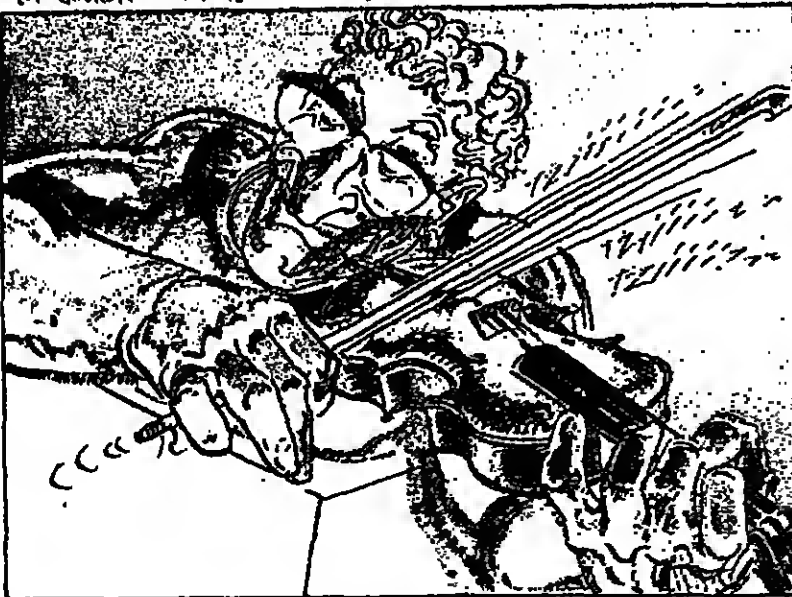
Quand on s'appelle Nimbus et que l'on est britannique, il faudrait être fou pour suivre les voies de la raison. Encore que... les repiquages d'enregistrements historiques que cet éditeur vient de mettre sur le marché étonnent à la fois par la qualité de leur restitution et par un son ancien, patiné, évocateur. Les ingénieurs producteurs de cette maison de disques ont restauré l'un de ces grands phonographes à pavillon qui ornaient les salons bourgeois de l'avant-guerre de 14. Ils l'utilisent pour « jouer » leurs incunables devant une paire de micros branchés sur un magnétophone stéréophonique. Lire les disques sur un appareil pour lesquels ils étaient enregistrés : il fallait y penser ! Ce système présente toutefois l'inconvénient de réduire l'accompagnement d'orchestre à la portion congrue et de restituer fidèlement la coloration propre au pavillon de l'ancêtre du Teppaz. Un défaut qui pourrait être atténué si Nimbus appliquait le procédé dont RCA avait usé il y a une dizaine d'années pour une série de rééditions consacrées à Caruso. Un ordinateur analysait les résonances propres au pavillon du phonographe, avant de les injecter négativement de façon à les soustraire au signal musical. Résultat étonnant.

Plus étonnante encore, cette question - elle mettra la logique à rude épreuve et devrait rendre prudents ceux qui ne pensent qu'en termes techniques : comment trouve-t-on au fond d'un sillon centenaire plus d'informations musicales que les techniques d'époque ne permettaient théoriquement d'en fixer ? Des techniciens ont détruit sans remords des centaines de matrices de 78 tours dans les années 50 après les avoir recopiées sur bande magnétique, à l'aide de machines qui apparaissent rétrospectivement bien archaïques. Ne fait-on pas de même aujourd'hui avec les enregistrements analogiques des années 70, convaincus qu'une fois reportés sur bande numérique ils échappent aux outrages du temps et à la marche du progrès ?

A. Lo.

(1) Philippe Morin publiera fin décembre un album de deux disques compacts reprenant la quasi-totalité des faces de 78 tours gravés par Yvette Guilbert. Disques EPM, 188, boulevard Voltaire 75011, Paris.

JE NE SAIS QUELLE AUDACE SUITE ME T'EN ME FAIS-TE NIVOLON ET JOUER : VIENS TOUTOULE...



JE NE SAIS PAS NON PLUS PAR QUEL MIRACLE LA SONORITÉ DÉLICATE AVAIT PROVOQUÉ L'OUVERTURE D'UNE PORTE DÉROULANTE...



IN « LE VIOLON ET L'ARCHER » WCASTERMAN

« On m'appelle Garance... »

A U récent Festival du film français de Sarasota (Floride), il y eut une projection un peu surréaliste, une sorte d'exotisme à l'envers, un bout de macadam sublime surgi sous les palmiers. Devant une salle comble - le prix du billet était pourtant passé de 5 à 15 dollars - on vit, sous-titrée par le Quai d'Orsay, une splendide copie des Enfants du paradis. Plus de trois heures de bonheur sur le boulevard du Crime, les mémoires et la nostalgie comblées autant que les yeux, et, voilà la nouveauté, l'ouïe aussi. Arletty qui dit, clair et doux : « On m'appelle Garance », et Pierre Brasseur qui répond, comme il se raison : « Garance, c'est joli. »

Les Enfants du paradis, dont la première projection publique eut lieu en 1945, après un tournage de guerre plus que mouvementé, a été élu lors d'un sondage lancé par Canal Plus Meilleur film français de tous les temps. Film culte, les Enfants devenaient monument national. C'est ce qui a déclenché la restauration de sa bande son, réduite par les ans et par d'autres ennemis plus sournois à un festival de craquements, ronflements, grésillements indésirables.

Les éditions Montpensier avaient déjà sorti - avec succès - la cassette vidéo de l'œuvre phare de Marcel Carné. Encouragées par le sondage,

elles décident d'investir 150 000 francs dans une meilleure version. Avec l'accord de Pathé, propriétaire des droits, et avec la bénédiction de Marcel Carné, qui viendra surveiller une partie des travaux, on va donc lui rendre ce qui lui manque, sa jeunesse sonore.

La tâche est confiée à la société Lobster, fondée par Serge Bromberg, trente ans, jeune fou de cinéma, amoureux de vieilles bobines, chirurgien du son, à qui l'on doit déjà les restaurations somptueuses du Crime de M. Lange, de Renoir, et de l'Atalante, de Jean Vigo. Il énonce quelques-uns de ses préceptes : « Avant tout, il faut revenir au plus près de la version première. Trouver une copie du film dans le meilleur état possible. Pour les Enfants du paradis, ça n'a pas été facile. Lorsqu'on restaure une bande son, il ne s'agit pas de la « laver », de l'aseptiser, de lui enlever sa vérité, ses rides d'expression, en quelque sorte. Mais pour ce qui concerne les Enfants, il faut savoir que la bande originale est déjà catastrophique, en raison, bien sûr, des conditions de tournage... accidentées : prise de son irrégulière, différence de niveau, de « couleur », etc. »

« Que la bande d'origine soit bonne ou non, précise Serge Bromberg, il faut toujours passer

par quatre stades. La captation (on enregistre la totalité de la bande, dialogue, bruits et musique en son numérique), et, suivant la filière numérique jusqu'au bout, on repère ensuite les accidents. Si un mot, une syllabe, une labiale même, manquent, on en récupère d'identiques dans une autre partie du film et l'ordinateur opère la greffe au bon endroit. Troisième stade, le filtrage des bruits nuisibles, du souffle, des parasites. Quatrième étape, le report de la bande réparée sur le support demandé. »

Serge Bromberg travaille désormais avec un partenaire de taille. Il l'aime, ne tarit pas d'éloges sur lui, il est fort, il est fiable. C'est l'Opus du Studio Rameau, machine miraculeuse unique en France qui permet, dit Bromberg, grâce à la puissance de son disque dur, de « nettoyer la bande millipol par millipol. Ainsi nous pouvons passer notre temps à bidouiller dans la plus grande humilité et la plus pure orthodoxie. »

Mission accomplie. Arletty, encore elle, toujours elle, dit, et répète, on l'entend et on ne se lasse pas de l'entendre : « Paris est tout petit pour ceux qui s'aiment comme nous d'un aussi grand amour. »

DANIELE HEYMAN

EXTRAITS

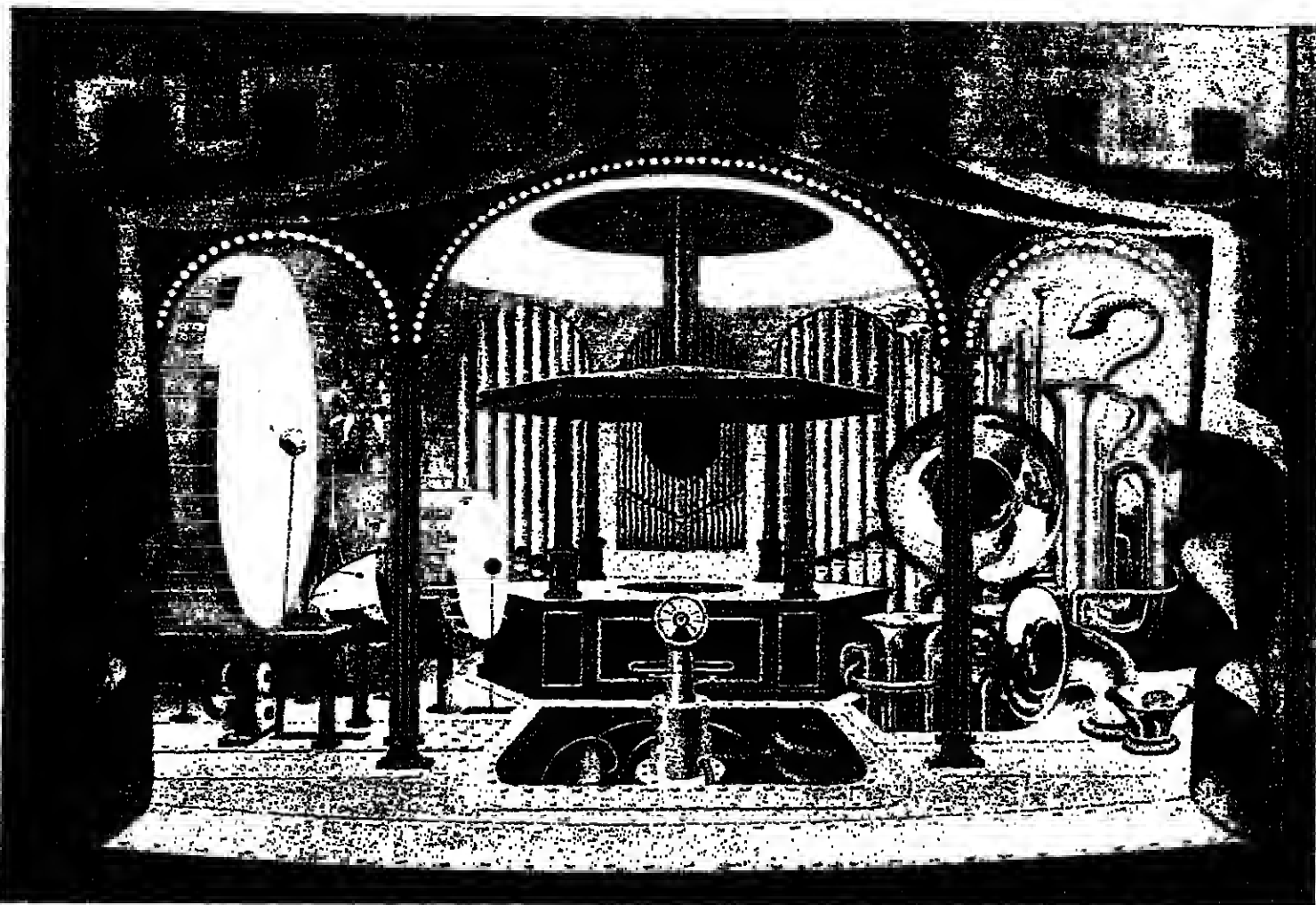
LES MÉTIERS DU SON

AMBIANCES SONORES ET MUSICALES DE DEMAIN

Écoutez 2015

nos saure

Omniprésents, dès demain, au-dehors comme au-dedans, les sons auront toutes les formes : plaisants, ils prendront beaucoup de notre temps ; envahissants, ils exigeront des parades nouvelles. Comment nous parviendront-ils et comment les utiliserons-nous ? Réponse en forme de conte prospectif qui, s'il est amusant, pourra paraître très vite inquiétant...



DESSIN DE PAUL GRIMALT

À présent, comme l'eau ou le courant, la musique grimpe dans les étages, se répand en chaque pièce et se débite au compteur. Émergeant du câble comme du satellite, elle monte par le bas, par le haut, pour finir sur un palier - centrale de commandes qui taxe le lecteur heure par heure et règle les droits d'auteur.

Moins de disques au salon, mais l'encyclopédique diversité des propositions issues des banques musicales bouleverse nos habitudes de consommation. Classées par thèmes, les musiques sont toujours disponibles. La consultation d'un menu s'effectue sur l'ordinateur quel écran de la maison et la demande passe par un clavier ou une commande vocale.

Dehors, le baladeur du bonheur ou la musique embarquée sont moles roqueurs de disques : on écoute des satellites de diffusion via des réseaux cellulaires de distribution. Et cette liaison n'est pas tellement plus onéreuse que l'écoute sédentaire, surtout si l'on prend en compte les services annexes presque offerts. Affichages des titres, des interprètes, informations musicales, conseils pour la circulation et journaux locaux passent aussi par ces canaux, qui s'affichent sur un petit écran de poche.

Les disques n'ont pas pour autant disparu. Ils se font simplement plus rares et sont réservés à l'écoute privilégiée de quelques poignées d'amateurs en mal de raretés ou de qualités sublimes. Pour l'heure et pour ceux-là, c'est le CD-miroir qui excite l'enthousiasme. Il s'agit d'un disque bien conventionnel, d'un disque compact, comme on disait, mais pressé dans un nouveau matériau, plus pur et d'une brillance étonnante. Pour en apprécier pleinement la subtilité, il convient de l'écouter avec un lecteur haut de gamme, un de ceux où le laser officie en enceinte close, pressurisée et de ce fait exempte jusqu'à l'idée d'une poussière.

Terrible, la bataille fait rage entre les sectateurs de cette nouvelle approche technique et les autres, intégristes, qui accusent le système d'engendrer une écoute par trop brillante, légèrement métallique, voire chirurgicale. Personnellement, je préfère le son plus naturel, plus chaud des CD à l'ancienne. Après tout, ce n'est peut-être qu'affaire de prise de son et de génération.

Nos habitudes musicales ont bien changé. L'omniprésence de la musique tout au long de notre vie a induit une esthétique différente et des techniques nouvelles. Si je m'adressais à des techniciens de la chose, je dirais que la dynamique s'est considérablement réduite. En ce domaine, toutes nos émotions tiennent en des écarts de quelques décibels, trois ou quatre, guère davantage. En conséquence, la perspective sonore s'est outrageusement concentrée et nous ne percevons que peu de plans sonores différents. Moins de basses également, mais des aigus courts et pointus.

La composition musicale tend bien davantage à dériver vers un univers de signaux sonores ténus et récurrents qu'à nous laisser de mâles impressions. Pour les *good vibrations*, il y a des disques spécialisés et la musique à l'ancienne. Les pages de Wagner, Bar-

tok et des Beach Boys ont d'autant plus d'adeptes qu'elles sont préconisées par les acoustologues soignant maintes distorsions du comportement.

Les mêmes recommandent d'écouter de temps à autre quelque musique riche en basses. Le corps médical affirme d'ailleurs que c'est indispensable à l'équilibre et qu'il faudrait faire cet effort au quotidien. Ne serait-ce que pour prolonger tout au long de l'année les effets de la cure de sons.

Je ne sais si ces choses étaient habituelles au siècle dernier, mais maintenant nous sacrifions assez régulièrement à de tels traitements, qui se veulent équilibrants et minimisent les troubles occasionnés par la musique dans laquelle nous baignons constamment.

Voilà certes une pratique élitiste mais qui ne fait pourtant que refléter cet aspect de notre société dans les sensations sonores et trébuchantes qu'elle propose. Selon vos possibilités ou votre appétence, le bonheur des oreilles peut spectaculairement évoluer.

La petite musique d'ascenseur ou de baladeur est plus que jamais mondiale par sa production, concentrée à l'extrême, et sa diffusion quasi planétaire. Normalisée, elle se coule en un moule sensiblement identique à lui-même, qu'il s'agisse de productions de majors ou de celles émanant d'éditeurs locaux. Curieusement, l'éventail des possibilités techniques ainsi que les performances des médias vont bien au-delà de celles du contenu. Et l'industrielle musique de flotter mollement dans ses habits taillés pour d'a-

tres mesures. D'abord faite pour rassurer et conforter le plus grand nombre, elle ne saurait s'autoriser le moindre écart sémantique.

Parallèlement, et usant souvent des mêmes vecteurs, de minuscules productions réalisent de sublimes programmes dédiés à un microcosme de mélomanes et d'audiophiles impétois, sensittifs aculturés. D'une richesse inouïe, la palette sonore dont ils disposent a de quoi combler les appétits les plus féroces. Pernicieusement, cet hyperréalisme nuit à la musique de l'instant, au concert, qui manque singulièrement de spectateurs.

Pourtant, il est ébroyé le mélomane. Les salles sont d'une correction acoustique étonnante, subtilement variable en fonction du type de musique mais aussi du nombre et de l'opacité acoustique des spectateurs. Que le temps soit à la pluie ou que les auditeurs gardent leurs manteaux et le taux de réverbération s'en corrige automatiquement. Le prix de chaque place n'est tributaire que de la qualité de perception *in situ*. Ce souci de perfection dépasse l'espace scénique et régit tous les lieux de la vie. Les métiers du son se multiplient à l'envi.

Evidemment, cet ancestral malentendu régnant entre insonorisation et correction acoustique perdure. Mais on reconnaît aujourd'hui un logement de qualité à la structure de ses plafonds, à la disposition de ses cloisons, à l'impédance sonore du lieu.

Il n'est d'ailleurs plus rare d'y côtoyer des fontaines

à sons, univers préservé d'un mètre carré ou deux à l'intérieur duquel règne un climat sonore de choix, sons aléatoires ou silence précieux. Car les machines à silence ne sont plus réservées à l'industrie et les modèles domestiques deviennent familiers. Émettant un anti-son, elles gommant un ou toute une famille de bruits néfastes à votre équilibre : elles ne laissent filtrer que l'indispensable.

Daos les appartements les mieux cooçus, nous avons aussi des espaces dédiés à l'expression, où la parole trouve dans les murs sa tangible résonance, et d'autres pour le repos et la méditation.

Mieux que l'isolation acoustique des appartements qui, stupidement érigée en loi, n'était que source d'appauvrissement énergétique et rétrécissement intellectuel de ses hôtes, une subtile correction sonore constitue de nos jours la sophistication indispensable à ceux qui recherchent une autre qualité de vie.

Par réaction à l'agression permanente que constitue la musique ambiante et aux messages subliminaux qui ne sont toujours pas « contenus » par le législateur, nous découvrons une écologie sonore. Et au son culte tend progressivement à s'opposer le bruit maîtrisé.

D'emblée, ce sens de la sélection commence avant même la naissance, chaque mère s'épargnant les chocs sonores et cultivant autour d'elle une ambiance harmonieuse. Par précaution, la même engraine aussi sa voix, au cas où la chère tête blonde manifesterait plus tard quelque trouble de comportement. Nous savons maintenant que l'école médicalisée de cette maternelle signature possède des vertus mieux qu'apaisantes, réparatrices.

Et puis, si d'aucuns croient détecter en cela l'ultime réflexe de survie alors que d'autres prédisent la décadence, nous percevons aussi, nous apprécions enfin les insondables bienfaits du... silence ! A l'instar du bonheur, voilà une idée toujours neuve en Europe même si, au terme du siècle précédent, un certain Yehudi Menuhin, alors président du Conseil de la musique de l'UNESCO, proposait déjà à son assemblée médusée d'orne la journée mondiale de ladite musique d'une minute ou deux de planétaire silence.

Objet rare, terrifiant joyau que l'homme ne pouvait alors et n'accepterait aujourd'hui encore d'ovisager sans craindre qu'au mieux le ciel ne lui tombât sur la tête, tant cette sublimation est évocatrice de la fin, de sa mort. Toutes les musiques subies et ces divers bruits vaguement organisés n'étant que de dérisoires alibis destinés à masquer la réalité qui ne saurait se laisser soupçonner. N'en soufflez mot à personne.

Naguère désagréé de concert avec l'idée de la contemplation, ce silence de nouveau envisagé tendait à disparaître jusqu'à ces derniers jours, en même temps que la concentration. Et pourtant, l'art de maîtriser les sons passe aussi par celui d'organiser le silence, d'en faire autre chose qu'une idée surannée dénuée d'épaisseur, dépourvue de volupté.

MARCEL BARBIN

Les spectacles du son

L'exposition « Métiers du son » a lieu du 17 décembre 1991 au 10 mai 1992. Ses artisans ont souhaité qu'elle soit « une mise en scène active de situations de travail réelles ». Elle s'articulera sur 800 mètres carrés autour d'une exposition (panneaux, films vidéo, matériels, dessins originaux de Frank Margerin, jeux sur un support nouveau, le CD-Tel, qui relie le Minitel et le disque compact audio) et de trois ateliers animés par des professionnels.

Un studio d'enregistrement de 65 mètres carrés doté d'une règle de 50 mètres carrés et d'un équipement sophistiqué (magnétophone vingt-quatre pistes numériques, console trente-deux voies automatisées...) fonctionnera en permanence et permettra de s'initier à l'enregistrement ou à l'arrangement de musiques de styles variés (classiques, variétés, rock, jazz). Une dizaine de musiciens pourront être accueillis sur le plateau-scène du studio. Le public sera reçu par groupes de dix à quinze personnes et pourra dialoguer avec les professionnels en activité.

Un atelier sera animé en permanence par un musicien praticien de la micro-informatique musicale (MIDI) autour de l'arrangement et de la création de sons. Suivant les conseils du praticien,

le public pourra tester les différentes sonorités obtenues.

Un atelier d'initiation aux techniques du son à l'image sensibilisera dans les conditions du réel le public aux métiers du doublage, du bruitage et du mixage. Le professionnel démonstrateur distribuera à trois visiteurs l'interprétation de trois personnages qu'il leur faudra doubler en visionnant une vidéo muette. De même, les visiteurs disposeront eux-mêmes de nombreux éléments de bruitage et d'un matériel perfectionné de mixage (ambiances, dialogues, musique, effets spéciaux).

Pour rendre compte de l'éventail des professions, un espace d'animations temporaires accueillera les professionnels en situation de travail et présentera successivement la lutherie, la fabrication des cuivres, la facture d'orgues et de piano, la recherche acoustique, la maintenance d'équipements audio, la production radio, etc.

★ Du 17 décembre 1991 au 10 mai 1992. Espace Marie-Curie, Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier, 75019 Paris. Commissaire de l'exposition : François Veyss. Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à 18 heures. Entrée (Cité-sciences) : 25 F et 35 F. Tél. : 40-45-80-80. Minitel : 3615 VILLETTE.

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Annabelle partagée

de Francesca Comencini, avec Jean-Claude Adeline, François Martheurel, Delphine Zingg, Florence Thomassin, Dominique Régnier, François 11 h 30.

Après les crises de la marginalité de *Pianoforte* et les convulsions sentimentales de *La Lumière du lac*, la cadette de Luigi Comencini se tourne vers une étude de mœurs plus liée à la vie, en suivant les pas d'une jeune femme qui cherche dans Paris le bon chemin entre son plaisir et sa tendresse aux côtés d'un homme mûr, et l'amour fantasque d'un jeune homme.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (42-33-42-26).

Les Arcandiers

de Manuel Sanchez, avec Simon de La Brosse, Dominique Pinon, Charles Schneider, Géraldine Pailhas, Yves Afonso.

La balade sans avenir de trois « arcandiers » vieillots à la mode des bords de Loire, qui pour fuir leur terne quotidien embarquent au volant d'une vieille voiture sans pare-brise pour un rêve absurde, et auxquels se joignent une jeune auto-stoppeuse, puis un taulard entreprenant. Dans une innuence proche de Bertrand Blier, un premier film entre rigolade, déprime et fantasque.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 6- (42-25-12-34) ; U.G.C. Montparnasse, 9- (42-74-84-94) ; U.G.C. St-Germain, 10- (42-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-95-40) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; U.G.C. Belleville, 13- (45-41-94-59) ; Miroir, handicapés, 14- (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15- (45-74-93-40).

Contre l'oubli

de Chantal Ackerman, René Allo, Denis Amar, Jean Becker, Jona Biria, Jean-Michel Carré, Patrice Chéreau, Alain Corneau, Costa-Gavras, Dominique Danté, Claire Denis, Raymond Depardon, Jacques Demy, Michel Deville, Jacques Doillon, Martine Franck, Gérard Frot-Cova, Francis Girod, Ronaldu Guip, Jean-Loup Hubert, Robert Kramer, Patrice Leconte, Anne-Marie Miéville et Jean-Luc Godard, Sarah Moon, Philippe Muyl, Michel Piccoli.

Alain Resnais, Coline Serreau, Bertrand Tavernier, Nadine Trintignant, François 11 h 30.

Au profit d'Amnesty International, trente réalisateurs ont tourné chacun un film de trois minutes consacré à une lettre envoyée par une personnalité contre une violation des droits de l'homme. La réunion de ces courts-métrages fait un vrai film, bouleversant et passionnant.

Pathé Hauteville, 6- (45-33-78-38) ; Elysées Lincoln, 9- (43-53-36-14).

Les Enfants du vent

de Krzysztof Rogulski, avec Jacques Bonnaffé, Thérèse Liotard, Marie Dubois, Pierre Vanock, Brigitte Rodin, Franco-Polonois 11 h 40.

En pleine guerre mondiale, une bande de gamins polonais monte une troupe théâtrale, et part en tournée dans la campagne, malgré les soldats, les adultes et la noirceur du temps, pour un voyage aussi initiatique qu'artistique.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; George V, 8- (45-52-41-48) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; VF : Pathé Français, 9- (47-70-33-88).

Fievel au Far West

de Phil Nibbelink, Simon Wells, avec les voix de Phillip Glasser, John Cleese, Don De Lise, (VO), Dimitri Kouspé, Raymond Gérôme, Américain 11 h 15.

Déçu par leur découverte d'un Nouveau Monde guère plus amène que l'Ancien, ainsi que le raconte le premier épisode, Fievel et sa famille partent pour le Far West, continuer d'explorer les mythes fondateurs américains d'un œil pétillant de curiosité.

VO : Gaumont Las Halles, handicapés, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Rex, 2- (42-38-83-83) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-33) ; Gaumont Ambassade, 9- (43-59-19-08) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 10- (47-42-56-31) ; Les Nations, 12- (43-43-04-71) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Pantassa, handicapés, 14- (43-39-30-40) ; Gaumont Aléxis, handicapés, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 15- (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapés, 15- (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, THX, 20- (46-36-10-36).

La Neige et le Feu

de Claude Pinoteau, avec Vincent Perez, Géraldine Pailhas, Matthieu Rosé, Français 11 h 05.

L'histoire, occultée par l'Histoire, de la libération de l'est de la France durant l'automne et l'hiver 1944-1945, vue par deux jeunes Français amoureux de la même jeune infirmière qui, elle, logne du côté du clair sourire menthoilé de l'Amérique triomphante.

Gaumont Las Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Bretagne, 6- (42-22-57-57) ; U.G.C. Odéon, 6- (42-25-0-30) ; Gaumont Ambassade, 9- (43-59-19-08) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pesquière, 8- (43-87-35-43) ; Les Nations, 12- (43-43-04-71) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Aléxis, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15- (45-28-42-27) ;



« Docteur Folamour » de Stanley Kubrick

Kinnasorame, handicapés, 15- (43-06-50-50) ; U.G.C. Maitre, 17- (40-88-00-16) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

Rien que des mensonges

de Paul Muret, avec Fanny Ardant, Alala Bashung, Jacques Perrin, Français 11 h 20.

Ils ont été de jeunes exilés des causes les plus généreuses, ils sont devenus bourgeois un peu rangés, un peu ennuyés. Ils ont vécu avec appétit la « libération sexuelle », ils se débattaient entre couple sage et adultère conventionnel. Une femme tente de sortir de ce cercle qui l'opprime.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-50-31) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Pathé Wexler II, 18- (45-22-46-01).

Rogopag

de Pier Paolo Pasolini, Roberto Rossellini, Jean-Luc Godard, Gregorietti, avec Orson Welles, Laura Betti, Ugo Tognazzi, Alessandra Stewart, Silvana Mangano, Rosanna Schiaffino, Italien, copie neuve 11 h 51.

En cette époque où le cinéma semblait se réinventer, il était fréquent de réunir plusieurs porte-drapeaux du mouvement en une suite de sketches. Ici, un maître, Rossellini, deux élèves parmi les plus durs, Godard et Pasolini, et un cancan de passage, Gregorietti. C'est Pasolini qui prend l'avantage, avec sa satire et incisive et complicité et vacharde Ricotta, qui à elle seule vaut le déplacement.

VO : Accatone, 5- (48-33-88-88).

Reprises

Andrei Roubliev

de Andreï Tarkovski, avec A. Solonitsyn, N. Sergeiev, N. Bondariev, I. Lapikov, Soviétique, 1966, couleurs et noir blanc 2 h 30.

Dans sa version intégrale, l'immense fresque historique, mystique, tellurique de Tarkovski qui, autour de la figure du peintre d'icônes et avec un lyrisme enlarmé, interroge la place de l'artiste dans le monde.

VO : Saint-André-des-Arts II, 8- (43-26-80-25).

Les Aventures de Pinocchio

de Luigi Comencini, avec Andrea Balistreri, Nino Manfredi, Gina Lollobrigida, Franco Franchi, Ciccio Ingrassia, Italien, 1972 (2 h 15).

L'adaptation de la célèbre histoire de Collodi en prises de vues réelles fait un conte souvent charmant, parfois cruel, et d'une étonnante vérité. Que le nez me pousse si je mens.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5- (43-54-42-34) ; 14 Juillet Pantassa, 6- (43-28-58-00).

VF : Reflet Logos I, handicapés, 5- (43-54-42-34) ; 14 Juillet Pantassa, 6- (43-28-58-00).

Docteur Folamour

de Stanley Kubrick, avec Peter Sellers (dans 3 rôles), George C. Scott, Sterling Hayden, Britannique, 1963, noir et blanc 1 h 33.

Révisons qu'un jour les écoliers apprendront, ce regardant ce cauchemar torquent, ce que furent la guerre froide et la grande peur atomique, quand le surréalisme du monde était (seulement) à la merci de la folie d'un général paranoïa et des implacables mécanismes de la division de la planète en deux blocs antagonistes. Un grand film du grand Kubrick.

VO : Le Champ - Espace Jacques Test, handicapés, 5- (43-54-51-60).

Down by Law

de Jim Jarmusch, avec Tom Waits, John Lurie, Roberto Benigni, Nicoletta Braschi, Ellen Barkin, Américain, 1986, noir et blanc 1 h 46.

Au fil des superbes images de Robbie Müller, Jarmusch inventait les trajec-

toires entrelacées de l'étrange étranger (viva Benigni !) et de deux drop-out traquant avec une bonne humeur obstinée leur chemin à travers scènes de ménages, machinations, incompréhension, barreaux de prison et marnis. Cela faisait une superbe fable, poétique et rigolarde, au son du piano de Tom Waits et du saxo de John Lurie, impeccables comédiens de surcroît.

VO : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83).

Histoires extraordinaires

de Roger Vadim, Louis Malle, Federico Fellini, avec Jane Fonda, Peter Fonda, Alain Delon, Brigitte Bardot, Terence Stamp, Français, 1968 (2 h).

Trois nouvelles d'Edgar Poe ont inspiré ces trois sketches confiés à trois cinéastes qui n'ont pas grand-chose en commun.

Accatone, 5- (46-33-88-88).

Sélection Paris

Les Amants du Pont-Neuf

de Léos Carax, avec Juliette Binoche, Denis Lavant, Klaus Michael Grüber, Français 11 h 06.

Comment faire d'une très simple histoire d'amour entre deux paumés sur un pont vide un formidable opéra d'images, de sentiments, de sensations et d'idées. Carax connaît la réponse, elle tient en deux heures d'enchantement, avec Binoche en fée douce et Lavant en farfadet du dernier jour.

Gaumont Las Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 9- (43-59-19-08) ; La Bastille, 11- (43-07-45-60) ; Fauvette bis, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Pantassa, 14- (43-39-30-40) ; Gaumont Aléxis, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15- (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-36).

La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Burstein, Gilles Aronson, Français 11 h 04.

Art à part entière, le cinéma possède par surcroît la vertu de faire approcher du plus près la compréhension des autres arts dans le mouvement même de leur création. En peignant dans la pénombre et la durée d'un atelier, en

enregistrant les soubresauts de la relation entre un peintre et son modèle, Jacques Rivette en administre une preuve magistrale.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle Georges-de-Beauregard, 6- (42-22-87-25).

Close up

de Abbas Kiarostami, avec Ali Sabzian, Hassan Forouzmand, Abolfazl Ahmadi, Hushang Shahab, Iranien 11 h 30.

Abbas Kiarostami a reconstitué avec les véritables protagonistes une mystification et ses suites judiciaires. Au-delà de la frontière entre fiction et document, il en fait un jeu passionnant et troublant sur vérités et mensonges de la vie et du cinéma.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85).

Devoirs du soir

de Abbas Kiarostami, avec Abbas Kiarostami, des écoliers iraniens, Iranien 11 h 25.

Du même cinéaste iranien, peut-être la plus importante révélation de cette année cinématographique, une enquête sur les enfants d'une école de Téhéran qui, sous la rigueur sociologique, laisse filtrer l'émotion, et le plus épouvantable constat sur l'oppression idéologique.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85).

J'embrasse pas

d'André Téchiné, avec Philippe Noiret, Emmanuelle Béart, Manuel Blanc, Hélène Vincent, Franco-Italien 11 h 55.

Laissons tout derrière lui - famille, province et vie bouffée - Pierrot est « monté » à Paris. Il a un rendez-vous urgent. Avec qui ? Il ne le sait pas encore, et tout le film fonce à toute allure sur la corde de l'émotion tendue à se rompre, constitue la réponse à cette question. Superbe et implacable.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; U.G.C. Montparnasse, 9- (45-74-84-94) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11- (43-57-50-31) ; U.G.C. Belleville, 13- (45-41-94-59) ; Miroir, 14- (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15- (45-75-79-79) ; Pathé Wexler II, handicapés, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-36).

Paris s'éveille

de Olivier Assayas, avec Judith Godrèche, Jean-Pierre L  aud, Thomas Langmann, Marie L  onotte, Français 11 h 30.

Dans l'élan même des peurs, des désirs et des tendresses, Olivier Assayas fouille dans l'obscurité d'un Paris glacé les corps de ses trois formidables acteurs, et fait jaillir la chaleur et la lumière.

Gaumont Las Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 9- (43-59-19-08) ; La Bastille, 11- (43-07-45-60) ; Fauvette bis, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Pantassa, 14- (43-39-30-40) ; Gaumont Aléxis, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15- (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20- (46-36-10-36).

Le Pas suspendu de la cigogne

de Theo Angelopoulos, avec Marcellin Mastroianni, Jessane Moreau, Gregory Karr, Franco-germano-hell  no-italien 2 h 20.

Parabole sur l'exil, les exilés, l'histoire croise d'une petite ville frontalière et de l'enquête d'un journaliste sur un homme politique disparu met les splendeurs d'une chorégraphie cinématographique au service d'une passionnée réflexion. Le Pas suspendu de la cigogne, c'est le cinéma quand il est beau et intelligent à la fin.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-36) ; Europa Parth  on (ex-R  f  t Parth  on), handicapés, 5- (43-54-42-34) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; U.G.C. Convention, 15- (45-28-42-27) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-50-31) ; Beaugrenelle Montparnasse, 15- (45-44-25-02).

J.-M. F.

Bonnes références

La rédaction d'un dictionnaire r  l  ve plus de l'arsenal de précision que de la science exacte. C'est la réussite de cet exercice qui fait dire depuis sa publication en 1987   le Passeur   pour désigner le *Dictionnaire du cinéma* publié par Larousse sous la direction de Jean-Loup Passek, également programmeur du Centre Georges-Pompidou et directeur du Festival de La Rochelle. Aucune œuvre, en France, n'est comparable à sa précision et à l'étendue du domaine couvert. Le temps d'un ennemi des dictionnaires, en voici donc, quatre ans plus tard, la rédaction à augmentée. Augmentée au sens strict, les rédacteurs s'étant généralement contentés de rajouter aux notules existantes les compléments nécessaires. On y retrouve aussi d'inutiles accès de subjectivité, peu souhaitables dans un tel travail. Mais avec ses quelques cinq mille   tr  es  , par noms propres bien sûr, mais aussi par pays, par genres ou par sujet technique, il demeure un irremplaçable outil de référence.

Beaucoup plus spécialisé, le *Cartoon* de Bendazzi est   appel   à faire lui aussi autorité en son domaine : l'animation. S'il se veut tout aussi exhaustif, il ne procède pas par ordre alphabétique, mais par un découpage

dans le temps (des débuts à la seconde guerre mondiale, les années 50-60, les années 70-80), chaque grande p  rie étant à son tour divisée en chapitres concernant généralement un pays, parfois un thème particulier. Il n'en reste pas moins un dictionnaire plutôt qu'un ouvrage conçu pour être lu de la première à la dernière page. Mais il n'oublie en chemin ni les ancêtres de l'animation ni ses   c  tes, ni l'essentiel des productions les plus commerciales, y compris pour la télévision (mais à son passé les *Tortues Ninja*), ni les recherches de pointe (mais il manque l'inoubliable *Arge de Bokanowski*). Gr  ce à une érudition véritablement planétaire, l'auteur dresse un surprenant portrait de la variété et de l'originalité du genre.

* *Dictionnaire du cinéma*, sous la direction de Jean-Loup Passek. Ed. Larousse, 756 pages, ill., 400 francs.

* *Cartoon*, de Giannalberto Bendazzi. Ed. Liana Levi, 704 pages, ill., 360 francs.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : couvert jusqu'à heures.

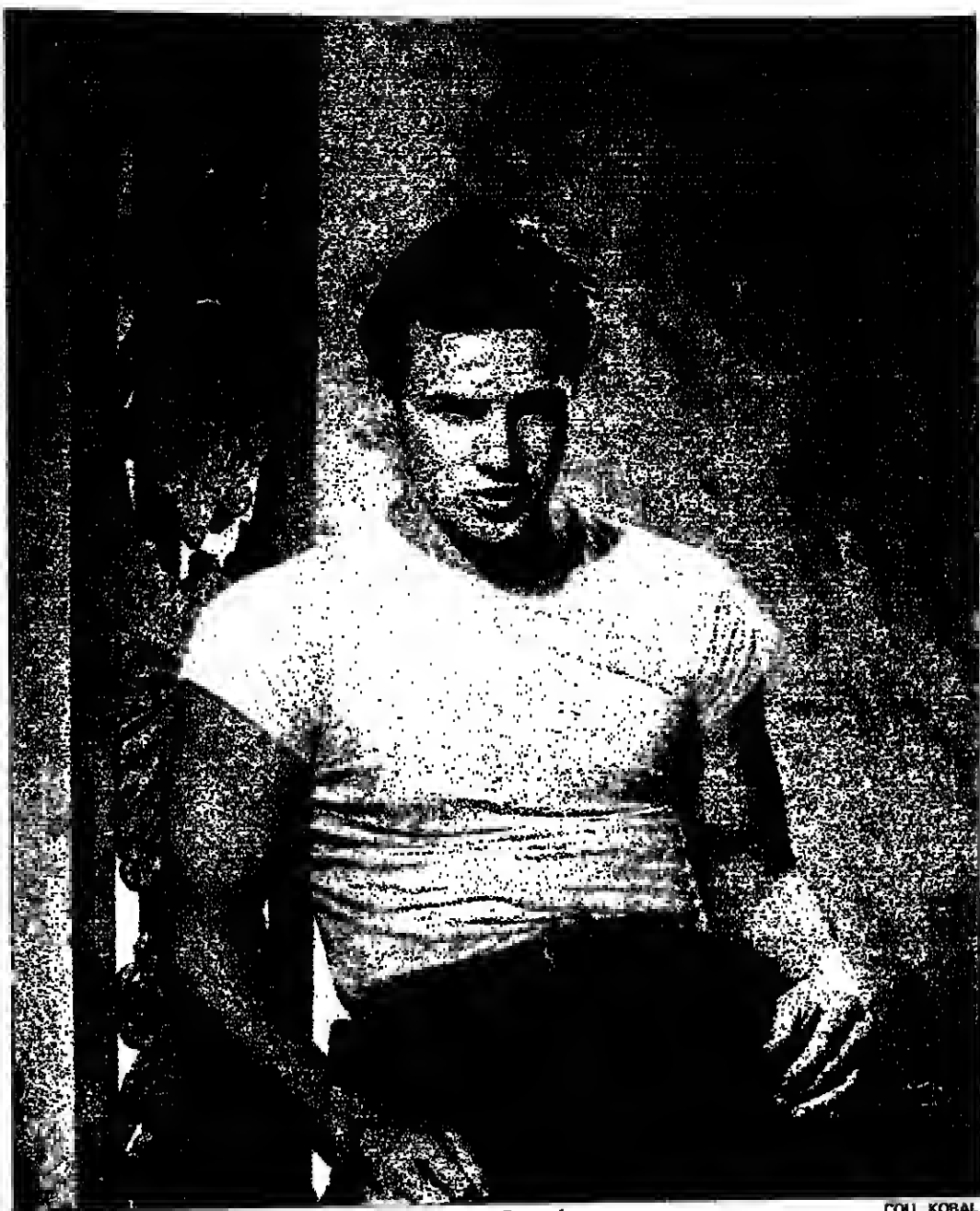
DINERS		RIVE DROITE
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue de la Qu��ill��re, 1- 42-36-74-24 AU PETIT RICHEL 47-70-68-68/1-70-86-50 25, rue de la P��t��rie, 9- F��d��r. serv. serv. 0 h 15 YVONNE 37, rue Bassano, 16- 47-20-98-15 LE CORSAIRE 45-20-87-85 et 1, bd Exelmans, 16- 43-25-53-25	DE NUIT COMME DE JOUR : Chocrouettes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1-étage. Pour finir l'année (1991) avec nous, le restaurant vous conseille de réserver votre table pour le 31. �� la carte aux prix habituels. Une aubaine ! Et toujours en semaine, le MENU GOURMAND �� 180 F vin compris. Réservation et de fruits de mer. Plusieurs salons particuliers, dans un cadre 1880. Parking D��roux. Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, co��ult de canard. Carte 300/350 F. Diplômé club P. Montaigne. OUVERT DIM. Le restaurant �� vous ne serve jamais d��p��. Spécialités de qualité. Cuisine faite par le patron. Menus �� 95 F et 150 F et carte. Fermé samedi.	UNIQUE AU MONDE . Cadre fin 17-��. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin �� discrétion. Tous les soirs. Déjeuner midi et soir. AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PR��S, RÉVEILLON ST-SYLVESTRE , 590 F (avec 1/2 champagne par pers.), DÎNER DANSANT, COTILLONS. Jusqu'�� l'aube. Spécialité de co��ult de canard et de canard aux co��ult de canard. Soc jusqu'�� 23 h 30. TOUS LES JOURS. D��ner, soc continu de 13 h �� 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La boutique adresse du général.
HUITRES toutes l'ANNÉE.
POISSONS DU MARCHÉ.
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
  C  UR    Brasserie de luxe à.
JARDIN D'HIVER.
Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

DE LA SEMAINE



Marion Brando

COLL. KOBAL

Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Londo, Gérard Sety, Bernard Lecoq, Corinne Bourdon. Français (2 h 38). Les couleurs de la vie et le rythme de chaque jour, les nuances de la folie et le tempo du malheur, c'est la peinture de Van Gogh, c'est le film de Pialat. Qui ne copiait rien de ce qu'a peint Vincent, fait, avec le secours d'un parfait Dutronc, un film aussi beau que l'étaient les tableaux.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Pathé Hautes-Frédouilles, handicapés, 8- (40-33-79-38) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-55-19-08) ; Les Trois Batz, 9- (45-81-10-60) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 10- (47-07-55-58) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; Pathé Wapler II, 18- (46-22-47-94).

Mercredi 18 décembre - 20h30

AVANT-PREMIERE
Eric Rohmer
CONTE D'HIVER



LES GÂTEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

CONCERTS DE NOËL

avec le quatuor vocal
CLÉ DE FA
(Gospels, standards, Lieder, noëls du monde).

Mardi 17 décembre, 20 h 30
Boulevard St-Jacques - 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463

Jeudi 12

DE LA SEMAINE

osaure

pour sa musique que ses détracteurs la rejettent. Ceux qui ne pourraient assister à ce spectacle peuvent se reporter à l'enregistrement intégral qui vient d'être publié par Warner.

Bobigny, Maison de la culture, 20 heures (à 10 F). Tél. : 48-31-11-45. Location Fnac. 280 F.

Dimanche 15

Boesmans

Fantôme

Mernier

Artifices

Harvey

Toccata

Bernard Foccart (orgue).
Le nouveau patron du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles n'oublie pas qu'il est organiste. Et l'un des plus inventifs du moment : son Bach chez Ricercar (distribution Adda) témoigne du soin qu'il apporte au choix des œuvres qu'il touche, de la science de ses registrations.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 15 h 30. Entrée libre.

Lundi 16

Mendelssohn

Quatuor à cordes n° 2 et 3

Mozart

Quatuor à cordes n° 14

Quatuor Ysaye.
Salle accueillante, acoustique agréable, programmation excellente, prix des places acceptable : l'Auditorium des Halles devrait afficher complet chaque fois qu'un concert y est programmé. Ce n'est hélas pas le cas. Le Quatuor Ysaye échappera sans doute à cette guigne : il a son public, fidèle et enthousiaste.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Mozart

Idoménée, ouverture
Concerto pour piano et orchestre n° 27
Symphonie n° 38 « Linx »
Maria Tipo (piano).
Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction).
Mozart est, d'après ce que nous connaissons du jeu de Maria Tipo, un compositeur qu'elle joue de façon assez anachronique, assez lourde et romantique. Mais nous ne l'avons jamais entendu dans le *Vingt-Septième Concerto*, il est si différent des autres, si détaché, glacial d'une certaine façon, que de cette rencontre paradoxale peut naître une nouvelle vision de cette œuvre.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 190 F.

Mardi 17

Haendel

La Messie
Les Arts Florissants, William Christie (direction).
Le plus français des Anglo-Saxons s'attaque au tube du plus anglais des compositeurs allemands. Un *Messie* dirigé par Christie, c'est l'assurance de ne pas être égaré par une armée de choristes pompeux, des solistes qui se croient sur la scène de la Scala de Milan, et un orchestre qui confond la musique baroque avec *Pomp and Circumstance* d'Elgar.

Opéra de Paris, Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-63-71. De 30 F à 350 F.

Bartok

En plein air

Masson

Création mondiale

Stravinsky

Sonata pour piano n° 2

Plano-Flag-Music

Mompou

Musica Callada, 1- Livre

Albeniz

Iberia, 2- Cahier

Jean-François Heisser (piano).

Surtout ne pas prendre peur à la lecture de ce programme de musique du vingtième siècle ! Heisser est un admirable pianiste au jeu tourné vers l'intérieur, vers l'écoute des résonances du piano ; il se préoccupe de mettre aussi en valeur l'architecture des pièces, il sait équilibrer les forces contraires qui font parfois la musique. Il est souvent magnifique.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Chants de Noël et chansons traditionnelles d'Europe

Maitrise du Sestford College.
Mini-tournée de quatre concerts pour cette maîtrise britannique renommée qui s'est déjà produite aux États-Unis devant des publics extasiés. Les fonds collectés serviront à édifier une église pour la communauté anglaise de la région de Versailles. Le 18, à 20 h 30, elle sera, à Paris, dans l'église américaine (23, avenue George-V), le 19, dans l'église anglicane St. Michael (3, rue d'Aguesseau), le 20, dans l'église paroissiale de Versailles.

Saint-Germain-en-Laye, Eglise, 20 h 30. Tél. : 34-51-05-12. Location Fnac, Virgin. 60 F.

Régions

Avignon

Eben

Prague Nocturne

Mozart

Concertos pour piano et orchestre n° 20 et 21
La Clémence de Titus, ouverture
Paul Badura-Skoda (piano).
Orchestre de chambre de Prague.
Retrouvailles entre un pianiste et un orchestre qui ont enregistré ensemble, bien avant l'année Mozart, quelques beaux disques de concertos. Un orchestre qui, par ailleurs, fait équipe avec Mackerras pour une splendide, légère et allègre intégrale des symphonies de Mozart (Telarc).

Le 15, Opéra, 20 h 30. Tél. : 90-82-23-44. De 40 F à 180 F.

Besançon

Mendelssohn

Romances sans paroles op. 30 n° 2 et op. 38 n° 3

Field

Nocturne n° 4

Chopin

Quatre mazurkas op. 17

Nocturne op. 27 n° 2

Schumann-Liszt

Liebestied

Liszt

Années de pèlerinage, extrait

Caprice poétique n° 3

Réve d'amour n° 3

France Clidat (piano).

Radio-France, le plus grand producteur de concerts en France, se décentralise pour organiser des récitals de piano dans plusieurs villes de province. Les Bisontins bénéficient de cette manne.

Le 17, Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 81-82-14-56. De 50 F à 120 F.



Peter Sellers met en scène « Nixon in China » à Bobigny.

Lille

Offenbach

Ophélie aux enfers, ouverture
Les Contes d'Hoffmann
La Grande-Duchesse de Gerolstein
La Vie parisienne, extraits
La Gaité parisienne, extraits

J. Strauss

Le Baron tzigane, extraits
Le Chauve-souris, extraits

Françoise Pollet (soprano).
Orchestre national de Lille.
Pierre-Michel Durand (direction).

Enfin ! un organisateur a la bonne idée de programmer Françoise Pollet dans Offenbach. La belle Artane de la production, hélas hors sujet, de Ruth Berghaus au Théâtre du Châtelet, l'émouvante et digne traductrice de Schumann et de Wolff est, en effet, peut-être l'une des seules chanteuses françaises du moment qui soit en mesure de faire rire dans Offenbach tout en le chantant bien. Ces deux exigences sont rarement réunies chez la même artiste.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Lille

Offenbach

Ophélie aux enfers, ouverture
Les Contes d'Hoffmann
La Grande-Duchesse de Gerolstein
La Vie parisienne, extraits
La Gaité parisienne, extraits

J. Strauss

Le Baron tzigane, extraits
Le Chauve-souris, extraits

Françoise Pollet (soprano).
Orchestre national de Lille.
Pierre-Michel Durand (direction).

Enfin ! un organisateur a la bonne idée de programmer Françoise Pollet dans Offenbach. La belle Artane de la production, hélas hors sujet, de Ruth Berghaus au Théâtre du Châtelet, l'émouvante et digne traductrice de Schumann et de Wolff est, en effet, peut-être l'une des seules chanteuses françaises du moment qui soit en mesure de faire rire dans Offenbach tout en le chantant bien. Ces deux exigences sont rarement réunies chez la même artiste.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

Les 12 et 13, Palais des congrès et de la musique, 20 h 30. Tél. : 20-30-89-40. 120 F.

Et le 16 décembre à Gravelines (salle de l'Arsonal) à 20 h 30, le 17 à Mantes-la-Jolie (Théâtre du Manège) à 20 h 30, le 19 à Boulogne-sur-Mer (théâtre) à 20 h 30, le 20 à Douvres (Espace culturel Lideniens) à 20 h 30, le 21 à Aubonne-Aymeries (Salle Léo-Ferré) à 20 h 45.

ARTS

Nouvelles expositions

Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour le malin, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (maquettes, objets, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critique du musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 8^e. Tél. : 42-80-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Du 17 décembre au 1^{er} mars 1992. 30 F.

Gisèle Freund

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective photographique d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 12 décembre au 27 janvier 1992.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projet.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Serin, 38000. Tél. : 78-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Du 15 décembre au 23 février 1992.

Paris

François-Marie Banier

Un ensemble oscillant entre le poétique et le portrait de rue, dont se détachent quelques trouvailles. Eric Rahner déchiffre une partition, Horowitz au piano et surtout Samuel Beckett en 1989, à Paris, isolé sur un banc, de profil, figure hiératique et inoubliable, appuyé sur une canne et capté au vol entre deux sorties de l'hospice.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

GALERIE LOUISE LEIRIS

PICASSO

80 estampes
Exposition prolongée
jusqu'au 21 Décembre
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 83 28 85 et 37 14

NoTurNeS

PHOTOGRAPHIES DE MARC LE MENÉ

exposition

6 décembre / 28 décembre 1991
du lundi au samedi de 11h à 19h
sauf le mercredi 25 décembre
Salle des Images
du Crédit Foncier de France
11, rue des Canettes - Paris 1^{er}

CRÉDIT FONCIER

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées de Sri-Lanka prêtent leurs chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-88. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 16. Jusqu'au 24 février 1992. 20 F.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Dürer en est le grand maître.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Le musée sera fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (ticket d'entrée au musée).

D'une main forte

De la mer Morte à Canterbury, de Burgos et Tolède à Paris, de Saint-Petersbourg à Rome, des livres de prières, manuscrits, enluminés, calligraphiés, reliés, au Moyen Âge, à la Renaissance, au dix-septième siècle, et conservés dans les collections françaises. Parallèlement, la BN propose une exposition de bibles, livres des rois, livres d'heures, du temps de Charles le Chauve à la Révolution.

Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 15 janvier 1992. 20 F.

Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'égarer avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scandaleuse ou visionnaire. Tout y est sauf le moins bon. Et c'est très bien ainsi.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie - 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'époque romantique certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et d'auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : *Le Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont le génie est retracé en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 janvier 1992. 37 F.

Alberto Giacometti

Revenir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres, depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures pendant la durée de l'exposition. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

Ralph Gibson

Privilégiant le motif et non le sujet, cet archéologue de l'imagerie explore d'un œil distancé le mystère du visible et de l'invisible ainsi que la relation entre le rêve et l'illusion. L'histoire de France corrigée par la perception de détails imprévus inspire à ce maître du noir et blanc son premier travail en couleurs.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carreau, 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-28-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1992. 10 F.

Harcourt oblige

Ecrivains connus, chanteurs de variétés, comédiens et acteurs de cinéma, hommes politiques, sportifs, se précipitent au célèbre studio créé en 1934 et, liftés par l'éclairage, maquillés, retouchés, offrent une image idéalisée d'eux-mêmes. Un pontifex fameux qui va de Julien Gracq à Arletty, Catherine Deneuve, Yves Montand et Alain Delon jeunes.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-35-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} mars 1992. 25 F (entrée du musée).



Les mains de Joyce photographées par Gisèle Freund (1938). Exposition au Centre Georges-Pompidou.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'Art Nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement, à signaler, en prime, une réunion de cent vases de sa période Arts déco, galerie Doris (4, rue Bourbon-le-Château, 75006) 18 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Marc Le Mené

Interprète de ses visions, préconçues à coups de colle et de ciseaux, Le Mené ne s'adonne pas à une quête de son image, ni à une réflexion narcissique sur l'identité. Aussi abstrait qu'angoissant, pénétrant de réminiscences visuelles, son univers en trompe-l'œil à base de maquettes s'inspire librement des cinéastes expressionnistes Pabst et Fritz Lang.

Crédit foncier de France, salle des images, 11, rue des Capucines, Paris 1^{er}. Tél. : 42-44-80-08. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 décembre.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on le voit, grâce à François Mathey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsen, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Les Vandyver, une dynastie d'architectes

Le portrait richement documenté d'une dynastie d'architectes qui, de 1736 à 1947 - près de deux siècles - aura contribué à assurer la diversité, la tradition, mais aussi l'enrichissement d'une architecture bien française, capable avec autant d'enthousiasme de servir dans la « noblesse » des beaux-arts que de s'engager sur des chemins pionniers.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures. Fériés du jour. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée du musée).

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures. Fériés du jour. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée du musée).

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures. Fériés du jour. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée du musée).

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures. Fériés du jour. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée du musée).

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-49-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 9 heures à 18 heures. Fériés du jour. Jusqu'au 12 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée du musée).

Mozart à Paris

Plus de trois cents documents, lettres, manuscrits, gravures, et portraits retracent les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, bien éclairée trop faiblement parfois.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40, mercredi et vendredi jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux jeunes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuettes, bas-reliefs, bustes, installations ou corps humains, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 avril 1992. 25 F (entrée du musée).

Rops et la modernité

On connaît Frédéric Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits insatiables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaumarchais, 127-129, rue de la Harpe, Paris 4^e. Tél. : 42-71-25-16. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992. 20 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le pouvoir coloré et la pictorialité se situent dans le jeu des pratiques appartenant à la sculpture. Vues sous cet angle, même les épreuves les plus plates sont à envisager comme des pièces sculpturales.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais, Paris 3^e. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1992.

Arnulf Rainer

Cette grande figure de l'art contemporain antichien ne cesse de dire un malin, en prenant le corps comme corps du défilé, qu'il ensangante et crucifie. En s'acharnant aussi sur le visage humain qu'il brime, déforme, déchire, biffe rageusement.

Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-91-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 17 janvier 1992.

Antoni Tapies

Tapies, depuis quelques années, s'adonne volontiers à la sculpture, sortant les uns après les autres les objets et les signes de sa peinture pour les modeler en terre : ici un pied, là une baignoire, et là un crâne renversé.

Galerie Lafont, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les

jours, sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 8 janvier 1992.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-58-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 février 1992.

Daniel Dezeuze

Au temps de Supports-Surfaces, Daniel Dezeuze, qui était l'un des membres fondateurs du groupe, donnait, avec ses échelles de toile et ses pièces de tarlatane, dans la fragilité et l'ombre de la peinture. Depuis ce repli stratégique, l'artiste a changé : désormais il ne pense plus qu'à déployer des armes, tendre des pièges, monter des bouchiers.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

L'œuvre photographique considérée comme un état de sculpture

A l'ombre de la grande exposition du CNP, Michèle Chomette réunit les artistes de sa galerie. Et montre comment les photographes se pensent sculpteurs ou peintres en jeu des pratiques appartenant à la sculpture. Vues sous cet angle, même les épreuves les plus plates sont à envisager comme des pièces sculpturales.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais, Paris 3^e. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1992.

Mallol

Dina Vriery fut le modèle de Mallol. Depuis des années, elle lutte pour défendre l'œuvre et la mémoire de ce sculpteur, victime sans doute de ses apparences de classicisme. Il fut cependant l'un des disciples de Gauguin, se posa en rival de Rodin et incarne durant l'entre-deux-guerres le sculpteur français.

Galerie Dina Vriery, 36, rue Jacob, Paris 6^e. Tél. : 42-60-22-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 janvier 1992.

Arnulf Rainer

Cette grande figure de l'art contemporain antichien ne cesse de dire un malin, en prenant le corps comme corps du défilé, qu'il ensangante et crucifie. En s'acharnant aussi sur le visage humain qu'il brime, déforme, déchire, biffe rageusement.

Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-91-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 17 janvier 1992.

Antoni Tapies

Tapies, depuis quelques années, s'adonne volontiers à la sculpture, sortant les uns après les autres les objets et les signes de sa peinture pour les modeler en terre : ici un pied, là une baignoire, et là un crâne renversé.

Galerie Lafont, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les

Régions

Bordeaux

Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure principale du mouvement des « neo-geos », pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des néoplasticistes et même des minimalistes n'a plus la raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'Art contemporain, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 58-44-16-35. Tous les jours, sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février 1992. 20 F.

Labège-Innopolis

Sam Francis

Sam Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur adhésive. Les couleurs dansent et s'embrassent sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de liesse.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31320. Tél. : 61-33-28-29. Tous les jours sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1^{er} février 1992. 10 F.

Marseille

Jouer dans l'Antiquité

A quoi jouaient les petits Egyptiens, Grecs et Romains ? A la poupée, aux osselets, à la balle, au yo-yo, à la toupie. Quant aux grands, ils connaissaient nombre de jeux de stratégie. Une bonne idée d'exposition, où l'on voit que les gestes et les objets n'ont pas tellement changé depuis.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-58-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 février 1992.

Marseille au XIX^e siècle

Au XIX^e siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saïst, de grands chantiers en monuments, entre docks et palais Longchamp, les étapes de cette transformation spectaculaire, en montrant l'arrière-plan économique, social, politique : tel était le projet de cet ensemble d'expositions éditée dans les musées marseillais.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-58-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 février 1992. 12 F.

Nîmes

Edward Steichen, Walker Evans

Des débuts picturaux de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation faite des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calic, Michaels, Le Gac, Faigenbaum, Rousse, Boltanski.

Musée des Beaux-Arts, rue Cîrâ-Fouls, 30033. Tél. : 86-78-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, sauf le dimanche et le lundi uniquement l'après-midi. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Rennes

Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Béguin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations inépuisables entre peinture, sculpture, art décoratif, d'une part, et bouddhisme, d'autre part. C'est une leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-58-85. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février 1992.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Antenne Douane quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Antenne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brerette. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

EN SCÈNE



ANNE TERESA DE KEERSMAECKER AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Danser au noir

La Flamande Anne Teresa de Keersmaecker – et sa compagnie Rosas – est une habituée du Théâtre de la Ville. Elle y revient avec « Achterland » et ses terribles danseuses. Sauvage, timide, la chorégraphe n'est pas bavarde. A Bruxelles, où elle vient d'être nommée chorégraphe résidente au Théâtre royal de la Monnaie, nous avons retrouvé son regard, aussi mystérieux que la terre qui l'a vue naître, du côté de Mechelen (Malines), capitale religieuse et dentellière.

ANNE TERESA DE KEERSMAECKER connaît la musique, ce qui fait d'elle une chorégraphe rare. Après Steve Reich, le musicien de sa première pièce, elle se mesure à Bartok, Ligeti, Ysaye, Monteverdi, et bientôt à Beethoven et à Mozart. Les grandes partitions provoquent sa chorégraphie. Unisson, point, contrepoint, elle met tout son talent à éléver l'écriture de la danse à hauteur de celle des musiciens qu'elle admire.

Pièces de danse pure ou pièces proches du théâtre dansé, sa création austère et hystérique, saturée, explosive, n'est jamais fermée : elle glisse sur les portées musicales, non pour délivrer des messages, mais pour énoncer des états du corps. Elle pose ses chorégraphies comme les compagnons, jadis, les pierres des cathédrales, sans penser au résultat final, avec l'espoir d'être éternelle, de vaincre la mort.

« Vous avez hésité à être compositrice ? »

– Je n'y ai jamais songé véritablement, même si j'ai reçu une formation musicale sérieuse. En revanche, j'ai été attirée par le théâtre avant de choisir la danse. Je ne me suis jamais sentie à l'aise parmi la communauté des gens de danse. Il y a dix ans, quand j'ai commencé à chorégraphier – j'avais vingt-deux ans – la danse relevait de l'absence en Belgique, à l'exception de l'empire que constituait le Ballet du XX^e siècle avec son rayonnement artistique international. Nous n'avons pas de tradition de ballet comme en France ou en Angleterre. Le développement de la danse contemporaine date, ici, de quatre ou cinq ans. Pas plus.

– Quel rapport avez-vous entretenu avec Béjart ?

– Un rapport assez lointain. Lorsque je suivais les cours à l'école Mudra, de 1978 à 1980, Béjart y était déjà moins présent qu'à l'époque de Maguy Marin, par exemple. Mais c'était quelqu'un d'extrêmement fort, une sorte de Napoléon.

– On voit parfois écrit que vous avez dansé chez Lucinda Childs, est-ce vrai ?

– Une erreur de journaliste, perpétuée d'article en article depuis des années. On pouvait, certes, trouver à l'époque un certain parallélisme entre elle et moi, puisque mon premier travail s'appuyait sur la musique minimaliste de Steve Reich, ou sur celle de Thierry de Mey et de Peter Vermeersch. Ces deux compositeurs, qui sont belges, ont appelé leur musique « maximale », car, si elle aussi joue la répétition, elle est porteuse d'une tout autre énergie. Il en va de même de la danse que j'élaborais. Ces choix de mes débuts marquaient ma préoccupation de faire beaucoup avec peu. J'expérimentais la chorégraphie, éprouvant le besoin de resserrer au maximum les choses, de travailler seulement un ou deux mouvements, avec des changements d'angles et de rythmes. Ce vocabulaire volontairement réduit a engendré une grammaire qui s'est développée et élargie de pièce en pièce.

– Quel est votre rapport à la musique ?

– J'ai une prédilection pour les écritures dont les structures sont des défis. L'écriture musicale, à cause de son histoire, de sa notation, permet la réflexion sur les textes, l'analyse. Je peux aujourd'hui étudier une composition de polyphonistes flamands. La *Grande Fugue* de Beethoven, qui inspire en ce moment ma création, m'oblige à me dépasser, à rechercher cette même complexité qui est l'image de la vie. Cette musique n'est pas en contradiction avec le minimalisme : sa richesse naît seulement de l'exploitation de trois thèmes. Les œuvres supérieures vous exaltent, même si l'on peut penser que l'argument de *Così fan tutte* est socialement dépassé. J'ai besoin de m'appuyer sur des matières fortes et d'être provoquée par la personnalité de mes danseurs.

– L'art chorégraphique ne serait pas aussi important que la musique ?

– Pour des raisons historiques, liées à l'absence de notation, c'est évident. Il y a encore un énorme chemin à faire. Mais soyons heureux de créer au sein d'un art encore jeune, dont la forme contemporaine date seulement de ce siècle. La peinture, la musique ont une longue histoire. Ces arts permettent l'abstraction, la théorie. Le corps se laisse moins cerner. Il n'est pas l'objet d'un savoir écrit qui se transmettrait. La chorégraphie reste éphémère, fugitive.

– Il faut tenir compte des rôles imaginés en fonction des danseurs. Ce paramètre renvoie la danse encore plus à son état de poussière, évaporée, car les danseurs vont et viennent. A chaque fois, la matière change. C'est peut-être pourquoi la danse exprime en ce moment une telle désespérance. Un immense amour aussi.



Sous son air de pensionnaire, Anne Teresa de Keersmaecker cache une des plus belles volontés de chorégraphe à réunir une œuvre en osmose avec la musique. Ainsi dans « Achterland », la danse surgit des études pour piano de Ligeti et des sonates pour violon seul d'Ysaye.

– Parmi les créateurs, les chorégraphes ne sont-ils pas ceux les plus attirés, voire obsédés, par la mort ?

– Je ne l'ai jamais entendu formuler si nettement. Le corps qui danse, qu'il soit triste ou heureux, est un corps exubérant, plein d'émotions. La danse est forte de cette tension créée par l'acte de danser, qui remonte à la nuit des temps, et l'éphémère du mouvement qui va mourir.

– Vous avez beaucoup écrit pour des danseuses : est-ce parce que la femme représente la vie ?

– Écrire pour des femmes était une raison structurelle. La musique répétitive entraîne un travail sur l'identité. Ma création ne peut se faire que dans la plus grande honnêteté physique. Elle doit être proche de moi. Et comme j'ai un corps de femme... Mais mon écriture pour les hommes existe, même si elle est moins articulée. Elle va occuper mes chorégraphies à venir, notamment celle que je prépare sur la *Grande Fugue*.

– Le travail avec des danseurs est-il très différent ?

– Ils ont une autre énergie, une autre tension, d'autres rapports les uns envers les autres. Une musculature qui fait que leur réponse à mes propositions sont d'une tout autre nature. Ils ont une relation naturelle à l'air, à l'élévation, au saut. Ce bréviaire de la danse classique que je croyais tout théorique est bel et bien une réalité.

– Les petits garçons sautent et les petites filles tombent par terre ?

– C'est ainsi que la différence sexuelle se traduit dans un corps. Notre professeur de rythme à Mudra, Fernand Schirren, disait toujours que la femme était « boun » ; ce n'est pas une idée archaïque : la femme bouge avec la pesanteur, et l'homme contre.

– *Ottone*, *Ottone*, inspirée du Couronnement de Pop-pée de Monteverdi, et *Stella* paraissent être deux œuvres

de rupture dans votre travail, parce qu'elles sont théâtrales...

– ...Elles ne sont pas actes délibérés de rompre avec ce qui précède. Quand j'ai le sentiment d'avoir exploré quelque chose, je laisse reposer. Je me tourne alors vers une autre de mes préoccupations, avant de reprendre. Je vais là où je sens les urgences pour le groupe. *Stella* répond à l'arrivée de Jean-Luc Ducourt dans la compagnie et à son désir de mettre en scène.

– Qui a souhaité votre association au Théâtre de la Monnaie ?

– Bernard Foccroulle, le successeur de Gérard Mortier. Ma compagnie ne sera pas absorbée. Elle garde son autonomie. Subventionnée jusqu'à présent par la communauté flamande, ce lien continuera d'exister, même si nous sommes maintenant au sein de la communauté nationale.

– Quels sont vos projets ?

– Recréer les dix pièces qui ont vu le jour en dix ans, en réécrivant certaines, car la compagnie a évolué et moi aussi. En mars prochain, nous créons sur la *Grande Fugue*, de Beethoven, avec du Webern ; puis, cet été, un travail sur les grands airs d'opéras de Mozart, création qui doit aller à Avignon, Salzbourg et Séville. Pour l'ouverture du Théâtre de la Monnaie, nous avons choisi de programmer *Rosas danst Rosas* qui date de 1983.

– Après *Ottone*, *Ottone*, et *Hopla*, vous êtes, à votre tour, happée par le cinéma, pourquoi ?

– Chaque chose en son temps. Il est vrai que je m'apprends à tourner, toujours pour l'ouverture de la Monnaie, en janvier, un court-métrage avec Peter Greenaway : il s'agit d'un adieu à ma danseuse Fumiyo Ikeda, qui quitte la compagnie après huit ans. C'est douloureux pour moi... Le cinéma, parce que la matière en est la pellicule, permet une distanciation vis-à-vis du corps du danseur, il fait passer un air frais. Quand un est chorégraphe, le corps des autres est lourd parce qu'il est aussi corps social, corps émotionnel, et qu'il traverse des moments où l'on ne peut pas tout lui demander. Il y a aussi le désir de retoucher la danse, non pas pour en prendre possession, seulement pour la faire vivre, à travers un médium qui demande une logique et un cadre différents, qui permet de travailler plus facilement et plus profondément les problèmes de structure. Le cinéma est l'art de notre époque, du moins en quantité. Tout le monde m'a parlé d'*Hopla*, qui est passé à la télévision : combien aurait-il fallu de représentations, d'articles, d'interviews, pour obtenir un public si vaste ? Ma propre naïveté face au pouvoir de l'image m'a étonnée !

Propos recueillis par DOMINIQUE FRÉTARD

* *Achterland*, d'Anne Teresa de Keersmaecker. Les 17 et 18 décembre, Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

2011.50